

● TÉLÉVISIONS D'EUROPE : LES PIÈGES DE LA PRIVATISATION – Pages 2 à 5

LE MONDE diplomatique

N° 387 - 33e année — JUIN 1986

28 pages - 15 F

Algérie : 6 DA — Antilles fr., Réunion : 19,00 F — Belgique : 85 FB — Canada : 2,25 $ C — C.-d'Iv. : 870 F CFA — Espagne : 270 P — E.-U. : 2,10 $ US — Gr.-Bret. : 1,10 £ — Irlande : 1,70 £ — Italie : 3 500 lires — Maroc : 14,50 dir. — P.-Bas : 5,00 FL — Sénég. : 900 F CFA — Suisse : 3,80 FS — Tunisie : 1,300 DA

Abonnements : voir tarif page 9

Publication mensuelle – 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Aux Etats-Unis, la culture populaire flirte avec la bombe

(Page 7.)

DE L'ANTITERRORISME AUX CONFLITS COMMERCIAUX

Démocraties : solidaires et rivales

Par CLAUDE JULIEN

VOLONTÉ d'impressionner un allié coupable de ne pas se comporter en vassal suffisamment docile ? Une incroyable campagne antifrançaise s'est déclenchée aux Etats-Unis lorsque Paris a refusé aux F-111 l'autorisation de survoler le territoire national pour aller bombarder Tripoli et Benghazi. Ce qui frappe dans cette vague d'hostilité, c'est moins sa virulence que sa vulgarité : le présentateur d'une émission télévisée très populaire a jeté une tarte à la crème à la tête d'un acteur représentant un Français qui s'étonnait de cette hargne à l'encontre d'un pays que, récemment encore, l'Amérique considérait comme son meilleur allié.

Lorsque le débat s'abaisse à ce niveau, toute tentative de le situer sur son vrai terrain paraît dérisoire. Au risque de se faire rabrouer, faut-il rappeler que toute alliance se fonde sur le respect de la souveraineté des partenaires ? Voilà bien longtemps que cette idée figure à peine dans les discours officiels. Dans la réalité, d'autres pratiques prévalent. Depuis longtemps, Washington informe ses alliés mais ne les consulte pas. Aux pressions économiques sur les pays réputés amis, et aux bombes sur les adversaires les plus faibles, s'ajoute désormais une arme nouvelle : la grosse farce.

L'« ingratitude » de la France

PAREILLE acrimonie n'est pas sans précédent. A la belle époque où le dollar était convertible, de Gaulle poussait l'outrecuidance jusqu'à troquer ses billets verts contre l'or de Fort-Knox. Inconcevable affront, qui suscita outre-Atlantique une frénétique réaction : les consommateurs furent sommés de boycotter les produits français, les touristes d'éviter l'Hexagone.

Le général ne faisait donc pas confiance à la parole de Washington ? Puisque le dollar était convertible, le papier-monnaie valait de l'or, et il était donc inutile de le convertir... Dans cette irrécusable logique, la bonne foi américaine ne pouvait être mise en doute. Mais pas davantage la perspicacité du général : encore un peu de temps et, l'intérêt national l'emportant toujours sur l'amitié et sur le respect des règles établies, le président Nixon, pris à la gorge – déjà – par son déficit commercial, supprimerait en 1971 la convertibilité du dollar.

Car, en dépit de toutes les enjolivures oratoires, l'intérêt national a toujours commandé, et commandera toujours, la politique des Etats. Lorsqu'un gouvernement conclut des alliances, noue des liens de solidarité, prend des engagements à l'égard d'autres pays, c'est parce qu'il voit dans ces alliances, liens, engagements, autant de moyens de servir les seuls intérêts nationaux dont il ait la garde : les siens. Comme il doit alors prendre soin de ne point paraître trop cynique, il enrobe ses choix de considérations idéalistes, invoque les grands principes, parle de devoir et d'amitié. Sans en croire un mot, il convient alors de répondre sur le même ton. Ainsi va le monde.

Ambassadeur auprès des Nations unies, chargé par le président Reagan d'expliquer à divers gouvernements européens les raisons du raid sur la Libye, le général Vernon Walters, après s'être entretenu avec MM. Mitterrand et Chirac, se conformait donc à la règle lorsqu'il déplorait à la télévision l'« *ingratitude* » de la France (1), oublieuse des colis de nourriture expédiés d'Amérique après la guerre. Toute l'Europe avait vu dans ces envois la marque d'une réelle générosité. Mais non, ces colis, il faudrait les payer, quarante ans plus tard, en autorisant les F-111 à survoler la France. On reprocha même aux Français, égoïstes, de faire fi de l'aide décisive apportée par les soldats américains au cours des deux guerres mondiales.

Un tel raccourci dénature l'histoire. Les démocraties, répète-t-on, sont solidaires : face à la menace soviétique, au terrorisme international, à la crise économique, etc. Le sommet de Tokyo vient encore de marquer les limites de cette solidarité, proclamée avec d'autant plus d'éloquence qu'elle est moins perceptible dans les faits. Mais il en fut ainsi de toute éternité. Le propre d'une « *belle et bonne alliance* » est de s'efforcer d'établir une aussi grande convergence que possible entre des intérêts nationaux qui – pour des raisons géographiques, politiques, industrielles, commerciales, démographiques – sont rarement identiques et souvent concurrentiels. Pourquoi s'en offusquerait-on ? Au moment de l'expédition de Suez (1956), la diplomatie américaine avait joué contre l'alliance franco-anglo-israélienne : tout comme Moscou, Washington avait alors brandi la menace de ses armes nucléaires pour arrêter l'expédition, et, pour faire pression sur Londres, les Etats-Unis vendaient à tour de bras des livres sterling dont le cours ne tarda pas à s'effondrer (2). Indéfectible amitié et liens privilégiés...

(Lire la suite page 25.)

(1) *International Herald Tribune*, 3-4 mai 1986.

(2) *Cf.* André Fontaine, *Histoire de la guerre froide*, Fayard, Paris, 1967, tome II, p. 280.

L'heure des « réalités vraies » en Union soviétique

Une fois de plus, l'URSS met en route un train de réformes dans l'espoir de dynamiser son appareil productif, ce qui ne va pas sans un changement des mentalités. Les autorités font appel à des « réformistes » que, du moins pour certains d'entre eux, on avait vus à l'œuvre, pour une courte période, au début des années 60. Cette fois-ci, règne en Union soviétique le sentiment que l'effort entrepris est celui de la dernière chance. Et quelque chose commence à bouger dans diverses couches de la société.

Ceux par qui le changement arrive...

Par notre envoyé spécial JEAN-MARIE CHAUVIER

« Mon siècle approche de son déclin
le vôtre aussi mes négateurs.
Cartes sur table, enfin !
De siècle vous n'en avez pas d'autre. »

ANDRÉÏ VOZNESSENSKI.
Incontrôlable, trad. Léon Robel, Gallimard, Paris, 1983.

« D'*ICI à la fin du siècle, va se décider l'issue de la compétition entre socialisme et capitalisme. Si nous n'arrêtons pas la dégradation en URSS, si nous ne réalisons pas un tournant radical, cette issue ne sera pas en notre faveur, et tous les acquis du socialisme seront perdus.* »

Cette vision dramatisée de l'avenir est celle d'une personnalité soviétique. Elle a été formulée dans une conférence semi-publique à Moscou. Surprenant ? Ce n'est certes pas tout à fait le discours officiel. Mais le nouveau numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste, n'est pas très éloigné de ce point de vue : « *Si nous n'en venions pas à bout* [des problèmes d'aujourd'hui], *nous porterions atteinte à tout ce que nous avons obtenu au prix d'immenses efforts dans le passé et nous rendrions notre avenir plus difficile* (1). » Devant l'un de ses auditoires, à Leningrad, le secrétaire général du PC ne se fait pas plus rassurant : « *Pourquoi ne pas nous arranger une vie tranquille ? Vrai : ne pourrions-nous pas vivre plus calmement ? Après soixante-dix années de tension, pour ainsi dire, depuis Octobre !* [1917]. *Il semblerait que l'on puisse s'assoupir. Non, camarades, une telle possibilité, en tout cas maintenant, l'histoire ne nous la donne pas. Et je ne sais si elle nous la donnera jamais* (2). » Plus d'une fois, M. Mikhaïl Gorbatchev ponctue : « *D'autre issue, nous n'en avons point.* » Si l'URSS cherche une issue, serait-ce donc qu'elle est dans une impasse ?

Cette soudaine incertitude des lendemains, en tout cas, déborde le *new look* médiatique auquel beaucoup d'observateurs croient pouvoir réduire l'action de M. Gorbatchev. Les Soviétiques eux-mêmes ne sont pas tout à fait revenus de la surprise provoquée par ce discours, par le déferlement des critiques dans les médias et jusqu'à la tribune du vingt-septième congrès (3), par la multiplication, ces derniers mois, des plaidoyers publics pour de vraies réformes.

(Lire la suite page 8.)

(1) Entretien avec Roland Leroy. *L'Humanité* et *la Pravda*, 8 février 1986.

(2) Discours devant *activ* (assemblée de cadres militants) du parti de Leningrad, 11 mai 1985.

(3) Le vingt-septième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique s'est tenu à Moscou du 26 février au 6 mars 1986. Il a adopté une nouvelle rédaction du « programme » du parti et les « Orientations générales du développement économique et social pour 1986-1990 et la période allant jusqu'à l'an 2000 » (*Pravda* du 27 février au 9 mars 1986). Le « programme » et les « orientations », de même que le rapport de M. Gorbatchev, sont publiés en langues étrangères par l'agence de presse Novosti.

UN POUVOIR SOLIDEMENT STRUCTURÉ

Force et faiblesses du régime iranien

Outre le coût humain et financier de la guerre avec l'Irak, voici que l'Iran doit également faire face aux effets sur son économie de la chute du prix du pétrole. Le pouvoir chiite semble néanmoins tenir la situation bien en main, s'employant constamment à consolider les assises de la révolution islamique. Contre le régime du président irakien Saddam Hussein, il exploite au mieux les atouts politiques et diplomatiques pouvant l'aider à poursuivre son combat (voir pages 14 et 15). *Sur le plan interne, il a pris la précaution de démultiplier les centres de pouvoir, de telle sorte qu'il paraît à l'abri de toute tentative de déstabilisation. Restent les dissensions au sein même de l'équipe dirigeante, qui laissent planer l'incertitude sur le sort de la révolution après la disparition de l'imam Khomeiny.*

Par AHMAD FAROUGHY

ALORS que la République islamique entre dans sa huitième année et que la santé de son fondateur, l'imam Khomeiny, âgé de quatre-vingt-six ans, reste précaire, l'avenir du régime dépend en grande partie d'une question : dans sa forme actuelle, la République islamique a-t-elle trahi la révolution iranienne dont elle se veut l'unique héritière ?

Amorcée dès la chute du chah, en février 1979, la monopolisation du pouvoir par le clergé chiite est désormais parachevée : grâce à l'élimination physique de ses anciens alliés de l'opposition – les nationalistes (Front national), l'extrême gauche marxiste (Fadayan-é khalq), l'extrême gauche islamique (Modjahédine-é khalq) et les communistes prosoviétiques (parti Toudeh), – aucun domaine n'échappe plus au contrôle de l'appareil clérical, à commencer par la structure de l'Etat.

Celle-ci – c'est l'une des innovations du régime – repose essentiellement sur la pluralité des centres de pouvoir. Présentée à tort par des observateurs étrangers comme source de chaos, voire d'anarchie, cette forme de gouvernement est en réalité l'un des garants de la continuité de la théocratie chiite.

En effet, au sommet de l'Etat se trouve le *faqih* (1), dont les devoirs et les responsabilités incombent actuellement à l'imam Rouhollah Khomeiny. Selon l'article 5 de la Constitution, seul un « *docteur du dogme* » – c'est-à-dire un membre du clergé chiite – « *juste, vertueux, au courant de l'évolution de l'époque, courageux, efficace et habile, qui est accepté comme guide par la majorité du peuple* », peut occuper cette position (aucun article ne spécifie comment la « *majorité du peuple* » peut exprimer son choix). Toujours selon la Constitution, les fonctions du *faqih* sont ainsi définies : il désigne la moitié des douze membres du Conseil de surveillance de la Constitution, obligatoirement issus du clergé chiite (art. 91) ; il nomme les plus hautes autorités judiciaires du pays, également des cléricaux chiites (art. 162) ; enfin, il assure le commandement suprême des forces armées, bénéficiant dans ce domaine de pouvoirs très étendus (art. 110). Les candidatures à la présidence de la République sont préalablement soumises à l'approbation du *faqih*, qui a le droit de révoquer le chef de l'Etat, après une procédure légale ou parlementaire de destitution (art. 110) – tel fut le cas en juin 1981 pour M. Abol-Hassan Banisadr.

Le Conseil de surveillance occupe la seconde position dans la hiérarchie du pouvoir. Créé afin d'éviter que le Parlement ne contrevienne aux « *commandements de l'islam et à la Constitution* », il contrôle les lois et décrets votés par les députés. Outre les six membres du clergé chiite nommés directement par l'imam Khomeiny, le Conseil de surveillance est composé de six juristes « *élus par le Parlement sur une liste de juristes islamiques présentée par le Conseil supérieur judiciaire* ».

(Lire la suite page 14.)

(1) Traduction littérale : « docteur du dogme ».

M 2136 - 387 - 15 F

TÉLÉVISIONS D'EUROPE



(Taylor-Sygma)

Les pièges de la privatisation

Par IGNACIO RAMONET

NULLE part en Europe une chaîne de télévision du service public n'a été privatisée, pas même dans la Grande-Bretagne néolibérale de Mme Thatcher. La mesure s'impose-t-elle en France ? Les convoitises paraissent très fortes, car les images, au-delà de leur dimension culturelle, sont devenues des produits de haute rentabilité économique. Et le projet du gouvernement français survient à un moment où l'ensemble du secteur audiovisuel est, partout, bouleversé par des innovations et des transformations radicales.

De grands groupes de communication se sont récemment constitués par un rapide effet de concentration de capitaux ; ils aspirent à contrôler un bassin d'audience plus vaste que leur marché traditionnel et font preuve d'ambitions internationales, à l'échelle européenne ou mondiale. Ces groupes adoptent actuellement ce qu'il est convenu d'appeler une « stratégie multimédia » et produisent des images adaptées à la multiplication des réseaux de diffusion.

Un téléfilm, une émission, un reportage, bref, un programme audiovisuel – à l'instar d'une donnée informatique, – se rentabilise désormais au nombre de ses diffusions ; celles-ci étant assurées par plusieurs moyens : ondes hertziennes, câble, satellites, magnétoscopes... Et cette multiplication des supports de diffusion a fortement accéléré la circulation des programmes, entraînant d'importantes conséquences : par exemple, elle a contraint les groupes de communication à se livrer à une véritable guerre des images dans l'espoir de contrôler et de cumuler, dans un esprit industriel, l'ensemble des supports de diffusion, seul moyen de conserver ou d'atteindre l'audience maximale. Un modèle de cette stratégie est fourni par la société Fininvest de M. Silvio Berlusconi, qui est parvenue à absorber les trois réseaux de télévision privée d'Italie, a pris pied en France et s'apprête à le faire en Espagne et en Belgique. La recherche de la plus large audience permet de vendre au plus haut prix des espaces publicitaires et rentabilise, en fin de compte, les images.

Telle est la logique qui, partout en Europe (comme le montrent les articles de ce dossier), préside à l'action des entrepreneurs privés, propriétaires de chaînes de télévision. Leur quête de la rentabilité et leur conception de la télévision comme support publicitaire tendent à faire de la plupart des chaînes privées de simples consommatrices d'images plutôt que des productrices. Car produire coûte trop cher, et l'on préfère acheter à moindre coût des programmes déjà rentabilisés ailleurs (souvent aux Etats-Unis).

Une puissante télévision de service public, dans ces circonstances, représente effectivement une indispensable garantie pour l'audiovisuel national, pour les industries de programmes et pour la liberté de choix des citoyens (sans parler des enjeux culturels dont Federico Fellini, dans *Ginger et Fred*, a tout dit).

En France, les masses financières (environ 5 milliards de francs) qui vont se mobiliser pour le rachat de TF1 seraient mieux utilisées dans un secteur industriel créateur d'emplois alors que, investies de la sorte, elles ne permettront même pas de renforcer le secteur audiovisuel (ce qui aurait pu être le cas, à la rigueur, si ces sommes avaient été investies dans les chaînes privées déjà existantes : Canal Plus, la « 5 » et TV6). En transférant 40 % de l'audiovisuel français à un secteur privé fondamentalement préoccupé par le seul profit, le gouvernement ferait courir un énorme risque à l'ensemble des industries de la communication, qui occupent une place de plus en plus importante dans l'économie nationale.

La désertion de l'Etat dans un enjeu de cette taille, à l'heure où les grands groupes multimédias américains disposent d'atouts impressionnants, ouvre la porte à bien des périls. Et l'on peut se demander : une nation qui ne maîtriserait plus la production de ses images serait-elle encore, aujourd'hui, une nation ?

Indispensable service

Par ÉRIK LAMBERT *

« TOUT *ce qui peut être privatisé doit l'être* », c'est ainsi qu'au début de cette année le parti de M. Jacques Chirac présentait à Paris son projet audiovisuel (1). Confrontée à la réalité, comme beaucoup de pétitions de principe, cette forte phrase semble devoir déboucher sur des actions plus pragmatiques. Et l'émotion suscitée par l'intention gouvernementale de privatiser TF1 montre, que, dans le domaine de la communication audiovisuelle, la radicalité néo-libérale peut conduire à bien des déboires.

Jusqu'en 1984 les Français n'ont connu qu'un seul système de télévision : celui du monopole de service public. Tout naturellement, pour la plupart d'entre eux, le monde télévisuel semblait donc partagé entre télévision à propriété publique et télévision à propriété privée.

Il est cependant largement admis depuis longtemps (2) qu'existent au moins trois types de télévision : l'organisme d'Etat, sous le contrôle direct d'un gouvernement ; l'organisme de service public autonome ; et la télévision commerciale dont le but est le profit, ces deux dernières catégories pouvant être de propriété privée ou publique.

La nature des programmes ne dépend pas du mode de propriété de la société ou de l'organisme qui l'exploite, la véritable ligne de partage se situe entre la télévision à vocation commerciale et les autres. Il ne s'agit pas d'un jugement sur la qualité des émissions, mais d'une perception de la finalité de la programmation, c'est-à-dire des types de programmes diffusés et de la stratégie de conquête des spectateurs.

* Directeur de Communication média technique, Paris.

« *La communication est un bien marchand qui donne lieu à rémunération, et celle-ci n'existe que si le contenu apporte à l'usager une satisfaction durable (3).* » Rares sont ceux qui, en France, contesteraient une telle affirmation. Mais faut-il en déduire que, pour une chaîne à vocation commerciale, financée par la publicité, l'usager est véritablement le spectateur ? En fait, l'activité d'une telle chaîne consiste d'abord à vendre « des paires d'yeux et d'oreilles » aux annonceurs et, accessoirement, à fournir un service aux téléspectateurs. De par sa nature même, cette orientation implique un certain contenu. Le directeur des programmes sait que sa grille met en jeu des millions de francs de recettes publicitaires. Dans ces conditions, l'audience doit être, à chaque instant, la plus importante et le rester le plus longtemps possible : aucun téléspectateur ne doit échapper aux « écrans » de publicité.

Le tableau 1 *(ci-dessous)* illustre les contraintes d'un système fondé sur l'optimisation de l'audience. On y constate que le spectateur passe le maximum de temps à regarder des émissions de fiction. Si cela était possible, une chaîne exclusivement faite de fiction serait donc l'idéal à atteindre. Mais il s'agit là précisément de réalisations fort coûteuses, et les films de cinéma ne sont pas disponibles en nombre suffisant pour remplir l'ensemble d'une grille.

Le deuxième choix est constitué par les programmes d'information, principalement les journaux télévisés, tout aussi onéreux et qui, de surcroît, ne peuvent être multipliés ou démesurément allongés sans perdre leur attrait. Viennent ensuite les émissions de musique, de jeux et de divertissement. Là, heureusement, les coûts de production baissent, et, la demande n'étant pas négligeable, on peut tabler sur leur multiplication. Enfin, dernier choix, le sport, qui obtient de forts taux de satisfaction. Cette logique chiffrée fournit aisément les éléments de base d'une télévision commerciale.

L'asservissement publicitaire

LE tableau 2, qui présente *(page 3)* la structure des programmes des chaînes commerciales nationales américaines aux heures de grande écoute, est à cet égard édifiant : 78 % de séries, 15 % de films ou téléfilms et 6 % d'actualités et de sport. Indépendamment de la qualité des émissions, force est de constater que la logique commerciale conduit le spectateur à un considérable rétrécissement de ses choix. N'étant pas soumises aux mêmes contraintes, les télévisions gouvernementales et de service public peuvent-elles y échapper ? Rien ne le garantit...

Une idée communément admise veut que la multiplication des chaînes, en particulier grâce au câble, permette de dépasser les limites inhérentes à la télévision commerciale. Le rôle assigné à une télévision publique – élargir l'éventail des choix – serait alors assuré par des chaînes thématiques.

En fait, l'évolution actuelle aux Etats-Unis prouverait plutôt le

(1) *Communication demain*, rapport de synthèse, Paris, 1986, p. 32.

(2) Cf. *Recommandations concernant la standardisation internationale des statistiques sur la radio et la télévision*, dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO, 1976.

(3) *Communication demain*, *op. cit.*, p. 15.

Tableau 1 : DES SPECTATEURS FRIANDS DE FICTION ET D'INFORMATION

Nature et coûts des programmes des chaînes publiques françaises

Type d'émission	Diffusion	Réception	Production (coût horaire)
Fiction	21,6 %	35,7 %	de 1 million à 6 millions de francs (droits de diffusion d'un épisode de *Dallas* : 200 000 F)
Documentaires	18,3 %	8,4 %	de 250 000 à 950 000 F
Information	17,6 %	19,9 %	de 150 000 à 600 000 F (sauf journaux télévisés)
Musique, jeux et divertissements	15,9 %	18,2 %	de 130 000 à 1 million de F.
Sports	8,3 %	7,3 %	de 300 000 à 750 000 F
Programmes pour enfants et adolescents	7,2 %	1,9 %	
Publicité	7,7 %	6,3 %	
Autres	3,4 %	2,3 %	

Sources : Michel Souchon, TF1 ; rapport de M. Jean Cluzel, première session ordinaire de 1985-1986 du Sénat, document n° 96, annexe 47.

NB. – La diffusion correspond à l'ensemble des programmes présentés sur TF1, A2 et FR3, soit 11 370 heures pour 1984. La réception correspond à la part du temps d'écoute d'un téléspectateur moyen, qui consacre 944 heures par an à la télévision.

GRANDE-BRETAGNE

Une coexistence

Par FRANÇOIS GARÇON *

VOILA un peu plus de trente ans que, en 1954, le gouvernement conservateur britannique de Sir Anthony Eden, à la suite d'une campagne menée par un lobby particulièrement efficace, inventa un modèle de cohabitation viable entre télévision privée et télévision publique.

Fondé sur la coexistence concurrentielle entre la British Broadcasting Corporation (BBC), régie par une charte royale et financée par la redevance, et des chaînes commerciales de statut privé, contrôlées par une autorité indépendante, il a résisté au temps, tout comme aux assauts politiques et corporatistes.

La BBC, radio et télévision confondues, emploie aujourd'hui 29 147 personnes (1). L'acte de naissance de la télévision date de 1936, mais son démarrage effectif s'est produit en 1946. Confrontée, à compter de 1955, à la concurrence de la télévision commerciale, la BBC n'a regagné une parité d'audience que dix ans plus tard, au terme d'une longue bataille de programmes.

Dotée en 1985 d'un budget de 8,4 milliards de francs (dont 72 % consacrés à la télévision), la BBC a émis 10 879 heures sur l'ensemble de ses deux réseaux, BBC 1 et BBC 2. Loin d'être concurrentes, ces deux chaînes sont, au contraire, complémentaires : BBC 1 s'emploie à distraire et vise le grand public ; plus culturelle, BBC 2 fonctionne à la manière d'une télévision éducative et, bien qu'elle s'en défende, apparaît plus élitaire.

Si la BBC est devenue un tel outil, elle le doit pour partie à l'existence d'une télévision commerciale inaugurée, pour la région de Londres, en septembre 1955.

Avec ses quinze sociétés indépendantes d'un poids fort variable tant en termes financiers qu'en matière de couverture géographique, l'Independent Television (ITV) forme un réseau de contractants privés dont le maillage s'est renforcé ces dernières années. A l'initiative du gouvernement conservateur de Mme Thatcher, en effet, deux nouveaux opérateurs ont été mis en place : en novembre 1982, Channel Four, puis, trois mois plus tard, la télévision du matin, ou TV AM. Ce système unique en son genre semble servir de modèle – au moins Channel Four – à tous ceux qui, tant en France qu'en Espagne, travaillent au remodelage des télévisions de service public. Pour chapeauter et moraliser ce réseau commercial fut créée, en 1954, l'Independent Television Authority (ITA), devenue, par la suite, Independent Broadcasting Authority (IBA).

Les sociétés indépendantes versent annuellement à l'IBA une redevance qui leur donne le droit d'émettre des programmes lestés d'un maximum horaire autorisé de six minutes de publicité, et ce à destination de bassins d'audience très précis.

En 1985, avec un budget de 10,34 milliards de francs, ITV a diffusé 6 448 heures (hors programmes locaux) et Channel Four (filiale de l'IBA), 3 640 heures, soit un total de 10 088 heures, c'est-à-dire 791 de moins que la BBC. Le total horaire britannique – secteurs public et privé confondus – est néanmoins respectable (20 967 heures) et dépasse de 9 597 heures ce que les trois chaînes du service public français ont offert à leurs téléspectateurs.

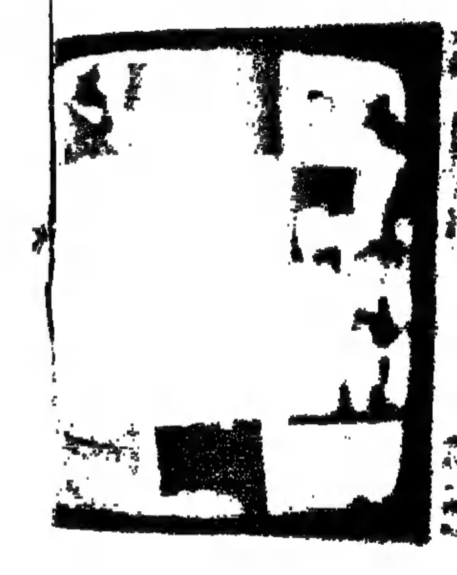
Les effectifs d'ITV (18 750 personnes) sont inégalement répartis. De 1 800 à 2 500 salariés se pressent en effet dans chacune des cinq grandes sociétés de la fédération qui couvrent Londres, le nord-ouest de l'Angleterre, les Midlands Est, les Midlands Ouest et le Yorkshire, mais ils ne sont que 75 dans les petites compagnies régionales telle Channel Television. L'ITV prend en charge les effectifs de l'IBA (1 450 personnes), organisme chargé de désigner les compagnies sous contrat, de surveiller la publicité, de contrôler les programmes et de les transmettre. Tâches souvent techniques qui interdisent tout parallélisme avec les fonctions de l'actuelle Haute Autorité française de l'audiovisuel ou de la future Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

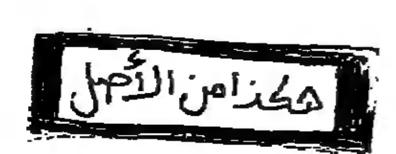
« Les meilleurs programmes du monde »

CHAQUE télévision nationale prétend produire « les meilleurs programmes du monde ». Présomptueuse, sinon inepte dans la plupart des cas, cette affirmation est sans doute exacte pour la télévision du Royaume-Uni. Ainsi, depuis sa création en 1948, le prix Italia – la plus prestigieuse des récompenses attribuées à des émissions de télévision – est revenu vingt-six fois à la Grande-Bretagne contre neuf fois à la Suède, *ex aequo*, en l'occurrence, avec la France (2).

Un autre indicateur, qui permet d'apprécier objectivement la qualité télévisuelle britannique, est le montant de ses exportations : en 1982, le total des ventes de programmes s'élevait à 161 millions de francs ; en 1983, à 885 millions de francs (3) et en 1984 à 1,38 milliard de francs (4). A elle seule, la société London Week-End Television (LWT) a dégagé, en 1985, 275 millions de francs auprès des acheteurs étrangers. A titre de comparaison, en 1985, France Média International (FMI) – société chargée de

* Chargé de cours à l'Ecole polytechnique, Paris.







public

contraire : le gros du public et des abonnés se porte, en effet, sur les chaînes reproduisant la programmation des trois grands réseaux hertziens (ABC, CBS et NBC), et cela entraîne la disparition des programmations différentes. Comme l'écrit *Screen Digest* : « *L'argument qu'une abondance de chaînes pour le câble apporte une plus grande variété de programmes peut être considéré comme proche du mythe* (4). »

Tableau 2 : LE MODÈLE AMÉRICAIN

Structure des programmes hebdomadaires aux heures de grande écoute (*prime-time*) des trois réseaux commerciaux américains (ABC, CBS, NBC), pour la saison 1985-1986 :

Genre d'émission	Diffusion
Séries	%
– policiers, espionnage, aventure	42
– comédies	15
– mélos et histoires sentimentales	12
– mystère, science-fiction	3
– divers	3
– dramatique/médical	3
Téléfilms/films	15
Actualités/sports	6
TOTAL	52 h

Source : En bref, services culturels de l'ambassade de France, New-York, novembre 1985.

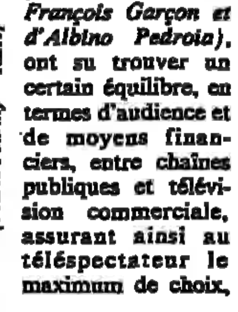
Les télévisions ne dépendant pas exclusivement du marché publicitaire pour leur financement – c'est le cas des chaînes publiques – sont donc les seules à pouvoir offrir une plus grande variété de choix. Et il serait abusif d'en conclure que ce type de programmation est élitaire. La preuve : sur des marchés entièrement libres, comme le sont ceux des Etats-Unis et du Japon, l'audience instantanée des chaînes non commerciales est souvent faible, mais leur public, dans sa composition, est quasiment identique à celui des autres chaînes.

Cette faiblesse de l'audience instantanée des chaînes publiques permet souvent de les critiquer, de les accuser d'élitisme, d'archaïsme ou de mépris à l'égard de la masse des téléspectateurs. Pourtant, leur audience cumulée hebdomadaire – le nombre de personnes les ayant regardées au moins une fois dans la semaine – représente plus de 50 % des téléspectateurs aux Etats-Unis et plus de 70 % au Japon. Il existe donc bien une demande importante pour des programmes autres que ceux habituellement offerts par la télévision commerciale.

Une garantie de diversité

SANS condamner définitivement cette dernière – comme le fait M. Sylvester Weaver, ancien chef des programmes à CBS de 1965 à 1970 : « *La télévision commerciale ne peut jamais changer, parce qu'il s'agit d'une forme de divertissement de masse, d'abord conçue pour assurer la circulation de biens et de services au plus faible coût au mètre* (5) », – il faut savoir que ses tendances naturelles sont difficiles à contrer. Une étude réalisée en 1981 pour l'UNESCO (6) montre que l'existence d'un service public fort, autonome et indépendant, est le plus sûr garant de la diversité de programmation, y compris chez les opérateurs privés présents sur le même marché *(voir le diagramme ci-contre)*.

La Grande-Bretagne, de manière réfléchie et pragmatique et, dans une moindre mesure, l'Italie, avec son anarchie constructive *(voir les articles de François Garçon et d'Albino Pedroia)*, ont su trouver un certain équilibre, en termes d'audience et de moyens financiers, entre chaînes publiques et télévision commerciale, assurant ainsi au téléspectateur le maximum de choix, de qualité et de satisfaction, et contribuant au dynamisme de l'audiovisuel en général.



(Mario Fourmy – REA)

ONZE CHAINES PAR CABLE A CERGY-PONTOISE. Déjà, le problème du choix.

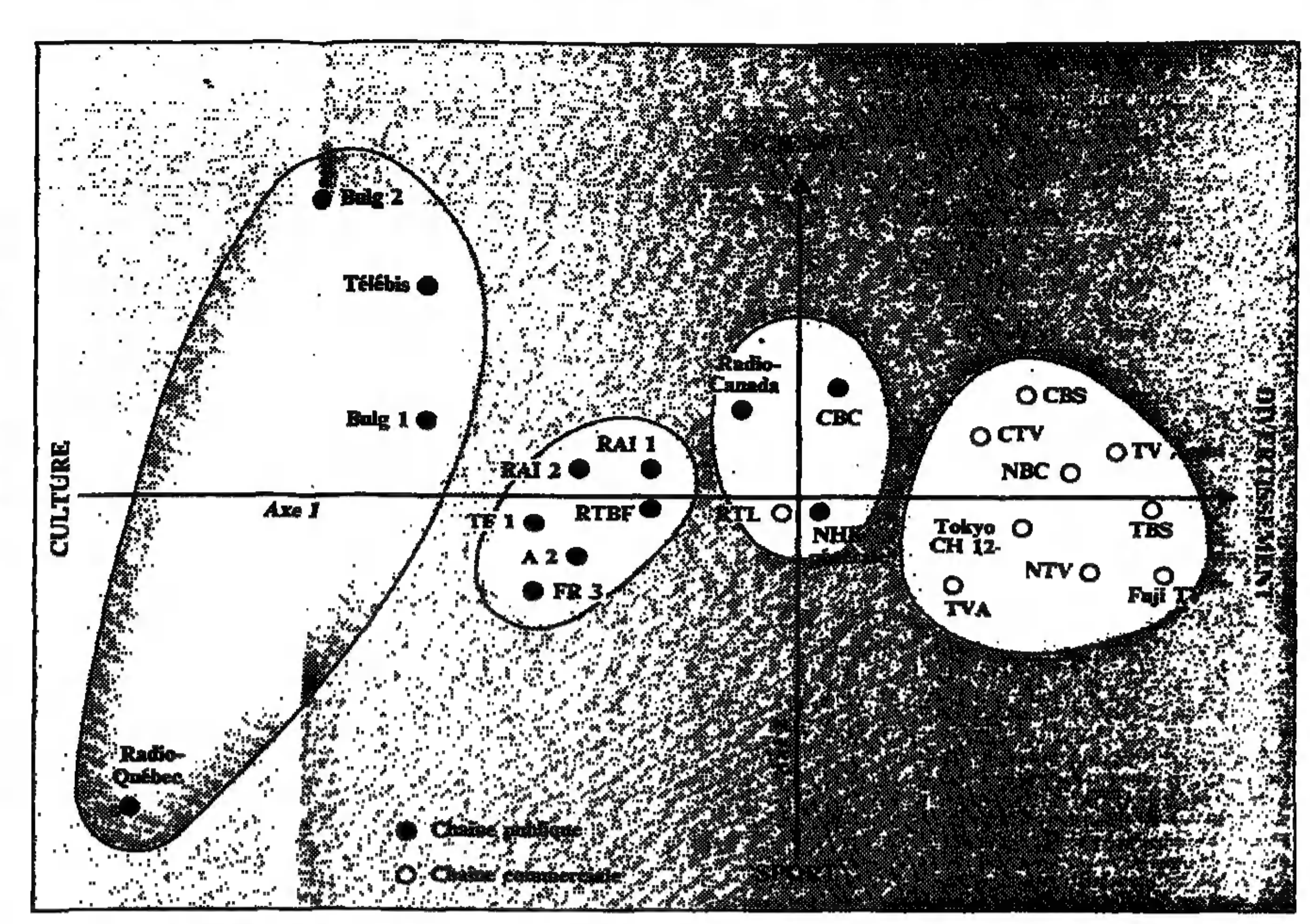
Conciliant les obligations envers la société et les contraintes du marché, les chaînes à couverture nationale parviennent ainsi à développer des ingrédients essentiels de la télévision : la capacité artistique de ceux qui réalisent les émissions, l'ambition créatrice de leurs employeurs et le juste droit au divertissement des téléspectateurs. La télévision ne saurait se réduire à la simple transmission, à la diffusion passive d'informations et de programmes. Elle doit vivre, aussi, du désir de création.

ERIK LAMBERT.

(4) *Screen Digest*, Londres, avril 1986, p. 67.

(5) Cité dans *New Yorker*, M. Theodore Whiteside, « Onward and Upward with the Arts », New-York, 3 juin 1985, p. 82.

(6) *Trois semaines de télévision, une comparaison internationale*, UNESCO, Paris, 1982.



RTBF, chaîne publique belge de la communauté culturelle française ; Télébis, deuxième chaîne publique belge ; RTL, chaîne commerciale luxembourgeoise ; Bulg. 1, Bulg. 2, chaînes publiques bulgares ; Radio-Canada, réseau public canadien francophone ; CBC, réseau public canadien anglophone ; Radio-Québec, réseau éducatif de juridiction provinciale ; TVA, réseau privé canadien francophone ; CTV, réseau privé canadien anglophone ; CBS et NBC, réseaux privés des Etats-Unis ; TF1, A2, FR3, chaînes publiques françaises ; RAI1 et RAI2, chaînes publiques italiennes ; NHK General Service, chaîne publique japonaise ; NTV, TBS, Fuji-TV, TV-Asahi, Tokyo Channel 12, chaînes privées japonaises.

Source : Trois semaines de télévision, une comparaison internationale, UNESCO, Paris, 1982.

Les programmes des chaînes de télévision de sept pays (Belgique, Bulgarie, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon) ont été classés suivant les types d'émission. Sur ce diagramme, l'axe 1 va, de gauche à droite, des émissions culturelles à celles de divertissement, l'axe 2, de bas en haut, du sport à l'information scientifique.

On peut constater que les chaînes commerciales sont majoritairement situées à l'extrémité « divertissement » et que, par ailleurs, les chaînes de service public se placent plutôt à l'opposé. Deux enseignements importants se dégagent : une chaîne commerciale – cas de RTL, – opposée à un service public fort, se rapproche de celui-ci. Inversement, un service public faible – cas de la NHK, – face à des chaînes commerciales fortes, est aspiré par ces dernières. Quant aux chaînes gouvernementales soumises à de multiples contraintes et fonctionnant sans référence aux goûts du public – telles Bulg. 1, Bulg. 2 et Télébis, – elles glissent vers un ghetto « information et culture ».

Un service trop important en France ?

La classe politique nationale dans son ensemble s'accorde pour juger hypertrophié le service audiovisuel public en France. Et le gouvernement envisage, à très court terme, de le comprimer. Pourtant, la comparaison avec les Etats européens voisins infirme – comme le montre le tableau ci-dessous – cette idée reçue. Le service public français n'est pas surdimensionné, il s'en faut. Comparé à la richesse du pays, il apparaît même comme l'un des plus faibles. Sa réduction, en termes de moyens financiers, ne semble donc pas nécessaire au renforcement du secteur privé de télévision.

QUELQUES EXEMPLES EUROPÉENS

Pays	Dépenses annuelles*	En ECU par habit.	En % du PIB
RFA	5 980 millions de marks	43,7	0,34
Italie	1 700 000 millions de lires	21,6	0,28
Grande-Bretagne	720 millions de livres	21,6	0,23
France	10 000 millions de francs	26,5	0,23

* *Chiffres de 1984, dépenses des services à destination de l'étranger non comprises.*

concurrentielle

commercialiser à l'étranger les produits du service public français – n'a pu vendre que pour 53 millions de francs (5), soit vingt-six fois moins que les télévisions britanniques en 1984. Autre comparaison : les 367 millions de francs de recettes générées par l'exportation, en 1983, de films français, ne représentaient que 41 % de la valeur des ventes d'émissions britanniques.

Ces chiffres témoignent du dynamisme et de l'organisation de cette télévision conçue pour permettre à des opérateurs privés de prendre pied sur le marché et de se renforcer à côté du puissant secteur public.

Channel Four, une réussite

AINSI en est-il de Channel Four. Dotée en 1986 d'un budget de 13,6 milliards de francs, cette chaîne consacre 24 % de sa grille de programmation et 43 % de son budget à des émissions achetées à des sociétés privées britanniques (6). Bien qu'entrecoupant les films qu'elle diffuse par des spots publicitaires – ce qui est généralement considéré comme une atteinte à l'art cinématographique, – cette chaîne est néanmoins indirectement à l'origine du renouveau du cinéma d'outre-Manche, renouveau dont témoigne la Palme d'or récemment remportée au Festival de Cannes par le film britannique *la Mission* réalisé par Roland Joffé.

En trois ans, Channel Four a permis le bourgeonnement d'une centaine d'entreprises de production. Dans le sillage de Channel Four et des quinze compagnies d'ITV, travaillent environ 1 500 sociétés privées (7). Au total, en dix ans, sous l'action du marché, la télévision indépendante a vu ses effectifs s'accroître de 44 % ; et ceux de la BBC progressaient également de 16 %... Si la télévision britannique, contrainte par la nécessité, s'ouvre aux partenaires étrangers, elle reste, en Europe, celle qui a le mieux fait barrage aux produits américains. Concurrence intérieure aidant, les Britanniques sont ainsi parvenus à préserver leur identité dans la grille des heures de grande écoute, et ce sur la base d'une création de qualité et non de quotas protectionnistes. Par exemple, les deux produits phares américains que sont *Dallas* et *Dynasty* évoluent, chaque semaine, en termes d'audience, entre la 9e et la 25e place (8).

Plus important encore, grâce à une concurrence entre système public et système indépendant, qui se double d'une complémentarité interne à chacun d'eux, la Grande-Bretagne s'est dotée d'une industrie audiovisuelle excellant sur tous les fronts. Ainsi, après s'être lancée avec succès dans l'édition de programmes éducatifs, la BBC vient d'ouvrir une nouvelle ligne de produits vidéographiques disponibles dans les grandes surfaces (9).

On comprend donc que le système britannique, où s'affrontent positivement service public et secteur commercial, soit aujourd'hui considéré comme le joyau des télévisions européennes.

FRANÇOIS GARÇON.

(1) *BBC Yearbook*, Londres, 1985.

(2) *Financial Times*, Londres, 10 octobre 1984.

(3) *Broadcast*, Londres, 12 octobre 1984.

(4) *Variety*, New-York, 16 janvier 1985.

(5) *Le Figaro*, 28 avril 1986.

(6) Andrée Larius Ojalvo, « Channel Four, trois ans après », rapport d'ambassade, Londres, n° 3, 1986, direction de la coopération scientifique et technique, ministère des affaires étrangères, Paris.

(7) *Broadcast*, Londres, 24 janvier 1986.

(8) Source : Broadcasting Audience Research Bureau.

(9) *Variety*, New-York, 8 janvier 1986.

ITALIE

Du monopole au duopole

Par ALBINO PEDROIA *

LES radios locales, dans un premier temps, et les télévisions privées, ensuite, sont nées et se sont développées en Italie pendant les années 70 sur la base d'une série d'ambiguïtés.

Ambiguïté des lois d'abord : la RAI (le service public) s'est trouvée, en 1972, dessaisie de la concession d'Etat, pendant quelques mois, en raison d'un flou juridique.

Ambiguïté socio-économique ensuite : d'un côté, des théoriciens demandaient la démocratisation des moyens de communication ; de l'autre, des groupes industriels à la recherche de nouveaux investissements se préparaient à occuper les meilleures places médiatiques.

Ambiguïté politique enfin, toute la classe politique italienne faisant preuve, depuis 1970, d'incompétence en matière de médias, et de compromission avec les groupes de pression les plus divers.

De sorte que le système actuel est bien spécifique, et son évolution n'a rien à voir avec celle des Etats-Unis et de l'Europe septentrionale. Malgré cela, l'explosion du secteur privé lui a permis de développer un chiffre d'affaires supérieur à 7 milliards de francs et de créer plus de cinquante mille nouveaux emplois (1).

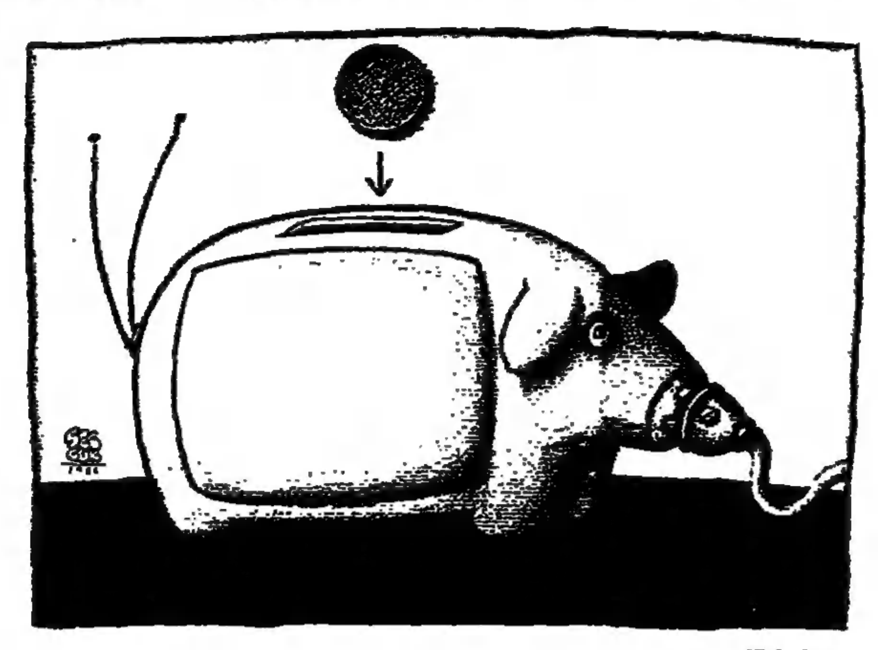
Le 28 juillet 1976, date de l'arrêt de la Cour constitutionnelle autorisant la diffusion par voie hertzienne sur le plan local, marque le départ du véritable négoce télévisuel. De cet arrêt, on retiendra qu'il demandait au Parlement le vote d'une loi d'application ; elle n'a toujours pas vu le jour.

Au début, il n'y a que de petites télévisions locales, certaines distribuées par câble (2). Les opérateurs sont divers : éditeurs, sections locales des partis politiques, petits entrepreneurs et journaux locaux. Les programmes sont d'une médiocrité affligeante. Le chiffre d'affaires publicitaire est à peu près nul (3).

C'est alors qu'entrent en jeu les régies publicitaires ; elles vont révolutionner le secteur. Parfois liées à d'autres médias, souvent nées expressément pour la télévision privée, ces régies comprennent que seuls de bons programmes peuvent susciter des recettes. Elles commencent donc par les acheter elles-mêmes ou par créer à cette fin des sociétés spécifiques. Puis, elles distribuent aux stations locales, gratuitement, des programmes truffés de publicité. La bonne qualité technique des émissions paraissant indispensable, ces mêmes régies mettent bientôt sur pied des entreprises de maintenance.

* Docteur en histoire contemporaine.

Peu à peu, un nouveau système télévisuel se met en place. Le besoin d'élargir le bassin d'audience se faisant sentir, les stations les plus ambitieuses installent d'abord un premier réémetteur pour atteindre la banlieue ; puis un deuxième dessert la ville voisine... Ainsi se créent les réseaux régionaux. A chaque phase de cette expansion, qui va durer plusieurs années, on trouve l'indispensable régie publicitaire. Son rôle dans la structuration du système est essentiel : n'est-ce pas elle, en effet, qui trouve les ressources financières ?



(Selçuk)

Six cents en 1980, mille deux cent huit en 1981, les télévisions à diffusion locale ne sont plus que quatre cents aujourd'hui. Le réalisme économique s'est substitué à l'enthousiasme et au volontarisme du début. Elles ont très vite eu à choisir entre trois solutions : s'associer à une syndication (société fournissant gratuitement quelques heures de programmes entrecoupés de publicité nationale) ; s'affilier à un réseau et perdre toute maîtrise sur la programmation ; vivoter sur le plan local. La plupart d'entre elles ont dû se résigner à disparaître.

Entre 1979 et 1982, l'industrie télévisuelle privée va franchir une étape fondamentale : M. Silvio Berlusconi d'abord, puis MM. Peruzzo et Mondadori créent des réseaux nationaux. Dès lors, la télévision privée devient un important support publicitaire. Si, en 1979, les chaînes privées drainaient 6,8 % (4) du marché global de la publicité, leur part, en 1986, a atteint 34,7 % ; la télévision, secteur public et secteur privé confondus, représentant 49 % (5) de ce marché, un des pourcentages les plus élevés du monde.

Comparée à la France, l'Italie se caractérise par la disparition des grandes utopies sur les nouveaux vecteurs, tels que le câble, la fibre optique et les satellites. Le développement de la télévision s'est effectué au moyen d'une technologie vieille de plus de cinquante ans : le réseau hertzien.

C'est l'impitoyable loi du marché qui a déterminé la structuration des réseaux nationaux. Et les éditeurs qui, comme Mondadori, avaient laissé à leurs affiliés une marge d'autonomie dans la programmation de certaines tranches horaires ont été vite contraints de céder leurs actifs télévisuels pour éviter la faillite. Les éditeurs et les hommes de presse, forts pourtant de nombreuses années d'expérience dans le domaine des médias, ont accumulé les pertes ; et c'est un entrepreneur du bâtiment, M. Silvio Berlusconi, rompu aux lois du marché, qui a réussi en matière de télévision. Il contrôle à lui seul trois grandes chaînes d'ampleur nationale (Italia 1, Rete 4 et Canale 5) ; c'est un cas certainement unique au monde.

Son groupe, Fininvest, a toujours disposé des moyens financiers nécessaires au bon moment. D'abord, pour investir dans l'infrastructure technique (le groupe possède deux mille réémetteurs sur l'ensemble de la péninsule) ; ensuite, pour acheter les meilleures stations, les meilleures vedettes et surtout les meilleurs programmes à Hollywood. Enfin, il a su gérer son empire audiovisuel de manière extrêmement rigoureuse : mille techniciens à peine assurent le fonctionnement de vingt studios de télévision.

Pubblitalia, la régie publicitaire du groupe Fininvest, employait en 1980 dix personnes pour un chiffre d'affaires de 54,5 millions de francs. Elle emploie aujourd'hui plus de quatre cent cinquante personnes, et son chiffre d'affaires dépasse les 4 milliards de francs (6).

La progression du marché publicitaire a surtout profité à deux groupes télévisuels : la RAI, qui a entièrement refondu ses systèmes de vente et a créé une régie publicitaire des plus performantes, et le groupe de M. Berlusconi. A lui seul, celui-ci perçoit 50 % des recettes publicitaires de toute la télévision (70 % du seul secteur privé). Les trois réseaux du groupe Fininvest encaissent au total 4 milliards de francs, quand les quatre cents autres stations locales doivent se partager à peine 860 millions de francs.

En ce qui concerne l'audience, la structure en réseau fait de la télévision privée un redoutable concurrent de la RAI. Avec ses trois chaînes (RAI 1, RAI 2 et le réseau régional), le service public – après une chute dramatique du nombre des téléspectateurs au début des années 80 – a stabilisé sa part d'audience autour de 44,9 % ; les trois chaînes de M. Berlusconi totalisant 47,4 %, la syndication Euro TV, 3,6 % et les quatre cents stations indépendantes locales, 4,1 % (7). Pour faire face à la concurrence des réseaux de M. Berlusconi, la RAI a modifié sa grille de programmes.

La fiction a vu sa place augmenter considérablement : de deux films hebdomadaires sur ses deux chaînes en 1975, la RAI est passée aujourd'hui à trois par jour, sur ses trois chaînes. Cela au détriment d'autres genres, comme le documentaire et le théâtre. Car la fiction (films, téléfilms et séries) occupe 65 % de la grille des trois réseaux privés. Conséquence de cette rivalité : envolée des prix des séries étrangères, notamment américaines, sans comparaison avec les prix proposés aux autres pays européens. A titre d'exemple, en 1983, un épisode de « Dallas » coûtait à la Fininvest 800 000 francs (8) quand TF1 le payait seulement 200 000 francs.

Cela a contraint les réseaux privés à augmenter la part de production propre, et actuellement, contrairement à une idée reçue, le groupe de M. Berlusconi produit beaucoup : sur les 19 700 heures diffusées en 1985, 6 600 (c'est-à-dire le tiers de la programmation) ont été produites dans ses vingt studios. Certes il s'agit essentiellement de jeux et de variétés, alors que la RAI consacre une partie non négligeable de sa production à la fiction.

Le secteur public diffuse aujourd'hui 19 600 heures de programmes par an et emploie 13 600 personnes ; la Fininvest diffuse autant d'heures de programmes (19 700) et emploi six fois moins de personnel (2 300), mais elle n'a aucun service de téléjournal ou d'informations.

Indéniablement, ce foudroyant développement du système télévisuel a provoqué des dégâts (9). L'importation, sans commune mesure avec les autres pays européens, de programmes étrangers, surtout américains (10), a déséquilibré le secteur. Et on a pu accuser la télévision privée d'avoir tué le cinéma (11).

Depuis trois ans, la télévision privée investit dans le secteur cinématographique ; en 1985, la Fininvest a participé pour 272 millions de francs à la production de quarante longs métrages, alors que le montant total des investissements dans le cinéma était de 681 millions de francs. On peut même prévoir que la production de fictions se développera dans les prochaines années.

Quant au service public, il n'a pas été déstabilisé. Nullement réduit à un rôle croupion, il affiche aujourd'hui une belle santé. Pour rivaliser avec le privé, il développe sa propre production, accroît son temps de diffusion. S'il fallait trouver une seule vertu à la concurrence instaurée en Italie par M. Berlusconi, elle est peut-être là, dans ce salutaire réveil du service public.

(1) Cf. François Garçon, « Où en est vraiment l'audiovisuel en Italie ? », *le Monde diplomatique*, février 1986.

(2) L'autorisation de diffusion par voie hertzienne a définitivement enterré tous les projets de câblage.

(3) Cf. Ignacio Ramonet, l'« Invasion des télévisions privées en Italie », *le Monde diplomatique*, avril 1980.

(4) Selon *Il Millimetro*, Milan, mars 1986.

(5) En France, la télévision a drainé 17 % de l'ensemble du marché publicitaire en 1985 d'après *le Marché publicitaire français 1985-1986*, publié par l'IREP (Institut de recherches et études publicitaires), Paris 1986.

(6) *Prima comunicazione*, Milan, mars 1986.

(7) Audience calculée entre le début octobre et la fin décembre 1985, d'après les données de l'Union des annonceurs et de l'Union des agences italiennes.

(8) Pino Farinotti, *I Maghi del canale*, Milan, Rizzoli 1985, p. 104.

(9) Lire absolument à ce propos : Jean Cluzel *le Système audiovisuel italien*, rapport au Sénat, Paris, 13 février 1986, 63 pages.

(10) En 1985, l'Italie a importé pour 79,6 millions de dollars de films pour la télévision et pour 62,6 millions de dollars de programmes télévisés. Source : *Cinema d'oggi*, Rome, 15 janvier 1986.

(11) Cf. Giuseppe Richeri, « L'exemple de ce qu'il ne faut pas faire », *le Monde diplomatique*, septembre 1984.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Le système public le plus massif

L'ORGANISATION de la radio-télévision en Allemagne de l'Ouest est née directement, en 1945, de la réaction des puissances occupantes contre la mainmise des nazis sur la radiodiffusion.

Pour lutter contre la tendance des Allemands à vouloir considérer la radio comme la chose de l'Etat, les alliés ont imposé une organisation cloisonnée autonome et indépendante. La radio (et ensuite la télévision) dépend d'établissements de droit public dans chacun des Etats (Länder). Aucune organisation centrale n'est créée, mais des regroupements régionaux sont cependant autorisés.

La première chaîne – Deutsches Fernsehen, née en 1954 – est, de fait, un réseau d'échanges entre les différents organismes locaux. Elle s'appuie, à cet effet, sur un organe de coordination l'ARD (communauté de travail des établissements de radiodiffusion de droit public de la RFA).

La deuxième chaîne – Zweites Deutsches Fernsehen (ZDF) – est en revanche un organisme intégré, fondé par les Länder en 1963, en réaction contre le projet du chancelier Adenauer et du gouvernement fédéral de créer une télévision nationale privée.

Ces deux réseaux, plus les chaînes régionales, constituent le système audiovisuel public le plus massif d'Europe. Ce système est-il politiquement indépendant ? Certains observateurs ne le pensent pas, et les hommes politiques conservateurs n'ont jamais cessé de réclamer, pour faire contrepoids, la mise sur pied d'un système télévisuel privé.

Un paysage remodelé

DEUX autres arguments – la mise au point de nouveaux moyens de diffusion (satellite, câble) et la nécessité de maintenir la compétitivité internationale de l'industrie de la communication – sont venus s'ajouter au précédent et ont conduit à l'actuel remodelage du paysage audiovisuel.

Même si le monopole de la poste fédérale sur les moyens de diffusion n'est pas remis en cause, certains Länder ont modifié la loi d'après-guerre, ou sont en train de le faire, pour permettre l'émergence d'opérateurs non publics. Les premiers intéressés sont les groupes de presse et d'édition, parmi les plus puissants au monde. Ils considèrent comme vitale leur participation aux nouvelles chaînes commerciales vers lesquelles les dépenses publicitaires ne manqueraient pas de glisser : actuellement, la télévison représente moins de 11% des dépenses publicitaires dans les grands médias.

Pour le câble, seul domaine où pour l'instant le privé est autorisé, les investisseurs se sont regroupés au sein du consortium SAT1 (1), qui diffuse à destination des réseaux câblés, *via* le satellite Eutelsat 1 F1. Les résultats sont décevants : le public potentiel est à peine supérieur à un million de foyers, et les pertes attendues se montent à 1,15 milliard de francs (2).

Bertelsmann, deuxième groupe de presse et d'édition mondial avec un chiffre d'affaires de plus de 22,5 milliards de francs en 1985, a choisi une autre voie. D'une part, il s'est allié à la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT) pour créer RTL-Plus, version allemande de RTL télévision, qui diffuse en ondes hertziennes à partir du Luxembourg et *via* satellite vers les réseaux câblés. Avec un million trois cent mille foyers potentiels, 110 millions de francs de recettes publicitaires attendues en 1986 (3), un coût annuel de fonctionnement de 180 millions de francs (contre plus de 800 pour SAT1), RTL-Plus semble déjà être en bonne voie vers le succès.

D'autre part, Bertelsmann est associé avec le principal distributeur de films en RFA, Leo Kirch, ainsi qu'avec le groupe Springer pour créer une chaîne thématique, à péage, spécialisée dans la diffusion de longs métrages de cinéma : Teleclub. Son lancement est annoncé pour la fin de cette année et vise les réseaux câblés.

Enfin, en octobre dernier, la Poste fédérale a publié une liste de soixante-dix fréquences hertziennes disponibles dans des villes de plus de cent mille habitants. Aucun réseau national n'est possible, mais les Länder sont sur la voie d'un accord (4) pour confier l'utilisation de ces fréquences, en même temps que des canaux sur le satellite de diffusion directe TV-SAT (5), à SAT1 et à RTL-Plus.

L'Allemagne fédérale s'apprête donc à entrer dans l'ère de la télévision privée, sous la conduite d'un « *oligopole de fournisseurs de programmes liés les uns aux autres* (6) ».

E. L.

(1) Principaux actionnaires : Springer, Burda, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Bauer, Leo Kirch (distributeur de films). L'ensemble de la presse en fait partie, à l'exception de Bertelsmann.

(2) *Neue Medien*, avril 1986, p. 59.

(3) *Cable and Satellite Europe*, Londres, avril 1986, p. 15.

(4) *New Media Markets*, Londres, 15 avril 1986, p. 12.

(5) Equivalent du satellite français TDF1. Son lancement est prévu pour septembre 1986.

(6) Horst Röper, « Formation deutscher Medien-Multis », *Media Perspektiven*, 2/85, n° 2, 1985, p. 120.

Dix-huit stations par satellite

VOILA encore seulement quelques mois, on pouvait lire çà et là des envolées lyriques sur les futures télévisions européennes par satellite et sur leur opulent marché publicitaire. Deux cent quarante millions d'Européens ne représentaient-ils pas le marché publicitaire le plus riche au monde ? Les opérateurs privés y voyaient le moyen de contourner, enfin, les monopoles publics et de développer leurs activités.

Aujourd'hui, ces programmes existent, et un premier bilan peut donc être esquissé. A partir du Royaume-Uni, Sky Channel, en effet, a inauguré ses émissions le 26 avril 1982 sous le nom de Satellite Television. Depuis cette date, les chaînes du ciel n'ont pas manqué. Le satellite européen Eutelsat abrite treize chaînes de télévision, de nature différente mais toutes à couverture pan-européenne. Sur Intelsat se pressent cinq autres chaînes. Au total donc, on recense en Europe 18 chaînes diffusées par satellite aux contenus les plus divers : télévision pour enfants (Children's Channel au Royaume-Uni), programmes sportifs (Screen Sport, également au Royaume-Uni), télévision à dominante cinématographique (Première, à partir du Royaume-Uni ; Filmnet, à partir des Pays-Bas ; Teleclub, à partir de la Suisse) ou encore des chaînes qui rediffusent, à l'échelle européenne, une partie des programmes des services publics nationaux, comme la francophone TV5, à partir de Paris, et la germanophone 3 Sat, à partir de la RFA.

En termes de succès d'audience et donc financier, les résultats ne sont cependant pas probants. Sky Channel, par exemple, qui revendique l'audience potentielle la plus importante (5 millions de foyers de 12 pays européens), a le plus grand mal à rentabiliser ses investissements. Son déficit cumulé déclaré est actuellement de 210 millions de francs. Pour la saison 1984-1985, ses pertes se sont élevées à 75 millions de francs. Face à un budget de fonctionnement annuel de 175 millions de francs, les recettes publicitaires ne dépassent pas 31 millions de francs. La chaîne musicale Music Box coûte chaque année 86,4 millions de francs, alors que ses recettes ne dépassent pas les 40 millions.

La publicité pan-européenne, objet de tant de colloques, déçoit : les fours à micro-ondes ne servent pas à cuisiner les mêmes mets en Italie ou au Danemark ; la même viande pour chiens n'a pas le même nom en Suède et en Espagne. A cela s'ajoute le fait que ces télévisions, même très ciblées, ne touchent pas un public suffisamment important si on les compare aux chaînes nationales hertziennes. Dans ces conditions, certaines, telle Screen Sport, tentent de rentabiliser leurs investissements avec les abonnements.

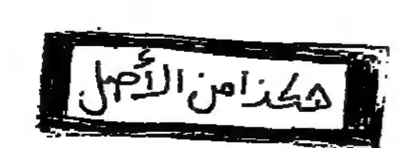
La publicité pan-européenne relève peut-être moins de la diffusion d'un même spot sur toute l'Europe que d'une démarche à la Berlusconi : l'opérateur milanais est en effet arrivé en France avec dans ses bagages une batterie d'annonceurs italiens qui, jusqu'alors, n'utilisaient pas la télévision dans l'Hexagone. Demain, il fera de même en Espagne ou en Belgique. Dernièrement, il s'est engagé à pratiquer aussi l'inverse, à savoir : diffuser sur ses chaînes transalpines des spots d'annonceurs français.

La langue est un des problèmes majeurs que rencontrent les télévisions par satellite. Il peut en cacher d'autres, encore plus difficiles à résoudre : l'heure du dîner n'est pas la même en Norvège et en France, l'information n'y est pas non plus traitée de la même manière, d'où le casse-tête du programmateur.

Sat 1, canal privé qui rassemble les principaux groupes multimédias et les grands éditeurs allemands, couvre le marché germanophone européen. Mais à cause du faible taux de pénétration du câble dans les pays concernés, son audience potentielle reste faible (1,1 million de foyers). La chaîne est cependant appréciée de son public. Les recettes publicitaires apparaissent dérisoires : 31 millions de francs seulement, rapportés à un budget annuel de 837 millions de francs.

En attendant que la situation s'améliore, on comprend que les opérateurs européens souhaitent occuper le terrain, pour ne pas laisser la place aux Américains. L'expérience des télévisions montre, en effet, que le premier arrivé a les plus grandes chances d'être le mieux servi.

A. P.



ESPAGNE

L'aube du secteur privé

EN l'espace de dix ans, depuis la mort de Franco, l'Espagne a considérablement changé. L'ensemble de la vie sociale et politique espagnole porte la marque de nouvelles valeurs. Y compris la télévision, qui symbolise ce passage abrupt d'une dictature archaïque vers un régime pluraliste.

Comment se présente aujourd'hui cette télévision ? Elle relève encore d'un monopole étatique, confirmé en 1980 par le législateur qui s'y réfère en termes de *« service public essentiel »* : mais celui-ci est vivement contesté dans les faits et, vraisemblablement, la suppression du monopole sera une réalité dans les prochains mois.

A ce jour, la télévision espagnole évolue dans un double cadre : au premier plan, on trouve la Radio-Télévision espagnole (RTVE), établissement public doté d'un budget de 3,73 milliards de francs en 1986 qui, avec ses 11 000 employés, regroupe deux chaînes nationales diffusées par ondes hertziennes. La première chaîne, TVE 1, diffuse annuellement 4 400 heures de programmes. Elle est d'inspiration généraliste.

La deuxième chaîne, ou TVE 2, diffuse annuellement 2 780 heures. L'optique des programmes est culturelle et vise à toucher les minorités nationales. TVE 2 obtient 26,5 % d'audience cumulée, trois fois moins que la première chaîne (1).

Qu'en est-il de la qualité de cette télévision publique ? On peut la mesurer à la valeur de ses exportations : 1 200 000 dollars en 1984 ou, formulé autrement, environ 30 % du total des ventes sur les marchés hispaniques (2).

Viennent ensuite les réseaux régionaux. La Constitution reconnaît en effet dix-sept régions autonomes en mesure, chacune, de créer légalement son propre réseau de télévision. Trois zones sont actuellement concernées.

Inaugurée le 10 septembre 1983, la chaîne catalane TV 3 compte six cent trente employés et elle est située à Barcelone au centre Sant-Joan-Despi. Depuis le 9 avril 1985, sa grille de programmation est de 65 heures hebdomadaires, complétées par 5 heures supplémentaires en 1986, soit l'équivalent de la programmation de Channel 4 en Grande-Bretagne. L'an dernier, TV 3 a diffusé 3 096 heures, dont 1 739 heures fabriquées en production propre (3) et prévoit de présenter 200 longs métrages en 1986. Avec 1 270 000 téléspectateurs (4), TV 3 grignote l'audience des deux chaînes nationales, passant en une année, de février 1984 à février 1985, de 23 % d'audience cumulée à 45 % (5).

A l'évidence, tout cela coûte, et fort cher. Là est le problème de la télévision régionale. Le coût de fonctionnement de TV 3 est de 1,4 milliard de francs. Malgré les 120 millions de francs de recettes publicitaires engrangées grâce à des formules inédites en Espagne, comme le mécénat industriel, le déficit est lourd. Il est, selon certains, partiellement masqué par la contribution de la Generalitat (gouvernement régional catalan), grosse acheteuse d'espace institutionnel sur TV 3. Mais cette politique de soutien des télévisions régionales n'est nullement garante à terme de leur survie économique.

En témoigne ETB (Euskal Telebistal), la chaîne basque lancée en janvier 1983. L'an dernier, le budget d'ETB était de 184 millions de francs et son déficit de 197 millions. Parmi les nombreuses causes de ce déficit figure son parti pris régionaliste qui conduit à diffuser dans une langue (le basque) incompréhensible pour presque 80 % de son bassin d'audience, ou à refuser les spots publicitaires en langue castillane. Conséquence : seulement 10,3 % de l'audience basque, c'est-à-dire 162 000 téléspectateurs, regardent cette station régionale. Et la situation continue de se dégrader.

Dernière-née des télévisions régionales, TVG, la chaîne de la Galice (nord-ouest de l'Espagne), a été inaugurée le 2 septembre 1985 (investissement : 125 millions de francs). Mais son lancement est trop récent pour appeler un premier bilan.

L'ambition des groupes de presse

LES 39 millions d'Espagnols semblent apprécier cette profusion télévisuelle. D'abord, fait unique en Europe, le parc des téléviseurs en Espagne dépasse numériquement celui des récepteurs radio. Le taux de pénétration de ceux-ci n'est en effet que de 90 % contre 94 % pour les téléviseurs (dont 62 % en couleurs). Et les Espagnols figurent parmi les téléspectateurs les plus voraces des pays non câblés : 3 heures 20 minutes en moyenne chaque jour, franchissant, le samedi, le plafond des 4 heures (6).

Si ce pays présente quelques singularités sur le plan de la consommation télévisuelle, le mode de financement du-dit système en présente une autre, et de taille. L'Espagne est en effet l'un des rares pays européens où le monopole public ne s'appuie pas sur la redevance, qui n'existe pas, mais sur des dotations publiques et sur les ressources publicitaires. En 1984, celles-ci totalisaient 3,1 milliards de francs, soit près de 31 % des dépenses publicitaires du pays (7).

Ce mode de financement du monopole public pose un problème grave quant aux possibilités d'extension du champ télévisuel. Tout futur développement des télévisions privées, annoncé par les responsables politiques et donné comme imminent, se heurte, de fait, à la question du financement.

Au début du mois d'avril 1986, le gouvernement a donné son feu vert pour la création de trois chaînes de télévision privées. Ce faisant, il entérinait l'usure du monopole public et répondait aux vœux des citoyens désireux, selon un sondage, de voir cohabiter – pour 71 % des personnes interrogées – télévision privée et télévision publique (8).

Avant même que le gouvernement n'établisse le cahier des charges des télévisions privées en stipulant, entre autres, un minimum de 40 % de production propre, un plafond publicitaire horaire de dix minutes et, pour les longs métrages, un quota de 50 % de films espagnols ou en provenance de la Communauté économique européenne, deux groupes privés entraient en lice pour l'obtention des concessions.

En l'absence de grands groupes multimédias nationaux équivalant à ceux que l'on peut trouver de l'autre côté des Pyrénées et, *a fortiori*, en RFA ou en Grande-Bretagne, se trouvent au premier plan deux groupes de presse espagnols :

– le groupe PRISA (Promotora de informaciones, sociedad anonima, 600 millions de francs de chiffre d'affaires en 1984), qui avance son projet de télévision, SOGETEL, en prenant appui sur son quotidien *El Pais*, chef de file de la presse espagnole (tirage 350 000 exemplaires) ;

– le groupe Zeta, fondé en 1984, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs en 1984. Ce groupe s'est fixé dès le départ deux objectifs : mettre sur pied la plus grande imprimerie d'Europe et acquérir une chaîne de télévision privée, Univision. A la différence de son concurrent, qui s'en tient à une télévision de haut niveau journalistique, le groupe Zeta souhaite lancer une télévision résolument commerciale. Aussi affiche-t-il des ambitions européennes, désireux notamment d'une collaboration avec le groupe allemand Bertelsmann et la société italienne Fininvest de M. Silvio Berlusconi.

La bataille pour la télévision privée voit donc s'affronter ces deux seuls protagonistes depuis que l'éditeur de la revue *Cambio 16*, longtemps outsider avec son projet de Radiotelevision 16, s'est, semble-t-il, retiré de la compétition. Il est vrai que rares sont les firmes (9) en mesure d'assurer un investissement estimé à 750 millions de francs pour une télévision à couverture hertzienne nationale. Risque d'autant plus grand qu'une télévision privée ne peut survivre qu'à condition de pouvoir capter un tiers de l'audience des chaînes nationales publiques au terme de cinq années (10).

Modestie financière des groupes espagnols mais aussi potentialité du marché, voilà sans doute deux bonnes raisons qui poussent les grands groupes étrangers, tels l'américain CBS, le brésilien TV Globo ou l'italien Fininvest, à s'installer dans la péninsule ibérique.

Tout n'est pourtant pas joué. Même si l'Espagne est « *le marché européen affecté du plus haut taux de croissance* (11) », il n'est pas certain que le marché publicitaire, et lui seul, parvienne à assurer la viabilité de toutes les télévisions en gestation.

Ainsi, bien que peu coûteux, les espaces publicitaires télévisuels ne parviennent-ils pas tous à trouver acquéreur, et ce malgré une législation qui ignore les secteurs interdits. Au terme d'une montée en charge à la fois rapide et équilibrée, la télévision espagnole va se doter, hors l'Etat, de fortes institutions privées. Dès maintenant, une chose paraît certaine : le secteur privé télévisuel espagnol sera largement multinational. Quelle part sauront y trouver les opérateurs français ?

F. G.

(1) *Video, TV & film*, Barcelone, février 1986.

(2) *Variety*, New-York, 20 mars 1985.

(3) *Video, TV & film*, octobre 1985.

(4) Selon *El Pais*, Madrid, 11 juillet 1985.

(5) Cf. Catherine Humblot, « Une brèche dans le monopole espagnol », *le Monde* du 27 juillet 1985.

(6) *Video, TV & film*, Barcelone, février 1986.

(7) *Electronic Media*, Chicago, 18 novembre 1985.

(8) *Cambio 16*, Madrid, 21 mars 1983.

(9) *Cambio 16*, 14 avril 1986.

(10) *The Wall Street Journal*, New-York, 11 septembre 1985.

(11) *Focus*, New-York, février 1986.

ÉCHEC A PANURGE – L'AUDIOVISUEL PUBLIC AU SERVICE DE LA DIFFÉRENCE. – Jean-Noël Jeanneney

★ Le Seuil, Paris, 1986, 158 pages, 72 F.

Le président de Radio France, M. Jean-Noël Jeanneney, se fait l'avocat de la différence, qui – toute l'expérience étrangère de l'audiovisuel le prouve – passe par l'existence d'un service public – ce qui ne revient pas à dire gouvernemental – fort et diversifié.

En matière de radio, la libération des ondes a finalement abouti, en France, à un immense fiasco culturel, loin des espoirs de créativité et de diversité que nourrissaient les promoteurs des radios locales privées. La liberté de l'auditeur se résume, essentiellement, à choisir entre quatre ou cinq réseaux – dont celui de NRJ est le prototype – proposant tous le même menu de musique anglo-saxonne, de publicité et de slogans d'autosatisfaction.

En matière de télévision, Jean-Noël Jeanneney montre qu'un paysage télévisuel équilibré entre secteur non commercial et secteur commercial requiert, au moins, deux chaînes publiques – pour faire jouer la diversité – sauf à dériver fatalement vers une chaîne « officielle » unique de type gouvernemental, concentrant toutes les contraintes étatiques.

B. C.

CAMPAGNE CONTRE L'ACTION DU CCFD DANS LE TIERS-MONDE

Ces archanges qui pourfendent l'hérésie

« *IL n'est pas besoin d'être stipendié par Moscou pour faire un travail de collaborateur objectif du communisme.* » Cette phrase vipérine vise le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), accusé de favoriser consciemment le « *développement de la révolution mondiale* (1) ». Depuis des mois, ce thème est orchestré par une quinzaine de publications de droite, parmi lesquelles se distinguent *le Figaro Magazine* et *Famille chrétienne*.

« *Nous connaissons par avance la défense du CCFD. Il n'interviendra pas publiquement sinon par évêque interposé* », ajoutait le même procureur. Il s'est trompé. Le 5 mai dernier, le CCFD annonçait, dans une conférence de presse, à Paris, qu'il avait engagé des poursuites judiciaires (plaintes en diffamation) contre toute une série de publications.

Ce jour-là, le secrétaire général du CCFD, M. Bernard Holzer *(voir son article ci-dessous)*, affirmait l'intention de « *répondre coup pour coup* » à toutes les attaques car, expliquait-il, « *nous ne pouvons pas laisser bafouer et vilipender notre travail, nos convictions et celles (...) de nos partenaires du tiers-monde qui comptent sur nous* ».

Il répondait ainsi non seulement au livre de M. Guillaume Maury, mais aussi au rapport signé par M. Pierre Vellieux, ancien président de la Chambre sociale de la Cour de cassation, consacré à l'action du CCFD au Chili. A en croire ce rapport, certains projets financés par le CCFD dans ce pays « *aident réellement à la mission de l'Eglise* », mais « *la majorité des subventions du CCFD au Chili constitue une opération d'assistance à la diffusion, sous diverses formes, de l'idéologie marxiste* ».

Lors de la conférence de presse du 5 mai, M. Christian Vives, directeur de la commission pastorale sociale de la conférence épiscopale chilienne, a exprimé son « *grand étonnement* » que M. Pierre Vellieux n'ait pas jugé bon, avant de porter de telles accusations, de s'entretenir avec l'évêque chilien qui préside cette commission pastorale. Mais M. Vellieux n'a pas davantage pris contact avec les dirigeants de certains organismes auxquels il reproche de favoriser la subversion marxiste et qui sont aidés par le CCFD : la commission chilienne des droits de l'homme, la faculté latino-américaine de sciences sociales, la fondation Missio, la revue *la Bicicleta*, le Centre de recherche et de développement de l'éducation, etc. En outre, pour sept projets qui reçoivent une aide financière du CCFD, le rapport de M. Vellieux porte la mention : « *Non contrôlé, car non identifié.* » Voilà pour le sérieux de l'enquête.

C'est pourtant à de tels rapports que *le Figaro Magazine* a donné un certain retentissement, dans l'espoir avoué de faire pression sur les évêques français, coupables de couvrir de leur autorité morale l'action néfaste du CCFD. Il faut les convaincre que « *des membres de l'Eglise, convertis à l'hérésie christiano-marxiste, se changeaient en agents et soldats de l'internationale communiste* ». C'est du moins ce qu'affirme Louis Pauwels (2). Lorsqu'il ne s'occupe pas, dans son magazine, des photos de jeunes filles peu vêtues qui naviguent sur les mers chaudes, Louis Pauwels est en effet très préoccupé par un « *schisme, plus radical que le luthérien* », qui procède à un « *détournement de fond spirituel au profit de l'action révolutionnaire* (3) ».

Où veut en venir ce vigilant gardien de l'orthodoxie ? Il semble admettre qu'un organisme comme le CCFD puisse, simple imprudence, commettre quelques erreurs. Aussi espère-t-il que les évêques français ne retarderont pas trop « *le moment où il leur faudra retirer leur caution au CCFD pour vice de nature plutôt que pour défaut de méthode* (4) ». C'est donc bien l'essence même du CCFD qui est visée.

Mais Louis Pauwels, lui, continue de donner sa « *caution* » au rapport peu sérieux de M. Vellieux et à l'ouvrage de M. Guillaume Maury qui, il ne l'ignore pas, s'avance masqué. Habituelle faiblesse de certains délateurs. Incapables d'agir utilement, ils dénigrent. « *Nous sommes à la fois conscient et tremblant* », écrit Guillaume Maury (5). Chattemite... Tellement tremblant qu'il n'ose pas avouer sa véritable identité.

C. J.

(1) Guillaume Maury, *L'Eglise de la subversion, le CCFD*, UNI, 8, rue de Musset, Paris, 1985, page 122.
(2) Louis Pauwels, « Le ring de la boxe du diable », *le Figaro Magazine*, 16 mai 1986.
(3) *Idem.*
(4) *Idem.*
(5) G. Maury, *op. cit.*, page 19.

Quand l'Evangile redevient subversif

Par BERNARD HOLZER *

EN Afrique du Sud, les chrétiens, blancs et noirs, n'ont pas peur de s'engager nombreux au nom de l'Evangile dans le champ socio-économique et politique. Des mouvements d'Eglise comme la JOC éveillent les opprimés à leurs droits et apportent leur soutien aux victimes de l'apartheid. Les évêques, eux aussi, s'élèvent contre les déplacements forcés des populations vers les bantoustans et se prononcent pour des sanctions économiques visant à affaiblir le pouvoir en place.

En Corée du Sud, l'Eglise, sous la conduite du cardinal Kim, apporte son soutien aux étudiants et aux travailleurs qui font campagne contre le gouvernement autoritaire du président Chun Doo Hwan. Elle s'inspire de ce qu'ont fait les Philippins, qui, de longue date, ont trouvé en elle un appui et un lieu de réflexion et d'action qui s'inspirent de la méditation des Ecritures.

En Union soviétique, c'est depuis bien plus longtemps déjà que les chrétiens sont brimés, pour ne pas rendre leur tribut à César et pour revendiquer qu'il n'y a qu'un seul Dieu : Dieu et non l'Etat.

Au Chili, les commandos spéciaux de la « lutte contre la subversion » ont inauguré une nouvelle méthode pour terroriser la population : séquestrer de jeunes militants chrétiens et tracer une croix au fer rouge et au rasoir sur leur corps. Jusqu'alors, les chrétiens visés par le pouvoir et les groupes « non identifiés » étaient habituellement traités de communistes et volontiers affublés du marteau et de la faucille. Aujourd'hui, les chrétiens sont marqués au fer et au rasoir en tant que chrétiens.

Aujourd'hui, l'Evangile redevient gênant et il faut en disqualifier les disciples, même dans nos sociétés qui se réclament volontiers de la défense de la « civilisation occidentale et chrétienne ». C'est le sens de toutes les attaques qui se déclenchent de nos jours contre des organisations de développement animées par des chrétiens qui veulent permettre aux pauvres et aux opprimés de devenir les artisans et les acteurs de leur propre développement. C'est un procès en règle contre leur vocation, qui est de soutenir les pauvres, de défendre leurs droits, d'être leur voix, de leur donner la parole et de leur permettre de s'organiser.

Tant que l'Eglise soulage les plus démunis, elle remplit, dit-on, sa mission. Tant qu'elle répare les atrocités des prétendus accidents de parcours et évite toute révolte, on la bénit. Mais que des chrétiens, au nom de leur humanité et de leur foi, essaient de comprendre et de faire comprendre les causes de la misère, du manque de liberté, et voilà qu'on les taxe de marxisme. Les pauvres doivent rester à leur place ou, tout au plus, emprunter les chemins — si sûrement éprouvés — qu'on leur indique. Travailler à les défendre et à les libérer, chercher à promouvoir des changements structurels dans la société, afin de procurer des conditions de vie dignes de la personne humaine, voilà qui devient suspect. Toute forme de soutien à l'éducation ou à la formation est considérée comme du marxisme en puissance. Ces mêmes personnes qui se réclament de l'efficacité refusent aux pauvres d'être efficaces : elles leur refusent le droit à s'organiser pour s'attaquer durablement aux causes de la faim et promouvoir un développement dont ils seront les maîtres. Ce sont toujours les pauvres qui sont accusés de faire de la politique.

Pour disqualifier ce travail et effrayer l'opinion publique, le nouveau slogan à la mode est de taxer ce travail de marxisme. Dom Helder Camara, qui a une longue expérience du travail de développement et des attaques personnelles, aime à répéter : « *Quand je soulage la faim des pauvres, on dit que je suis un saint ; quand j'analyse les causes de la faim, on m'accuse d'être communiste* ». De même, ici, en France, tous ceux qui travaillent avec les immigrés, qui luttent avec eux pour préserver leurs droits, leur culture et leur identité, commencent à être accusés de marxisme et même, par certains, d'alimenter la « subversion intérieure ».

Les chrétiens, les religieuses et les religieux sont attaqués depuis longtemps. Aujourd'hui, on s'en prend aux évêques, qu'ils soient français ou américains, les accusant d'être infiltrés par le marxisme. Toute l'Eglise — à part quelques « bases saines » — est devenue subversive. Même les papes se feraient manipuler. Il est temps, nous dit-on, d'entamer une longue croisade pour remettre l'Eglise sur les chemins de l'ordre et des vraies valeurs morales.

Maurras revient. Il faut évacuer de l'Eglise toute sa charge évangélique. Ils ne savent pas, ces détracteurs, que le marxisme n'est pas la seule force de transformation sociale et que l'Evangile, médité ensemble et avec un regard de pauvre, peut mettre des gens debout.

* Secrétaire général du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD).

CORRESPONDANCE

Une lettre de menaces

M. Hubert Picard, président du Comité de pensée juive (165, rue Pelleport, 75020 Paris) et qui est à l'origine de la création d'un comité de soutien au rabbin Kahane, a adressé à Micheline Paunet, rédactrice en chef du Monde diplomatique, *la lettre suivante que nous publions intégralement. Nos lecteurs apprécieront comme il convient l'esprit qui anime M. Picard. Il est inutile de préciser qu'aucun collaborateur du* Monde diplomatique *n'appartient de près ou de loin au POE (Parti ouvrier européen) inspiré par un Américain d'extrême droite, M. Lyndon H. LaRouche Jr, qui s'est notamment distingué en accusant M. Henry Kissinger d'être un agent soviétique et la reine d'Angleterre de participer au trafic de drogue. (Cf.* International Herald Tribune, *11 avril 1986.)*

Votre journal édite depuis un certain temps des articles contre Israël, contre le sionisme et contre le peuple juif (le dernier étant celui de M. Goytisolo, dans le numéro de mai).

Je ne peux que m'étonner que vous n'interveniez pas pour faire cesser ce genre de pratiques (notamment les articles de Paul-Marie de la Gorce). En effet, on m'a informé que vous ne seriez pas antisémite ; il est donc de votre devoir, madame, de veiller à ce qu'aucun article qui critique le peuple juif ne paraisse dans votre mensuel.

Quoi qu'il en soit, je tenais à vous informer que mon comité ne tolérerait plus de tels agissements de la part du *Monde diplomatique*.

En conséquence, si vous ne cessez pas immédiatement, le CPJ lancera une grande campagne contre votre journal (avec édition d'un rapport, dénonciation dans les médias, etc.) et demandera à la communauté juive de le boycotter.

Veuillez croire, madame la rédactrice en chef, à l'expression de mes sentiments distingués.

P.S. : Je vous informe également que, selon le B'nai B'rith américain, l'article paru dans *le Monde diplomatique* de mai, intitulé « L'offensive de Washington contre les Nations unies », aurait été écrit par un collaborateur du parti POE, d'ont l'une des principales activités aux USA est de s'attaquer aux « banquiers juifs de la city » (cf. *DDV*, journal de la LICRA, d'avril-mai 1986).

UN SYSTÈME ET SA LOGIQUE

L'échec américain au Vietnam

Anatomy of a war. Vietnam, the United States and the modern historical experience, de Gabriel Kolko. Pantheon Books, New-York, 1966, 628 pages, 25 dollars.

Par JACQUES DECORNOY

L'ANCIEN commandant en chef adjoint de l'armée de terre américaine, le général Bruce Palmer critiquait, fin avril dernier, le bombardement de la Libye. Ces raids lui rappelaient la façon dont « *nous avons tenté de punir Hanoï* ». Il ajoutait : « *Je pensais que nous avions appris la leçon, mais, à l'évidence, tel n'est pas le cas.* »

Le général n'a pas tort de s'inquiéter. Cependant, son raisonnement s'arrête en chemin, car « *la leçon* » de la tragédie vietnamienne ne saurait être apprise aussi longtemps que la logique impériale qui a enfanté cette guerre n'aura pas été brisée.

Du moins la description de l'engrenage menant au conflit et de l'échec qui s'ensuivit est-elle faite désormais, grâce au très important ouvrage que publie l'historien américain Gabriel Kolko. Sa maîtrise du sujet tient certes à un travail de recherche mené pendant pratiquement deux décennies, mais la force de l'auteur réside surtout en sa capacité de tenir constamment en main les deux bouts de la chaîne (Washington-Hanoï), d'entrer en permanence dans les deux systèmes de pensée, dans les deux types d'histoire qui s'opposent. D'où ce va-et-vient dialectique constant entre les deux adversaires, eux-mêmes en perpétuelle évolution : au sein de leur propre société, et dans leurs rapports avec l'extérieur — Moscou, Pékin, l'Europe. Avec, au « centre », ce sud du Vietnam où l'Occident, d'abord français, puis américain, ne parvient qu'à accumuler les contradictions sociales sans jamais assurer une base cohérente et autonome aux régimes successifs de Saigon. Tel est le défi qu'a relevé Gabriel Kolko : présenter cet enchevêtrement mouvant de forces locales et mondiales, grâce à une méthode d'analyse dont le seul « dogme » est la rigueur de l'information doublée d'une utile hiérarchisation des faits. L'évolution des structures foncières dans le Delta, les tensions monétaires entre les Etats-Unis et l'Europe, les besoins financiers du Pentagone, pèsent d'un poids plus lourd que les analyses de caractère de MM. Johnson et Kissinger, et que l'affaire du Watergate.

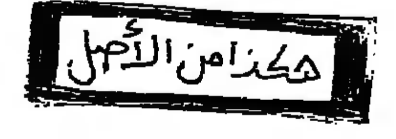
L'auteur ne limite pas son étude à la période « américaine » de l'histoire du Vietnam. Il rappelle combien la colonisation française a miné la société rurale sans pour autant créer une bourgeoisie vietnamienne (face aux Chinois locaux) capable de jouer un rôle majeur. Et il retrace l'action du Parti communiste qui renforce ses liens avec le paysannat et se préoccupe constamment de faire une analyse aussi précise que possible de la situation mondiale. L'intervention américaine, de son côté, ne procède pas d'une décision soudaine, mais bien d'une logique profonde : « *Car le Vietnam fut finalement l'épisode majeur d'un processus d'intervention plus large qui l'a précédé et l'a dépassé* », les Etats-Unis s'étant donné après 1945 pour mission d'intégrer le monde — et donc l'Asie du Sud-Est — dans un système capitaliste universel.

Toute la stratégie américaine dans le sud du Vietnam après 1954 vise à obtenir ce résultat, mais jamais Washington ne parviendra, que ce soit du temps de Ngo Dinh Diem ou de ses successeurs galonnés, à créer un système politique suffisamment solide pour s'imposer et survivre à un désengagement des Etats-Unis. Bien au contraire, l'extraordinaire et sanglante mutation que la guerre provoquera en urbanisant une bonne partie de la population, et la dépendance de l'armée sudiste à l'égard d'une technologie (en fait, d'une économie) étrangère saperont toutes les tentatives de bâtir un Sud viable. A ces contradictions, dont Hanoï n'a jamais mesuré toute l'importance (d'où son impréparation à la soudaine victoire de 1975), se sont ajoutées les difficultés croissantes des Etats-Unis. Gabriel Kolko développe cet aspect du conflit dans un chapitre capital consacré à « *l'impact économique de la guerre sur les Etats-Unis* » et montre de quel poids le conflit de plus en plus coûteux a pesé sur la société américaine comme sur les relations entre Washington et ses alliés européens. Mais, pour que la Maison Blanche admette ces limites économiques et militaires, il fallut plusieurs années de guerre et le coup de tonnerre de l'offensive du Têt de 1968.

L'HISTORIEN a eu accès à des documents inédits, notamment des lettres écrites par M. Nixon à Thieu après la signature des accords de Paris, prouvant que l'engagement de Washington aux côtés du dictateur saïgonnais se voulait (secrètement) total et que les documents signés ne pouvaient qu'être violés. Mais pareil engagement ne pouvait prévenir l'écroulement économique, social et moral du Sud.

L'auteur procède aussi à une analyse extrêmement nuancée des décisions et des actions du Vietnam du Nord et du Front national de libération du Sud. Il montre comment une morale révolutionnaire, nourrie en permanence d'une étude approfondie de l'adversaire local et extérieur et des sautes de tension au sein du monde communiste, permit de pallier une écrasante infériorité militaire et économique. D'autant que, au fur et à mesure que la guerre s'intensifiait, un levier socio-politique essentiel — la question rurale — disparaissait puisque, aussi bien, dans les campagnes, la terre manquait moins que les paysans. Il est exclu à ce propos de résumer la très complexe analyse de Gabriel Kolko. Notons seulement avec l'auteur qu'il est vain de baser l'étude du comportement des Vietnamiens à partir de la seule grille marxiste-léniniste qu'ils déclaraient eux-mêmes utiliser : « *La diversité et la richesse de leur action*, écrit-il, *ont transcendé* » leur propre système idéologique.

La guerre du Vietnam est terminée. Cependant, estime l'historien, les dirigeants politiques et militaires américains n'osent toujours pas procéder à l'étude du conflit. Cette incapacité et ce refus de voir les choses en face, de « *reconnaître que* (leurs) *objectifs sont intrinsèquement impossibles à atteindre et opposés aux solutions socio-économiques qu'une grande partie du tiers-monde adopte* », ne peuvent que provoquer de nouveaux drames. La guerre du Vietnam ne fut pas un accident, « *mais plutôt le résultat logique de l'ambition, de la force et de la faiblesse contemporaines des Etats-Unis* ». Cette logique a peut-être reçu un coup en Indochine ; elle n'est en rien modifiée.



DANS L'AMÉRIQUE DE M. REAGAN

La culture populaire flirte avec la bombe

LA guerre nucléaire ne sera pas la fin du monde, mais une étape vers la création d'une société qui conviendrait mieux aux « vrais » Américains. Les hommes forts, ceux qui méritent de survivre, seront capables de résister à la destruction atomique, qui leur donnera une chance de faire émerger du chaos un monde meilleur. L'Amérique triomphera, les communistes et tous ceux qui s'opposent au mode de vie américain périront. De telles idées sont proclamées de plus en plus ouvertement aux Etats-Unis ; elles sont répandues par des films, des romans d'aventure, des bandes dessinées, des clips vidéo, et aussi, à leur façon toujours étrange, par les stations de télévision et les publications des intégristes chrétiens.

Par KONRAD EGE *

Depuis qu'en août 1945 les Etats-Unis déchaînèrent le feu nucléaire sur Hiroshima et Nagasaki, l'image de la guerre atomique a lourdement pesé sur toute la culture américaine. De nombreux films, romans et chansons témoignent de la peur engendrée par l'énorme puissance de destruction de ces nouvelles armes. Ainsi, dans les années 50, le groupe Lowell Blanchard with the Valley Trio pouvait chanter :

« Tout le monde est inquiet à cause
[de la bombe.
Mais personne ne se soucie du jour
[où
Notre Seigneur reviendra sur la
[Terre.
Ce jour-là, il frappera, ô Dieu tout-puissant, comme une bombe
[atomique ! »

Pendant longtemps, la culture populaire américaine refléta la terreur mystérieuse inspirée par les armes nucléaires.

Ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, le président lui-même se permet de faire des plaisanteries à propos d'un bombardement du Kremlin. On lit partout des romans racontant les aventures d'Américains pleins de bravoure qui libèrent leur patrie détruite par une attaque nucléaire, puis occupée par les communistes, ou encore des brochures religieuses dans lesquelles de prétendus prophètes annoncent que le Seigneur va revenir sur Terre nimbé dans un nuage en forme de champignon. Au cinéma et à la télévision, le grand public regarde assez peu les œuvres antinucléaires comme *The Day after*, et beaucoup plus les films commerciaux du type *Mad Max*, l'histoire d'un homme fort qui, après une guerre atomique, s'occupe du nettoyage en débarrassant son territoire de toute la racaille.

De même, les groupes de rock qui vendent aujourd'hui le plus de disques ne sont pas ceux qui critiquent la course aux armements, mais plutôt ceux dont les chansons banalisent le danger de guerre atomique. Les albums antinucléaires comme *Waking up with the House on Fire* (« A mon réveil, la maison était en flammes »), de Culture Club, font de gros succès en Grande-Bretagne, mais pas du tout aux Etats-Unis. Quand ils écoutent de la musique, quand ils dansent, les jeunes Américains entendent les paroles d'auteurs comme Allee Willis, dont la chanson *Neutron Bomb*, interprétée par les Pointer Sisters, vient de recevoir le Grammy Award, la plus haute distinction décernée par l'industrie du disque. Willis, qui a écrit des chansons pour nombre de grandes vedettes – Tina Turner, Cher, Melissa Manchester, Patty Labelle, etc. – a baptisé son style : Art nucléaire.

« La grande explosion nucléaire approche. Vous allez tous être désintégrés. Alors, soit vous restez là à vous plaindre que vous n'avez pas d'argent, pas d'amour, rien ; soit vous adoptez la vraie bonne attitude, vous dansez. »

Chantons sous la « pluie pourpre »

L'ARTISTE-INTERPRÈTE Prince semble lui aussi désirer passionnément que survienne enfin le jour du Jugement dernier. Dans son album *Purple rain* (« Pluie pourpre »), qui s'est vendu à plus de dix millions d'exemplaires, il raconte comment il se réconcilie avec sa petite amie juste avant la catastrophe finale, au cours de laquelle il veut la voir *« baignée d'une pluie pourpre »*, c'est-à-dire plongée dans les retombées radioactives résultant d'une guerre atomique. En 1984, son film *Purple Rain*, qui lui valut un oscar, était classé treizième sur la liste des plus grands succès en salle (établie par le magazine professionnel *Variety*).

Prince exprime la même passion physique pour la fin du monde dans son album *1999*.

« Ce matin à mon réveil
J'aurais juré que c'était le jour du
[Jugement dernier
Le ciel était pourpre, les gens
[couraient en tous sens
Ils tentaient d'échapper à la
[destruction...
Tout le monde a une bombe
[maintenant
Nous pouvons tous mourir à tout
[moment
Moi je passe ma vie à danser parce
[qu'on dit partout...
2 000 zéro zéro, la fête est finie
[zut ! on n'a plus le temps
Alors ce soir je vais faire la fête
[comme si on était en 1999 »

En conclusion, une voix enfantine demande timidement : *« Maman, pourquoi est-ce que tout le monde a une bombe ? »*

Dans un autre de ses disques, *America* – dont la pochette arbore les couleurs du drapeau, – Prince raconte l'histoire de *Jimmy Riendutout*, un écolier qui refuse de participer à la cérémonie (quotidienne) d'allégeance au Drapeau et à la Patrie.

« Jimmy n'avait de fierté pour rien. Maintenant, Jimmy vit dans un nuage en forme de champignon... »

Prince (qui refuse toute déclaration à la presse sous forme d'entretien depuis des années), affirma en 1981 à une revue musicale que *« les politiciens »* préparaient une guerre. *« Dieu merci, on a maintenant un meilleur président, qui a plus de couilles que Carter. Je pense que Reagan est bien meilleur. »*

Apparemment, pour certains adolescents, la guerre atomique est un sujet attrayant et à la mode. Selon une étude réalisée par le professeur Barry Sherman, de l'université de Georgie, et qui porte sur la violence dans les vidéoclips de rock, les clips diffusés à longueur de journée sur une chaîne de télévision par câble et projetés dans les discothèques utilisent de plus en plus des images évoquant la destruction atomique. Les jeux vidéo basés sur le thème de la guerre nucléaire, comme Ground Zero, ou Missile Command, sont à la mode depuis des années : le joueur dispose d'un système balistique antimissile – du type de celui auquel rêve M. Ronald Reagan, – grâce auquel il intercepte les têtes nucléaires ennemies qui s'approchent. S'il en laisse passer une, l'écran est rempli par une explosion suivie d'un champignon atomique ; puis il affiche les mots *« Game over »* (« la partie est terminée »).

Les trois films de la série *Mad Max* sont pratiquement devenus des films-culte. Dans le premier (qui fut tourné en Australie avec un budget de 400 000 dollars et qui a fourni 100 millions de dollars de recettes), Mel Gibson incarne un superflic – Max Rockatansky – aux prises avec des hors-la-loi dans l'univers barbare qui a succédé à notre civilisation après l'apocalypse nucléaire. Dans *Mad Max 2* notre héros poursuit son combat dans un monde d'après-catastrophe. Enfin, *Mad Max 3* fait surgir l'espoir : Max rencontre une tribu d'enfants qui ont créé leur propre civilisation dans une vallée reculée. Il les conduit hors de leur isolement vers une ville abandonnée, et bientôt la première lumière fait à nouveau scintiller un gratte-ciel. Selon le magazine *Rolling Stone*, « Mad Max 3 *est un conte sur la renaissance de l'homme plongé dans la réalité qui s'ouvre devant nous, faite de mort et de ruines* ».

Parmi les autres films post-nucléaires, on peut citer *Terminator*, dont la vedette est Arnold Schwarzengger, connu surtout pour sa musculature. Il y joue le rôle d'un robot : cette fois, ce sont les machines qui menacent les survivants de l'apocalypse nucléaire. Si l'on en croit son réalisateur, James Cameron, ce film débordant d'action vise le public des douze-dix-huit ans.

La bande dessinée a, elle aussi, largement accueilli les courageux héros du monde post-nucléaire. Il en est une où le juge Dredd, de l'*« Académie de droit »*, parcourt le *« désert radioactif »* laissé par la guerre nucléaire, pour y faire respecter la loi. Ses ennemis, qu'il pourchasse à toute allure sur sa moto, sont des maraudeurs et des « mutants » – *« mélange d'hommes, de bêtes et d'on ne sait quoi »* – qui harcèlent les derniers « normaux ». Dredd et ses collègues combattent ces personnages peu recommandables en plus de quarante séries d'aventures.

La bande dessinée joue un rôle particulier dans la culture américaine. Presque tous les quotidiens lui consacrent au moins une page. Dans des journaux aussi prestigieux que le *Washington Post*, le courrier des lecteurs discute des mérites de telle ou telle bande dessinée, et, lorsque la rédaction décide d'en supprimer une qui a la faveur du public, des tempêtes de protestations s'abattent sur le journal. La bande dessinée dévoile un peu de l'âme de l'Amérique. Pendant la grande crise des années 30, *Little Orphan Annie* (Annie la petite orpheline) redonna courage aux masses désespérées ; *Gasoline Alley* illustra la longue histoire d'amour entre l'Amérique et l'automobile ; la bande dessinée « underground » fut le reflet de la contre-culture des années 60. Aujourd'hui, il semble que les lecteurs soient prêts à accueillir des héros qui se battent – et qui gagnent – dans le monde d'après l'apocalypse.

Selon le professeur Paul Briana, de l'université de l'Etat de Washington (qui va publier sous peu un ouvrage sur le sujet), les romans situant leur action après la guerre nucléaire ont, eux aussi, changé de ton : il y a encore cinq ou six ans, même les livres les plus futiles *« tendaient à présenter la guerre avec une certaine dose d'horreur, ou au moins de regret. Mais les ouvrages les plus récents se complaisent à décrire la terre ravagée comme un vaste terrain de jeu où s'ébattent leurs héros brutaux, en tous points semblables aux bandits qu'ils combattent »*.

Ces romans ne sont pas en vente dans les « bonnes librairies », lieux de rencontre de l'intelligentsia américaine ; on les trouve à la caisse des supermarchés et dans les kiosques à journaux. La maison d'édition Signet a déjà publié plus de dix volumes dans sa série « Horseclans », l'histoire d'un peuple qui, des siècles après la guerre atomique, erre à travers les Etats-Unis transformés en prairies et en terrains vagues. L'éditeur new-yorkais Zebra a sorti en quelques années plusieurs collections du même type, qui toutes furent de gros succès commerciaux. Pour M. Wallace Exman, directeur de Zebra, ce genre littéraire *« n'est pas de la science-fiction, il traite de l'après troisième guerre mondiale, de l'holocauste de notre proche avenir »*. Quant à la qualité littéraire, elle est du même niveau que le contenu.


(Pancho)

Parmi les collections publiées par Zebra, on trouve notamment :

– La série « Ashes » (Cendres) : à la suite d'une guerre atomique, un soldat survivant restaure la civilisation aux Etats-Unis ;

– La série « Survivalist » : cette fois, c'est un ancien officier de la CIA qui restaure la civilisation aux Etats-Unis après leur destruction par une agression nucléaire soviétique, et parvient à chasser les communistes. Pour ce faire, il passe une alliance avec une bande de nazis allemands qui ont échappé au massacre planétaire en s'enfuyant en Argentine, avec, entre autres, dans leurs bagages des statues d'Eva Braun.

– La série « Doomsday Warrior » (Guerrier du Jugement dernier). Variante : un héros américain restaure la civilisation aux Etats-Unis après leur destruction par une attaque conjointe des Soviétiques et des nazis.

Ces livres se vendent par centaines de milliers, et les éditeurs refusent de dévoiler le montant de leurs bénéfices. Pourquoi un tel succès ? Pour M. Exman, *« cela fait maintenant deux générations que les gens vivent avec la menace de la guerre atomique. Ils ont peur... Ces livres sont très patriotiques, ils montrent des citoyens américains qui savent se prendre en main et qui s'en sortent tout seuls... Ils se battent contre un méchant, et il se trouve que ce méchant est toujours un Russe »*.

Il y a même aux Etats-Unis toute une fraction de la population qui semble attendre la fin du monde avec impatience : les chrétiens intégristes. Selon eux, notre monde est en train de vivre ses toutes dernières tribulations, qui vont enfin provoquer le retour de Jésus-Christ sur la Terre. M. Pat Robertson, célèbre prédicateur à la télévision et candidat probable aux prochaines élections présidentielles, recommande à l'Amérique de se réjouir : *« Nous ne devons pas nous tordre les mains et nous plaindre que tout cela est effroyable. Ce n'est pas effroyable du tout. Tout cela est bon... C'est le signe de notre Salut. »*

Se fondant sur le Livre des révélations (l'Apocalypse, dernier livre du Nouveau Testament), les chrétiens intégristes identifient la fin du monde avec la bataille d'Armaggedon, au cours de laquelle le Bien l'emporte sur le Mal ; et beaucoup pensent que les armes nucléaires seront utilisées dans ce combat (1). Les livres décrivant le déroulement des derniers jours du monde (qui, paraît-il, sont tout proches) se vendent à des millions d'exemplaires. Ces sermons sur l'imminence de la crise finale qui permettra l'avènement du royaume de Dieu sur la Terre ont déjà un impact important sur la vie politique américaine : le président Reagan lui-même se sent assez proche de ce courant de pensée. Les prédicateurs qui proclament sans cesse à la télévision qu'Armaggedon est pour demain touchent des millions de téléspectateurs, qu'ils exhortent à *« voter chrétien »* (c'est-à-dire conservateur) en prévision de la fin.

Bien évidemment, les chiffres de vente des livres sur la fin du monde et l'engouement du public pour les chansons de Prince ou les romans du « Guerrier du Jugement dernier » ne permettent pas de conclure avec certitude que les consommateurs de ce type de culture populaire et de thèmes religieux sont tous de fervents adeptes de l'holocauste salvateur. En revanche, le succès rencontré par tous ces produits porte à croire que de très nombreux Américains estiment que la guerre nucléaire est inévitable. A ce propos, le professeur Brians fait le commentaire suivant : *« La plupart des gens sont rebutés par la complexité des problèmes liés aux arsenaux nucléaires et au désarmement. Il est beaucoup plus facile d'envisager la guerre nucléaire tout simplement comme la fin du monde... Cette façon de voir a toujours été répandue. Ce qui est nouveau, c'est l'attitude de baroudeur, le ton de forfanterie qui est utilisé pour parler des perspectives de la guerre atomique. »* Les jeux vidéo, les films, les chansons, les livres *« accoutument la génération montante à l'idée que la guerre nucléaire est inéluctable... ce qui compromet les chances de voir nos enfants aborder ce problème, de façon plus rationnelle que nous n'avons su le faire »*.

(1) Voir Konrad Ege, « Actualité d'un fondamentalisme chrétien très inspiré : la fin du monde est proche », *le Monde diplomatique*, décembre 1985.

* Journaliste allemand résidant aux Etats-Unis.

L'heure des « réalités vraies » en Union soviétique

Ceux par qui le changement arrive...

(Suite de la première page.)

Les générations qui vécurent l'industrialisation, la terreur, la guerre, la reconstruction se sont entendu dire qu'au-delà de tant d'efforts et de privations viendrait la terre promise du communisme. Le « grand tournant » khrouchtchévien, porteur de mieux-être et de libertés inédites, en avait rapproché l'horizon et précisé les contours : égalité sociale et abondance dès les années 80.

Après cette bouffée d'espoir et d'utopie, l'URSS de Brejnev avait appris à reconnaître les difficultés qu'éprouve le socialisme à trouver un « deuxième souffle » conduisant à l'économie intensive et à la fin des pénuries. La perspective était assombrie, mais le discours brejnévien affichait encore une assurance tranquille : moyennant des « perfectionnements », le socialisme finirait bien par gagner la partie. Chez M. Gorbatchev, plus de promesses ni de paisibles certitudes. Un diagnostic critique sans précédent. Et en guise de changements annoncés, bien davantage que de simples « perfectionnements » : une *« reconstruction en profondeur de toute la vie économique, sociale et spirituelle »*, une *« réforme radicale »*. Et ce mot qui intrigue : *« perelom »*, qui peut se traduire par « tournant »... ou « fracture ».

Discours encore chargé d'ambiguïté, sans doute. Des propagandistes, des éditoriaux de *la Pravda*, les slogans arborés aux frontons des immeubles selon un rituel presque septuagénaire se chargent bien de la vider de toute substance révolutionnaire. La force d'inertie est immense. Dans l'appareil, les applaudissements toujours unanimes dissimulent le réel rapport de forces entre partisans et adversaires du changement. La population, en attente (*« on verra »*), semble partagée entre cette même force d'inertie et l'espoir de renouveau. Les campagnes de M. Gorbatchev contre la corruption, la valse des têtes, la chute d'une série de « *maffiosi* » ont, dans un premier temps, scellé la popularité du nouveau leader. Ce rigorisme a aussi gagné la sympathie des intellectuels critiques. Des espoirs se sont rallumés là où ils paraissaient, fin 1983 et jusqu'au printemps 1985, complètement éteints. Des espoirs et parfois l'envie d'intervenir : *« Changement ou pas ? Mais c'est à nous de prendre la parole. C'est en nous qu'il faut vaincre la peur. »*

Transparence : le test de Tchernobyl

QUE ces espoirs soient confortés ou non dépendra, à court terme, d'un test proposé par M. Gorbatchev lui-même : celui de l'information, de la transparence (*glasnost*).

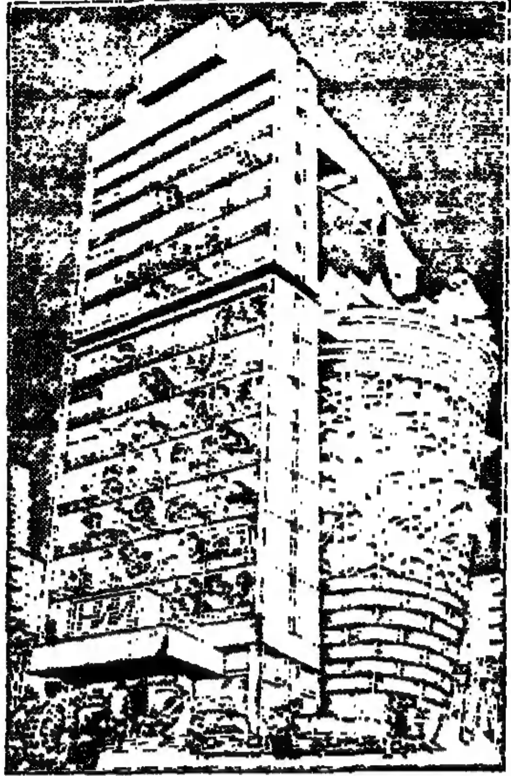
De ce point de vue, on ne pouvait attendre plus rude épreuve que celle de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. Outre le désastre humain et économique, le système d'information s'est vu touché dans sa partie la plus sensible : le domaine de la sécurité d'Etat — du KGB, pour être plus précis — dont relève nécessairement l'industrie nucléaire. Un domaine fermé à toute discussion publique et, *a fortiori*, à toute contre-enquête, fût-ce des médias officiels.

Dans ces conditions, la surprise n'est pas dans la lenteur et les lacunes évidentes de l'information fournie, mais, au contraire, dans sa rapidité et son ampleur, sans précédent dans l'histoire soviétique. Il est vrai que, sans précédent, l'ampleur du désastre et de ses retombées hors du pays l'est aussi. Dans un premier temps, la réaction « naturelle » de l'appareil d'information fut de minimiser l'accident et de dénoncer les exagérations des médias occidentaux ainsi que l'exploitation politique à laquelle il donna lieu.

On rapportera à ce propos le point de vue du président de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Hans Blix (*Observer*, 18 mai 1986) selon lequel *« la couverture des nouvelles de Tchernobyl a été, du côté soviétique, tardive, maigre, mais pas fausse. La couverture occidentale fut rapide, massive et trompeuse »*.

Avec le recul, il semble qu'il y ait eu, dans les deux ou trois jours suivant l'accident, plus de confusion que de dissimulation, si ce n'est de la part d'autorités locales et de certains médias soviétiques. Le Kremlin lui-même a été débordé ; les déclarations au *Spiegel* (4) de l'un de ses porte-parole, M. Faline, sont sur ce point très éloquentes. Les mesures prises ensuite pour confiner la catastrophe, évacuer et secourir les populations, procédaient d'une volonté politique énergique, d'ailleurs illustrée par le rôle qu'y ont tenu plusieurs personnalités proches de M. Gorbatchev, à commencer par le physicien nucléaire, vice-président de l'Académie des sciences, M. Velikhov.

L'allocution du chef du Kremlin, le 14 mai, ponctuait dix-huit jours de silence, mais non d'inaction. Le temps nécessaire pour circonscrire la catastrophe et mettre au point ce qui sera, selon M. Gorbatchev, la *« double leçon de Tchernobyl »*. D'abord, confirmation du principe de *« transparence »*, en l'occurrence par la reconnaissance d'un accident grave et *« non clos »*, sinon de défaillances que l'enquête approfondie pourrait mettre à jour. Ensuite, contre-offensive sur le plan international, où M. Gorbatchev prend soin de distinguer les esprits *« malveillants »* des autres, dans les milieux scientifiques notamment, qui manifestèrent compréhension et soutien à l'URSS dans les moments difficiles. Au monde extérieur, inquiet, le dirigeant soviétique propose, d'une part, des mesures de contrôle et de prévention en matière de nucléaire civil qui sont tout bénéfice pour l'Agence atomique de Vienne, et, d'autre part, la relance des négociations pour l'arrêt des essais militaires, dont l'URSS donne l'exemple en prolongeant son propre moratoire jusqu'au 6 août.



(Krokodil, *Moscou*)

Une *« nouvelle qualité de transparence*, disait M. Faline, *ne naît pas en une seule nuit »*. Mais sans doute, lorsque cette nuit-là est chargée de nuages radio-actifs transgressant les frontières d'Etat, il y a de quoi subir quelques pressions supplémentaires à la *« transparence »*.

Il est vrai que les besoins à l'intérieur de l'URSS ne sont pas moins pressants. La clarté sur le drame de Tchernobyl fait aujourd'hui partie, jusqu'à un certain point, de la bataille de M. Gorbatchev pour l'efficacité économique. Tout comme la guerre cesse d'être *« la continuation de la politique par d'autres moyens »* dès l'instant où elle conduit au suicide mutuel, le secret d'Etat cesse de s'imposer lorsque, au lieu de renforcer le contrôle social, il le paralyse.

Vingt années pour mûrir

« LE *Parti communiste*, nous dit l'un de ses membres, scientifique de renom, *a perdu vingt années.* » Un délai qui aurait pu servir à rapprocher la politique officielle des réalités vraies. Depuis le temps qu'on les sait, qu'on les pense, qu'on les dit à mi-voix ces choses désagréables mais enfin reconnues ! *« Je crains que M. Gorbatchev ne soit venu trop tard. L'opinion publique est plus loin. Le parti est trop discrédité. Et pourtant, nous-mêmes qui avons lutté pour des réformes, nous n'avons pas à nous plaindre et ce n'est pas le moment de baisser les bras : tout ce que nous disons et proposons depuis vingt ans est maintenant admis aux tribunes officielles. »*

Quel est donc ce « pays réel » qui aurait enfin droit de cité ?

L'idéologie, la propagande telle que nous la voyons encore parader, par exemple, dans les revues soviétiques destinées à l'étranger, n'y trouverait pas le miroir de ses paysages idylliques. Mais l'Occidental trop rivé à ses habitudes médiatiques aurait tout autant de difficultés à y reconnaître son « goulag », sa Russie en perpétuel effondrement économique, terre glaciaire du monolithisme idéologique et désert culturel.

De « crise », il n'est certes pas officiellement question, dans ce pays qui, en un quart de siècle, *« a quadruplé son revenu national, quintuplé sa production industrielle, augmenté de 1,7 fois sa production agricole, de 2,6 fois les revenus réels par habitant, de 5 fois les dépenses sociales* (5). » Pas de « crise » au sens occidental de récession, d'inflation élevée, de chômage massif, de restructurations, dans une économie à laquelle des économistes américains (parfois moins pessimistes que leurs collègues soviétiques) promettent encore nombre d'années de « croissance lente ».

Le déclin progressif des performances et l'épuisement des sources de croissance extensive (augmentation de la main-d'œuvre et surconsommation des ressources naturelles) sont, en revanche, pleinement reconnus, dans des circonstances doublement aggravantes : l'effet brusque du « deuxième écho démographique » de la guerre et la découverte, non moins brutale, de la raréfaction de l'eau, des forêts, des terres cultivables, du pétrole et de certains minerais. Le reconnaître, c'est une petite révolution mentale pour une population habituée à l'idée des richesses « *sans limites* » de l'immense Russie et de son pactole sibérien.

Le « cloaque »

AUX indices quantifiables du déclin s'ajoutent les dégradations de l'environnement et des services de santé, la démotivation au travail et la « mal vie » de dizaines de millions d'ex-ruraux immigrés, de jeunes « trop instruits » pour les travaux qu'on leur offre, l'alcoolisme (consommation doublée en vingt-cinq ans) et la crise des valeurs familiales — tous éléments qui, peu ou prou, entreraient en ligne de compte dans l'aggravation de la crise démographique, la hausse de la mortalité infantile et de la morbidité chez les hommes de plus de quarante ans. Enfin, *last but not least*, des hommes comme Youri Andropov, puis M. Mikhaïl Gorbatchev ont découvert avec effroi l'expansion de la corruption à tous les niveaux, de la *« dégénérescence »* parmi les cadres du parti, de *« ce véritable cloaque dans lequel notre vie s'est enfoncée »* pour reprendre une expression entendue à Moscou.

La dégradation des mœurs sociales n'offre pas que des désavantages à une partie de la population. Le relâchement de la discipline à l'usine, les retards, l'absentéisme, la facilité de changer d'emploi, le recours aux activités parallèles forment autant de nouveaux « espaces de liberté ». De mauvaises langues assurent que la classe ouvrière comporte désormais deux catégories : celle des pêcheurs à la ligne, et celle des activistes de la « magouille ». Reste tout de même la « troisième catégorie » : celle des travailleurs « honnêtes », qui se présentent à l'heure au boulot, doués de conscience professionnelle et d'esprit d'initiative, mais qui se retrouvent facilement en « chômage technique » parce que les matières premières ou les outillages nécessaires n'ont pas été livrés à temps. Et qui enragent...

Devant le « cloaque », M. Gorbatchev tient, en premier lieu, le discours de l'ordre et de la discipline. Un discours populaire — tant est grande la lassitude, tant est fort le dégoût — mais insuffisant, nul ne l'ignore. Son complément, ce sont les stimulants matériels déjà mis en avant sous Brejnev, avec des effets limités tant que l'appât du gain ne sera pas lui-même stimulé par une consommation de masse — version soviétique du fordisme.

Mais le discours gorbatchévien trahit d'autres préoccupations : agir sur les comportements, « responsabiliser » les gens en les plaçant devant des choix. Tout comme la nation est, d'ores et déjà, sommée de choisir entre l'impasse et l' « issue ». Le « pays réel » sur lequel la direction du parti a pris du retard, c'est également une société transformée par les progrès de l'urbanisation, de l'instruction, et où les façons de vivre et de penser ont lentement évolué.

Cette évolution, l'ancien habitant de Moscou des années 60, et l'ancien voyageur des années 70 et 80 aura bien de la peine à la distinguer aux signes les plus visibles du décor de la vie quotidienne. C'est au fil des conversations, à l'observation des comportements, à la rencontre de nouvelles générations qu'il pourra soupçonner les changements sans lesquels le « tournant Gorbatchev » ne serait sans doute pas intelligible.

Le plus manifeste de ces changements, c'est la course aux objets, un consumérisme frustré par les pénuries persistantes et de plus en plus stimulé par des comparaisons à l'avantage du mode de vie occidental.

Mais ce n'est qu'une des facettes de l'évolution ; une autre est la lucidité qui, source de découragement — voire de cynisme profond, — peut aussi, selon les personnes et le contexte politique, donner lieu à un sursaut de conscience civique.

Il serait surprenant, en Occident, d'expliquer les préliminaires d'un changement politique par le rôle de la littérature. En Union soviétique, aujourd'hui encore, il le faut. Car c'est dans les principaux livres de ces vingt dernières années que beaucoup de Soviétiques se sont informés et formés à une nouvelle conscience critique.

La mémoire et le quotidien

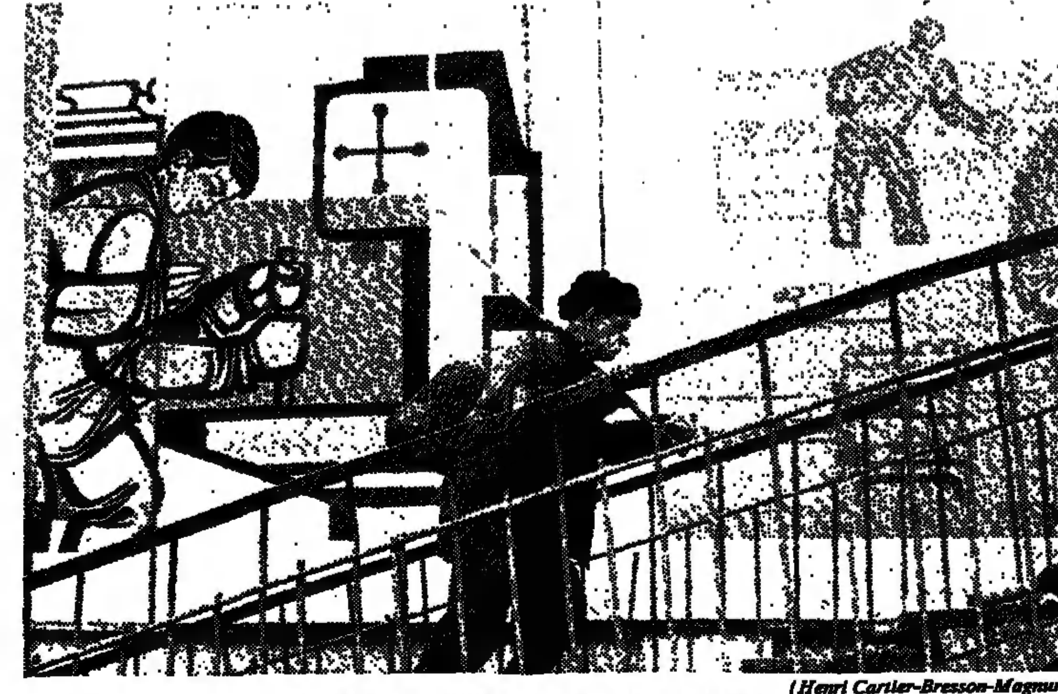
IL *n'est pas de grand problème social d'aujourd'hui* qui n'ait été révélé, porté par la littérature, et singulièrement celle qui s'est ressourcée au peuple des villages. Déracinements consécutifs aux séismes de la révolution, de la collectivisation, de la guerre. Naufrage d'une civilisation paysanne en l'espace d'une ou deux générations, stérilisation de l'initiative agricole par une bureaucratie absurde, désarroi des ci-devant campagnards inadaptés à la vie urbaine ou perturbés et « intérieurement abîmés » par son vide spirituel. Viktor Astafiev, Valentin Raspoutine, Sergueï Zalyguine, le nouvelliste-cinéaste Vassili Choukhchine, ont particulièrement bien décrit cette déstabilisation psychologique de l'homme russe (dont les atteintes à l'écosystème ne sont pas les moindres causes), à la source de la misère morale aujourd'hui déplorée en haut lieu : perte du goût du travail et de la conscience professionnelle, cynisme moral, alcoolisme (6).

Ce travail d'« écologie de la culture », comme d'aucuns l'ont appelé, est souvent associé à la défense de la mémoire. Tout comme le Russe Sergueï Zalyguine a exhumé les temps cruels de la collectivisation (sujet tabou dans les manuels scolaires) et les Biélorusses Andreï Bykov ou Ales Adamovitch ceux d'une guerre sans fard ni trompettes (7), le romancier russe d'origine Kirghise Tchinguiz Aïtmatov inscrit sur fond culturel turco-islamique une interrogation universelle sur la destruction de la mémoire. Le « *mankurt* » — supplice ancestral décrit dans son roman *Une journée plus longue qu'un siècle* (8) — est entré dans le langage courant (*« mankurt », « mankurtisation »*) pour désigner la manipulation, la standardisation des esprits où l'auteur désigne la perversion des mass media, à l'Est comme à l'Ouest.

Le thème de la mémoire oblitérée se retrouve chez le Kazakhe Oljas Souleïmenov, poète et géologue aux prises avec une *« époque où l'on transforme en terre brûlée non seulement les forêts, les montagnes et les villes, mais aussi les cœurs, les destinées humaines et les cultures* (9) ». Le plus asiatique, le plus « tiers-mondiste » des grands poètes russo-soviétiques d'aujourd'hui fit campagne, il y a quelques années — et au prix de quelques ennuis — contre la vision chauviniste russe des rapports entre l'Europe et l'Asie, entre la Russie européanisée et les peuples des steppes. *« Elever la plaine, sans abaisser les monts » :* tel est le propos d'un écrivain résolument internationaliste, tout à l'opposé des particularismes (russe, musulman, caucasien ou juif...) que le rejet de l'idéologie soviétique peut nourrir par ailleurs.

Oljas Souleïmenov, responsable du cinéma au Kazakhstan, et Tchinguiz Aïtmatov, vice-président de l'Union des écrivains, tous deux délégués au vingt-septième congrès, illustrent parfaitement le cas d'artistes profondément modernes et « subversifs » pouvant occuper des positions officielles. N'est-il pas symptomatique que cette modernité russe, dans la littérature, soit le fait d'auteurs issus des « républiques musulmanes » ?

Dans une autre veine, loin des steppes et de la « Russie de bois », dans les interstices du béton et de l'asphalte des villes, s'essaie une littérature du quotidien. C'est le romancier Youri Trifonov. C'est la « féministe » Natalia Baranskaïa. Ce sont aussi plusieurs écrivains contraints au silence ou à l'exil et une pléiade de nouvellistes jouant aux frontières (mouvantes et souvent imprévisibles) de la censure



(Henri Cartier-Bresson-Magnum)

LOIN DES STEPPES ET DE LA « RUSSIE DES BOIS »
Les façons de vivre et de penser ont lentement évolué

(4) *Der Spiegel*, 12 mai 1986.

(5) Estimations officielles, que les experts occidentaux révisent généralement « à la baisse », sans contester, pour l'essentiel, les progrès accomplis.

(6) Quelques œuvres des écrivains « des villages » ont été publiées à Paris aux éditions Messidor, Julliard, Gallimard, Albin Michel et — tout récemment (1986) — à la Table ronde : *A l'écoute des villages soviétiques*.

(7) Voir Jean-Marie Chauvier, « La littérature de guerre en URSS », *le Monde diplomatique*, août 1985.

(8) Paru en français aux éditions Messidor.

(9) O. Souleïmenov, *Transformation du feu*, traduction de Léon Robel, éditions Gallimard (NRF), Paris 1981.



(disons plutôt : des censures et des censeurs) avec des thèmes inhabituels. Sur la marginalité, le sexe, l'éthylisme, ces nouveaux venus ne se heurtent pas seulement à l'orthodoxie idéologique, ils transgressent des règles plus traditionnellement russes : héritage humaniste, compassion, pudeur, pudibonderie.

Cette littérature du quotidien, c'est encore la poésie, toujours populaire, d'une Bella Akhmadoulina :

« Chair de la chair de mes concitoyens
très las, c'est bien, que dans leur longue file
au magasin, à la gare, au ciné
Je sois la dernière à gagner la caisse,
derrière un petit gars fonceur
une vieille en fichu de laine
confondue avec eux, comme les mots se [fondent
en leur langue, tout aussi la mienne. »

Cultures vivantes et nouveaux « engagements »

C'EST aussi la nouvelle chanson des rues, dont le patriarche incontesté, Boulat Okoudjava, humble passant du vieux Moscou ou soldat haïssant la guerre et ses pompes, retrouve l'espérance là où il l'avait laissée :

« Nous aurait-on promis des palais en or ?
Mais non, c'est nous qui les dessinons
Au temps de notre jeunesse
Et malheur à celui qui ouvrira les yeux
Avant l'heure. »

Tel, peut-être, cet autre barde qui les ferma trop tôt, les yeux — Vladimir Vyssotski. La détresse, chez lui, ne s'accommodait pas de demi-teintes. « Volodia-la-guitare » hurle aux *« nerfs à nu de la terre »* dans les trous d'obus, aux chasseurs *« jouant un jeu de dupes »* avec les loups, au joyeux écho montagnard ligoté, bâillonné, fusillé. Il est le chanteur *« qui n'ira pas jusqu'au bout de sa chanson »*, en qui s'étaient reconnus l'alpiniste, l'ancien combattant, le vagabond ou le prisonnier du temps où les canaux *« coulaient dans le bon sens »*. Celui que les ouvriers des usines de la KAMAZ avaient accueilli en criant : *« Volodia, tu es des nôtres ! »*, et que les membres de la Nomenklatura écoutaient aussi, pieusement, peut-être parce qu'il avait tout dit et trop bien dit, sans réplique possible, même lorsqu'il *« levait son verre à ce que la Russie soit débarrassée de ses prisons »*. Peut-être parce qu'il avait, dans un pastiche célèbre de la « leçon de gymnastique » de Radio-Moscou, parfaitement décrit l'ambiance du « consensus » brejnévien :

« Défense de parler
Accroupissez-vous jusqu'à n'en plus pouvoir
Ne soyez pas sombres ni moroses !
Si ça va très mal, frottez-vous avec ce que [vous pouvez
Ne négligez pas les ablutions.
Ne craignons pas les mauvaises nouvelles
Pour y faire face, faisons du surplace
Même les débutants seront gagnants
Magnifique : plus de premiers ni de [retardataires
La course sur place, ça met tout le monde
D'accord (10) *! »*

C'était hier, à peine.

Vladimir Vyssotski est mort en 1980. Quelques disques, de rares passages à la radio, des centaines de chansons sur des millions de bandes magnéto et de cassettes, un petit « musée » au Théâtre expérimental de la Taganka dont il fut acteur. L'été 1985, le 25 juillet, au cimetière de la rue de l'An-1905, la tombe de Volodia fut, comme chaque année, couverte de fleurs par des milliers de fidèles qui ont défilé, des heures durant. Aux alentours, dans les jardins et les cours d'immeubles, des petits groupes étaient rassemblés autour de lecteurs de cassettes, épiant les miliciens, eux-mêmes aux aguets. C'était à la veille de l'ouverture du Festival mondial de la jeunesse, dont les organisateurs n'avaient pas signalé cette étonnante manifestation de culture vivante en URSS.

Cultures plurielles désormais, partagées entre nationalismes, modernismes (jazz, rock...) et nouveaux engagements civiques dont témoignent les « écrivains de la terre » V. Raspoutine et S. Zalyguine sont aux premiers rangs de la bataille écologique. Boris Mojaïev raconte comment un paysan, s'inspirant de ses livres, a entamé il y a une vingtaine d'années et maintenu, dans l'oubli et l'isolement, une expérience de démocratie paysanne abandonnée sous Brejnev et relancée aujourd'hui : le *zveno*, ou chaînon, petit groupe de travailleurs sous contrat, en autogestion. Un autre explorateur de la Russie des profondeurs, Ivan Vasiliev, cherche, lui, les sources d'une démocratisation dans la tradition des communautés villageoises d'autrefois (le *mir*), dont l'auteur a découvert des survivances au sein de certains kolkhozes. Mojaïev et Vasiliev ouvrent un nouveau front : pour une renaissance du *« véritable esprit des coopératives »*.

Autre révélateur et miroir du « pays réel » : la presse. L'abondant courrier des lecteurs (six cent mille lettres à la *Pravda* chaque année) sert d'exutoire aux mécontentements disséminés (dénonciation de faits d'arbitraire, de gaspillages, de cas de corruption) et souvent de palliatif à l'absence ou aux carences d'institutions par l'intermédiaire desquelles les citoyens pourraient se défendre. Le journal se pose alors en arbitre d'un conflit local, déclenchant controverses et parfois longues procédures (pas nécessairement gagnantes) de correction des injustices (11).

Mais au-delà du « stock de plaintes » et de grognes parcellisées, ce sont des débats de société qui trouvent de plus en plus souvent place dans certains journaux ; c'est une vision synoptique des réalités contestées qui s'élabore, une remise en question qui — sans mettre en cause le « système », cela va de soi — ne se limite plus à la dénonciation de « mauvais éléments » ou de défaillances locales.

Cette vague de critiques a franchi, dans les mois précédant le vingt-septième congrès, un seuil jamais atteint.

La *« saleté mauvaise »* de la bureaucratie, *« source d'infarctus, d'amertume et de pleurs »*, sans parler du temps et du papier gaspillés, inspire à l'académicien V. Guinsbourg une critique en profondeur du mécanisme tel qu'il fonctionne à l'Académie des sciences : lourdes procédures de vérification des travaux, usage parcimonieux des photocopieuses, *« peur panique »* et interdictions multiples grâce auxquelles toutes sortes de « héros » peuvent exercer leur « vigilance » et leur pouvoir sur les gens (12).

Les privilèges de la Nomenklatura ne sont plus épargnés. *« Il ne faut pas fermer les yeux,* écrit un lecteur de la *Pravda, sur le fait que des dirigeants du parti, des soviets, des syndicats, de l'économie et même du Komsomol, approfondissent objectivement l'inégalité sociale, en utilisant toutes sortes de buffets spéciaux, magasins spéciaux, hôpitaux spéciaux, etc. »* Un autre observe que l'on fait « la queue » pour entrer dans le parti. Un troisième rappelle la colère de Lénine lorsqu'il voyait *« le parti au pouvoir protéger « ses » crapules »*. Un autre lecteur explique : *« Il y a, entre le comité central et la classe ouvrière, une couche du parti et de l'Etat qui ondule, sédentaire, inerte et visqueuse, et qui n'en veut pas trop, des changements radicaux* (13) *! »*

La tribune du vingt-septième congrès elle-même a retenti de quelques (rares) critiques des privilèges et des abus, voire de la « double morale » qui corrompt la vie publique.

« Jusqu'à la douleur physique »

LE dédoublement de la pensée et des principes moraux est le sujet d'un spectacle au théâtre du Komsomol. C'est l'occasion d'une dénonciation de la « morale utilitaire » qui permet de justifier l'assassinat d'une personne et, dans la même logique, le massacre de populations entières. L'exemple du Cambodge de Pol Pot est cité. Mais la cible visée est évidemment, implicitement, plus large. Un journaliste relatant le spectacle conclut à l'existence de *« deux lignes de la révolution, deux visions de l'homme »* qui se réclament chacune du socialisme, l'une dévoyée, l'autre fidèle à ses principes. L'auteur témoigne d'un sentiment, largement répandu, que le spectacle mis en scène par Marc Zakharov permet d'épancher : une *« répugnance allant jusqu'à la douleur physique devant toute espèce de demi-vérité, d'indifférence »*. Le journaliste constate, réjoui, qu'à l'entrée du théâtre, rue Tchékhov à Moscou, les gens discutent. De politique. *« Que de politique* (14) *! »*

Il reste, sans doute, bien des douleurs muettes. L'Afghanistan, par exemple. Des sujets dont on ne parle qu'à mi-voix. Des rencontres qu'il est préférable d'éviter : avec des « journalistes bourgeois », par exemple. L'URSS de M. Gorbatchev, pour l'heure, ne renonce ni à la censure des thèmes relevant de la sécurité de l'Etat ni à la lutte idéologique contre les idées « étrangères ». Peut-être cette lutte doit-elle même se renforcer, dans la mesure où la critique intérieure est plus largement encouragée. Le style Gorbatchev ne se présente pas comme une concession au capitalisme : il se veut l'offensive d'un communisme toujours soviétique, mais en voie de modernisation. Jusqu'où sera-t-il permis d'aller trop loin dans la modernité ?

Le secrétaire de l'Union des écrivains, M. G. Markov, éprouvé par le remuant congrès de sa fédération russe (15) et légèrement chahuté dans la grande salle du Palais des congrès du Kremlin, alors qu'il parlait à la tribune du vingt-septième congrès, tient à mettre le holà ! Il ne faut pas confondre la critique au goût du jour avec la « médisance ». Et de s'inquiéter de l'afflux, dans les maisons d'édition, de manuscrits remplis de personnages « négatifs », de « carriéristes », par exemple (16). Le conservatisme tiendra-t-il ses bastions à la tête des unions d'écrivains, de cinéastes et des arts plastiques ? Ce sera, dans les mois à venir, l'un des tests du renouveau.



— У нас теперь строго — в конце дня уход с работы тоже отмечают... Рисунок Т. ФАИЗОВА (г. Казань). *(Krokodil, Moscou)*

DANS LE SUD DE L'UNION SOVIÉTIQUE. AU LOIN, UNE USINE :
— C'est dur chez nous, maintenant. On surveille même la sortie du travail !

La longue marche des réformateurs

UN autre aiguillon du changement qui, pour avoir fait une longue retraite, n'en avait pas capitulé pour autant, est le courant réformateur des économistes, qui avait déjà mis en chantier les réformes de 1965.

Akademgorod est son foyer le plus célèbre. La cité scientifique de Novossibirsk — une parmi d'autres concentrations de matière grise que le pouvoir fit essaimer en Sibérie — n'a jamais démenti sa réputation. Nous l'avions découverte au milieu des années 60 — effervescente, mobilisée dans les recherches de pointe tout comme dans la démocratisation des jeunesses communistes et l'expérimentation de cercles d'invention ou de clubs de jeunes autogérés. Au fil des années, et malgré la « normalisation » de 1968, les Kantorovitch, Aganbegian, Choubkine, Zaslavskaïa y posent les jalons d'une pensée réformatrice qui a, certes, d'autres points d'appui — tel l'Institut d'économie mathématique de Moscou, que dirige M. Fedorenko.

Dès 1965, la plupart des diagnostics critiques formulés aujourd'hui (baisse de tous les indices de croissance, notamment du rendement des capitaux et investissements) étaient consignés dans un rapport confidentiel de l'académicien Aganbegian. Sa critique portait sur le poids des armements *(« pour un soldat travaillent cinq à six hommes »)* mais surtout sur la prépondérance trop exclusive des industries lourde et extractive et sur le système de gestion hérité des années 30 et tombé en désuétude.

A cette même époque, l'école dite optimaliste (Nemtchinov, Novojilov, Kantorovitch — futur prix Nobel d'économie), dont les travaux exploités aux Etats-Unis restaient négligés en URSS, avançait les propositions de réforme les plus radicales : pour un système de planification fondé sur les méthodes économiques, la cybernétique, un système de prix tenant compte de la rareté des biens, une ouverture au marché.

Finalement, ce sont surtout des économists praticiens — comme E. Liberman et V. Trapeznikov — qui ont inspiré la réforme de 1965, patronnée par le premier ministre Kossyguine, et limitée à la gestion des entreprises : réhabilitation du « profit » et relative autonomie de gestion financière. Les propositions d'un autre économiste, G. Lissitchkine, autogestionnaires et inspirées de l'exemple yougoslave, ne sont pas retenues.

La réforme de 1965 donna des résultats économiques, et elle ouvrit — comme la réforme analogue en Tchécoslovaquie — un espace de débat : la *glasnost*, transparence (déjà), était revendiquée. Et aussi, face aux pouvoirs accrus des chefs d'entreprise, une certaine autonomie syndicale. La bureaucratie a compris le danger. L'écrasement militaire du Printemps de Prague en août 1968 était aussi l'étouffement du mouvement démocratique naissant en URSS. La réforme s'enlisa, et les réformateurs — pour autant qu'ils n'aient pas été victimes de mesures de répression — s'en retournèrent à leurs chères études. Mais, là encore, patiemment, le mûrissement a fait son œuvre. L'expérience brejnévienne — moderniser sans réformer — n'a pas été entièrement stérile. En effet, chacune des « modernisations » entamées n'a fait que souligner davantage le besoin de réformes.

L'appel aux technologies étrangères ? Parfait. Mais comment les diffuser en URSS sans changer l'organisation du travail ?

Les investissements massifs dans l'agriculture ? Excellent. Mais la motivation des paysans ? Et les goulets d'étranglement des transports, du stockage, de la distribution ?

L'informatisation du Plan ? Très bien. Mais qu'en est-il du *feed back* des producteurs et consommateurs ?

Les expérimentations de nouveaux modes de gestion d'entreprises, de rémunération ? Elles n'ont pas manqué. Mais toujours limitées. Comment faire sans heurter le pouvoir des ministères ?

Au début des années 80, les réformateurs — souvent les mêmes — refont surface dans les grands journaux, après avoir été longuement confinés dans les revues spécialisées. Leurs dossiers sont infiniment plus lourds, et mieux compris désormais. C'est que la « chute » détectée en 1965 n'est plus tout à fait la même. Elle est allée plus loin. L'économie, plus développée, plus complexe, est devenue plus ingouvernable. Une révolution technologique a été manquée. Les ministères centraux centralisent de plus en plus leurs propres contradictions. Les effets cumulés de la boulimie d'investissements inachevés et de pénuries qui en résultent stimulent l'économie parallèle. C'est tout ce que consigne Tatiana Zaslavskaïa, collaboratrice d'Abel Aganbegian, dans son « rapport » de 1983, véritable manifeste réformateur. En un combat soutenu, à Akademgorod, par la revue *Eko*, qui est presque un « organe de tendance » (17).

M. Abel Aganbegian quitte la cité scientifique pour Moscou en 1985. Il devient l'un des proches conseillers de M. Mikhaïl Gorbatchev.

Telles sont les prémices d'une *« réforme radicale »* encore hypothétique : une situation contraignante, un mûrissement de vingt années dans les consciences et, enfin, le changement politique consacré par le vingt-septième congrès.

(Lire la suite page 10.)

(10) Vladimir Vyssotski, *Chanson des temps nouveaux*, disque Chant du monde, LDX 74581.

(11) Le rôle palliatif du courrier des lecteurs a été reconnu, par exemple, dans les *Izvestia* du 21 octobre 1983.

(12) *Literatournaïa Gazeta*, 19 mars 1986.

(13) « Le nettoyage : discussion ouverte », *Pravda*, 13 février 1986.

(14) *Literatournaïa Gazeta*, 2 avril 1986.

(15) Voir *le Monde diplomatique*, février 1986.

(16) *Literatournaïa Gazeta*, 26 mars 1986.

(17) Sur la revue *Eko*, voir le reportage de Véronique Garros dans *Transsibéries*, revue *Autrement*, février 1986.

(Suite de la page 9.)

Changement surprenant, mais prévisible. L'immobilisme politique sous Brejnev, spectaculairement illustré par le règne de la gérontocratie, n'autorisait ni à négliger les limites naturelles du vieillissement des dirigeants ni à le confondre avec une pétrification du système politique ou, *a fortiori*, une immobilité de la société.

L'ironie de l'histoire a voulu que l'impulsion vienne du redoutable KGB, en la personne de son chef Youri Andropov, qui lança l'offensive contre la corruption et mit en place, dès l'été 1983, les premiers dispositifs de réforme. Sa maladie, puis sa mort, ont retardé le changement, qui se négocia durement sous Tchernenko. Le « pape de transition » de l'année 1984 rallia les conservateurs mais il ne pouvait leur offrir une revanche, pas plus que les rivaux de M. Gorbatchev — les Romanov ou Grichine, passablement discrédités — ne pouvaient empêcher ou détourner une vague de fond dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'elle doit beaucoup, mais pas uniquement, à la forte personnalité de M. Mikhaïl Gorbatchev.

La relève accélérée des cadres (40 % de nouveaux élus au comité central, 50 % de nouveaux responsables du parti aux républiques et aux régions, près de 70 % de nouveaux ministres) est sans doute plus qu'une relève de générations. Il est difficile d'en apprécier la portée. Un fait acquis est le remplacement au sommet de la hiérarchie des dirigeants promus pour la plupart lors des purges des années 30 ou pendant la guerre, par une nouvelle vague de « cols blancs », formés dans les écoles supérieures et la gestion économique, et au cours des années post-staliniennes. S'il est trop tôt pour parler de mutation dans la bureaucratie dirigeante, il semble en tout cas qu'un saut de qualité s'effectue avec l'arrivée au sommet de personnalités telles que MM. Ryjkov, Ligatchev et Eltsin.

Dans les mois qui viennent, le test le plus probant des intentions et, surtout, de l'influence réelle du courant Gorbatchev se situera dans l'application du calendrier des réformes qui, sans doute, ne franchissent aucun « Rubicon » mais pourraient bien y préparer.

Dans la gestion industrielle, c'est l'attaque frontale contre l'égoïsme sectoriel et le pouvoir des ministères qui l'incarnent (18). Ainsi, l'obstacle auquel s'était heurtée la réforme de 1965 ne serait plus évité. Les principes d'autonomie comptable *(hozrasciot)* et de responsabilité financière restaurés dans les entreprises seront étendus aux ministères — largement dessaisis de leurs prérogatives, — au Gosplan (plan d'Etat) et au Gossnab, maillon décisif puisqu'il s'agit de l'approvisionnement technique dont les défaillances ruinent systématiquement les meilleures initiatives au niveau des unités de production.

Dans une étape ultérieure, l'autonomie de gestion des entreprises s'incarnerait dans l'autofinancement *(samofinansirovanie)*, dont des expériences pilotes ont lieu aux usines automobiles de la Volga (VAZ) et à celle des machines-outils de Soumy (Ukraine).

« Plus radicale encore, nous dit l'homme qui les supervise désormais, M. Abel Aganbegian, *l'expérience dans les chemins de fer de Biélorussie qui, avec leurs unités de transport autonomes, préfigurent notre futur système de gestion. »*

Parallèlement seraient développées des formes de décentralisation régionalisée et d'intégration horizontale des activités (liens science-production, notamment) au moyen des complexes territoriaux de production.

La stimulation économique s'engage, elle, dans une réforme des salaires dirigée contre le nivellement. Aux disparités entre branches (résorbées grâce au relèvement des bas salaires) se substituent les différenciations régionales (pour encourager les migrations de main-d'œuvre jugées souhaitables) et celles qui, au sein de l'entreprise, et au moyen d'une part mobile (primes) des salaires portée jusqu'à 30 %-40 %, sont censées encourager la qualification, la qualité du travail, le sens des résultats collectifs. Le type d'organisation du travail le plus encouragé à la base sera la brigade œuvrant sous contrat avec la direction (approvisionnement technique contre produit fini), et autogérant sa rémunération, composée de parts individuelles et de « coefficients de participation au travail collectif ».

Rationnaliser l'emploi

AU-DELA de l'aspect salarial proprement dit, l'encadrement traditionnel par la maîtrise se voit remplacé par celui des brigades et de leurs conseils. Leur éligibilité est présentée, pour l'avenir, comme une forme de démocratisation. Mais ne s'agit-il pas plutôt d'un mélange de participation et d'encadrement autodisciplinaire ? On peut laisser la question ouverte, dans l'attente de nouvelles initiatives et « sous réserve d'inventaire »...

Une nouvelle politique de l'emploi s'impose, ne serait-ce qu'en considérant l'effet du *« deuxième écho démographique de la guerre » :* 5 millions de nouveaux travailleurs seulement en 1986-1990, contre 10 à 11 millions dans le précédent quinquennat. De nombreux postes de travail inoccupés sur les nouveaux programmes ou chantiers, et des réserves peu importantes de personnes aptes au travail... si ce n'est celles qui sommeillent en surnombre dans les entreprises mal gérées. L'option pour les investissements de modernisation tend à réduire les travaux manuels qui occupent encore 20 millions de travailleurs dont le départ se ferait (pour les trois quarts) par voie « naturelle ». Les mesures de rationalisation dans la gestion des entreprises devraient entraîner des départs moins « naturels ». Celle des chemins de fer biélorusses, par exemple, comporte 12 000 transferts vers d'autres branches, dont on apprend qu'ils ne se font pas sans douleur (19). Pas plus que le renvoi à la production de 22 000 fonctionnaires agricoles, licenciés avec trois mois de salaire et dont certains, dit la *Pravda*, *« s'accrochent à la ville* (20) ». L'extension de ces dégraissages pourra-t-elle éviter la mise en place de dispositifs d'attente et de recyclages rémunérés, autrement dit de chômage ? Ne devra-t-elle pas se négocier — difficilement sans doute — avec une classe ouvrière habituée à la sécurité de l'emploi ? Comment faire sans autonomie syndicale ?

La réforme agricole s'esquisse, elle, dans les nouvelles structures du complexe agro-industriel (APK) et sous la houlette du nouveau comité d'Etat (Gosagroprom) de M. Murakhovski. Planification assouplie, feu vert au travail en petites équipes autonomes sous contrat, et à la relativement libre commercialisation d'une partie des produits planifiés ou excédentaires... Plus précisément, les exploitations auxiliaires individuelles des paysans (25 % de la production, à 90 % autoconsommée) sont encouragées à fournir les marchés des villes en fruits, légumes et produits d'élevage que l'Etat ne réussit pas à approvisionner convenablement. L'option « marchande » de M. Gorbatchev est, ici, sans équivoque : les citadins eux-mêmes se verront offrir chaque année de 1 à 1,5 million de jardins à cultiver comme bon leur semble. *« De quoi avons-nous peur* (21) *? »* M. Murakhovski est encore plus clair lorsqu'il se rallie à l'exemple hongrois de la ferme individuelle, définie comme *« atelier à domicile »* de la production socialiste. Des expériences d'agriculture familiale ont lieu en Géorgie, Biélorussie, Asie centrale.



(APN)

M. ABEL AGANBEGIAN
Dès 1965, un diagnostic critique

L'initiative privée est également, mais timidement, encouragée dans les pays baltes où restaurants et ateliers de réparation pratiquent diverses formes de sous-traitance familiale. En Estonie, des ateliers pour radio-télévision sont donnés en fermage à des techniciens, en brigade ou individuellement.

L'économiste Gennadi Lissitchkine appelle de ses vœux une *« nouvelle NEP »,* et affirme ne pas redouter un *« retour des Koulaks » :* le socialisme ne peut que bénéficier d'une rééducation, chez les paysans, du sentiment d'être *« maîtres de la terre ».*

La coopération est l'autre volet de cette « rééducation ». L'écrivain Boris Mojaiev rappelle les idées de coopération classique, entre producteurs indépendants, que défendait Lénine au début des années 20 (22). G. Lissitchkine exprime son enthousiasme pour l'expérience des complexes agro-

(18) Sur le déroulement de la réforme, *cf.* V. Kovalenko dans *France-URSS Magazine*, janvier 1986, Paris.
(19) *Literatournaia Gazeta*, 19 mars 1986.
(20) *Pravda*, 24 mars 1986.
(21) Discours de Leningrad, cité en (2).
(22) *Nedelja*, nº 9, 1986.

Premiers changements

Janvier 1984. — Nouveau mode de gestion (décidé sous Andropov, le 14 juillet 1983) dans les entreprises de cinq secteurs (ministères), soit 5 % de la production industrielle. Production vendue, profit et qualité en tête des indices (réduits) de la planification au niveau de l'entreprise.

Janvier 1985. — Extension de l'expérience à vingt et un ministères sectoriels (12 % de la production industrielle).

11 mars 1985. — M. Mikhaïl Gorbatchev succède à Konstantin Tchernenko (décédé le 10) au poste de secrétaire général du PCUS.

23 avril 1985. — Session plénière du comité central (le « plénum d'avril ») qui annonce de *« profonds changements dans la sphère du travail et des conditions de vie matérielle et spirituelle »*, et convoque le vingt-septième congrès du parti en février 1986.

11 mai 1985. — Discours de M. Gorbatchev à l'assemblée de cadres militants du parti de Leningrad sur l'urgence du changement social et du renouvellement des cadres : il faut *« donner une chance »* à ceux qui veulent comprendre, mais que les autres *« quittent le chemin »*.

11 juin 1985. — Conférence du comité central sur l' « accélération » économique. Dures critiques des ministères. Annonce de la nouvelle politique d'investissements de progrès technique.

12 juillet 1985. — Arrêté du comité central et du conseil des ministres visant à élargir le nouveau mode de gestion, et en accentuer les stimulations financières pour l'exécution des contrats, la qualité et l'innovation technique.

23 novembre 1985. — Création du comité d'Etat au complexe agro-industriel (Gosagroprom), remplaçant cinq ministères et les services techniques de l'agriculture. Président : M. Vsevolod Murakhovski.

Janvier 1986. — Extension du nouveau mode de gestion à plus de 50 % de l'industrie.

26 février-6 mars 1986. — Vingt-septième congrès du PCUS.

29 mars 1986. — Arrêté du comité central et du conseil des ministres sur le complexe agro-industriel. Planification assouplie. Feu vert à l'extension du travail en petites équipes autonomes et des libertés commerciales des paysans. Renforcement du rôle des exploitations individuelles.

Janvier 1987. — Nouveau mode de gestion dans 100 % de l'industrie et de la construction.

LES ANNÉES 20 DANS LES PAYS DU RIO DE LA PLATA
(Argentine – Uruguay – Paraguay)

Sous ce titre se tiendra le premier congrès du Centre d'Etudes des Littératures et Civilisations des Pays du Rio de la Plata (CELCIRP), les 23, 24 et 25 juin 1986, à Paris, dans les locaux de l'UNESCO.

Les spécialistes de la culture des pays du Rio de la Plata, venus des pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine, débattront des aspects de la vie intellectuelle et artistique, des transformations sociales, politiques et technologiques qui ont contribué, dans les années 20, à donner leur visage original aux sociétés hispano-américaines du Rio de la Plata. Leurs travaux seront accompagnés d'activités ouvertes à un plus large public : une exposition de peinture, des spectacles musicaux et cinématographiques, des rencontres avec des écrivains argentins, paraguayens et uruguayens.

Pour tous renseignements : CELCIRP, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, 28, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.

Secrétaire général : Pr. Claude Cymerman. Tél. : 42-49-73-57.

industiels républicains. [redacted] la Géorgie offre l'exemple [redacted] : [redacted] de [redacted]tion (23).

La question des prix sera, sans doute, l'une des principales pierres d'achoppement des réformes. L'un des plus grands spécialistes en la matière, Alexandre Meyendorf, propose un système de planification optimale dans l'agriculture, usant de prix qui incorporent la *« valeur de la terre »*. Celle-ci étant [redacted] non selon des moyennes zonales comme c'est le cas actuellement, mais en tenant compte de tous les facteurs de production (*équipements*, [redacted]ports, *qualifications*) et de leur rareté. Une *« rente différentielle* [redacted] qui détermine la valeur de la terre, et non l'inverse (24). Les thèses d'A. Meyendorf, pour l'agriculture, sont proches des idées générales de réforme des prix défendues par L. Kantorovitch et l'école optimaliste. C'est [redacted] en [redacted] d'un [redacted]tème de fixation autoritaire qui, [redacted] permet d'orienter les activités, en évalue mal l'efficacité et les coûts sociaux globaux. [redacted] défaut de tenir compte, par exemple, de [redacted] rareté [redacted] moyens de production. L'instauration de prix de la terre et de l'eau pour tous leurs utilisateurs irait dans ce sens. *Elle contredit la tradition dogmatique quant* [redacted] la gratuité [redacted] ces biens, mais rencontre parfaitement le souci de M. Gorbatchev de combattre énergiquement leur dilapidation.

Pour l'heure, officiellement, il [redacted] question que de majorations des prix de gros pour encourager la production de [redacted] qualité. Une réforme globale ne pourra être mise en chantier avant le prochain quinquennat, en 1990.

La question des prix de détail risque d'être plus rapidement tranchée. En [redacted] sensibles. Les avocats de telles augmentations avancent trois types d'arguments. En premier lieu, les pénuries [redacted] queues) mobilisent [redacted] immense énergie, chez les consommateurs comme dans les entreprises, pour se procurer l'indispensable ou constituer des stocks, ce qui aggrave encore les pénuries et, par ricochet, le marché noir. En second [redacted] il s'agit [redacted] la [redacted] Lorsque le pain coûte moins cher que le grain, il ne faut pas s'étonner que les paysans [redacted] du pain. Exemple [redacted] réussie, selon L. Kantorovitch, la hausse des tarifs aériens [redacted] 20 [redacted] en 1976 : les voyageurs sur de courtes distances utilisent d'autres moyens de transport, et les avions, dégorgés, effectuent des vols plus longs (25).

Troisième [redacted] peut-être [redacted] : le gouffre [redacted] milliards des subventions d'Etat aux prix de détail – qui couvrent plus [redacted] % des dépenses [redacted] L'avis d'A. [redacted] est qu'il faut *« augmenter le prix du pain, de la viande, des produits laitiers et de beaucoup d'autres choses. Pas les* [redacted] *ni les livres. Ces* [redacted] *ne* [redacted] *pas toucher les enfants ni les vieux. Il faudrait, en* [redacted] *compensations* [redacted] *pouvoir* [redacted] ». Evidemment, le risque est gros de porter atteinte [redacted] ce pilier de la paix sociale que sont les prix stables des biens de première nécessité, des transports et des loyers (26). Mais la question doit être examinée à la [redacted] d'une autre urgence révélée par le vingt-septième congrès : celle de programmes sociaux destinés [redacted] améliorer les services publics et [redacted] poches de pauvreté officiellement reconnues. Il s'agirait donc de transférer les sommes allouées aux mesures de soutien des prix vers des prestations sociales jugées plus impératives, dans des domaines tels que les allocations [redacted] (comment encourager [redacted] natalité ?) ; l'allongement (jusqu'à une année et demie) du congé payé post-natal [redacted] mères ; [redacted] pensions et les revenus (dérisoires) [redacted] handicapés, vivant en dessous du minimum vital ; les transports encombrés *et* vétustes ; les routes pour les campagnards ; les crèches et jardins d'enfants, où deux millions [redacted] insatisfaites ; [redacted] écoles, lorsqu'on sait que, en Asie centrale, les trois [redacted] d'entre [redacted] en [redacted] alternées ; les hôpitaux et les équipements sanitaires ; [redacted] construction de logements : plus de 2 milliards de mètres carrés d'ici à l'an 2000...

Sans doute, le secteur social n'est-il pas seul [redacted] Les réponses à [redacted] stratégique [redacted] président Reagan. Une « menace », [redacted] charge, [redacted] évoquées. Jamais chiffrées [redacted] précision. [redacted] « transparence » de M. Gorbatchev ne transgresse pas cette frontière-là !



(Raymond Depardon-Magnum)

SIMPLE BUVETTE, DANS UNE RUE DE LA CAPITALE
Une manière de se mettre au goût du jour...

Le « moment de vérité »

LES réformes et, surtout, les programmes sociaux envisagés impliquent, pour l'Union soviétique, une exigence pressante d'alléger les coûts de la puissance et de la course aux armements. Ce qui ne veut pas dire [redacted] renoncer. L'URSS ne peut – sauf crise historique majeure – abandonner son rôle de superpuissance, de leader du camp socialiste, ni par conséquent [redacted] mettre [redacted] compétition [redacted] soviétique [redacted] mondiaux n'a [redacted] changé.

[redacted] doute, [redacted] priorité [redacted] a-t-elle naturellement précédé [redacted] politique [redacted] qui [redacted] Les propos de M. Gorbatchev et [redacted] certains de ses proches [redacted] – [redacted] d'une [redacted] de l'impérialisme – d'une perception plus mondialiste [redacted] problèmes [redacted] menaçant la [redacted] l'humanité, péril [redacted]trophes écologiques. D'une notion de [redacted] humaine » [redacted] préserver, par [redacted] politiques. [redacted] aucun signe, cependant, d'un quelconque dépassement [redacted] l'esprit « [redacted] bloc » [redacted] renoncement [redacted] présentes formes de l'hégémonie soviétique en Europe [redacted] l'Est. [redacted] placé, au [redacted] une intégration [redacted] – à laquelle invitent, il est vrai, la situation de crise économique [redacted] Occident [redacted] l'agressivité [redacted] M. Reagan [redacted] la crainte, [redacted] fondée, de désordres graves dans le camp socialiste, en Pologne et en Roumanie. Ou, [redacted] ses flancs, en Yougoslavie. L'appel aux technologies [redacted] (et est-européennes) [redacted] relancé, [redacted] avec [redacted] de l'indépendance [redacted] réciprocité [redacted] (27). Il n'a pas, cet appel, la candeur brejnévienne [redacted] années 70, lorsque les importations [redacted] technologies [redacted] conçues comme un moyen d'éviter le changement à l'intérieur. L'accent [redacted] aujourd'hui [redacted] et sur une politique [redacted] où le dégagement [redacted] ressources [redacted]ment [redacted] prioritaire (28). De plus, si la modernisation de M. Gorbatchev ne pouvait compter sur la détente et la coopération, il y [redacted] parier qu'elle [redacted] quand même à l'ordre du jour. [redacted] parce que la puissance militaire, [redacted] aussi, [redacted] la modernisation de toute l'économie, et même cer[redacted] réformes [redacted] production d'armements : [redacted] cloisonnement du « secteur fermé » stratégique, la manie du secret et le manque de diffusion interne [redacted] l'information technologique sont autant [redacted] une [redacted] modernisation. Il n'est [redacted] exclu, en cas de forte tension Est-Ouest, que le *perelom* (tournant) de M. Gorbatchev [redacted] des méthodes [redacted] autoritaires, au nom d'une [redacted] mobilisation patriotique. Cette [redacted] mus[redacted] du changement ne pourrait-elle du [redacted] s'imposer en cas de dérapage interne, de troubles [redacted] ?

Ce n'est pas la voie souhaitée par les réformateurs, [redacted] l'une [redacted] figures de proue, Tatiana [redacted]lavskaïa, vient de préciser ce qu'elle entend par *« tactique du changement »*. Les conflits ne pourront [redacted] Ni l'atteinte aux privilèges [redacted] aux inéga[redacted], au bureaucratisme [redacted] (elle [redacted] Lénine) à la *« morgue communiste »*. La dimension politique de [redacted] envisagée : *« Il* [redacted] *donner aux gens la possibilité d'être actifs,* [redacted] *tra*[redacted] *dans son organisation, sa gestion. Il faut voir en eux non seulement des « ressources de travail »,* [redacted] *personnalités créatrices, des citoyens* [redacted]*ponsables, des militants. »* Il faut un combat pour la *« santé* [redacted] *la nation »*, qui implique [redacted] l'on *« regarde la vérité en face »*. Sans quoi les gens ne [redacted] dans [redacted] buts fixés. *« Il n'y aura* [redacted] *sans changements radi*[redacted] ».

M. [redacted] Gorbatchev partage-t-il une [redacted] de la « tactique » ? [redacted] probable. [redacted] risquera-t-il [redacted] en [redacted] responsabilités ? [redacted] impensable. Il [redacted] d'ores [redacted] déjà, *pris un risque* : [redacted] placer [redacted] haut [redacted] barre des [redacted] auxquels l'URSS doit faire [redacted] un proche avenir. S'il réussit, s'il échoue, si le changement tourne court, [redacted] ne [redacted] à se [redacted]

Le « moment [redacted] vérité » [redacted] La lumière qu'il [redacted] songer [redacted] nuits blanches [redacted] Léningrad : on ne sait si c'est l'aube, ou le crépuscule.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(Copyright [redacted] *Chauvier et le Monde diplomatique.)*

(23) *Novy Mir*, nº 10, 1985.

(24) A.-L. Meyendorf, [redacted] *mehanizm upravlenja sel'skim hosjaistvom*, Ekonomika, 1983.

(25) Revue *Eko*, nº 1, 1985.

(26) Prix de la viande inchangé depuis 1962, du pain depuis 1954, [redacted] loyers [redacted] des transports publics depuis les années 30. L'indice officiel des prix oscille entre 1 [redacted] et 4 %. Estimations de la hausse réelle, compte tenu de tous les marchés : 3,5 % en 1979 ; d'après Seurot ; *Inflation et emploi dans les pays socialistes*, PUF, Paris, 1983.

(27) Voir le discours du président du conseil, M. N. Ryjkov, au symposium organisé à Davos (Suisse) par le Forum économique mondial, *le Monde*, 7 février 1986.

(28) [redacted] la [redacted] de l'URSS de compter avant tout sur son « accumulation intérieure », voir les déclarations de [redacted] l'organe du FNL [redacted] *Révolution africaine* (publié en russe dans [redacted] *Pravda* du 3 avril 1986).

(29) *Izvestia*, [redacted] avril [redacted]

NOUVELLES INQUIÉTUDES CHEZ LES ÉCOLOGISTES

Le nucléaire aussi ?

DE quoi les Soviétiques doivent-ils douter [redacted] ? [redacted] nucléaire – l'un des rares domaines du progrès technique [redacted] ne pas être controversé en URSS, – ou seulement [redacted] défaillances de la technologie type Tchernobyl ? Ou, plus [redacted] de [redacted] des dispositifs de sécurité ?

Selon [redacted] experts [redacted] informés par la CIA, les installations de Tchernobyl présentaient [redacted] caractéristiques [redacted] *« hautement sophistiquées »* [redacted] *« semblables* [redacted] *celles des* [redacted] *américains* (1) ». S'il en [redacted] ainsi, les Soviétiques ne devraient pas être les seuls curieux de savoir « où [redacted] la [redacted] »...

Certains risques [redacted] pour [redacted] du cinquième réacteur de Tchernobyl avaient été dénoncées deux mois avant l'accident du quatrième réacteur par la revue ukrai[redacted] *Vitchyzna* (2). L'hebdomadaire *Literaturna* [redacted] du [redacted] avait [redacted] l'improvisation, le manque de [redacted] adéquats et la mauvaise organisation [redacted] travail. [redacted] certes pas la première fois en URSS que la critique des défail[redacted] industrielles touchait au domaine nucléaire, bien que la plupart [redacted] été précédemment passés sous [redacted] (3) ou évoqués [redacted] précision, comme à [redacted] du complexe Atommach en [redacted] (4). Les problèmes de sécurité avaient d'ailleurs été jugés en haut [redacted] suffisamment inquiétants pour justifier [redacted] création, [redacted] 1983, d'un [redacted] d'Etat [redacted] en [redacted] spécialement chargé.

La thèse officielle n'en [redacted] celle d'un nucléaire *« au-dessus de* [redacted] », et elle [redacted] d'un très large consensus. A de rares, quoique remarquables, exceptions près : en 1975, le prix Nobel de physique Piotr Kapitza (5) prononçait un discours (non publié) sur les risques d'accident nucléaire, [redacted] en 1979, l'académicien Dollejal (6) signait avec [redacted] médecin Koriakine un article [redacted] « officiel » (7) critiquant la localisation de centrales dans [redacted] à [redacted] densité de population. Exemple : l'Ukraine (8).

IL est vrai que l'engou[redacted] l'électronucléaire [redacted] assez récent en URSS : il n'assurait en [redacted] que 1,94 [redacted] de la production d'électricité, 5 [redacted] en [redacted] et 10 [redacted] en 1985. L'objectif [redacted] d'atteindre les [redacted] en [redacted] une production [redacted] milliards de kilowatts/heure, [redacted] milliards actuellement (9). [redacted] de [redacted] « emballement » : les difficultés dans le [redacted] combustibles, le souci d'exporter davantage de [redacted] et de pétrole (recettes en devises fortes), les besoins engendrés par le développement de la consommation d'électricité par les industries, et [redacted] système de chauffage urbain (huit [redacted] villes soviétiques [redacted] chauffées par [redacted] électrocalogènes).

Paradoxalement, l'option électronucléaire se présente [redacted] comme une réponse aux problèmes de pollution – notamment [redacted] les centrales thermiques au fuel, – alors que s'exacerbe la sensibilité à toutes [redacted] nuisances industrielles. Des milliers d'articles de scientifiques, de plaidoyers d'écrivains, d'enquêtes de journaux, de [redacted] de lecteurs, n'en [redacted] pas depuis des années [redacted] dénoncer [redacted] atteintes au milieu : pollution [redacted] l'air dans les villes, des lacs (le Baïkal en Sibérie ; [redacted] Ladoga, près de Léningrad), des mers (Azov, Caspienne, Baltique), dégradation de la Crimée et du littoral de Sotchi (Caucase) par les aménagements touristiques. Ce [redacted] d'opinion écologiste a obtenu quelques résultats : une vague de [redacted] législatives dans les années 70, des mesures antipollution dans plusieurs grandes villes, d'importants [redacted] reboisement ou de remise en culture des terres endommagées par l'érosion. Mais les succès l'emportent-ils sur les nouveaux dégâts ?

Dans l'affaire – symbolique – du lac Baïkal, la *« mer* [redacted] *de Sibérie »*, les écologistes viennent d'obtenir gain de cause, peut-être trop tard, après vingt années de controverse : on [redacted] largement reconnu l'« erreur » d'avoir construit sur la rive du lac un combinat de cellulose désormais promis à une reconversion. Un autre danger, le projet de complexe métallurgique (cuivre, zinc) au nord du Baïkal, serait repoussé d'une dizaine [redacted] non [redacted] contestation provoque, [redacted] moins, les hésitations [redacted] pouvoir devant une énorme décision à prendre : celle du [redacted] sibériens (Ob [redacted] Irtich) pour lutter contre la sécheresse au sud, en Asie centrale. C'est ainsi que l'écologie en URSS – débordant le domaine des émotions esthétiques ou éthiques – trace peu [redacted] peu sa nouvelle frontière : au cœur de questions cardinales telles que la pénurie de l'eau et les méthodes d'irrigation. Et [redacted] démocratie ! [redacted] plus chauds partisans ont annoncé récemment plusieurs propositions destinées à faire reculer l'« *égoïsme* » des entreprises et de leurs [redacted] de [redacted] : [redacted] d'un comité d'Etat [redacted] l'écologie doté de [redacted] pouvoirs, d'un institut d'expertise indépendante, recours éventuel au [redacted] populaire [redacted] projets [redacted]versés. En sera-t-il jamais question pour le nucléaire [redacted] On peut en douter...

L'accident de Tchernobyl fera probablement réviser [redacted] plans (10), mais non l'option nucléaire. Aux yeux de [redacted] population, néanmoins, l'image de l'atome idyllique se déchire. [redacted] question [redacted] coûts sociaux du nucléaire [redacted] pose, pour le pouvoir comme pour la société, en [redacted] inédits. En témoigneront [redacted] quelque cent mille personnes dont la [redacted] devra être surveillée jusqu'à [redacted] fin de leurs jours (11), la zone contaminée [redacted] un [redacted] de 30 kilomètres au moins, et [redacted] dommages y affectant les produits [redacted] l'élevage, voire une partie de la prochaine [redacted] de blé, [redacted] l'irrigation. Il faut aussi [redacted] les risques potentiels de l'implantation [redacted] (12) dans une République de cinquante millions d'habitants, l'Ukraine, produisant 22 [redacted] de la valeur agricole, 20 [redacted] céréales, [redacted] la viande, [redacted] du lait, [redacted] graines de tournesol, 57,6 [redacted] betteraves [redacted] de [redacted] (13). Enfin, M. Gorbatchev est entraîné (consentant) dans un [redacted] d'information [redacted] internationaux où, il [redacted] vrai, l'URSS n'est [redacted] le seul pays à qui réclamer [redacted] comptes.

Lorsqu'on les taxe de « [redacted] *passéiste* », certains écrivains écologistes répliquent : *« C'est* [redacted] *survie immédiate et de la qualité* [redacted] *future qu'il s'agit ! »* Ne seront-ils [redacted] tentés, désormais, d'étendre cette réflexion critique [redacted] nucléaire ?

J.-M. Ch.

(1) [redacted] 20 mai [redacted] *Tribune*, 20 mai [redacted]

(2) Rapporté par [redacted] du 14 mai [redacted]

(3) Voir Jaurès Medvedev, *New Statesman*, [redacted] 1986.

(4) Le complexe [redacted] Volgodonsk, fabrique [redacted] nucléaires.

(5) Décédé le 8 avril 1984.

[redacted] Directeur de l'Institut des centrales nucléaires.

(7) Dans la revue doctrinale *Kommunist*, nº 14, 1979.

(8) L'Ukraine produit 17 % de l'électricité soviétique. Ses capacités sont à 60 % nucléaires. Les implantations nucléaires sont jugées économiquement avantageuses dans la partie européenne de l'URSS et dans l'Oural.

(9) La part du nucléaire dans la prod[redacted] d'énergie électrique est de 15,5 % aux Etats-Unis, 42,3 % en Suède, 59,8 % en Belgique, 64,8 [redacted] (*cf.* [redacted] *Monde*, 20 mai 1986).

(10) [redacted] les plans pour l'URSS (40 000 mégawatts en plus d'ici à 1990) mais aussi en Europe de l'Est et [redacted] Cuba (37 000). Les vingt réa[redacted] de type Tchernobyl existant en URSS auraient été momentanément arrêtés (cf. *l'Unita*, 3 mai 1986). [redacted] représentent 60 [redacted] de la capacité de production nucléaire, ou 6 [redacted] de la capacité de production d'électricité.

(11) D'après le Dr Gale, *Financial Times*, [redacted] mai [redacted]

(12) Deux centrales sont en cours d'achèvement, cinq en voie d'exploitation et une en projet.

(13) *Narodnoe Hozjaïstvo SSSR*, v 1984 g, Moscou, 1985.

OFFENSIVE AMÉRICAINE, DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Une année cruciale pour les Nations unies

SELON M. Xavier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, jamais la crise de l'organisation n'avait [redacted] aussi grave. L'imminence d'une banqueroute [redacted] en effet, depuis quelques mois, devenue une [redacted] plus crédible. Le désordre financier où se débat l'institution sera encore aggravé si la menace d'une réduction de [redacted] contribution [redacted] Etats-Unis est mise [redacted] exécution. [redacted] ce n'est là que l'écume d'une profonde crise qui déchire [redacted] relations internationales. On attend donc [redacted] intérêt les propositions que doit soumettre [redacted] la prochaine session de l'assemblée générale le groupe de dix-huit experts chargé d'étudier les possibilités [redacted] réforme du système des Nations unies.

Par CLAIRE BRISSET

Sur l'étendue de la [redacted] financière, les chiffres parlent [redacted] En 1986, [redacted] Nations [redacted] étaient en droit d'attendre [redacted] Etats membres la somme non négligeable [redacted] millions [redacted] dollars, tous retards [redacted] paiements confondus. Elles en recevront, [redacted] estimations, environ [redacted] millions. [redacted] quelque [redacted] millions [redacted] trouver. Certes, l'institution [redacted] Mais, une [redacted] absorbées, [redacted] elles [redacted] seront, il manquera encore, pour la [redacted] année [redacted] 76 millions [redacted] dollars, [redacted] experts financiers [redacted] l'ONU.

Mais c'est là une [redacted] optimiste. En effet, [redacted] pour 1986 [redacted] sur la [redacted] d'un [redacted] francs. La [redacted] américaine, en cours d'exercice, [redacted] perdre [redacted] l'ONU, [redacted] la fin [redacted] l'année, quelque [redacted] millions [redacted] supplémentaires, puisque [redacted] membres utilisent le billet [redacted] pour régler leurs [redacted]

Cependant, l'émotion qui [redacted] les Nations [redacted] n'est pas [redacted] qu'à [redacted] crise conjoncturelle, [redacted] perspectives d'un « bouclage » [redacted] l'exercice [redacted] ou [redacted] mesures d'économie [redacted] prises par le secrétaire général, [redacted] qui [redacted] traduiront par une compression [redacted] dépenses de fonctionnement supérieure [redacted] 60 [redacted] de [redacted] émotion [redacted] due, tout autant, aux perspectives [redacted] crise de beaucoup plus vaste ampleur, que [redacted] Etats-Unis [redacted] prévue et, peut-on dire, organisée (1), [redacted] qui [redacted] elle-même sur [redacted] structurels anciens ; sur [redacted] non dissipés [redacted] une évolution non maîtrisée.

L'attitude des Etats-Unis – critique globale [redacted] l'égard de l'ONU, mise en doute radicale de son [redacted] – s'est traduite [redacted] la fois par un texte [redacted] *hoc* [redacted] par une [redacted] portée plus générale. Le [redacted] *ad hoc* est l'amendement, devenu loi en août 1985, portant le nom de [redacted] inspiratrice, [redacted] Nancy Kassebaum, sénateur républicain du Kansas, selon lequel les Etat-Unis, qui assurent 25 [redacted] des [redacted] l'ONU, [redacted] leur contribution [redacted] 20 [redacted] le début de l'année [redacted] américaine (qui s'ouvrira [redacted] 1er octobre 1986) si, d'ici là, le système de décision budgétaire n'a pas [redacted] modifié dans un [redacted] qui confère la prépondérance [redacted] plus importants donateurs, [redacted] l'occurrence aux Etats-Unis. Il faudrait donc [redacted] l'ONU adopte [redacted] « vote pondéré » en vigueur [redacted] Banque [redacted] Fonds monétaire international.

Le texte de portée générale est la loi « Gramm-Rudman-Hollings », adoptée par le Congrès en décembre [redacted] qui prévoit, pour les Etats-Unis, [redacted] retour [redacted] l'équilibre budgétaire [redacted] 1991 grâce [redacted] réduction progressive [redacted] dépenses fédérales, [redacted] militaires, [redacted] précis.

Pour 1986, [redacted] réduction [redacted] dépenses publiques [redacted] 11,7 [redacted] dollars, [redacted] postes confondus. La contribution [redacted] l'ONU n'échappera évidemment pas [redacted] sacrifice : les coupes imposées par le Congrès sur la contribution américaine atteignent [redacted] millions [redacted] supérieures [redacted] 1987 [redacted] année [redacted] l'application cumulée [redacted] deux lois (Kassebaum et Gramm-Rudman-Hollings) : [redacted] le [redacted] l'exercice, [redacted] l'ONU [redacted] amputée [redacted] millions [redacted] dollars.

S'ajoute [redacted] perspective l'inconnue majeure de l'évolution de [redacted] devise américaine, dont [redacted] baisse se traduit par une perte sèche pour le [redacted] l'ONU. [redacted] le spectre de la banqueroute.

L'instabilité [redacted] de l'ONU remonte, en réalité, à la crise du Congo, en 1962. Lorsque, [redacted] la suite des graves [redacted] qui [redacted] éclaté, Dag Hammarskjöld, [redacted] général [redacted] unies, [redacted] d'y envoyer une « *force de paix* », [redacted] Khrouchtchev ni le général de [redacted] n'acceptèrent de s'y associer.

[redacted] des plus [redacted] refusèrent donc d'acquitter une dépense pourtant déjà engagée, [redacted] considérable, qu'il fallut [redacted] la [redacted] rembourser aux [redacted] qui avaient envoyé leurs troupes. D'où [redacted] trouver quelque expédient : l'Assemblée générale [redacted] l'organi[redacted] un emprunt, qu'elle rembourse encore.

[redacted] cause, [redacted] non [redacted] moindres, [redacted] financières chroniques [redacted] l'institution : [redacted] Etats [redacted] sont, pour beaucoup d'entre eux, mauvais payeurs. Certes, quelques-uns (les pays nordiques, [redacted] Japon, par exemple) paient [redacted] début de l'exercice, et généralement [redacted] ce qu'ils doivent. D'autres accumulent [redacted] arriérés, [redacted] qu'ils ne peuvent [redacted] payer, soit qu'ils marquent une mauvaise [redacted] pour tel [redacted] type de dépense. Ainsi [redacted] paie-t-elle [redacted] de manière sélective, excluant [redacted] dépenses qui lui paraissent non fon[redacted]

Certains renâclent à [redacted] leur contribution parce que le poids [redacted] dette extérieure est déjà [redacted] élevé, [redacted] qui est particulièrement vrai [redacted] d'Amérique latine. L'Afrique [redacted] Sud, de [redacted] côté, a purement [redacted] simplement cessé [redacted] cotiser, [redacted] attaquée par les Nations unies. Certes, il [redacted] un article, [redacted] charte, autorisant l'exclusion d'un membre [redacted] s'est fait attendre plus de deux ans. Il n'a encore jamais [redacted] utilisé.

Reste enfin [redacted] Etats-Unis, dont la contribution [redacted] de loin celle [redacted] autres membres (2). Or les mécanismes budgétaires américains veulent que [redacted] cotisation [redacted] Washington ne soit réglée qu'au quatrième trimestre de l'année. Aussi, *de facto*, les Nations unies vivent-elles pendant [redacted] premiers quarts de l'année sur une trésorerie qu'assurent, pratiquement à eux seuls, quelques [redacted] européens, les Australiens, les Japonais et [redacted]

« Get out of the UN »

MAIS le malaise [redacted] plus profond encore : il est [redacted] dans [redacted] mécanismes budgétaires [redacted] à l'institution et dans [redacted] procédures de prise de décision. La charte distingue deux types de questions : [redacted] questions importantes – dont le budget – pour lesquelles [redacted] majorité qualifiée (des deux tiers) est requise ; et toutes [redacted] autres, pour lesquelles [redacted] majorité simple suffit. Dans les deux cas, les plus gros contributeurs ne peuvent bloquer aucune [redacted] cent cinquante neuf Etats que compte aujourd'hui l'ONU, [redacted] vingt font partie du groupe dit des « 77 », qui disposent d'une majorité devenue « structurelle » dans toutes [redacted] de décision.

L'irritation a grandi chez [redacted] grands contributaires, dépossédés [redacted] la maîtrise d'un instrument qu'ils s'étaient bâti sur mesure à la fin de la seconde guerre mondiale.

[redacted] Etats-Unis, pays hôte, l'offensive de la droite conservatrice contre l'ONU, restée longtemps sans grand effet, recueille à présent les fruits d'un long travail. La Heritage Foundation y est évidemment pour beaucoup, mais elle n'est pas la seule. La John Birch Society, plus conservatrice encore, [redacted] depuis des années l'opinion américaine de son slogan « *Get out of the UN* », qui a cessé de demeurer sans [redacted]

Cet écho est d'autant plus vif que les Nations unies elles-mêmes, de par leurs mécanismes internes, ont prêté le flanc à la critique. Ainsi, [redacted] de l'ONU a de plus en plus souvent été utilisée comme un forum politique, et le jeu de la « majorité automatique » [redacted] disposent [redacted] non-alignés a permis l'adoption de [redacted] qui, même dépourvus de grand [redacted] pratique, n'en [redacted] portée morale [redacted] *La plupart* [redacted] *pays occidentaux déplorent* [redacted] tribune [redacted] le [redacted] privilégié [redacted] la dénonciation [redacted] formes d'impérialisme, [redacted] l'initiative [redacted] régimes [redacted] soucieux des droits [redacted] De [redacted] côté, l'Union soviétique ne cesse d'y dénoncer l'impérialisme [redacted] séquelles du colo[redacted] premières de [redacted] se [redacted] le tiers-monde, [redacted] qu'elle n'accorde [redacted] pratiquement [redacted] au développe[redacted]

Le [redacted] auquel on continue [redacted] comme [redacted] a quelque [redacted] lui-même [redacted] négociations, [redacted] part quelques notables exceptions, se [redacted] aujourd'hui repliées [redacted] canaux bilatéraux. L'aide qui transite par le canal des organisations de la « famille » des Nations [redacted] ne repré[redacted] plus que 6 [redacted] de l'aide publique au développement versée aux pays pau[redacted] est fractionnée entre une tren[redacted] d'organisations, nanties chacune [redacted] leur [redacted] conception.

Crise du multilatéralisme, crise [redacted] l'image de l'institution, interrogation [redacted] nature même, [redacted] phénomènes jouent [redacted] le même sens. Les Nations unies pouvaient-elles, malgré cela, devenir [redacted] centre [redacted] « négociations globales » sur [redacted] rapports Nord-Sud, comme beaucoup l'avaient espéré [redacted]

Personne, [redacted] n'a renoncé [redacted] objectif lointain. [redacted] la notion de négociations globales n'a plus cours. Comme [redacted] morte l'idée selon laquelle [redacted] auraient pu en [redacted] le cadre [redacted]

Des solutions incertaines

RESTE [redacted] les [redacted] de la crise. Le [redacted] général [redacted] unies a imaginé, depuis [redacted] de 1986, un [redacted] nombre de [redacted] qui [redacted] permettre de « boucler » [redacted] : parmi eux figurent un raccourcissement de certaines [redacted] (dont [redacted] l'Assemblée générale), un « gel » du recrutement [redacted] des promotions internes, [redacted] diminution des [redacted] représentation et [redacted] le report de [redacted] de réunion, l'un [redacted] Bangkok, l'autre [redacted] Addis-Abeba, [redacted]

[redacted] M. [redacted] Cuellar [redacted] entourage [redacted] fort conscients [redacted] n'avoir imaginé [redacted] que [redacted] conjoncturels. L'Assemblée générale a donc décidé, sur proposition du Japon [redacted] en plein accord avec le secrétariat des Nations unies, la nomination d'un groupe [redacted] dix-huit experts de haut niveau, groupe dont le dosage géographique [redacted] composition [redacted] soigneusement pesés (3).

Ce « groupe [redacted] dix-huit », qui a [redacted] ses travaux, doit se [redacted] à nouveau [redacted] juin, puis en août, avant de [redacted] rapport final [redacted] générale en septembre prochain, pour l'ouverture de [redacted] quarante [redacted] unième [redacted] Une session qui devrait, en effet, être décisive [redacted] les [redacted] unies veulent éviter [redacted] couperet de l'« amendement Kassebaum » qui prévoit d'amputer de 5 % leurs [redacted] d'origine américaine.

[redacted] en sont [redacted] des dix-huit ? Peuvent-ils, par exemple, proposer de [redacted] des contributions qui provoque l'ire des pays les plus riches [redacted] Pour certains [redacted] membres les plus [redacted] ce groupe, il ne paraît pas sain, ni viable pour l'avenir, qu'un grand contributaire [redacted] lui seul 25 [redacted] des [redacted] de l'ONU. Aucun d'entre [redacted] comme le pensait [redacted] Palme, ne devrait payer plus de 10 [redacted] 15 [redacted] On pourrait donc, [redacted] certains pourcentages de contributions, en relever d'autres [redacted] diminuer le bud[redacted] global [redacted] l'ONU.

Diminuer [redacted] budget impliquerait que certaines activités soient, précisément, « débudgétisées ». En d'autres termes, on [redacted] certaines activités jugées [redacted] (le « noyau »), que l'on continuerait d'alimenter par [redacted] contri[redacted] obligatoires [redacted] membres (qui atteignent aujourd'hui 1,6 milliard de dollar pour une période [redacted] ans). [redacted] autres activités [redacted] par [redacted] contributions volontaires [redacted] L'organisation [redacted] ce [redacted] type d'activité, notamment [redacted] technique [redacted] l'aide au développement, [redacted] d'ailleurs être [redacted] lement restructurée.

[redacted] plusieurs [redacted] questions, [redacted] délicates : comment modifier le mécanisme budgétaire [redacted] davantage [redacted] poids aux plus grands contributaires sans déséquilibrer l'ensemble ? Sur ce point délicat, [redacted] négociations [redacted] cours.

Il conviendrait, en outre, estime la majorité [redacted] membres [redacted] « comité [redacted] dix-huit », de réorganiser [redacted] structure du secrétariat : [redacted] de profondes [redacted] portant sur la qualité du [redacted] le [redacted] de la gestion ; revoir la [redacted] hiérarchique, en y [redacted] le [redacted] très élevés ; supprimer [redacted] inutiles. Sur [redacted] points, un accord se dégagera sans grande difficulté, semble-t-il.

Enfin, l'on pourrait [redacted] toute la machinerie des organes subsidiaires [redacted] Nations unies (4). Sur ce point, des réformes considérables – et [redacted] économies substantielles – pourraient être imaginées.

Pour bien [redacted] experts, [redacted] bien des diplomates en [redacted] New-York – du Nord et du Sud – et même pour bien des [redacted] de l'organisation, [redacted] crise, si difficile à vivre qu'elle soit, a quelque [redacted] de salubre. Elle contraint en effet à une réflexion de fond que toutes les parties, depuis [redacted] décennies, tentaient d'esquiver. [redacted] elle se complique du fait que les Nations unies [redacted] dans une période électorale, puisque le mandat de M. Perez de Cuellar expire [redacted] l'automne. L'actuel [redacted] général a fait [redacted] à [redacted] reprises qu'il ne se représenterait [redacted] Mais la crise, précisément, pourrait l'y contraindre.

Toujours est-il [redacted] Etats-Unis, en [redacted] tourmente, se [redacted] l'expression d'un malaise que beaucoup ressentaient, y compris dans le tiers-monde. Nul [redacted] peut en prévoir l'issue.

(1) Lire l'article de Georges Albert Astre dans [redacted] *Monde diplomatique* de mai 1986.

[redacted] Les Etats-Unis [redacted] pour 25 % au budget régulier de l'ONU. Viennent [redacted] dans l'ordre d'importance des quotes-parts : Japon (10,84 %) ; URSS [redacted] ; République [redacted] d'Allemagne (8,26 [redacted]) ; France (6,37 %) ; Grande-Bretagne (4,86 %) ; Italie (3,79 %) et [redacted] (3,06 %).

[redacted] Ce groupe est présidé par M. Tom Vraalsen (Norvège). M. Maurice Bertrand y représente la France.

(4) L'ONU comporte deux types d'organes fondamentaux : ceux prévus par la charte (Assemblée générale, Conseil de sécurité, Conseil économique et social, Conseil de tutelle), et une quantité d'organes subsidiaires, créés par les premiers (comités intergouvernementaux, comités d'experts portant sur les sujets les plus divers).

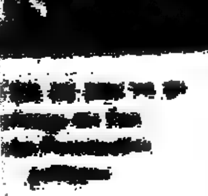
Calendrier des fêtes nationales

1er-30 juin

1er TUNISIE	Fête nationale
4 TONGA	Fête nationale
7 TCHAD	Fête nationale
12 PHILIPPINES	Anniv. procl. de l'ind.
17 ISLANDE	Fête nationale
23 LUXEMBOURG	Fête nationale
26 RÉP. MALGACHE	Fête nationale
30 ZAIRE	Fête de l'indép.

FINANCIÈRES

Nations unies



INTERNATIONALISATION DE L'ÉCONOMIE, DÉRÉGLEMENTATION, GROGNE DES SALARIÉS

La Suède de l'après-Palme confrontée aux limites du « modèle »

OLOF PALME était de ce petit nombre d'hommes politiques européens [redacted] s'être acquis une stature internationale durable. Il le devait [redacted] l'indépendance de ses prises de position sur les questions Est-Ouest et au soutien courageux qu'il accordait aux mouvements d'émancipation du tiers-monde.

Cette notoriété avait rejailli sur le système [redacted] – « A B Sverige » (la Maison Suède) – régi par le condominium syndicats-patronat. Pourtant, ce « modèle », bousculé par la multinationalisation de l'économie du pays, était déjà en crise lors du retour d'Olof Palme au pouvoir en 1982. Les héritiers politiques du premier ministre assassiné auront bien du mal [redacted] éviter la banalisation de leur pays dans l'espace néolibéral occidental.

Par LEIF BACKLUND

En Suède, l'atmosphère politique de l'après-Palme rappelle celle de l'après-[redacted] France, [redacted] lendemain du référendum du 27 [redacted] qui signa [redacted] politique [redacted] général. Après [redacted] du premier ministre le [redacted] dernier, c'est, paradoxalement, la « continuité » qui devient [redacted] de ralliement. [redacted] n'est changé, rien ne changera, proclament [redacted] héritiers politiques que [redacted] le nouveau premier ministre, [redacted] Ingvar Carlsson, et son ministre [redacted] finances, M. Kjell-[redacted] Feldt. Et [redacted] milieux [redacted] de renchérir [redacted] ira même mieux qu'avant. Le « modèle » suédois continue.

Lors du retour [redacted] pouvoir d'Olof Palme, [redacted] 1982, [redacted] déjà évoquée la gageure que posait [redacted] socialisme suédois l'internationalisation de l'économie (1). Pour que les liens de solidarité [redacted] entre [redacted] patronat [redacted] syndicats depuis l'époque [redacted] l'accord de Saltsjöbaden (1938) résistent à l'épreuve de la crise, la question posée [redacted] l'époque était [redacted] la restructuration [redacted] l'ensemble [redacted] l'économie suédoise [redacted] laquelle [redacted] intégrée [redacted] multinationale, tout en conservant aux syndicats [redacted] parti social-démocrate le rôle de [redacted] de la répartition équitable du produit [redacted]. M. Pehr Gyllenhammar, le dynamique président du groupe Volvo, [redacted] de MM. David Rockefeller et Henry Kissinger, semblait être le partenaire de [redacted] avec qui [redacted] Palme pouvait tenter de mettre sur pied ce modèle suédois rénové. Olof Palme et M. Gyllenhammar [redacted] joué le jeu. Pendant [redacted] gne électorale de 1982, Palme [redacted] donné le ton en faisant de la « politique [redacted] tendue » l'un de [redacted] principaux slogans. Pour qui voulait l'entendre, cette main [redacted] tendue – au-delà [redacted] partis [redacted] l'opposition bourgeoise – vers [redacted] grand capital, national [redacted] multinational.

Les concessions au grand capital furent, d'emblée, importantes. Le jour [redacted] sa prise [redacted] fonctions, le 8 octobre 1982, le gouvernement [redacted] procédait, [redacted] froid, à une dévaluation [redacted] 16 [redacted] la couronne, [redacted] aux dévaluations successives effectuées par le gouvernement bourgeois [redacted] avril 1977 (6 %), [redacted] 1977 (10 [redacted] octobre 1981 (10 %). Cette [redacted] avait essentiellement [redacted] d'accroître [redacted] bénéficiaires des entreprises. Cet objectif fut d'autant plus facile [redacted] atteindre que [redacted] progression [redacted] salaires, depuis 1982, [redacted] pu être maintenue au niveau [redacted] l'inflation, elle-même [redacted] plus [redacted] plus [redacted]

Parallèlement [redacted] politique [redacted] rigueur s'aménageait discrètement l'ouverture [redacted] au capital étranger. Les [redacted] suédoises, dont l'achat [redacted] longtemps réservé – [redacted] exceptions – [redacted] épargnants [redacted] nationaux, [redacted] maintenant offertes sur une échelle de plus en plus [redacted] investisseurs étrangers, notamment par l'introduction [redacted] places étrangères. [redacted] hausse du dollar de ces dernières [redacted] une ruée sur [redacted] suédoises, [redacted] comme [redacted]. Les [redacted] étrangers [redacted] acquis [redacted] peu [redacted] temps une part substantielle – [redacted] statistiquement mal connue – du capital de nombreuses [redacted] Pour Volvo, cette [redacted] s'élèverait à 25 %.

[redacted] est appelée à prendre [redacted] l'avenir. En effet, l'implantation des banques étrangères dans le [redacted] est [redacted] autorisée. Une douzaine d'entre [redacted] ont déjà obtenu [redacted] nécessaires, [redacted] deux [redacted] groupe Rockefeller-Morgan (Citibank et Manufacturers [redacted] Trust) [redacted] pas [redacted] de cinq [redacted] (BNP, Société générale, [redacted] lyonnais, Paribas et – en coopération avec une banque [redacted] – Indosuez).

Cette implantation s'accompagne – on pouvait s'y attendre – d'un [redacted] plissement progressif [redacted] contrôle [redacted] changes pour [redacted] opérations effectuées [redacted] banques et par les entreprises et, [redacted] outre, d'une réduction considérable de [redacted] la Riksbank (banque centrale).

Au [redacted] des milieux bancaires, [redacted] satisfaction [redacted] générale. [redacted] rapport annuel, M. Tom Hedelius, directeur général de [redacted] Handelsbanken, [redacted] : « *Les conditions [redacted] l'activité bancaire [redacted] radicalement changé. Les possibilités d'expansion, d'initiatives nouvelles, [redacted] plus grandes qu'auparavant. Ainsi [redacted] dessinent [redacted] perspectives fascinantes.* »

Bon géant [redacted] bon citoyen

FACE à ces « *perspectives fascinantes* », où en est la reconversion industrielle ? Les espoirs placés par le gouvernement social-démocrate [redacted] par beaucoup [redacted] le dyna[redacted] M. Gyllenhammar ont-ils [redacted] ?

La place [redacted] dans l'économie suédoise s'est [redacted] depuis 1982 grâce aux brillants résultats que le groupe a obtenus ces dernières [redacted] fait que, contrairement à la plupart des multinationales suédoises, il [redacted] plus rapidement en Suède qu'à l'étranger. Avec un chiffre d'affaires de [redacted] milliards [redacted] couronnes (2) – soit 11 [redacted] du produit national brut, [redacted] main-d'œuvre représentant 8 [redacted] de la totalité [redacted] travail[redacted] une part [redacted] exportations [redacted] 12,5 %, – Volvo est un géant pour la [redacted] Un bon géant et, de surcroît, un bon citoyen dont, inconsciemment, on attend [redacted] production industrielle du pays.

Si l'allant [redacted] M. Gyllenhammar ne saurait être mis en cause, les doutes que l'on pouvait déjà nourrir en [redacted] quant à la [redacted] son jugement et à la qualité de ses initiatives se sont ren[redacted]. D'abord, [redacted] soudaine [redacted] en politique, en 1982, comme [redacted] du comité directeur du Parti libéral [redacted] solda par un [redacted] retentissant : aux [redacted] d'octobre 1982, [redacted] parti, [redacted] mal en point, tomba à son plus bas niveau. M. Gyllenhammar mit alors lui-même un terme [redacted] politique.

Sur le plan économique, le patron de Volvo essuya deux graves [redacted]. Son rapprochement avec le groupe Bijer de M. Anders Wall, qui devait faire [redacted] une [redacted] en matière de prospection pétrolière [redacted] les [redacted] norvégiennes, tourna court, en mai 1984, [redacted] la démission [redacted] M. Anders Wall de ses fonctions de vice-président du [redacted] d'administra[redacted] de Volvo. Les [redacted] financières [redacted] par [redacted] de commerce et de prospection de pétrole américaines [redacted] le groupe avec M. Wall ne sont sans doute pas étrangères à la démission de ce dernier.

C'est [redacted] cette époque que [redacted] également livrée une âpre lutte pour le pouvoir entre MM. Gyllenhammar, [redacted] et Peter Wallenberg – l'héritier de l'empire Wallenberg, qui contrôle en particulier les sociétés Ericsson et Electrolux, – après le [redacted] de [redacted] père [redacted] en septembre 1982. En quelques années, la Bourse suédoise, dont une des fonctions principales aurait [redacted] faciliter le [redacted] de la reconversion industrielle du pays, s'est progressivement transformée en une foire d'empoigne, un haut lieu de [redacted] spéculation où montent [redacted] cesse [redacted] l'horizon de nouvelles « comètes » et où se sont récemment ternis [redacted] noms [redacted] plus respectés de la finance.

Mais c'est [redacted] début de [redacted] que M. Gyllenhammar [redacted] enregistrer [redacted] le plus [redacted] avec l'affaire [redacted]. L'enjeu [redacted] de taille : le groupe Volvo, dont [redacted] largement diversifiées et comprennent en particulier, [redacted] l'automobile, les [redacted] d'avion, l'alimentation [redacted] énergétique, envisageait de pénétrer en force dans le secteur [redacted] pointe des biotechnologies. En quarante-huit heures, M. Gyllenhammar racheta [redacted] M. Rafaat El Sayed, biochimiste et financier d'origine égyptienne, 30 [redacted] de Fermenta, [redacted] engagée [redacted] dans la production [redacted] pénicilline et de produits bio-techniques [redacted] qui, en 1985, [redacted] connu une montée en [redacted] Bourse de Stockholm !

On apprit ensuite que M. Rafaat El Sayed n'était pas titulaire du titre de docteur dont il se prévalait, [redacted] entreprise polluait [redacted] le lac Mälar et qu'il avait obtenu de Volvo un prêt personnel [redacted] un [redacted] de faveur ; [redacted] révélations provoquèrent un [redacted] scandale, un effondrement [redacted] cours de Fermenta, et une condamnation des deux sociétés [redacted] des amendes pour avoir induit le public [redacted] erreur.

Les initiatives [redacted] M. Gyllenhammar commencent [redacted] lourd sur sa carrière. Son audience et [redacted] pugnacité lui valent cependant encore beaucoup de prestige. Jouant son rôle de « bon citoyen », il a apporté, l'an dernier, [redacted] contribution à la solution [redacted] problèmes posés [redacted] la fermeture définitive [redacted] chantier naval d'Uddevalla, l'un [redacted] derniers [redacted] en activité. Aux [redacted] d'un accord conclu entre Volvo et l'Etat, M. Gyllenhammar s'est engagé [redacted] construire une usine [redacted] d'automobiles [redacted] l'empla[redacted] même du chantier d'Uddevalla. Cette usine, qui, en 1988, devrait employer mille [redacted] et produire quarante mille voitures, bénéficiera [redacted] retour, [redacted] l'octroi par le gouvernement [redacted] 12,5 milliards de cou[redacted] la firme Volvo.

Les pouvoirs publics espèrent eux-mêmes susciter [redacted] création [redacted] emplois supplémentaires par la mobilisation de [redacted] moyens financiers. Le drame régional causé par la mise [redacted] chômage [redacted] trois mille personnes travaillant [redacted] chantier naval serait [redacted] atténué, [redacted] moins sur [redacted] papier.

Une voix qui s'est tue

SI le gouvernement se sent [redacted] dépendant [redacted] l'initiative privée pour le redémarrage industriel [redacted] la Suède, c'est que ses [redacted] moyens d'action sont limités. Le cas [redacted] fonds salariaux, [redacted] par les bénéfices [redacted] sociétés [redacted] originellement [redacted] pour accroître [redacted] des syndicats [redacted] l'orientation des investissements, [redacted] exemplaire. Dans un esprit de [redacted] avec [redacted] patronat, ils [redacted] finalement été détournés de leur but primitif. Dès que [redacted] connu le texte définitif de la proposition [redacted] gouvernement Palme, M. [redacted] Ivan Sundquist, commentateur [redacted] pouvait [redacted] dans son quotidien : « Un chef-d'œuvre politique : la [redacted] mixte (3) ». Il constatait que le contenu de [redacted] proposition répondait aux exigences capitalistes les plus [redacted] et, notamment, [redacted] l'impératif [redacted]bilité, [redacted] cinq fonds régionaux [redacted] devant servir au [redacted] pensions un intérêt annuel de 3 %, net d'inflation, sur le capital [redacted]. Les [redacted] salariaux ressemblaient [redacted] fonds collectifs de placement en actions.

Cette concession [redacted] payante sur le plan politique, puisque le parti social-démocrate, conduit par [redacted] Palme, l'emporta aux élections [redacted] septem[redacted] 1985, [redacted] partis bourgeois [redacted] de la suppression [redacted] fonds [redacted] leur cheval de bataille. Si le spectre [redacted] la socialisation n'est plus évoqué que sporadiquement [redacted] leur sujet, la manière dont ils sont gérés fait [redacted] l'objet [redacted] critiques d'une tout autre nature : la recherche de la rentabilité a parfois conduit au non-respect [redacted] règles [redacted] placement qui s'imposent aux fonds [redacted] la participation à des opérations spéculatives à [redacted] terme, spécialement sur [redacted] titres Volvo et Fermenta.

Le « modèle » suédois semble aujourd'hui [redacted] bout de souffle. L'accroissement [redacted] dépenses publiques pour financer [redacted] maintien [redacted] l'emploi [redacted] atteint le [redacted] de tolérance fiscale, [redacted] gouvernement s'est tourné vers les entreprises. Une loi [redacted] par le Parlement (Riksdag), pour l'année 1985, [redacted] invite, en contrepartie d'avantages fiscaux, à constituer des dotations appelées « fonds du renouveau », [redacted] concurrence de [redacted] obligatoires pour toutes [redacted] entreprises [redacted] enregistré, [redacted] 1985, un bénéfice supérieur [redacted] 500 [redacted] couronnes. Ces fonds du renouveau devraient servir, avec [redacted] des syndicats, [redacted] financer la formation des jeunes, la recherche [redacted] le développement. [redacted] entreprises ont toutefois montré peu d'intérêt pour [redacted] initiative. Dans les milieux syndicaux, on accuse même les grandes sociétés nationales, comme LKAB (mines de fer [redacted] Kiruna), [redacted] premières [redacted] d'échapper [redacted] nouvelles obligations par des artifices comptables...

Une lecture rapide des indicateurs économiques peut donner l'impression que la Suède est en bonne santé et, de fait, la politique rigoureuse suivie par le gouvernement social-démocrate a provoqué une certaine reprise de l'activité industrielle, [redacted] la [redacted] du dollar [redacted] des prix du pétrole devrait contribuer [redacted] accélérer, au moins momentané[redacted]. Les moyennes optimistes [redacted] les propos [redacted] sont cependant [redacted]. Au [redacted] de l'abondance, les [redacted]parités régionales [redacted] croissant. De plus, on voit apparaître [redacted] « nouveaux [redacted] » au [redacted] des [redacted] les revenus n'ont [redacted] augmenté [redacted] rythme [redacted] charges. Les propriétaires de [redacted] ou d'appartements, par exemple, ne remplissent pas les [redacted] requises pour l'obtention d'aides au logement ou autres presta[redacted].

[redacted] grogne a gagné les rangs du Parti social-démocrate, tant [redacted] contraste [redacted] flagrant entre les sacri[redacted] exigés de la masse [redacted] contribuables et l'enrichissement d'une nouvelle [redacted] de privilégiés, [redacted] symbolisé par [redacted] boursiers. On pourrait penser qu'un capitalisme [redacted] soucieux [redacted] son avenir veillerait à [redacted] intacte une force de travail parmi les plus discipli[redacted] les plus dociles [redacted] monde, [redacted] lui accordant [redacted] juste part dans la répartition [redacted] richesses créées.

Mais n'est-ce pas demander l'impossible à [redacted] système multinational qui [redacted] maintenant de la dérégulation son mot d'ordre ?

Face aux exigences [redacted] dérégulation, Palme avait cru, par des concessions appropriées, « *créer une situation [redacted]velle, où [redacted] droite perdrait pied, [redacted] réformisme pourrait [redacted] fonctionner [redacted] offensive* ». En fait, pour ne [redacted] perdre lui-même pied, Palme avait choisi d'élever [redacted] droit de parole et d'initiatives sur la [redacted] internationale, droit solidement ancré dans une politique de neutralité visant à réduire les affrontements entre [redacted] grandes puissances, [redacted] organiser la paix, [redacted] tenter d'établir un nouvel ordre économique mondial.

L'usage que le premier ministre avait [redacted] faire [redacted] droits lui avait [redacted] le [redacted] de « troisième voix », porteuse d'un message universel d'espoir que [redacted] Etats-Unis [redacted] l'Union soviétique ne savent plus transmettre. Une voix qui suscitait [redacted] l'irritation [redacted] l'Est [redacted] à l'Ouest, que ce soit lors de [redacted] condamnation du bombardement [redacted] Hanoï, [redacted] l'invasion [redacted] la Tchécoslovaquie [redacted] de l'Afghanistan, [redacted] du soutien américain aux « contras » nicaraguayens. Mais plus dérangeants encore, pour [redacted] milieux [redacted] l'OTAN, avaient été les efforts déployés par Olof Palme, [redacted] le soutien de l'Internationale socialiste [redacted] pays non alignés, pour formuler [redacted] propositions [redacted] désarmement nucléaire en Europe, notamment [redacted] le cadre [redacted] de la commission Palme.

En janvier 1984, lors d'une réunion organisée par l'OTAN sur « L'avenir [redacted] l'OTAN et la sécurité globale », la « suédification » [redacted] l'Europe était présentée par M. William Taylor (4) comme l'un [redacted] principaux dangers susceptibles [redacted] rompre l'équilibre [redacted] entre [redacted] et [redacted] Etats-Unis.

L'habileté manœuvrière de M. Gorbatchev aura sans doute renforcé ces craintes. Lorsque, en janvier 1986, il [redacted] à M. Reagan son plan de [redacted] mondiale avant l'an 2000, il adressa [redacted] une [redacted] personnelle à Olof Palme... Cette « voix du dialogue » a-t-elle [redacted] jugée par certains suffisamment dangereuse pour [redacted] tue, [redacted] pour « excès de démocratie » ?

(1) Cf. [redacted] Backlund, « Suède : [redacted] socialisme [redacted] l'épreuve [redacted] », *le [redacted] diplomatique*, septembre 1982.

(2) 1 couronne vaut 1 franc.

(3) *Dagens Nyheter*, Stockholm, 24 juillet 1983.

(4) Stratège influent du Center for Strategic and International Studies de l'université Georgetown à Washington.

LE MONDE DIPLOMATIQUE
Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND
RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 [redacted] CEDEX 09
Télex : MONDPAR [redacted] F
Tél. : 42-47-97-27
Publicité : *le Monde Publicité*
5, rue [redacted] Montessuy.
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 [redacted] 45-55-91-71

FORCE ET FAIBLESSES

A la recherche d'alliés

Par
AHMAD
FAROUGHY

DEPUIS [redacted] déclenchement [redacted] la guerre irako-iranienne [redacted] septembre 1980, la diplomatie du régime islamique n'a eu [redacted] d'obtenir une diminution du soutien dont l'Irak [redacted] auprès [redacted] la plupart des Etats. L'isolement [redacted] l'Iran [redacted] d'autant plus mal [redacted] l'intérieur que [redacted] les responsables [redacted] pouvoir [redacted] Bagdad qui [redacted] hostilités en lançant leurs troupes [redacted] la conquête du territoire iranien (1). L'appui accordé au président Saddam [redacted] ou, au mieux, le [redacted] de la communauté internationale [redacted] l'attaque irakienne [redacted] ainsi contribué [redacted] radicaliser la politique étrangère de [redacted] République islamique.

Dès le début [redacted] guerre, [redacted] Iraniens n'ont [redacted] manqué [redacted] comparer les réactions ambiguës [redacted] Occiden[redacted] l'invasion de leur [redacted] l'indignation que suscita l'entrée [redacted] troupes soviétiques [redacted] Afghanistan. D'autant que les responsables occidentaux traitaient [redacted] « [redacted] » [redacted] intégristes musulmans qui composaient la résistance afghane, [redacted] d'« *obscurantistes* » ceux qui, en Iran, [redacted] défendaient contre d'autres envahisseurs, par surcroît alliés [redacted] l'URSS. Pour l'imam Khomeiny, [redacted] paradoxe accrédita la thèse du « *complot ourdi* [redacted] *la République islamique* », [redacted] renforça l'argument de [redacted] qui, au [redacted] régime, prônaient l'exportation [redacted] révolution.

Afin d'y parvenir, [redacted] fallait-il surmonter deux obstacles. D'une part, l'Iran ne fait pas partie [redacted] monde arabe, dont le séparent [redacted] l'origine ethnique [redacted] population que [redacted] langue. Les dirigeants [redacted] Bagdad [redacted] se sont d'ailleurs guère privés [redacted] leur propagande [redacted] « *[redacted] défense du monde arabe* [redacted] *l'impérialisme perse* » un slogan qui visait [redacted] nationalisme arabe [redacted] avan[redacted] (2). D'autre part, [redacted] minoritaire au [redacted] du [redacted] musul[redacted] : hors d'Iran, la plupart [redacted] en [redacted] et au Liban. En temps [redacted] guerre, il [redacted] naturel que [redacted] d'abord [redacted] cause [redacted] communauté [redacted] Irak – qui représente près [redacted] de la population [redacted] ce pays.

Les ennemis de nos ennemis...

SI [redacted] *organisations* [redacted] déjà structurées [redacted] l'arrivée [redacted] pouvoir de l'imam Khomeiny, ce dernier n'allait guère tarder [redacted] les renforcer, tant politiquement que militairement. Sous [redacted] impulsion, [redacted] mouvement Al-Dawa (« l'appel »), [redacted] en Irak durant [redacted] années [redacted] afin d'accroître le pouvoir du clergé chiite, allait ainsi connaître un regain d'activité. Militant pour l'instauration d'une République islamique en Irak, dispo[redacted] d'une branche militaire, [redacted] ayant publiquement prêté allégeance [redacted] l'imam Khomeiny, son inféodation au régime iranien serait totale. Très actif [redacted] *milieux chiites irakiens*, Al-Dawa [redacted] déjà revendiqué [redacted] nombreux attentats contre l'armée [redacted] forces de sécurité [redacted] Mais s'il paraît être l'organisation d'opposition [redacted] plus importante d'Irak, il n'est cependant [redacted] la seule. Plusieurs mouve[redacted] – d'ailleurs [redacted] d'Al-Dawa – *bénéficient également du* soutien [redacted] Téhéran, où [redacted] leurs quartiers généraux. Parmi eux, l'Organisation [redacted] l'action islamique [redacted] Al-Modjahédine, [redacted] deux ayant revendiqué de nombreux [redacted] Irak [redacted] l'étranger.

En novembre 1982, afin [redacted] coordon[redacted] activités de [redacted] rivaux, Téhéran encourage [redacted] clergé [redacted] irakien opposé [redacted] régime [redacted] Bagdad [redacted] *regrouper* [redacted] *sein d'un* Conseil suprême [redacted] la Révolution islamique irakienne. Bien que ce conseil ait [redacted] *maintes reprises manifesté* [redacted] volonté d'unification, il serait lui-même en proie à [redacted] lutte entre deux tendances : l'une, disposée à reconnaître un certain [redacted] aux autres forces politiques irakiennes ; [redacted] l'autre, partisan [redacted] théocratie, [redacted] l'instar du régime de l'imam Khomeiny (3).

Toujours en [redacted] d'affaiblir le président Hussein, Téhéran aide actuelle[redacted] les autonomistes kurdes regroupés [redacted] sein du Parti démocrati[redacted] Kurdistan irakien (PDK). En plus de l'armement, il permet [redacted] Barzani – [redacted] de Mostafa Barzani, le fondateur du [redacted] – d'entraîner leurs troupes dans les camps militaires iraniens, notamment [redacted] région d'Ouroumiyeh. Afin [redacted] protéger ses gisements pétroliers [redacted] attaques dont [redacted] régulièrement l'objet [redacted] la part [redacted] forces kurdo-iraniennes, Bag[redacted] obligé d'ouvrir [redacted] second front [redacted] Cependant, tout porte [redacted] croire [redacted] l'alliance [redacted] le PDK et Téhéran n'est que conjoncturelle : l'enchevêtrement [redacted] haines [redacted] et *politiques, qui expliquent les multiples* volte-face des divers mouvements kurdes, ont déjà diminué [redacted] soutien [redacted] régime islamique (4).

L'appui apporté par l'Iran au clergé chiite [redacted] PDK ne paraît guère avoir mis le président [redacted] en danger. L'expulsion [redacted] milliers d'Iraniens d'Irak, [redacted] répression brutale [redacted] intégristes chiites [redacted] hantise [redacted] peuple irakien *d'avoir* [redacted] *subir une occupation militaire iranienne*, ont permis au président Hus[redacted] déjouer [redacted] tentatives [redacted] Téhéran visant à [redacted] son régime [redacted] l'intérieur. De [redacted] même manière que [redacted] efforts [redacted] Bagdad pour atteindre le régime iranien se [redacted] révélés peu efficaces.

Car, [redacted] *début* [redacted] *la guerre, le président* [redacted] avait tenté de nouer [redacted] alliances au sein [redacted] l'opposition iranienne. Hormis M. Chapour Bakhtiar, [redacted] dernier [redacted] premiers ministres [redacted] chah, qui utilisa [redacted] de Radio-Bagdad pour mener un combat verbal [redacted] République islamique, aucun [redacted] n'était [redacted] prêt à se compromettre avec un régime dont [redacted] but [redacted] était l'annexion d'une partie *du territoire national*. Il [redacted] que l'ex-président [redacted] et son futur gendre, M. Massoud Radjavi, chef [redacted] Moudjahidins du peuple (Modjahédine-é khalq) – [redacted] gauche islamique – se réfugient [redacted] France pour [redacted] Bagdad [redacted] ce dernier un *collaborateur*.

En janvier 1983, [redacted] vice-premier ministre irakien, [redacted] Tarek Aziz, et M. Radjavi signèrent un communiqué [redacted] leur alliance et firent publier [redacted] propositions pour [redacted] *à* [redacted] *guerre*. [redacted] moment, [redacted] alors [redacted] le plan [redacted] paix [redacted] par [redacted] deux parties désavantage [redacted] l'Iran, *certaines* [redacted] *font état* d'une importante [redacted] financière [redacted] l'Irak [redacted] Modjahédine-é khalq (5).

[redacted] allait, paradoxalement, [redacted] contre [redacted] derniers : [redacted] justifier auprès du peuple iranien, [redacted] *entier dévoué au* combat [redacted] envahisseurs irakiens, [redacted] leur [redacted] perdre [redacted] *tien populaire* [redacted] *pouvaient* [redacted] prévaloir. D'autre part, elle précipita [redacted] départ [redacted] l'ex-président [redacted] et [redacted] *alliés* [redacted] *Conseil* [redacted] résistance, ce qui [redacted] éclater [redacted] orga[redacted] vouée [redacted] unir [redacted] Modjahédine-é khalq [redacted] autres mouvements anti-communistes [redacted] antimonarchistes opposés à la théocratie de l'imam Khomeiny.

Enfin, [redacted] Téhéran, Bagdad sou*tient* [redacted] autonomistes kurdes en lutte contre le régime ennemi, notamment le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI). Selon son secrétaire général, M. Abdelrahman Ghassemlou, ce parti entretient d'excellentes relations [redacted] le président Hussein, « *car* [redacted] *un ennemi commun* [redacted] *objectif : abattre le régime islamique de Téhéran* (6) ». Les Irakiens laissent donc transiter par leur territoire [redacted] et [redacted] munitions que les insurgés kurdes achètent [redacted] l'étranger. Il [redacted] difficile d'estimer la portée militaire [redacted] la résistance kurde, mais, selon [redacted] *dernière*, la République islamique aurait récemment envoyé deux cent mille hommes [redacted] battre au Kurdistan, *ce qui aurait obligé* [redacted] PDKI [redacted] passer de la « *guerre frontale à la guérilla* (7) ».

Le jeu complexe des grandes puissances

AYANT ainsi noué [redacted] alliances au [redacted] leurs oppositions respectives, Bagdad et Téhéran [redacted] aussi *tenté* [redacted] *s'assurer* [redacted] *soutiens* extérieurs. Si, [redacted] leur diplomatie, Mos[redacted] Washington [redacted] adopté [redacted] ligne [redacted] *stricte neutralité* [redacted] *l'égard* du conflit, il n'en [redacted] pas [redacted] leur politique militaire.

Pour l'URSS, [redacted] telle contradiction s'explique du fait que, [redacted] l'ouverture [redacted] *hostilités, l'armement irakien était* [redacted] d'origine soviétique. Lié à l'Irak depuis 1972 par [redacted] traité d'amitié [redacted] d'assistance mutuelle, Moscou a jusqu'ici maintenu [redacted] fournitures [redacted] Bagdad, [redacted] essayant, néanmoins, d'amorcer un rapprochement militaire [redacted] Téhéran. Selon [redacted] occidentales, [redacted] mai 1981, un accord soviéto-iranien, qui aurait été [redacted] secret, aurait confié l'entraînement [redacted] *corps des Pasdaran* [redacted] l'URSS, *qui leur* fournirait également [redacted] importante quantité d'armes (8). Selon [redacted] mêmes sources, ce [redacted] livraisons – effectuées par le biais de la Corée du Nord – qui auraient permis [redacted] l'Iran de monter [redacted] récentes offensives en territoire irakien. Ainsi, grâce [redacted] l'aide militaire apportée aux deux camps, l'URSS [redacted] réserverait le droit d'intervenir dans d'éventuelles négociations [redacted] paix.

Hormis ce soutien, somme toute mesuré, Moscou [redacted] vainement essayé de [redacted] rapprocher du *régime* [redacted] *l'imam* Khomeiny. Mais depuis [redacted] chute [redacted] chah, [redacted] butte [redacted] hostilité idéologique [redacted] politique croissante [redacted] la part [redacted] la théocratie au pouvoir [redacted] Téhéran, les Soviétiques [redacted] été incapables d'empê[redacted] la détérioration [redacted] leurs relations [redacted] Téhéran (9). Celles-ci sont deve[redacted] franchement mauvaises lorsque l'imam Khomeiny [redacted] entrepris d'éliminer [redacted] parti Toudeh (communiste pro-*soviétique*). L'URSS *s'est efforcée* depuis peu d'oublier cet « incident » afin [redacted] normaliser [redacted] relations [redacted] *voisin méridional. Ces efforts* [redacted] abouti à la visite à Téhéran, en février dernier, [redacted] M. Gueorgi Kornienko – vice-ministre [redacted] affaires étrangères – la plus haute personnalité soviétique à

Un pouvoir solidement

(Suite [redacted] *la première page.)*

Mais, comme [redacted] dernier [redacted] lui-même composé [redacted] cinq personnalités – dont deux membres du clergé chiite di[redacted] nommés par [redacted] *faqih* et [redacted] trois [redacted] indirectement, – [redacted] Conseil [redacted] surveillance n'est en réalité qu'une extension du pouvoir [redacted] l'imam [redacted]meiny – [redacted] appareil [redacted] contrôle législatif (2). Jusqu'ici, [redacted] Conseil a fait preuve d'une redoutable efficacité, [redacted]tamment [redacted] invalidant [redacted] sur la nationalisation du [redacted] extérieur et celles relatives [redacted] la réforme agraire.

A la base du système législatif [redacted] trouve [redacted] *madjless* (Parlement), dont le [redacted] réduit [redacted] légiférer en fonction [redacted] *orientations* [redacted] supérieures. Composé actuellement [redacted] deux cent soixante-dix députés, dont les deux tiers [redacted] membres du clergé chiite, [redacted] *madjless* est dominé par le Parti [redacted] la République islamique (PRI), [redacted] cinq députés du Mouvement [redacted] libération [redacted] l'Iran de M. Mehdi Bazargan – l'ancien premier ministre du gouvernement provisoire instauré après la chute du chah – ayant boycotté les dernières élections législatives [redacted] mai [redacted] pour protester contre l'absence [redacted] démocratie dans la vie politique iranienne. Le *madjless* [redacted] le droit d'accepter ou de refuser, par un [redacted] de confiance, le premier ministre *et* [redacted] *ministres* [redacted] *doit lui présenter* [redacted] président [redacted] la République. Seul [redacted] dernier [redacted] au suffrage universel ; *néanmoins, son pouvoir* – [redacted] *celui* du gouvernement – est [redacted] limité.

En effet, [redacted] la Constitution, [redacted] « pouvoir exécutif » se borne [redacted] la [redacted]tion administrative [redacted] l'Etat. Cependant, la présence au sein de l'administration de multiples associations *islamiques exerçant des pressions* continuelles [redacted] instances gouvernementales provoque un conflit permanent [redacted] différentes autorités administratives [redacted] islamiques. Ce qui [redacted] pour [redacted] de paralyser quasi totalement l'action gouvernementale.

Parallèlement, le pouvoir islamique [redacted] sur l'organisation des *komi[redacted]* (3), dont la fonction [redacted] d'assurer [redacted] contrôle [redacted] : [redacted] coupons [redacted] rationnement pour la nourriture aux problèmes [redacted] logement ou d'emploi, la vie quotidienne [redacted] Iraniens [redacted] réglée par les *komiteh*, qui peuvent ainsi maintenir une pression *permanente* [redacted] base, [redacted] le [redacted] avantages arbitrairement accordés à certains, au gré [redacted] politiques [redacted] au sein de [redacted] hiérarchie chiite.

Parmi [redacted] organisations *révolutionnaires*, le Djahad-é sazandégui (4) était [redacted] l'origine l'une [redacted] plus populaires. *Initié* [redacted] le [redacted] de [redacted] Bazargan en mai 1979, qui souhaitait mobiliser la jeunesse pour développer [redacted] zones rurales, [redacted] Djahad-é [redacted]zandégui a rapidement recruté des milliers [redacted] volontaires. Ils aidèrent [redacted] villageois à construire [redacted] écoles, [redacted] dispensaires et à améliorer l'irrigation ; ils entreprirent d'innombrables [redacted] et *permirent* [redacted] à la République islamique d'accroître [redacted] influence [redacted] sein de [redacted] paysannerie iranienne. Toutefois, [redacted] d'éviter que cette organisation n'échappe au contrôle [redacted] clergé chiite, [redacted] Djahad-é sazandégui [redacted] transformé en [redacted] ministère ; d'emblée, celui-ci élimine le *volontariat, recrute* [redacted] *salariés* [redacted] *se* bureaucratise. Dans une certaine [redacted]sure, il [redacted] aujourd'hui aux [redacted] ce que les *komiteh* sont aux villes : une [redacted] d'encadrement politique.

[redacted] la Constitution, [redacted] pouvoir judiciaire [redacted] une extension [redacted] pouvoir religieux : le président de [redacted] Cour [redacted] cassation, le procureur général, [redacted] que [redacted] membres du [redacted] supérieur judiciaire appartiennent obligatoire[redacted] au clergé chiite. En l'absence d'un [redacted] code [redacted] et d'un code *pénal* « islamique » pour remplacer [redacted] en vigueur sous le régime du chah, [redacted] décisions judiciaires ira[redacted], lorsqu'elles ne [redacted] les [redacted] politiques, [redacted] sur l'interprétation [redacted] écrits et préceptes coraniques. Les jugements des divers tribunaux islamiques varient ainsi en fonction d'une « morale islamique » dont la traduction en termes juridiques [redacted] plus arbitraires.

Une « armée dans l'armée »

L'UN [redacted] exemples [redacted] plus frap[redacted] la volonté de multiplier [redacted] pouvoir [redacted] la politique menée par [redacted] régime [redacted] l'égard des forces armées. [redacted] la chute du chah, afin [redacted] s'assurer d'une puissance militaire, [redacted] pour [redacted] l'armée [redacted] ré-gime [redacted] sujette [redacted] caution, le clergé chiite [redacted] le corps [redacted] gardiens de la révolution, [redacted] Pasdaran. Véritable garde prétorienne [redacted] l'imam, recrutant parmi les jeunes dont le dévouement au pouvoir *islamique* [redacted] incontestable, [redacted] milice [redacted] aujourd'hui forte de 250 000 hommes. Et [redacted] ce nombre correspond [redacted] *effectifs* de l'armée de terre iranienne, celle-ci [redacted] comprend que [redacted] militaires [redacted] carrière, le [redacted] étant constitué [redacted] des troupes du contingent.

Utilisé [redacted] création pour réprimer [redacted] gauche – dont certains groupes, tels les Fadayan-é khalq et les Modjahédine-é khalq [redacted] également constitué de puissantes [redacted] armées, – le corps des Pasdaran a aussi mené la majeure partie des [redacted] contre les autonomistes [redacted] leur résistance aux [redacted] de Bagdad, lors de l'invasion de l'Irak en septembre 1980, qui a [redacted] d'eux, aujourd'hui, le fer de lance des offensives militaires iraniennes, même si leur armement demeure très inférieur à celui de l'armée régulière. Afin de renforcer leur puissance, l'imam Khomeiny [redacted] décidé, en septembre 1985, [redacted] les Pasdaran – dirigés [redacted] un [redacted] depuis [redacted] – [redacted] nouvelles unités aériennes, navales [redacted] que certaines [redacted] de l'armée régulière devront [redacted] être incorporées. Ainsi, [redacted] la stratégie [redacted] division adoptée par l'imam Khomeiny [redacted] l'égard [redacted] politiques a réussi [redacted] créer en [redacted] un « Etat dans l'Etat », appliquée au corps *militaire iranien* [redacted] *a fini* par lui imposer une « armée dans l'armée ».

Cette volonté [redacted] multiplier les pôles de décision répond également [redacted] *préoccupations de sécurité*. En effet, [redacted] forces révolutionnaires iraniennes, rassemblées autour de l'imam Khomeiny, avaient pu si rapidement abattre [redacted] régime [redacted] Pahlavi, c'est parce qu'il avait [redacted] directement frappé au [redacted] : en exigeant uniquement le départ du chah, l'imam visait [redacted] priver le régime [redacted] dynamique [redacted]tripète. Dépourvu [redacted] command[redacted] suprême, l'armée impériale n'a opposé [redacted] résistance, [redacted] l'édifice pahlavi s'est écroulé quasiment sans effusion de [redacted]. Aujourd'hui, [redacted] la structure centrifuge [redacted] l'Etat islamique, [redacted] tel scénario [redacted] irréalisable.

L'efficacité [redacted] système [redacted] d'ailleurs [redacted] juin 1981 lorsqu'un [redacted] à la [redacted] a [redacted] près [redacted] quatre-vingts hauts dignitaires [redacted] la République islamique – dont l'ayatollah Behechti, [redacted] PRI [redacted] deux [redacted] régime, quatre ministres, six ministres adjoints, [redacted] que plus [redacted] députés, – [redacted] lorsque, deux mois *plus tard, un nouvel* [redacted] président de la République, Mohammad-Ali Radjai, et le premier ministre, Mohammad-Djavad Bahonar. Même en [redacted] de disparition de l'imam Khomeiny, la mainmise [redacted] quatre-vingt mille membres du clergé chiite sur les [redacted] l'Etat, la multiplicité des [redacted] *pouvoir, l'élasticité* des structures d'encadrement populaire et, enfin, l'éclatement de l'appareil militaire, paraissent [redacted] la théocratie [redacted] l'abri [redacted] toute tentative de déstabilisation politique. Dans ces conditions, comment se fait-il [redacted] l'avenir du ré[redacted] n'ait [redacted] paru [redacted] sombre [redacted]

Depuis l'instauration de la République islamique, la dépendance [redacted] l'éco[redacted] iranienne [redacted] l'égard de [redacted] recettes pétrolières n'a [redacted] que croître [redacted] aujourd'hui quasi totale, [redacted] l'ab[redacted] de [redacted] production autre que celle du [redacted] pétrolier est *compen*[redacted] par une volonté d'importation [redacted] outrance. Perpétuant en ce domaine [redacted] politique néfaste inaugurée par [redacted] monarchie [redacted] Pahlavi – qui privilégia le pétrole [redacted] dépens [redacted] autres secteurs de la production nationale, – [redacted] régime de l'imam Khomeiny [redacted] trouve



(Farnood-Sipa)

VOTE AU PARLEMENT
Les deux tiers des députés appartiennent au clergé chiite

Edité par la SARL [redacted] *Monde*
Gérant : André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

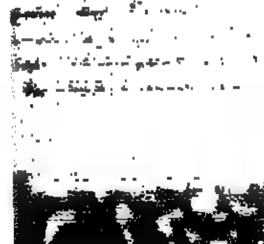
Imprimerie
du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

[redacted]on paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : [redacted]

[redacted] *la disposition* [redacted] *diffuseurs de presse pour modifications* [redacted] *service,* [redacted] *de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone* [redacted] : (16) 1 05-36-11-11.

FORCE ET FAIBLESSES

cherche d'alliés



ouvoir solidement



DU RÉGIME IRANIEN

extérieurs contre l'Irak

se rendre en Iran depuis la chute du chah. Toutefois, selon le quotidien officiel du régime iranien, [illegible] visite n'aurait guère eu le [illegible] escompté, [illegible] cause notamment de l'« inflexibilité » [illegible] la position iranienne [illegible] aux livraisons d'armes soviétiques [illegible] l'Irak (10).

A l'inverse de l'URSS, les Etats-Unis sont absents du champ de bataille, mais omniprésents [illegible] périphérie. N'ayant rétabli leurs relations diplomatiques [illegible] Bagdad qu'à l'automne de 1984, en butte [illegible] l'hostilité de Téhéran, leur politique à l'égard [illegible] deux capitales [illegible] essentieellement [illegible] empêcher que le conflit ne s'étende [illegible] la partie méridionale du Golfe. Ainsi, la flotte [illegible] guerre américaine [illegible] régulièrement aux abords [illegible] territoriales iraniennes afin de dissuader le régime islamique d'imposer des restrictions [illegible] la liberté de navigation, Washington ayant publiquement [illegible] Téhéran [illegible] maintes reprises qu'il [illegible] recours à la force en cas de blocus du détroit d'Ormuz. En outre, depuis 1980, quatre avions-radars [illegible] AWACS, en liaison permanente avec le Pentagone, opèrent [illegible] l'espace aérien saoudien.

Quant aux Etats riverains [illegible] Golfe, ils ont toujours affirmé leur [illegible] à l'égard de leurs puissants [illegible] nord, mais il n'empêche [illegible] l'Arabie [illegible] généreusement le bud[illegible] de guerre irakien, même si le montant de cette aide – estimé à plusieurs milliards [illegible] – n'ait jamais [illegible] rendu public. Lors [illegible] dernier [illegible] annuel du [illegible] de coopération [illegible] Golfe (CCG), tenu [illegible] en novembre 1985, les souverains d'Arabie saoudite, [illegible] Bahreïn, du Koweït, du Qatar, d'Oman [illegible] Emirats arabes unis ont [illegible] l'Irak, pourtant responsable de [illegible]tion [illegible] bombardements [illegible] des navires voguant dans [illegible] eaux internatio[illegible] les chargements étaient destinés à la République islamique. Ayant, [illegible] deux derniers sommets, [illegible] l'Irak – pays [illegible] de la Ligue arabe, – le [illegible] aurait [illegible] de timides [illegible] pour [illegible] rapprocher de l'Iran, [illegible] la progression [illegible] de ce pays oblige les [illegible] à [illegible] leurs re-lations avec les deux pays en guerre. Ils espèrent ainsi jouer un [illegible] important [illegible] d'éventuelles négociations de paix, afin [illegible] faire valoir leurs droits lors [illegible] rééquilibrage régional qui [illegible] manquerait pas de s'ensuivre.

[illegible] revanche, éloignés [illegible] champ [illegible] bataille, la majorité [illegible] Etats [illegible] peuvent [illegible] permettre de faire preuve d'une [illegible] quasi absolue [illegible] l'égard de [illegible].

Bagdad est passé du « front du refus » [illegible] au [illegible] « modéré », [illegible] à un compromis avec [illegible]. Pour [illegible] cette nouvelle alliance, le président [illegible], en mars 1985, le président Hosni Moubarak, le chef [illegible] l'Etat égyptien, [illegible] le roi Hussein de [illegible] venus lui témoigner leur soli[illegible] aux [illegible] qui ont permis aux Iraniens de prendre pied [illegible] du Tigre. [illegible] leur [illegible]tien politique, Le Caire [illegible] Amman [illegible] fourni [illegible] Bagdad une aide importante. Ayant autorisé [illegible] mille ressortissants égyptiens [illegible] en Irak à s'engager comme volontaires dans l'ar[illegible] de ce [illegible], le président Hosni [illegible] aussi [illegible] régime de Bagdad une quantité importante d'armes, [illegible] l'an [illegible] à 3 milliards de [illegible]. Pour [illegible] part, [illegible] à l'Irak [illegible] transit, [illegible] le port jordanien d'Akaba, pour l'acheminement de produits militaires [illegible] civils.

Seules, [illegible] le monde arabe, la Libye [illegible] la Syrie apportent leur soutien politique à l'Iran, quoique d'une manière relativement mesurée. L'aide libyenne ne dépasse guère les [illegible] de la Ligue arabe, [illegible] colonel Ka[illegible] tente systématiquement de blo[illegible] à l'Irak. [illegible] revanche, [illegible] tenu de [illegible] qui [illegible] toujours marqué [illegible] entre le président syrien [illegible] et le prési[illegible] Hussein, l'appui de [illegible] est plus [illegible] : en avril 1982, la Syrie a [illegible] l'oléoduc qui permettait à [illegible] d'exporter son pétrole [illegible] les [illegible] Banias, en Syrie, et de Tripoli, au [illegible]. Ne disposant que de [illegible] qui relie [illegible] à Dortyol, en Turquie, [illegible] en [illegible] un [illegible] à gagner [illegible] important. A [illegible] Le Caire-Amman-Bagdad s'oppose [illegible] l'axe Tripoli-Damas-Téhéran, ce [illegible] cependant [illegible] moins profitable à l'Iran que le premier ne [illegible] l'Irak.

Pour leur part, les pays européens ont [illegible] jusqu'ici de prendre parti pour l'un [illegible] belligérants, entretenant d'excellentes relations commerciales [illegible] les deux camps. Seule [illegible] France, sous l'effet [illegible] engrenage économique et politique, est progressivement venue donner [illegible] soutien exclusif [illegible] l'Irak (11). Cependant, dès l'accession de M. Jacques Chirac [illegible] poste de premier ministre, Paris a voulu rééquilibrer ses rapports [illegible] Téhéran. Le message envoyé par le président Mitterrand au président iranien Khamenei, souhaitant « [illegible] *normalisation* [illegible] *rela*[illegible] *France* [illegible] *l'Iran* », [illegible] Téhéran, à la mi-avril, de M. André Ross, secrétaire général du Quai d'Orsay, [illegible] visite [illegible] du vice-premier ministre iranien M. Ali Reza Moayeri à Paris, ont contribué [illegible] renouer le dialogue entre [illegible] deux pays.

Alors [illegible] président Hussein [illegible] isoler le régime [illegible] l'imam Khomeiny [illegible] la scène internationale, la progression [illegible] armées iraniennes en territoire irakien incitera-t-elle les Etats [illegible] reconsidérer leurs relations [illegible] les deux belligérants ? C'est en [illegible] cas ce que [illegible] le gouvernement [illegible] Téhéran. S'adressant aux responsa[illegible] français, [illegible] aussi [illegible] des au[illegible] nations, le premier ministre iranien déclarait [illegible] ce [illegible] : « *Nous leur avons rappelé* [illegible] *le jour où ils ont défini* [illegible] *politique, les Irakiens* [illegible] *Khorramchahr,* [illegible] *Iran. Mais, aujourd'hui,* [illegible] *les forces* [illegible] *qui occupent Fao,* [illegible] (12). » En d'autres termes, « *malheur au vaincu* ».

A. F.

(1) Ahmad Faroughy, « La [illegible] l'Irak et l'Iran », *le* [illegible] *diplomatique*, novembre [illegible].

[illegible] *Idem.*

(3) [illegible] « Le renouveau [illegible] et ses implications stratégiques », *Institut* [illegible] *périeur* [illegible] *de défense* [illegible] *désarmement*, Paris, [illegible].

(4) *Le Monde*, 3-4 novembre [illegible].

[illegible] Voir [illegible] (organe [illegible] Modjahédine-é khalq), n° 195, et *le* [illegible] mars [illegible].

[illegible] 9 février [illegible].

(7) [illegible] (publication du PDKI), n° 12, février 1986.

(8) [illegible] *Defence Weekly*, 23 novembre 1985.

(9) Ahmad Faroughy, « L'URSS et la révolution iranienne », [illegible] *Monde diplomatique*, juillet 1980.

(10) *Djomhouriyé-Eslami*, 4 [illegible] 1986.

(11) Cf. [illegible] de la Gorce, « [illegible] aux [illegible] ennemis », *le Monde diplomatique*, avril 1986.

(12) [illegible] du premier ministre iranien, [illegible] Moussavi, à Radio-Téhéran, 13 avril 1986.



(Jean Gaumy-Magnum)

DES COMBATTANTS DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE CÉLÈBRENT LEUR VICTOIRE A FAO
Une guerre qui [illegible] déjà fait plus d'un million de victimes

structuré

confronté [illegible] une dégradation de [illegible]mie qui s'accélère avec la [illegible] des prix du pétrole (5).

[illegible] rares [illegible] rendus pu[illegible] par le gouvernement – [illegible] discrétion s'explique en partie [illegible] militaire en temps de guerre, – durant la dernière année iranienne (mars 1985 - février 1986) les importations totalisaient 13,5 milliards et les exportations [illegible] pétrolières [illegible] millions [illegible] dollars ; suivant [illegible] statistiques de source occidentale, [illegible] importations iraniennes en provenance des pays de l'OCDE s'élevaient en [illegible] environ 7,5 milliards de [illegible] – dont 3,6 milliards d'achats [illegible] la CEE – et celles [illegible]nant [illegible] l'Est [illegible] environ 2,5 milliards de dollars. Au [illegible] plus d'un tiers des dépenses [illegible] l'Etat. En 1984, les importations provenant des pays de l'OCDE auraient atteint 9,7 [illegible] dollars (dont 5,2 mil[illegible] pour [illegible] CEE) et, en 1983, 12,2 milliards de dollars (dont 6,2 milliards pour la CEE) (6). Mais ces chiffres [illegible] traduiraient qu'une partie [illegible] la [illegible] : en septembre 1985, [illegible] quotidien [illegible] *Kayhan* concluait [illegible] étude [illegible] l'économie [illegible] en indiquant qu'en [illegible] les importa[illegible] en [illegible] de l'Occident [illegible] raient élevées à 19 milliards de dollars – plus de la moitié des dépenses de [illegible].

Divisions parmi les gouvernants

UNE *telle politique commence* [illegible] critiquée par certains dirigeants islamiques, mais aucune [illegible] n'est prise pour [illegible] modifier : [illegible] budget [illegible] l'Etat pour l'année iranienne [illegible] (mars 1986 - [illegible] 1987) prévoit environ 40 milliards [illegible] dollars de [illegible], [illegible] milliards provenant directement [illegible] revenus pétroliers. Cependant, l'effondrement des [illegible] du pétrole [illegible] de moi[illegible] mars 1986) ne manquera [illegible] d'avoir [illegible]quences extrêmement graves pour l'économie, d'autant que [illegible] dépenses [illegible] la guerre – [illegible] à 13,8 milliards de dollars pour [illegible] (7) – [illegible] toujours considérées comme prioritaires.

D'où, [illegible] doute, la tension grandissante qui se manifeste [illegible] sein du corps [illegible] urbain et qui commencerait à inquiéter [illegible] le pouvoir islamique (8). La baisse constante de la production agricole entraîne un [illegible] massif [illegible] la paysannerie vers [illegible] villes, [illegible] la chute de la production industrielle [illegible] créé un chômage massif. A [illegible] nationale, un travailleur [illegible] deux [illegible] travail, [illegible] six millions [illegible] personnes. Cet appauvrissement de l'économie [illegible] confirmé [illegible] l'augmentation [illegible] la part [illegible] denrées alimen[illegible] et des produits finis [illegible] de première [illegible] la [illegible] des importations (9). Mais la [illegible] économique traduit aussi les divisions qui [illegible] parmi [illegible] gouvernants ; [illegible] partisans d'un [illegible] entrave se regroupant [illegible] du premier ministre, M. Mir-Hossein Moussavi, tandis que ceux qui demandent [illegible] nationalisation du [illegible] privé [illegible] une [illegible] se rassemblent derrière [illegible] président de [illegible] République, M. Ali Khamenei. Cette division [illegible] éclaté au grand jour en [illegible] dernier lorsqu'un tiers du Parlement [illegible] la [illegible] au gouvernement Moussavi, en but [illegible] de nombreuses critiques depuis [illegible] la part [illegible] partisans de M. Khamenei. Il a fallu une intervention [illegible] de l'imam Khomeiny (10), appelant [illegible] l'« [illegible] *crée* » afin d'éviter « [illegible] *échec* [illegible] *l'islam* », [illegible] condamnant « *les prati*[illegible] *parlementaires* [illegible] *l'occidentale* », pour faire taire « *les ambitions de tendance* » qui, néanmoins, agitent de plus en plus [illegible] le *madjless*.

[illegible] la présence [illegible] l'imam Khomeiny tempère ces rivalités au sein du clergé gouvernant, la gravité [illegible] problèmes économiques [illegible] la course au pouvoir dans la perspective de sa disparition. De leur solution dépend l'avenir [illegible] la République islamique. Car le malaise social, dont la [illegible] iranienne [illegible] fait quotidiennement l'écho, pourrait servir de détonateur aux ennemis de la théocratie [illegible] une structure politique qui [illegible].

AHMAD FAROUGHY.

BAISSE [illegible] IMPORTATIONS EN PROVENANCE DES PAYS OCCIDENTAUX
(*En* [illegible] *de dollars ;* [illegible] *mensuelles*)

PRINCIPAUX FOURNISSEURS	1983	1984	1985
RFA	250,9	192,3	137,3
Japon	235,1	139,3	111,7
Royaume-Uni	79,6	78,3	56,8
Italie	75	79,2	50,6
Espagne	34,1	24,4	23,6
Pays-Bas	35	31,2	23,04
Australie	19,6	31,2	17,8
Suisse	–	23,4	16,2
Suède	35,2	39,2	15,9
Belgique-Luxembourg	21,4	19,2	14,9
Autriche	22,9	16,5	14,6
France	30,6	15,1	13,2

Source : OCDE, *Statistiques mensuelles* [illegible] *extérieur*, janvier-avril 1986, Paris.

[illegible] Articles 4, 91 et [illegible] de la Constitution.

(3) Du mot français « [illegible] ».

[illegible] « Guerre sainte pour la construction ».

(5) [illegible] Ahmad Faroughy, « L'effondrement de [illegible] iranienne », *le Monde diplomatique*, décembre 1981.

(6) *Statistiques mensuelles du commerce extérieur*, OCDE, Paris, février [illegible] et IRNA (Islamic Republic [illegible] Agency), 11 mai [illegible].

(7) [illegible] *Military* [illegible] International Institute [illegible] Strategic [illegible] Londres.

[illegible] « A Stumbling Economy Haunts Iran », *International Herald Tribune*, 13 mars 1986.

[illegible] *par produits*, OCDE, 1985.

(10) Radio-Téhéran, 16 octobre 1985.

CINQ MOIS APRÈS LE

Le Guatemala, [redacted] la difficulté

APRÈS trente-deux ans de régime militaire, la démocratie était rétablie au Guatemala en janvier dernier après l'élection d'un président démocrate-chrétien, M. Vinicio Cerezo. Celui-ci a pris, en politique étrangère, quelques initiatives spectaculaires, comme la récente rencontre au sommet, [redacted] Esquipulas, [redacted] cinq présidents des Etats d'Amérique centrale pour mettre fin aux conflits armés dans la région.

Mais, sur le plan intérieur, le nouveau président procède avec une grande prudence. Excessive peut-être. Et, alors que l'« état de grâce » touche [redacted] sa fin, aucune des graves crises que connaît le pays ne semble en voie de résolution.

Par FRANCIS PISANI

« Il gagne [redacted] ses [redacted] », dit-on avec admiration [redacted] l'ambassade [redacted] Etats-Unis. *« Il »* c'est, bien entendu, M. [redacted] Cerezo, le jeune président [redacted] *Guatemala entré en fonctions le* 14 janvier [redacted]

Après trente-deux [redacted] régime militaire, « Vinicio », comme [redacted] l'appelle couramment, est parvenu à se doter d'une marge de manœuvre infiniment plus grande que celle qu'on lui [redacted] mois avant son [redacted]

[redacted] victoire électorale elle-même a pris [redacted] proportions inespérées. Avec près [redacted] 63 [redacted] suffrages, il [redacted] remporté *haut la main* un combat dont il n'était pas le favori. Mais ce vote massif, qu'il pourrait utiliser [redacted] un plébiscite en faveur [redacted] changement, peut représenter également une lourde charge [redacted] la mesure [redacted] témoigne [redacted] l'espoir que [redacted] peut changer du jour au lendemain.

[redacted] première urgence [redacted] l'armée, qui [redacted] d'un grand nombre [redacted] sensibles. Les principaux [redacted] avaient déjà désigné [redacted] futur ministre de la défense : le général Lobos, un des hommes forts du régime antérieur. M. Cerezo est parvenu à convaincre qu'une telle [redacted] perçue *comme [redacted] preuve d'une continuité* [redacted] Le général [redacted] Panama. Le [redacted] ministre, le général Hernandez, [redacted] un homme effacé, [redacted] son chef d'état-major, le général Gramajo, [redacted] d'introduire autant [redacted] changements que [redacted] peut [redacted] espérer. [redacted] ce domaine son limitées. *« Ils ont les pistolets »*, dit-on avec [redacted] dans l'entourage du président.

Plus important quant [redacted] fond : [redacted] militaires [redacted] une partie substantielle de [redacted] interne du pays. Le président [redacted] pu nommer vingt-deux gouverneurs [redacted] province, [redacted] civils, [redacted] les [redacted] institutionnelles de base, organismes qui [redacted] l'administration locale [redacted] armées, [redacted] la dépendance [redacted] gouverneurs.

Tous les acteurs et tous les observa[redacted] interrogés [redacted] un point : [redacted] risques de coup d'Etat sont nuls... *« pendant la première année »*. *« Les [redacted] ne nous préoccupent pas pour le moment*, dit-on à l'ambas[redacted] Etats-Unis. [redacted] *sont en faillite sur le plan politique, et ils le savent.* [redacted] *ne veulent pas gouverner. »*

L'*« initiative privée »*, comme on dit dans la région, est la deuxième grande force traditionnellement détentrice du pouvoir réel. C'est son alliance avec les militaires qui [redacted] permis à la dictature de se maintenir aussi longtemps. Entente sacrée qui s'est rompue l'année dernière après que les patrons eurent fait reculer le gouvernement militaire à propos d'impôts qu'ils [redacted] voulaient pas. [redacted] de ces circonstances favora[redacted] et de [redacted] aux responsabilités [redacted] génération d'entrepreneurs, « Vinicio » a lancé une grande offensive de charme. Il a multiplié les explications, les sourires, et, surtout, il a invité certaines personnalités liées au patronat [redacted] participer au gouvernement. Ainsi, le ministre des finances, celui de l'économie et le directeur de la Banque centrale – [redacted] partisans de mesures type FMI – sont-ils généralement considérés comme représentant le secteur privé dont ils sont issus.

La crise économique que traverse le Guatemala n'est pas moindre que celle de ses voisins (1). Mais la baisse du prix du pétrole et la montée des cours du café, principal produit d'exportation du pays, sont des éléments positifs.

[redacted] aux premières [redacted] de [redacted] sociale, le président a pro[redacted] habileté. Il [redacted] offert 50 quet[redacted] d'augmentation (entre 15 [redacted] 20 dollars) aux instituteurs, désarmant ainsi un mouvement qui aurait pu très vite prendre de l'ampleur. Il est égale[redacted] parvenu avec quelques promesses [redacted] un usage [redacted] mesuré de [redacted] force (une vraie révolution) à enrayer le mouvement d'occupations sauvages de terrains en ville et de propriétés agricoles dans les campagnes. Larvée, l'agitation subsiste un peu partout dans le pays et se manifeste au moindre prétexte : un gouverneur qui ne plaît pas, une augmentation de prix, etc. Des réactions dont on avait perdu l'habitude, et qui s'expliquent par le fait qu'on peut [redacted] sortir [redacted] la rue et protester contre le gouvernement sans automatiquement s'exposer à la mort. M. Mario David Garcia, ancien [redacted] de [redacted] à [redacted] présidentielle, reconnaît du [redacted] des [redacted] *humanisation du pouvoir »*.

Dans le domaine politique, le président [redacted] dissous par surprise la [redacted] (Direccion de investigacion tecnica, sorte de police secrète politique accusée d'un très grand nombre d'assassinats et de disparitions), à laquelle les militaires ne tenaient pas particulièrement. Il est parvenu [redacted] diviser les partis de droite qui ne sont pas remis de leur première défaite en tant d'années.

Une « neutralité active »

A l'extérieur, misant sur les bonnes dispositions de la communauté internationale, M. Cerezo est parti sur les chapeaux de roue en proposant la réunion des cinq présidents d'Améri[redacted] centrale s'est tenu le 24 mai dernier, et la création d'un véritable Parle[redacted] régional.

Pour l'essentiel, il a réaffirmé la volonté de respecter la « neutralité » qui avait été l'axe des derniers gouvernements militaires, tout en promettant de la promouvoir d'une façon dynamique.

Même [redacted] Etats-Unis, qui souhaiteraient un alignement plus manifeste sur [redacted] positions [redacted] l'administration Reagan, tolèrent ce concept de « neutralité active ». Il est de [redacted] publique que des pressions – qualifiées de *« brutales »* par certains diplomates occidentaux – ont été exercées. Mais le département d'Etat semble [redacted] rendu à la raison : un de ses responsables, M. Mark Falcoff, qui a participé aux travaux de la commission Kissinger, a déclaré au journaliste Julio Godoy dans une entrevue publiée le 28 février par le journal *la Hora* : *« Nous avons tellement intérêt à aider Cerezo que ce qu'il fait n'a presque pas d'importance. »*

Quant au mouvement de guérilla, *mis en difficulté politique par la capa*cité [redacted] système à se renouveler, il a [redacted] avec la plus grande prudence. Dans un discours très remarqué au troisième congrès du Parti communiste cubain, en février dernier, le [redacted] (des [redacted] révolutionnaires, un des trois groupes *politico-militaires* qui composent l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque – URNG), a déclaré que les guérilleros n'entendaient pas déposer les armes, *mais qu'ils ne constitueraient en aucun cas « un obstacle »* pour le nouveau président, au cas où [redacted] s'attaquerait [redacted] vrais pro[redacted] du pays.

Un document rendu public [redacted] 7 février 1986 par l'URNG va même beaucoup plus loin. Après avoir [redacted] comme [redacted] partie d'une « [redacted] *globale* [redacted] *insurrectionnelle »*, [redacted] qui [redacted] moindre des choses, le texte affirme : *« Si le [redacted] président [redacted] parti[redacted] d'être conséquents [redacted] leurs [redacted] et [redacted] promesses »*, [redacted] *« rompre* [redacted] *tous les schémas et lutter pour défen*[redacted] *leur victoire électorale sur d'autres champs* [redacted] *bataille* [redacted] *n'auraient de* [redacted] *d'y parvenir qu'en faisant appel aux* [redacted] *populaires. »* Et d'ajouter : *« [redacted] peuple et* [redacted] *organisations révolutionnaires,* [redacted] *que* [redacted] *sec*[redacted] *authentiquement démocratiques seraient disposés à soutenir une telle* [redacted] *et* [redacted] *mener jusqu'à* [redacted] *victoire. »* Certains même semblent avoir envisagé [redacted] sorte d'« alliance [redacted] que » entre les révolutionnaires et la démocratie-chrétienne.

Après l'« [redacted] de grâce », l'immobilisme

L'ETONNANT c'est que, fort de ce [redacted] de grâce qu'il doit, pour l'essentiel, [redacted] son [redacted] politique, [redacted] président ne semble pas décidé [redacted] passer [redacted] l'action. M. [redacted] Mullet, député [redacted] la capitale, le [redacted] on [redacted] peut plus clairement : *« Vinicio a plus de marge de manœuvre qu'on ne le prévoyait, mais il agit moins. » « Il n'a* [redacted] *opportunité »*, répond en écho un jeune ingénieur déçu.

Un [redacted] bien disposé [redacted] son égard s'étonne : *« Nous ne compre*[redacted] *quelles pressions, quels accords peuvent expliquer qu'il* [redacted] *fasse rien. »* Dans leur immense majorité les Guatémaltèques semblent convaincus que M. Cerezo a signé avec les militaires un « pacte » qui lui lierait [redacted] mains, [redacted] n'existe pas matériellement. *« Les clowns* [redacted] *changé,* [redacted] *le cirque est le même »*, constate un prélat de la capitale pourtant bien disposé à l'égard [redacted] la démocratie-chrétienne.

Le bilan [redacted] premiers mois est maigre. [redacted] part les mesures déjà évoquées [redacted] la DIT, l'exécutif [redacted] pas grand-chose à mettre à son actif, si ce n'est le timide plan économique rendu public le [redacted] dernier. Entre 40 000 et 60 000 emplois [redacted] être [redacted] pour la construction [redacted] routes, [redacted] d'eau potable [redacted] travaux d'infrastructure. Les [redacted] vu accorder une augmentation [redacted] quetzales par mois. Le déficit budgétaire [redacted] réduit. [redacted] la principale [redacted] consiste [redacted] « simplifier » le [redacted] change, qui était officiellement [redacted] 1 quetzal pour 1 dollar, [redacted] qu'au marché noir [redacted] monnaie américaine valait entre [redacted] et [redacted] fois plus. Le plan



RETOUR A LA DÉMOCRATIE

de répondre à l'espérance d'un peuple

prévoit que, pour le paiement de la dette extérieure, la parité demeurera ; mais, pour le reste, le [redacted] de 2,50 quetzales pour 1 dollar.

En substance, [redacted] plan [redacted] favorable [redacted] l'initiative privée, qui demandait cette dévaluation de fait. Pour faire [redacted] la pilule, le président a tenu un [redacted] populiste. « *Je* [redacted] *politicien,* [redacted] *je ne* [redacted] *faire* [redacted] *miracles* [redacted] *Dieu,* a-t-il affirmé. *Ayez confiance* [redacted]. *Cette année* [redacted] *l'année du sacrifice,* [redacted] *proposons ce qui pèse le moins possible sur les couches* [redacted] *pauvres.* » [redacted] plan [redacted] d'autant plus mal reçu par les plus pauvres qu'il suivait de quelques [redacted] une autre mesure demandée par [redacted] : la libération [redacted] prix de [redacted] produits parmi lesquels le savon et, surtout, le maïs, aliment de [redacted] Guatémaltèques.

Ce plan [redacted] trop [redacted] attendre, et [redacted] contenu, plutôt maigre, n'est [redacted] ment satisfaisant pour personne. L'éco[redacted] Fernando Gonzalez Davidson [redacted] attribue la responsabilité [redacted] la [redacted] position du gouvernement, [redacted] dominent les partisans de l'économie [redacted] marché, « [redacted] *mélange qui permet aux « Chicago boys »* [redacted] *s'entendre* [redacted] *les keynésiens* ». Le président ne veut [redacted] s'aliéner le patronat, [redacted] son parti s'inquiète de la place faite aux représentants [redacted] la droite traditionnelle autant qu'au manque d'initiative de l'exécutif.

Au Congrès, des députés démocrates-chrétiens, qui disposent [redacted] la majorité absolue, n'ont déposé qu'un nombre limité de propositions [redacted] loi. Ils semblent même [redacted] blo[redacted] celle visant à annuler le décret d'« [redacted] » publié par [redacted] militaires à la [redacted] du jour où [redacted] remettre le gouvernement aux [redacted].

Tout [redacted] comme si le président n'avait qu'une idée [redacted] tête : éviter [redacted] coup d'Etat, tout faire [redacted] pas mécontenter les puissants. Il [redacted] reconnu le 7 [redacted] alors [redacted] sommé par le Groupe d'appui mutuel (GAM, qui regroupe les familles [redacted] « [redacted] parus ») de juger [redacted] militaires, il aurait répondu, d'après plusieurs témoins : « [redacted] *voulez donc qu'ils me* [redacted] *?* »



LES FAMILLES DES « DISPARUS » RÉCLAMENT JUSTICE
Cent cinquante mille assassinats politiques n'ont pas été élucidés

(Urraca-Sygma)

Cette question essentielle, M. Cerezo, généralement, l'esquive en disant que [redacted] proposition de loi est du [redacted] Parlement, que les poursuites incombent au pouvoir judiciaire. « [redacted] *justice d'agir,* affirme-t-il, [redacted] *suffisamment* [redacted] *preuves* (2). » Pour y contribuer, [redacted] finalement [redacted] créer une [redacted] mission d'enquête « indépendante ». Mais son argumentation [redacted] plus loin : « *Comment, en* [redacted] *président, puis-je déférer* [redacted] *qui m'ont* [redacted] *le pouvoir comme ils s'y* [redacted] *engagés et* [redacted] *une* [redacted] *aux guérilleros qui, eux aussi, ont posé* [redacted] *bombes et tué des* [redacted] *?* »

L'objectif avoué [redacted] Vinicio Cerezo a toujours été, comme il nous l'avait déclaré en août [redacted] la « [redacted] *pouvoir* [redacted] ».

Danger d'explosion sociale

M[redacted] ne toucher [redacted] rien n'est pas forcément une solution. « *Consolider* [redacted] *pouvoir civil ne veut rien dire,* estime un homme [redacted] étranger. *Il faut les moyens économiques, politiques* [redacted] *sociaux de le faire sinon on* [redacted] *fait* [redacted] *consolider la crise. On* [redacted] *une mèche allumée, qui peut exploser à n'importe quel moment.* » Les gens veulent [redacted] changements de [redacted]. Ils [redacted] en réserve des revendications vieilles [redacted] plusieurs générations.

Plus [redacted] le [redacted] d'Etat, [redacted] le danger d'explosion sociale. Du moins la situation est-elle sérieuse, [redacted] le président l'a reconnu lui-même : « *Il n'y a ni nourriture, ni argent,* [redacted] *production,* [redacted] *sécurité,* affirme-t-il, *95* [redacted] *peuvent aujourd'hui satisfaire leurs besoins élémentaires.* » [redacted] conditions, « *l'explosion* [redacted] *inévitable,* estime [redacted] ancien président du patronat, *les différences sociales sont trop grandes. La guérilla me préoccupe moins que* [redacted] *populaire,* [redacted] *dans* [redacted] *capitale,* [redacted] *bidonvilles prolifèrent. Et,* [redacted] *l'intérieur du pays,* [redacted] *sinistre.* » La criminalité, alimentée par [redacted] anciens membres [redacted] la police [redacted] non incarcérés, augmente dans des proportions dramatiques [redacted] qu'il soit toujours possible d'établir une frontière claire entre Escadrons de la mort et délinquants [redacted] commun.

Personne n'a oublié les manifesta[redacted] spontanées [redacted] septembre 1985 qui, motivées par [redacted] augmentation [redacted] quelques centimes [redacted] prix du transport urbain, obligèrent le gouvernement militaire à reculer. On n'avait pas vu [redacted] depuis longtemps. Loin d'avoir été anesthésiés par tant [redacted] de régime militaire, [redacted] plus pauvres et [redacted] plus combatifs attendent leur heure.

Les syndicats commencent à relever la tête. La Centrale unique syndicale du Guatemala (CUSG, liée à l'AFL-CIO), seule centrale [redacted] par les militaires, a [redacted] favorable à M. Cerezo. Mais sa principale préoccupation [redacted] aujourd'hui la décision du gouvernement d'encourager la création de [redacted] veaux syndicats d'obédience démocrate-chrétienne en s'appuyant notamment sur le droit récemment accordé aux fonctionnaires de [redacted] syndicaliser.

M. Juan Francisco Alfaro, [redacted] général de la CUSG, [redacted] mâche pas ses mots. « [redacted] *nouveau septembre* [redacted] *probable. S'il avait lieu, nous y participerions. En septembre dernier, nous pensions qu'après tant d'années il valait la peine d'attendre* [redacted] *élections* [redacted] *d'avoir un gouvernement constitutionnel.* [redacted] *ne* [redacted] *plus disposés* [redacted] *faire des sacrifices.* » Le syndicaliste rappelle que « [redacted] *faim* [redacted] *Guatemala,* [redacted] *la population* [redacted] *dispose* [redacted] *que de 1 quetzal par jour* [redacted] *par habitant pour manger* (moins de 2,50 F). [redacted] l'accuse [redacted] parler beaucoup [redacted] de ne rien faire, mais [redacted] mauvaise humeur [redacted] révélatrice d'un [redacted] d'esprit répandu [redacted] vailleurs.

[redacted] la tension sociale elle-même [redacted] aux risques [redacted] coup d'Etat. [redacted] un premier temps, il [redacted] peu vraisemblable qu'elle [redacted] véritablement le pouvoir en danger. Si [redacted] parvenait, [redacted] ne [redacted] doute pour personne que certains militaires [redacted] reprendre [redacted] rênes pour « préserver » le pays du [redacted]. Un général [redacted] retraite [redacted] « *l'acceptabilité du coup d'Etat* [redacted] *population est directement proportionnelle à la détérioration économique.* [redacted] *il est impossible* [redacted] *problèmes* [redacted] *qu'on* [redacted] *la* [redacted] *au* [redacted] *prix qu'en* [redacted] *et* [redacted] *café* [redacted] *tarifs* [redacted]. » M. Juan Fer[redacted] général de [redacted] privée [redacted] Marroquin, et l'un des idéologues [redacted] la droite, [redacted] que « *c'est ce qui explique* [redacted] *soit* [redacted] *tranquille.* [redacted] *n'a pas* [redacted] *l'agitation. Celle-ci* [redacted] *survenir sans qu'elle ait* [redacted] *tirer un seul coup de fusil* ».

Le [redacted] domaine dans lequel, jusqu'à présent, [redacted] Vinicio Cerezo [redacted] donné l'impression d'une certaine audace est la politique extérieure. Le chemin avait [redacted] par [redacted] militaires du dernier gouvernement sous l'inspiration du ministre des affaires étrangères, M. Fernando Andrade (aujourd'hui [redacted] à l'Organisation [redacted] américains). Bien vu par la communauté internationale pour le seul [redacted] d'être civil et élu, M. Cerezo en a pro[redacted] pour [redacted] ses deux initiatives. Mais, parallèlement, le soutien au groupe [redacted] Contadora [redacted] avoir perdu un peu de sa vigueur. Or la réunion [redacted] présidents [redacted] bien que [redacted] d'un Parlement centraméricain peuvent devenir presque contraires [redacted] l'esprit de la médiation latino-américaine. En réunissant [redacted] cinq pays [redacted] la région, on est sûr que le Nicaragua sera toujours en minorité.

« [redacted] *contribue plus* [redacted] *la paix avec* [redacted] *neutralité* [redacted] *qu'en s'alignant* [redacted] *façon claire avec l'un quelconque* [redacted] *belligérants* », [redacted] M. Victor [redacted] vez, secrétaire général du ministère des [redacted] étrangères. « *Le* [redacted] *tout faire pour ne* [redacted] *prendre part* [redacted] *crise centraméricaine,* [redacted] *nous ne sommes sûrs de rien. Il y a l'exemple du Cambodge* [redacted] *du Viet-nam.* [redacted] *en* [redacted] *à l'affrontement direct, la* [redacted] *se réduit. D'où la* [redacted] *préserver la paix.* »

La « neutralité active » [redacted] donc pour objectif [redacted] donner une meilleure position au Guatemala dans la négociation avec les Etats-Unis, [redacted] rien d'autre. Mais au fond M. Cerezo dépend [redacted] pérément du grand Etat du nord. Dans le domaine économique, il a d'autant plus besoin d'aide qu'il se refuse [redacted] agir contre [redacted] riches. Dans le domaine militaire, [redacted] Etats-Unis sont un garde-fou contre les tentations putschistes [redacted] forces armées.

Et que disent les démocrates-chrétiens de cette situation [redacted] M. Alfonso Cabrera, président de l'Assemblée, admet : « *Nous* [redacted] *dans* [redacted] *relation avec l'opinion publique en n'expliquant pas* [redacted] *situation* [redacted]. *Mais il* [redacted] *mieux* [redacted] *en danger* [redacted] *miel* [redacted] *d'avancer sans réfléchir.* » D'autres, attribuent la mauvaise humeur [redacted] espoirs insensés de la population : « *Quand* [redacted] *rendu compte que* [redacted] *n'avait* [redacted] *baguette magique, ils ont* [redacted] *sentir frustrés.* »

« *La déception existe,* reconnaît un diplomate latino-américain [redacted] favora[redacted] au gouvernement, *on attendait le modèle péruvien —* [redacted] *le président tire* [redacted] *plus grand profit possible de* [redacted] *mandat électoral. Or le processus* [redacted] *semble plus* [redacted] *argentin,* [redacted] *décollage lent. Il faut lever un grand nombre d'obstacles pour pouvoir décoller.* [redacted] *plus grande hâte eût signifié* [redacted] *plus grands risques face* [redacted] *l'armée* [redacted] *face* [redacted] *Etats-Unis.* »

Mais quel serait le [redacted] d'un « *modèle argentin* » [redacted] lequel [redacted] ne jugerait [redacted] militaires, [redacted] du moins certains d'entre eux ? A [redacted] sujet, le président [redacted] déclaré : « *J'ai promis de faire* [redacted] *paix, d'en finir* [redacted] *violence* [redacted] *répression, d'établir* [redacted] *démocratie,* [redacted] *l'asseoir et* [redacted] *renforcer. Je n'ai* [redacted] *promis* [redacted] *vengeance* (2). » Autrement dit, [redacted] violations [redacted] l'homme, [redacted] par l'appareil [redacted] l'Etat, diminueront, mais on ne touchera pas au passé. Ce serait un progrès considérable, qui explique l'attitude modératrice de l'Eglise [redacted] plupart [redacted] diplomates occidentaux.

Mais [redacted] le monde ne [redacted] satisfait [redacted] d'un tel programme et [redacted] premier lieu le GAM, qui multiplie [redacted] manifestations pour obtenir justice. Mme Nineth Garcia, [redacted] du [redacted] affirme : « [redacted] *ne* [redacted] *pas oublier un passé qui porte constamment* [redacted] *présent. La démocratie avec amnistie, c'est impossible. La démocratie* [redacted] *150 000 assassinats non élucidés, c'est impossible. Il faut* [redacted] *moins faire* [redacted] *enquêtes, qu'on nous* [redacted] *ce* [redacted] *devenus* [redacted] *nôtres, qui* [redacted] *a* [redacted]. *Il faut* [redacted] *orphelins, redonner confiance au peuple.* »

La persistance de [redacted] fait dire à [redacted] que [redacted] est manipulé par la guérilla. A quoi Mme Nineth Garcia, dont le mari a été enlevé, répond [redacted] larmes aux yeux : « *Nous avons besoin* [redacted] *savoir ce que* [redacted] *devenus les* [redacted] *des nôtres. Il* [redacted] *s'agit nullement d'une* [redacted] *d'une nécessité humaine élémentaire.* »

FRANCIS PISANI.

(1) Cf. [redacted] Ikonicoff, « L'Amérique [redacted] par [redacted] crise », *le* [redacted] *diplomatique,* mai [redacted].
(2) *Le Monde,* 25 avril 1986.

A L'HEURE DE L'EFFONDREMENT DES MARCHÉS

L'accord international sur le café

A l'inverse du mouvement de baisse des prix qui affecte depuis 1980 la quasi-totalité des produits de base, le marché du café a connu [redacted] la fin de 1985 une hausse spectaculaire. Ce fut un ballon d'oxygène pour quelques [redacted] du Sud exportateurs de cette denrée. Ainsi la Colombie, dont les exportations en café représentent plus de 50 [redacted] des recettes en devises, devrait voir celles-ci doubler et atteindre la somme impressionnante de 4 milliards de dollars. Ou le Kenya, qui devrait, selon la Banque mondiale, obtenir une balance des paiements positive [redacted] 1986...

Mais, [redacted] général, les pays en voie de développement continuent à supporter [redacted] la fois un accroissement du coût de leur dette et une baisse de leurs recettes d'exportation. Parallèlement [redacted] la difficile renégociation des échéances des [redacted] nationales, un nouvel effort s'impose pour stabiliser les cours des matières premières.

Qu'elles soient recherchées du côté des accords internationaux réglementant le commerce des produits (comme celui du café) ou des mécanismes de compensation (tel le Stabex au sein de la CEE), des solutions d'ampleur devront être trouvées. Faute de quoi les économies du tiers-monde entreront dans une nouvelle phase de déstabilisation [redacted] de récession, dangereuse pour le commerce mondial et les relations Nord-Sud.

Le marché du café a « flambé » [redacted] la fin [redacted] 1985. Non [redacted] ces petites hausses [redacted] seuls spécialistes, mais [redacted] qui [redacted] les chroniques économiques [redacted] la grande presse : un mouvement suffisamment important pour que le prix au [redacted] mateur risque [redacted] affecté. Au [redacted] derniers mois, pourtant, [redacted] sur [redacted] phénomènes dép[redacted] que l'attention était attirée : le pétrole, [redacted] sûr, mais aussi le sucre, l'étain, le [redacted] cao, le [redacted] les [redacted] ont « plongé » [redacted] manière dramatique. Rien [redacted] prévoir une [redacted] mente sur le marché caféier.

A la quarante-quatrième session de l'Organisation internationale [redacted] (OIC), qui [redacted] tenue à Londres en septembre dernier, [redacted] producteurs [redacted] menaient au contraire une discussion serrée sur fond [redacted] marché rampant. Les principaux [redacted] les « [redacted] expéditions », [redacted] par la délégation américaine [redacted] rétentions [redacted] nant artificiellement les prix ; l'évolution du marché « hors-quota » *(voir l'encadré ci-dessous)*, [redacted] le café se négocie parfois [redacted] la [redacted] prix [redacted] marché officiel ; [redacted] niveau [redacted] la [redacted] prix défendue par l'accord, que [redacted] pays [redacted] voulaient voir [redacted] (1). Après de fortes inquiétudes, l'accord [redacted] finalement maintenu, les discussions « [redacted] l'arraché » [redacted] permis [redacted] reconduire l'ensemble du dispositif pour la campa[redacted] s'ouvrant le 1er octobre 1985.

Evalué à 58 millions [redacted] quota global que se partagent les [redacted] producteurs devait, pensait-on, être diminué. Les observateurs en voulaient pour preuve ces trois premières [redacted] maines « molles » d'octobre où le mar[redacted] enregistrait à peine la reconduction de l'accord. Soudain, [redacted] la dernière semaine de ce même mois, le marché [redacted] : [redacted] commence [redacted] parler de [redacted] sécheresse qui sévit au Brésil et qui doit affecter la prochaine récolte ; [redacted] inquiétudes se font jour à propos de l'approvisionnement guatémaltèque (paralysé par [redacted] conflit [redacted] l'Etat et les exportateurs) [redacted] de la situation en Ouganda.

La hausse a commencé ; elle [redacted] son deuxième souffle au tout début [redacted] cembre, lorsque l'Institut brésilien du café annonce que [redacted] récolte de 1986 pourrait être inférieure de moitié à celle [redacted] l'année précédente. [redacted] vérita[redacted] frénésie s'empare du marché [redacted] terme : les [redacted] inférieurs [redacted] septembre, passent la barre des [redacted] janvier. L'accord [redacted] tional fonctionne pourtant normalement : 5 millions [redacted] supplémen[redacted] ont été ajoutés [redacted] quota global, et les producteurs ont été autorisés [redacted] exporter [redacted] leur quota annuel [redacted] premier trimestre (octobre-janvier) de l'année caféière.

Le système du quota

SIGNÉ pour la première fois en [redacted] sur le café est le seul, parmi les accord sur les produits de base, à réunir la totalité des pays producteurs et la presque-totalité des pays consommateurs (1). [redacted] est géré par l'Organisation internationale du café, dont le siège est à Londres.

[redacted] se [redacted] comme objectif la défense d'une fourchette de prix (120/140 cents par livre [redacted] la Bourse de New-York) par le contrôle de l'offre, c'est-à-dire par la fixation d'un quota global réparti entre les pays producteurs en fonction de leurs performances passées.

Les pays importateurs-consommateurs s'engagent, pour leur part, [redacted] que des cafés portant un [redacted] de [redacted] qui permet [redacted] vérifier [redacted] des quotas.

Les pays signataires se réunissent tous les ans à la fin du mois [redacted] septembre pour [redacted] du [redacted] du quota global pour l'année [redacted] (1er [redacted] tembre) en [redacted] d'une évaluation [redacted] la consommation (cinquante-huit millions de sacs pour [redacted] et 1986). [redacted] augmentations ou [redacted] diminutions [redacted] glo[redacted] en cours d'année, peuvent intervenir [redacted] cas de [redacted] ou [redacted] baisse des [redacted], avec une clause de suspension totale des quotas en cas de hausse prolongée.

(1) Les pays importateurs ayant souscrit à l'accord représentent à peu près 90 % de la consommation mondiale (les 10 % qui restent sont répartis entre les pays du Proche-Orient et les pays de l'Est).

Le géant brésilien n'est plus ce qu'il était...

E[redacted] dépit de [redacted] hausse se poursuit et, le 18 [redacted] 1986, les [redacted] suspendus. Le marché s'ouvre ainsi [redacted] discrimination [redacted] productions [redacted] les [redacted] exportateurs, le jeu de [redacted] la demande devient arbi[redacted] — une [redacted] que [redacted] marché n'avait [redacted] connue depuis la remise en place [redacted] quotas en [redacted]. Le [redacted] demeuré [redacted] nerveux [redacted] incertain depuis lors. Une [redacted] composante spéculative pourrait expliquer pour partie [redacted] caractéristiques, [redacted] laquelle [redacted] mouvement [redacted] la hausse ne doit cependant pas [redacted] (2). Car [redacted] hausse permet [redacted] mettre [redacted] jour [redacted] modifica[redacted] du marché mondial que l'accord international n'a [redacted] su enregistrer.

Le Brésil occupe une place déterminante sur [redacted] marché : 28,5 millions [redacted] sacs y ont [redacted] produits sur un total mondial [redacted] 90 millions (3). [redacted] premier concurrent, la Colombie, ne produit « que » 12 millions [redacted] sacs, tandis que les [redacted] grands [redacted] producteurs ne dépassent pas les 6 millions de sacs : Indonésie, 5,4 ; Côte-d'Ivoire, 4,7 ; Mexique, 4,4... Il n'est [redacted] pas [redacted] la perspective [redacted] réduction de moitié de la production [redacted] soit [redacted] mesure de perturber le [redacted].

Le phénomène [redacted] bien connu : toutes les hausses [redacted] marché — et notamment [redacted] de 1977 *(voir [redacted] graphique [redacted] 1)*, les plus importantes [redacted] l'après-guerre — ont eu [redacted] origine des [redacted] climatiques brésiliens.

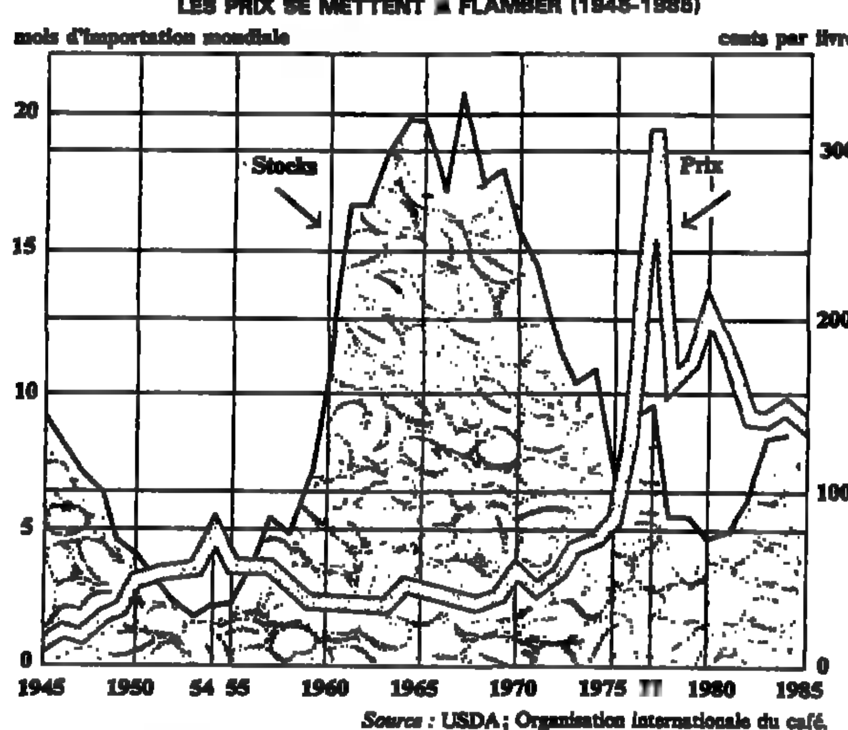
Car le Brésil n'est pas [redacted] le premier producteur-exportateur mondial, [redacted] aussi [redacted] pays dont la production est la plus instable en raison des gelées [redacted] qui [redacted] alternativement [redacted] plantations [redacted] Sud. Mais les accidents climatiques ne [redacted] tout. Les [redacted] ne deviennent [redacted] flambées que [redacted] niveaux de stocks [redacted] si les opérateurs anticipent une pénurie ou un risque de pénurie sur le [redacted].

A [redacted] brésilienne s'ajoute le [redacted] que [redacted] une plante pérenne, qui ne commence à produire que plusieurs années après [redacted] plantation. Les réponses [redacted] producteurs [redacted] évolutions [redacted] toujours décalées dans le temps — [redacted] la hausse comme [redacted] la baisse, — [redacted] l'offre [redacted] produit [redacted] rigidité. Le marché [redacted] ainsi [redacted] des cycles longs, où des phases de surproduction alternent [redacted] phases [redacted] sous-production. Les [redacted] comme seul moyen d'ajustement [redacted] court terme représentent donc une [redacted] riable [redacted] du marché. [redacted] des gelées ont pu provoquer [redacted] hausses comme [redacted] 1977 [redacted] 1954, c'est qu'elles ont coïncidé avec des [redacted] mondiaux très bas.

Ce n'est pas le [redacted] aujourd'hui, puisqu'ils s'élèvent à [redacted] de [redacted] soit plus de neuf [redacted] mation mondiale. En revanche, leur répartition géographique est étonnante : le Brésil n'en détient plus qu'une part minime, alors que, depuis au moins un siècle, il assurait la quasi-totalité du stockage mondial. [redacted] l'opposé, beaucoup de pays producteurs qui n'avaient jamais affronté la surproduction [redacted] en possession d'importantes réserves : la Colombie, les [redacted] d'Amérique centrale, quelques pays africains et l'Indonésie.

Si le risque [redacted] pénurie physique de café brésilien n'est pas immédiat (avec un [redacted] de 7 millions [redacted] sacs et une production [redacted] millions, le Brésil [redacted] juste de quoi couvrir les besoins [redacted] sa consommation et de ses exportations), le problème [redacted] posera au début de 1987, [redacted] moment [redacted] la soudure avec la prochaine récolte. Contrairement [redacted] ce [redacted] supposer la réaction du marché, les [redacted] mondiaux [redacted] donc [redacted] pour [redacted] le déficit brésilien, même si l'on peut [redacted] demander [redacted] pourront être [redacted] 12 millions de [redacted] entreposés en Colombie (ou ceux [redacted] en Ethiopie [redacted] en Ouganda) et [redacted] s'interroger sur la qualité [redacted] stocks, la disponi[redacted] de certains types [redacted] les stratégies de vente qu'adopteront les [redacted] excédentaires.

Graphique n° 1. – LORSQUE LES STOCKS SONT AU PLUS BAS, LES PRIX SE METTENT [redacted] FLAMBER (1945-1986)



Source : USDA ; Organisation internationale du café.

LE MEXIQUE, CINQUIÈME PRODUCTEUR

Le dégagement de l'Etat s'accentue

L[redacted] culture du café [redacted] Mexique, cinquième producteur mondial, [redacted] surtout [redacted] fait [redacted] producteurs, [redacted] indiens, aux pratiques peu intensives. Cette culture est restée à l'écart du [redacted] qu'a connu [redacted] pays depuis [redacted]. Pourtant, l'organisation [redacted] filière a beaucoup évolué, [redacted] aujourd'hui [redacted] se [redacted] une nouvelle [redacted] transformation [redacted] commercialisation du produit.

Au [redacted] 70, l'Etat entreprend une politique [redacted] dans [redacted] branche [redacted] l'Institut [redacted] du [redacted] (INMECAFE). [redacted] orientation, [redacted] pendant [redacted] la [redacted] M. Luis Echeverria (1971-1976), est conçue comme une réponse [redacted] la crise profonde [redacted] l'agriculture mexicaine.

En [redacted] l'organisme d'Etat [redacted] rablement sa présence dans la branche ; il multiplie ses centres de collecte, crée ses propres organisa[redacted] producteurs pour [redacted] son [redacted] technique, et [redacted] la [redacted] récolte. [redacted] faisant, l'INMECAFE casse l'oligopole constitué par [redacted] réduits d'exportateurs qui [redacted] acquis [redacted] à ce négoce.

Cette [redacted] « étatiste » se [redacted] progressivement au cours des six années et le directeur [redacted] l'INMECAFE finira [redacted] par proposer la [redacted] simple [redacted] du produit. Ce projet échouera, la montée en puissance [redacted] l'organisme d'Etat marquant [redacted] corruption [redacted] dysfonctionnement [redacted] qui aboutira [redacted] un [redacted] du marché avec les [redacted].

L'Institut subira [redacted] sous [redacted] de [redacted] laquelle [redacted] présidence [redacted] Lopez [redacted] (1977-1982). En période d'austérité généralisée, [redacted] de l'Institut [redacted] violemment critiquée, [redacted] stagnation du marché renchérit les coûts d'un stoc[redacted] qui [redacted] (avant que [redacted] cours des deux dernières années de vendre de grosses quantités [redacted] marché hors-quota).

Parallèlement, l'Etat [redacted] incapable [redacted] maîtriser le mouvement de revendication qui est né de la baisse des prix payés aux producteurs : en 1982, on assiste [redacted] la plus grande manifestation de caféiculteurs jamais connue dans le pays. Face à ce faisceau [redacted] contraintes, [redacted] nouveau gouvernement de M. [redacted] La Madrid paraît opter pour une position [redacted] dégagement, et certaines rumeurs font même état d'un projet de dissolution de l'INMECAFE.

[redacted] fin des années 70, l'INMECAFE assouplit l'attribution [redacted] permis d'exportation. [redacted] étatiques, un [redacted] négligeable d'orga[redacted] producteurs [redacted] « coopératives » accèdent aux premières phases de [redacted] transformation du « café cerise » en « café vert » et tentent d'expor[redacted] afin [redacted] percevoir [redacted] prix international, [redacted] supérieur aux prix [redacted] intérieur.

[redacted] « coopératives » [redacted] vu leur part dans les exportations totales du pays passer de 6 [redacted] en 1978-1979 [redacted] en [redacted] « coopérative » [redacted] un [redacted] extrêmement diversifié. Beaucoup d'entre [redacted] aux mains d'anciens « accapareurs » qui y trouvent une nouvelle forme de contrôle des producteurs et de leur récolte. D'autres sont sous contrôle de la tendance « moderniste » de la CNC, le syndicat paysan officiel. D'autres encore sont nées du mouvement de revendication des producteurs ; regroupant [redacted] « petits », [redacted] leur voie. Enfin, certains autres ont surgi d'un [redacted] d'organisation de longue haleine dans des régions traditionnellement en conflit avec l'Etat.

De leur côté, les moyens et gros producteurs ne restent pas inactifs devant cette libéralisation de la [redacted] gros opérateurs [redacted] filière tentent au cours des dernières années de se développer « en aval », toujours pour l'exportation : torréfaction, solubilisation, décaféinisation.

La crise de la politique agricole mexicaine est patente ; les organismes d'Etat [redacted] sont révélés inefficaces, le [redacted] l'agriculture impuissant, le gouvernement, dont les préoccupations principales restent les équilibres macro-économiques et la poudrière urbaine, n'a pas choisi de [redacted] ambitieuse en direction du [redacted] rural. Faute d'organisation professionnelle efficace et indépendante, la petite paysannerie ne pèse pas lourd face aux intérêts productivistes des grands producteurs. Dans cette dynamique complexe, il est encore trop tôt pour évaluer les chances de renforcement du secteur coopératif.



(Roger Viollet)

LE CAFÉIER (gravure de 1843)

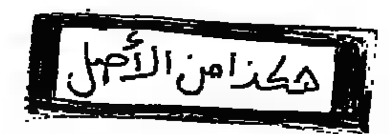
LA RÉPARTITION DU MARCHÉ DE L'EXPORTATION (1978-1983)

L'organisme d'Etat (INMECAFE) se taille la part du lion

	INMECAFE	SECTEUR « COOPÉRATIF »	GRANDS EXPORTATEURS (plus de 20 [redacted] sacs)		AUTRES	
	%	%	%	Nombre	%	Nombre
1978-1979 ..	35	6	42	26	17	350
1979-1980 ..	38	6	32	18	23	300
1980-1981 ..	42	7	23	14	28	300
1981-1982 ..	43	9	17	10	31	320
1982-1983 ..	44	13	15	11	28	450

Source : d'après l'Institut mexicain du café.

Dossier préparé par Benoît Daviron dans le cadre du Groupe de travail « Café » de Solagral, en collaboration avec Anne Beaumont (GEI/INRA-IAMM), pour la partie mexicaine notamment, et François Lerin (IAMM). Roland Poupon (ENSIA) a collecté les données sur le marché français.



DES PRODUITS DE BASE

à [redacted] tour menacé ?

Mais il est [redacted] évolutions beaucoup plus inquiétantes pour l'avenir. Car le marché du café ne fait [redacted] exception, on [redacted] observe des mécanismes à l'œuvre dans tous les marchés de matières premières : la concurrence entre pays du Sud a tendanciellement accru l'offre du produit *(voir le graphique n° 2)*, alors que, dans le même temps, la demande marquait le pas d'autant plus nettement que [redacted] technologiques des [redacted] de transformation [redacted] du Nord augmentaient [redacted] « taux d'extraction » par unité de produit.

Depuis maintenant près d'un siècle, la demande mondiale [redacted] partage entre [redacted] Etats-Unis [redacted] l'Europe. C'est au [redacted] la [redacted] guerre mondiale, alors que la consommation européenne [redacted] réduit considérablement, que les Etats-Unis deviennent [redacted] premiers [redacted] mondiaux. Il faudra [redacted] tendre [redacted] consommation européenne dépasse [redacted] nouveau celle d'outre-Atlantique (et 1974 pour [redacted] CEE).

Le premier facteur déterminant, [redacted] l'évolution de la demande, [redacted] l'augmentation [redacted] de vie des populations [redacted] importateurs. Ainsi s'explique la croissance [redacted] la [redacted] mation aux Etats-Unis jusqu'aux [redacted] nées 50, puis [redacted] vingt-cinq [redacted] croissance [redacted] tion européenne de l'après-guerre (RFA, France, Italie [redacted] pays scandinaves, principalement). Le même phénomène touchera [redacted] le Japon, et, plus récemment (quoique [redacted] une moindre mesure), les pays [redacted] l'Est [redacted] les pays arabes [redacted] forte rente pétrolière.

Le marché mondial du café [redacted] ainsi connu une croissance remarquable au [redacted] quarante dernières années, grâce notamment [redacted] la [redacted] péenne *(voir [redacted] graphique n° 3)*. [redacted] facteurs contraires ont été le déplacement de la consommation vers des boissons plus chères (sodas, par ex.) et le mouvement de type « consumériste », qui, en soulignant [redacted] dangers de l'abus de la caféine pour la santé, [redacted] joué un rôle très important dans la stagnation, puis la [redacted] marquée de [redacted] consommation aux Etats-Unis : en 1962, chaque consommateur américain buvait 3,2 [redacted] de café par jour [redacted] qu'en 1983 le niveau n'était plus que de 1,8.

Le risque [redacted] aujourd'hui que l'Europe amorce le même virage. La croissance de la consommation s'y [redacted] effet, fortement ralentie [redacted] dernières années, et en 1984 ses importations ont même reculé pour la première fois depuis 1977. Il [redacted] vrai [redacted] l'« effet dollar » [redacted] pleinement joué cette année-là mais les importations [redacted]uropéennes semblent man[redacted] une sensibilité accrue [redacted] de [redacted] La hausse [redacted] derniers [redacted] confirmera sans doute cette évolution.

Au-delà d'une simple gestion des exportations

UNE fois [redacted] plus, les agricultures [redacted] du [redacted] risquent d'être victimes [redacted] de [redacted] mation [redacted] Nord, [redacted] laquelle elles [redacted] aucune prise. Mais il n'est guère possi[redacted] d'envisager l'abandon pur et simple [redacted] la production caféière, les contraintes de [redacted] Etats comme [redacted] producteurs locaux ne le permettent pas. Pourtant, à terme, la [redacted] de restructurer [redacted] la production s'impose.

Une tendance [redacted] la croissance des échanges, voire à leur stagnation, ne peut que renforcer la concurrence [redacted] les [redacted] producteurs. Mais l'accord international peut et doit permettre de gérer cette concurrence afin de maintenir un prix minimal [redacted] l'exportation. Car l'enjeu de cet [redacted] bien d'assurer [redacted] prix-plancher ; aucun accord ne peut empêcher les hausses et, si le marché connaît une pénurie physique, inévitablement les cours monteront. L'accord [redacted] pour « gérer » la surproduction en cherchant à maintenir des prix garantissant les revenus des pays producteurs. Mais il ne s'agit pas de garantir le prix [redacted] n'importe quelle façon. Les organisations internationales ont longtemps préféré les accords reposant sur les [redacted] régulateurs. Ceux-ci [redacted] po[redacted] en effet aucun problème de contrôle [redacted] échanges et [redacted] la [redacted] des politiques commerciales. Aujourd'hui, [redacted] exemples [redacted] l'étain, [redacted] caoutchouc et [redacted], mais aussi, d'une certaine fa[redacted], de la politique agricole commune [redacted] sein de la CEE, montrent que le [redacted] aucun contrôle *a priori* [redacted] à l'impasse.

Avec [redacted] système [redacted] quota, l'accord [redacted] le [redacted] permet [redacted] les [redacted]tuelles [redacted] régulateurs, [redacted] sûr un instrument parfaitement efficace. [redacted] exportateurs devront notamment redéfinir leur part de mar[redacted] l'accord, au détriment sans aucun doute du Brésil, qui a obtenu au [redacted] la négociation [redacted] l'accord de [redacted] une part de marché trop importante. Etant donnée l'instabilité de sa production, le Brésil ne saurait disposer d'un [redacted] d'exportation du double [redacted] ses [redacted] en [redacted] ré[redacted] sans perturber le marché. [redacted] situation [redacted] d'autant moins acceptable que d'autres producteurs doivent faire [redacted] à des [redacted] importants qui les ont amenés ces [redacted] années [redacted] « brader » [redacted] exportations [redacted] pays non parties à l'accord.


(Alain Keler-Sygma)

PESAGE DE LA RÉCOLTE AU [redacted]
Les [redacted] du Sud [redacted] de l'évolution de la consommation au Nord

[redacted] au-delà des mesures [redacted]ques de gestion des exportations, nom[redacted] les [redacted] qui [redacted] que [redacted] doit retrouver [redacted] perspective plus [redacted] de gestion de [redacted] (politique de diversification), sans laquelle le système des [redacted] risque d'être inopérant. L'accord, [redacted] ses [redacted] de 1962 et de [redacted] incluait des [redacted] imposant un droit de regard [redacted] Conseil [redacted] les politiques [redacted] production [redacted] mettant en place un [redacted] de diversification. [redacted] mesures [redacted] été abandonnées par la suite, [redacted] pourtant un atout important pour [redacted] dangers qui guettent le marché.

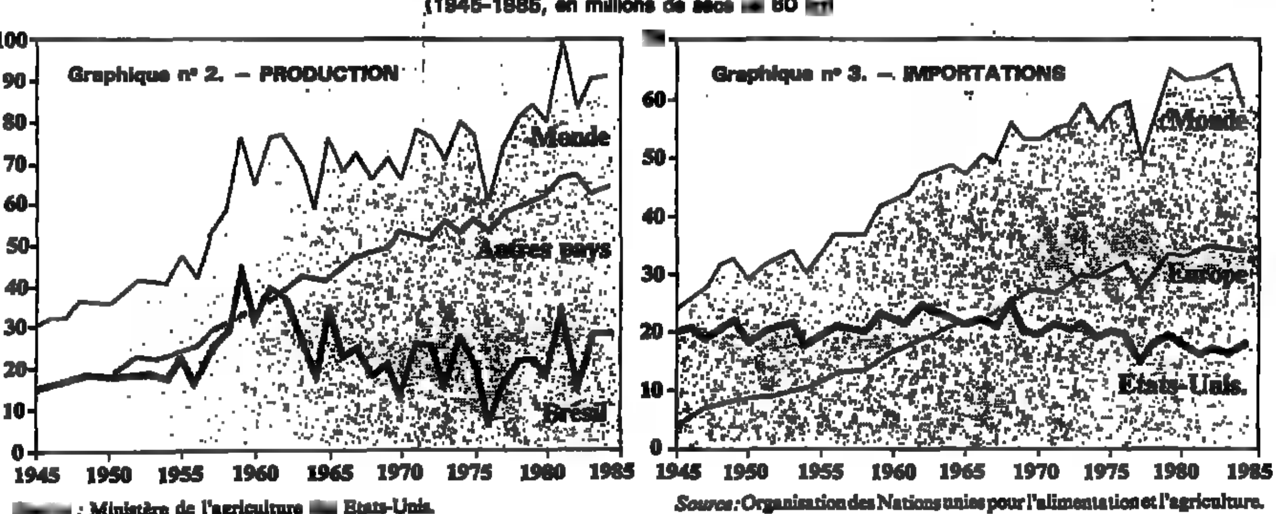
L'accord international [redacted] le café [redacted] le [redacted] instrument [redacted] ce type pour [redacted] produits de base qui [redacted] core. A l'heure de l'effondrement des marchés [redacted] produits de base et de la relance du débat sur la régulation des échanges [redacted] le [redacted] de l'[redacted] général sur les tarifs [redacted]niers et [redacted] commerce (GATT), il peut fournir un contre-exemple (au [redacted] partiel) à l'[redacted] des [redacted] de [redacted]

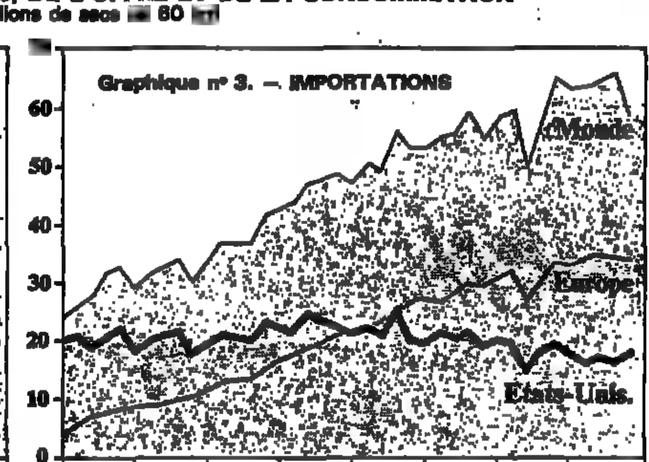
(1) [redacted] les documents publiés à [redacted] de cette session par l'OIC (22, Berners Street London W1P4DD), notamment le rapport du directeur exécutif de l'Organisation.

(2) Il semble [redacted] que [redacted] producteurs – et notamment la Colombie, en [redacted] avec le Brésil – aient adopté une attitude de prudent déstockage afin de ne pas « déstabili[redacted] la hausse ».

(3) En [redacted] sur [redacted] deux [redacted]nées. Les [redacted] cet article pro[redacted] de la [redacted] publication du mi[redacted] de l'agriculture [redacted] Etats-Unis : USDA, [redacted] *Coffee* [redacted] (n° 3, [redacted]bre 1985), soit des statistiques de l'OIC.

L'AUGMENTATION, EN QUARANTE ANS, DE L'OFFRE ET DE LA CONSOMMATION
(1945-1985, en millions de sacs [redacted] 60 [redacted])





[redacted] : Ministère de l'agriculture [redacted] Etats-Unis.

Source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

LA FRANCE, TROISIÈME IMPORTATEUR

De l'empire colonial au Stabex...

L[redacted] importateur mondial de café derrière les Etats-Unis et l'Allemagne. Au cours [redacted] décennies, [redacted] modifications [redacted] l'origine [redacted] ses importations et [redacted] structure de sa « filière » de transformation. En 1929, elle boit, [redacted] tout le [redacted] », du [redacted] latino-américain et [redacted] brésilien, [redacted] importations [redacted] provenance [redacted] l'Empire [redacted] négligeables. Dix [redacted] plus tard, [redacted] part du [redacted] « colonial » [redacted] française est passée [redacted] plus de 40 %, pour un volume d'importation [redacted] peu près identique. [redacted] mouvement culminera [redacted] veille des décolonisations, lorsque les trois quarts de [redacted] proviendront [redacted] territoires sous domination.

[redacted] importations correspond [redacted] véritable explosion [redacted] production coloniale, [redacted] d'abord à Madagascar, puis en Afrique [redacted]. L'Etat a joué un rôle déterminant dans ce développement de [redacted] caféiculture africaine, d'abord dans le cadre du repli protectionniste postérieur à la Grande Dépression, puis pour faire face [redacted] déficit commercial de l'après-guerre. Il a utilisé toute une gamme de mesures incitatives au profit du café « français » : [redacted] d'importation et/ou élévation [redacted] sur [redacted] « étrangers » ; appui financier direct et, plus tardivement, recherche agronomique avec la création de l'Institut français du café et du cacao.

C'est ainsi que les Français ont fini par prendre goût au café robusta, corsé et chargé en caféine, bien différent de l'arabica, consommé en Allemagne ou aux Etats-Unis.

La filière dans une dynamique européenne

LA dynamique postcoloniale devait bien évidemment inverser cette tendance : la part des pays de la zone franc a diminué régulièrement, mais elle se situe encore aujourd'hui à 40 % des importations françaises. Les anciennes nations colonisées ont en effet été concurrencées sur leur propre produit (le robusta) par [redacted] pays [redacted] le Zaïre ou l'Ouganda, qui ont accédé, dans le cadre de la [redacted] de Lomé, aux [redacted] préférences tarifaires et occupent maintenant environ 15 [redacted] du mar[redacted]

[redacted] « goût français » [redacted] changé ; il [redacted] déplacé vers des cafés de meilleure qualité, et donc vers l'arabica. Cette évolution [redacted] entraîné une forte reprise des importations de cafés latino-américains, qui sont passées de 20 [redacted] à 36 [redacted] des importations depuis 1960.

La création du Marché commun [redacted] libéré les échanges [redacted] intra-européens : [redacted] étrange que cela puisse paraître, la Belgique est le premier fournisseur de la France, et un tiers des importations transite par nos partenaires du nord de l'Europe.

Ces importations ont lieu sous forme de café vert ou, autre évolution marquante de la filière, sous forme déjà torréfiée (10 [redacted] de la consommation [redacted] en [redacted] La [redacted] internationalisée, il [redacted] plus de torréfacteurs français d'importance [redacted] Il [redacted], quelques producteurs régionaux [redacted] ont [redacted] spécialisant [redacted] collectivités, auxquels s'ajoutent les brûleries de quartier, qui misent sur la [redacted]lité... [redacted] entreprises [redacted] multinationales [redacted] transforment pas moins [redacted] 80 [redacted] du café consommé [redacted] le pays *(voir [redacted] ci-dessous)*. [redacted] par l'utilisa[redacted] nouveaux procédés techniques (lyophilisation, [redacted] sous [redacted], torréfaction ultra-rapide) et de mercatique qui nécessitent de gros [redacted] portée [redacted] groupes. Ces firmes sont aussi les seules [redacted] pouvoir affronter [redacted] grandes surfaces, qui distribuent au [redacted] les trois quarts du café.

[redacted] nouveau cadre, [redacted] marché français, autre[redacted] organisé sur [redacted]niales), n'est plus qu'un [redacted] du marché européen.

DERRIÈRE LE NOM DES MARQUES CONNUES SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DE GRANDES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

FIRMES	PAYS D'ORIGINE	PRINCIPALES MARQUES	PARTS DE MARCHÉ
Jacob	Suisse	Jacques Vabre Grand'Mère	45 % du torréfié 5 % du soluble
Douwe Egberts	Etats-Unis Pays-Bas	La Maison du Café	20 % du torréfié
Segafredo Zanetti	Italie	Stentor, Mokarex	6 % du torréfié
General Food	Etats-Unis	Legal (*) Maxwell	4 % du torréfié 15 [redacted] du [redacted]
Nestlé	Suisse	Nescafé	66 % du soluble

(*) Legal est loué par General Food à [redacted] société Leporq.
Source : enquête auprès des professionnels (1986).

Le [redacted] actuellement [redacted] d'une politique européenne [redacted] produits de base tropicaux. Il [redacted] pour objet [redacted] contribuer à la [redacted] d'exportation [redacted] producteurs. Au [redacted] de [redacted] période 1975-1980, [redacted] plus de 900 [redacted] d'ECU [redacted] producteurs, [redacted] un peu plus [redacted] crés aux déficits apparus à l'exportation de café [redacted] poste [redacted] après l'arachide) (1). [redacted] mécanisme ne modifie ni les cours ni les flux de produit, il [redacted] aux productions [redacted] prix. L'Europe a [redacted] récemment la [redacted] Lomé (pour la période 1985-1990), qui [redacted] du [redacted] avec un budget doublé. Cependant, [redacted] disponibles [redacted] d'ECU sur cinq ans et pour les 48 produits couverts) ne suffiront pas [redacted] compenser les pertes de revenu [redacted] pays producteurs qu'entraînerait [redacted] abandon [redacted]

[redacted] CEE ait [redacted] international, chaque Etat [redacted] toujours [redacted] jalousement sa représentation autonome [redacted] les négociations : l'Allemagne et l'Angleterre sont promptes [redacted] rejoindre [redacted] positions [redacted] défen[redacted] par [redacted] Etats-Unis, [redacted] que [redacted] France soutient [redacted] relativement proches [redacted] producteurs au nom de la défense de ses alliés afri[redacted] réunis [redacted] l'OAMCAF (2). Aujourd'hui, [redacted] que [redacted] libéralisme voue aux gémonies [redacted] organisation des échanges autre que la très rhétorique gestion par [redacted] pure [redacted] parfaite, une volonté de [redacted] l'accord devrait, pour avoir [redacted] maximum d'efficacité, s'exprimer au [redacted]péen.

(1) Pour le café, les principaux pays [redacted] des transferts ont été : la Côte-d'Ivoire : 54,5 millions d'ECU ; le Kenya : 31 ; la Papouasie : 25,7 ; le Togo : 115,8 ; le Burundi : 11 et l'Ethiopie : 10,3.

(2) OAMCAF : Organisation africaine et malgache [redacted] café.

Dans les [illegible]

POLITIQUE ÉTRANGÈRE présente un bilan d'un demi-[illegible] diplomatie française. Parmi les contributions, celles de Thierry de Montbrial, Jean-Baptiste Duroselle, Stanley Hoffmann, François Bédarida, Sergio Romano, Paul-Marie de la Gorce, Renaud de la [illegible] Jean Klein. (Printemps, trimestriel, 75 F. – 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cédex 14.)

Secrétaire [illegible] défense, M. Caspar Weinberger publie dans FOREIGN AFFAIRS un article sur la défense stratégique des Etats-Unis. Dans le même numéro, deux articles d'Edgardo Boeninger et de Mark Falcoff sur l'évolution du Chili vers la démocratie et sur les problèmes que ce pays pose [illegible] la diplomatie américaine. (Printemps, trimestriel, 4,95 dollars. – PO Box 2615, Boulder, Colorado 80321, Etats-Unis.)

Dans son numéro spécial qui dresse un bilan de l'année 1985, la même revue FOREIGN AFFAIRS publie une longue étude de M. Harold Brown, qui fut secrétaire [illegible] la [illegible] de 1977 [illegible] et qui préside maintenant le Foreign Policy Institu[illegible] l'université Johns Hopkins ; le [illegible] : l'Initiative de défense stratégique du président Reagan est-elle techniquement réalisable ? La réponse est à la fois nuan[illegible] et précise pour chacune des technologies qui doivent être prises en considération. [illegible] dollars. – PO Box 2615, Boulder, Colorado 80321, [illegible] Unis.)

Un entretien avec [illegible] Thatcher, cinq articles critiques sur le Nicaragua, Cuba et l'Amérique latine, deux études sur l'Afghanistan entre Marx et le Coran et sur l'après-Khomeiny, des textes du prince Sihanouk et de M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, constituent l'essentiel du sommaire de POLITIQUE INTERNATIONALE. (Nº 31, Printemps, trimestriel, 65 F. – 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.)

Sous le titre volontairement provocateur « La dissuasion aux abois ? », l'amiral [illegible]acques Bonnemaison présente, dans DÉFENSE NATIONALE, de forts arguments en faveur de la dissuasion du faible au fort. Dans le même numéro, R. Bachy, L. Tribot [illegible] Spiere et A. Woisard examinent les problèmes posés par les nouvelles technologies pour la [illegible] de l'Europe (Mai, mensuel, 35 F. – 1, place Joffre, 75007 Paris.)

Dans DÉFENSE ARMÉE NATION, le général Jeannou Lacaze, M. Thierry de Montbrial et le vice-amiral Bernard Louzeau présentent leurs réflexions sur l'Initiative stratégique [illegible] du président Reagan et procèdent [illegible] un échange de vues avec diverses personnalités. (Nº 41, premier trimestre 1986. – CIC, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.)

Dans THE ATLANTIC MONTHLY, Thomas Ferguson et Joel [illegible] passent au crible de la critique l'argument selon lequel, l'opinion publique américaine ayant viré [illegible] droite, le parti démocrate devrait, pour survivre, adopter des positions plus conservatrices. Un éclairage fascinant de la scène américaine sous le second mandat du président Reagan. (Mai, mensuel, [illegible] dollars. – Box 2547, Boulder, Colorado 80322, Etats-Unis.)

Les divers aspects de la vie sociale, politique et syndicale en Grande-Bretagne sont étudiés dans la dernière livraison de la revue POUVOIRS, exclusivement consacrée à ce pays. (Nº 37, trimestriel, 76 F. - PUF, Paris.)

Deux dossiers d'actualité dans PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX : l'un consacré [illegible] l'Espagne (dix ans de [illegible]cratie) l'autre [illegible] Roumanie (pouvoir [illegible] société). (Respectivement, 2 et 16 mai, un vendredi sur deux, 16 F. – La Documentation française, Paris.)

Dans LES TEMPS MODERNES, Lilly Marcou esquisse une histoire [illegible] relations entre Moscou et les partis communistes de l'Ouest. Par ailleurs, un bref report[illegible] (J. Benoit et C. Golliau) sur « l'intermina[illegible] guerre du Sahara occidental ». (Mai, mensuel, 45,50 F. – 22, rue de Condé, 75006 Paris.)

Une longue étude politique et bibliographique – sur les relations entre le Mozambique et le Portugal de 1965 à 1985 – est publiée dans AFRIQUE CONTEMPORAINE. (Nº 137, janvier-mars, trimestriel, 32 F. – La Documentation française, Paris.)

POLITIQUE AFRICAINE consacre sa dernière livraison aux « politiques foncières et territoriales », [illegible] « sol et [illegible] [qui] sont [...] des bases essentielles de l'accumulation primitive du capital ». (Nº 21, mars, trimestriel, [illegible] F. – 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.)

CONSTRUIRE ENSEMBLE, bulletin du Centre d'études économiques et sociales d'Afrique occidentale, publie un dossier intitulé « Culture, foi et développement ». (Nº 1, 1986, bimestriel, abonnement d'un [illegible] 4 000 FCFA - BP 305, Bobo-Dioulasso, Burkina.)

Dans leur [illegible] numéro, LES CAHIERS DE L'ORIENT confirment leur volonté de dialogue avec les élites politiques et intellectuelles du monde arabe. Riche sommaire, dans lequel on relève un dossier où, en réponse [illegible], s'expriment les huit partis politiques français sur les problèmes du Proche-Orient. D'autre part, Maha Baaklimi [illegible] l'approche occidentale [illegible] l'islam. (Nº 2, deuxième trimestre, 80 F. - Cariscript, 6 et 8, square Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris.)

[illegible] ETUDES, un ensemble sur l'islam en France. Pour Sadek Sellem, contrairement [illegible] ce qu'on craint, faire toute sa place à l'islam favoriserait une intégration importante. Pour Rémy Leveau, une évidence pourtant mal perçue : la revendication religieuse est bien plus une identité que l'affirmation d'une croyance agressive, celle-ci étant assez faible. Enfin, une substantielle étude de H. Blanchot sur le droit musulman : domaine vaste et divers, autant que l'islam même, qui est bien loin de s'identifier [illegible] sa partie intégriste-extrémiste. (Mai, mensuel, 33 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

Un entretien [illegible] Claude Cheysson, dans [illegible] REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES. D'emblée, l'ancien [illegible] relations extérieures rappelle que, [illegible] Proche-Orient, le problème essentiel tient [illegible] la non-reconnaissance [illegible] du peuple palestinien. A signaler aussi une étude d[illegible] Marwan Buheiry sur les exportations agricoles de la Palestine méridionale de 1855 à 1914. (Nº 20, été, trimestriel, 50 F. - Editions de Minuit, Paris.)

[illegible] DÉFIS AFGHANS, un entretien [illegible] Olof Palme dont le [illegible] recueilli quelques jours [illegible] sa [illegible] premier ministre suédois avait [illegible] l'intervention soviétique en Afghanistan au même titre que l'intervention américaine au Vietnam. (Nº 8, mai-juin, six numéros par an, 20 F. - 24, rue de Chaligny, 75012 Paris.)

Robert Triffin, dans LE FÉDÉRALISTE, explique pourquoi un système monétaire européen, [illegible] du système monétaire mondial, a été créé il y a une dizaine d'années et pourquoi est ralentie la progression vers l'union économique et monétaire totale de la Communauté. (Mars, trois numéros par an, abonnement annuel : 140 F. - 26, rue Sala, 69002 Lyon.)

RAW MATERIALS REPORT publie le premier d'une série d'articles sur l'économie minière [illegible]es pays voisins de l'Afrique du Sud, qui s'appliqueront à faire ressortir l[illegible] conséquences sur ces économies de [illegible] domination d[illegible] capital minier sud-africain. (Vol. 4, nº 2, abonnement annuel : 225 couronnes suédoises. – POBox 515, S-102 44 Stockholm.)

POLITIQUE AUJOURD'HUI consacre toute sa partie « France » à une réflexion multiple sur les élections de mars, leurs conséquences et leur avenir. (Mai-juin, bimestriel, 50 F. – 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

TRAVAIL consacre un dossier à la « modernisation des rapports sociaux ». Comment, en France, les socialistes se sont [illegible] dans le modèle dominant de la gestion du capitalisme en crise. (Nº 11, avril, trimestriel, 50 F. – Aerot, 6, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.)

ELEMENTS, revue de la nouvelle droite, prononce une vigoureuse dénonciation de « la France de Mickey ». (Printemps, trimestriel, 33 F. – 13, [illegible] Charles-Lecocq, 75737 Paris Cedex 15.)

LES ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE publient un intéressant dossier sur l'eau dans la ville. (Nº 30, avril, trimestriel, abonnement [illegible] an : 281 F. – CDR, Centre des revues, 11, rue Gossin, 92543 Montrouge Cedex.)

« Littérature et changement social dans les Caraïbes » [illegible] le thème d'un [illegible] d'ENCRA[illegible] par Kristin Couper. (Nº 15, hiver 1985-1986, trimestriel, 60 F. – Université Paris VIII, 93526 Saint-Denis Cedex [illegible])

Un [illegible] spécial [illegible] NOUVEAUX CAHIERS consacré au « vécu juif au cinéma ». On y lira [illegible] articles [illegible] Lilly Scherr et de Claude Singer. (Nº 84, printemps, trimestriel [illegible] F. – 45, [illegible] La Bruyère, 75009 Paris.)

L'univers [illegible] la [illegible] brésilienne [illegible] exploré [illegible] Rosely Forganes [illegible] AMÉRICAS LATINAS. (Mai, mensuel, 10 F. – 22, rue Beffroy, 92200 Neuilly.)

Au sommaire de CPE BULLETIN, publié par le Centre de prospective et d'évaluation des ministères de la recherche et de l'industrie, une étude sur le développement comparé des télécommunications en Eu[illegible] Japon [illegible] aux Etats-Unis. (Nº [illegible] avril, [illegible] numéros par an, 780 F. – ADITECH, 41-43, rue [illegible] Martyrs, 75009 Paris.)



BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Organisation de coopération et de développement économiques

La flexibilité du marché du [illegible] (rapport d'un [illegible] d'experts) : une appré[illegible] nuancée [illegible] de la flexibilité. ([illegible] *Paris, 1986, 25 pages.)*

Organisation internationale du travail

- ST[illegible] ADJUSTMENT IN JAPAN, 1970-1982 *(L'ajustement structurel au Japon, 1970-1982)*, par *R.P. Dore* : les facteurs d'une réussite économique incontestable, [illegible] *(Bureau international du travail, Genève, [illegible] 189 pages, 30 francs suisses.)*

- TECHNOLOGY AND EMPLOYMENT IN INDUSTRY *(Technologie et emploi dans l'industrie)* : recueil d'études axées sur des exemples concrets en divers pays. *(BIT, Genève, 1985 (troisième édition), 436 pages, 37,50 francs suisses.)*

Organisation des Nations unies pour le développement industriel

- CUBA, dans la série « Examen du développement industriel » : bilan d'une politique toujours dominée par la prééminence de l'industrie [illegible] mais qui vise [illegible] la diversifi[illegible] *[illegible]UDI, Vienne, 1986, 52 pages.)*

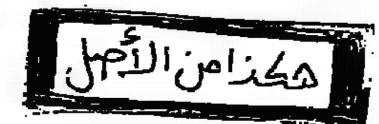
Prochains colloques [illegible] congrès

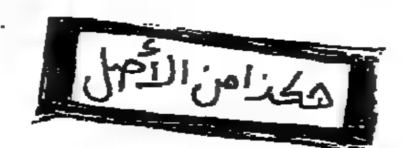
- LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE A L'HORIZON DE L'AN 2000 est le thème d'un colloque organisé par l'Institut français des relations internationales (IFRI) à l'hôtel George-V, à Paris, [illegible] 10 et 11 juin 1986. (*Renseignements* : IFRI, 6, rue Ferrus, 75014 Paris - Tél. : 45-80-91-08.)

- Sous l'égide de la Fondation Lelio Basso, le DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DES PEUPLES sera célébré à Alger, du 19 au 22 juin. Y participeront des représentants des sections nationales de la Ligue internationale pour les droits des peuples et de mouvements de libération nationale, [illegible] que des juristes – tels François Rigaux, Léo Matarrasso, Richard Falk et Louis Joinet – ayant pris part à l'élaboration de la charte de 1976.

- Le Centre international de la Sainte-Baume organise, du 20 [illegible] juillet, une session sur le thème « FEMMES JUIVES, FEMMES CHRÉTIENNES, FEMMES MUSULMANES ». (*Renseignements* : Mme Laure Bousquet, La Sainte-Baume, [illegible] Le Plan-d'Aups.)

- [illegible] l'occasion du trentième anniversaire de la parution de *Portrait du colonisé*, un colloque sera organisé le 18 novembre 1986 à l'Académie diplomatique internationale, 4 *bis*, [illegible] Hoche, Paris (8e). Il portera sur ce livre et sur l'ensemble de l'ŒUVRE D'ALBERT MEMMI. (*Renseignements* : Editions Gallimard, 5, rue Sébastien-Bottin, 75007 Paris.)





QUATRE ANS DE RÉFORMES ÉCONOMIQUES

Le Ghana, du coup d'Etat populiste à l'austérité libérale

AU mois d'avril dernier, le gouvernement d'Accra [redacted] contraint de renoncer à raccourcir la durée des congés payés dans la fonction publique, projet qui faisait partie d'un vaste plan destiné [redacted] réduire de 25 [redacted] les dépenses de l'Etat. Ce recul témoigne de la vigueur de l'opposition que suscite, parmi les travailleurs des villes, la politique d'austérité mise en œuvre sous les auspices du Fonds monétaire international. Certes, le déclin économique a été enrayé et les bailleurs de fonds étrangers applaudissent. Mais au prix [redacted] l'abandon des engagements révolutionnaires que la junte du lieutenant Rawlings avait proclamés lors de son arrivée au pouvoir, le 31 décembre 1981.

Par YAO GRAHAM *

« [redacted] *réforme* [redacted] *plus impressionnantes en Afrique* » : [redacted] par [redacted] termes élogieux [redacted] le [redacted]légué [redacted] la Banque [redacted] réunion du Groupe consultatif sur le Ghana – [redacted] en novembre [redacted] – qualifiait [redacted] mesures économiques prises par le Conseil [redacted] provisoire de [redacted] (Provisional National [redacted] Council, PNDC). Ces louanges rejoignent [redacted] milieux [redacted] apôtres [redacted] libre-échange, qui ne manquent pas de saluer [redacted] « *courage* » [redacted] l'« *audace* » du gouvernement d'Accra.

En Afrique aussi, [redacted] *réforme* » [redacted] Ghana ont [redacted] un vif intérêt. Le [redacted] populaire dont [redacted] auteurs du coup [redacted] 31 décembre 1981, [redacted] objectifs proclamés [redacted] politiques radicales, l'image populaire [redacted] la simplicité du président du PNDC, le lieutenant Rawlings (bien éloigné [redacted] la pompe quasi monarchique de [redacted] de gouvernements africains), et les prises de position progressistes sur [redacted] internationale avaient fait du PNDC l'héritier de la tradition anti-impérialiste de Kwame N'Khrumah.

Alors que la crise et la famine sévissent [redacted] le [redacted] africain, [redacted] observateurs [redacted] pouvaient manquer [redacted] impressionnés par les [redacted] revendiqués [redacted] le gouvernement d'Accra et par sa [redacted] affichée d'appliquer une politique économique apte [redacted] encourager la production [redacted] à accroître la [redacted]tabilité.

De [redacted] officielle, le produit intérieur brut (PIB) aurait augmenté [redacted] moyenne de 3,3 % entre [redacted] et 1985, avec une pointe de 7,6 [redacted] entre 1983 et 1984. La productivité, qui tendait [redacted] baisser, [redacted] remontée, [redacted] l'inflation aurait [redacted] énergiquement freinée, [redacted]sant de 75 % en [redacted] moins de 20 % [redacted]. Une « *amélioration sensible du niveau de vie* » serait en vue.

[redacted] flatteur, alors que [redacted] avait [redacted] d'une situation désastreuse. De 1971 [redacted] 1982, une sévère baisse de la [redacted] avait [redacted] les [redacted] directement productifs, tandis que s'épanouissaient la spéculation, le marché noir [redacted]. En particulier, [redacted] production [redacted] globale diminuait de [redacted] %, [redacted] que [redacted] population croissait annuellement [redacted] 2,6 [redacted]. En 1982, [redacted] importations ali[redacted] représentaient [redacted] volume [redacted] 1971. La part du [redacted] manufacturier [redacted] l'ensemble de l'activité économique passait de 11 [redacted] à 6 %, [redacted] moyen [redacted] d'utilisation [redacted] capacités [redacted] production oscillait [redacted] 15 [redacted] %.

Durant [redacted] décennie, [redacted] d'exportation avaient chuté [redacted] 52 [redacted] ; [redacted] cacao, qui n'en représente pas moins [redacted] 60 %, [redacted] même sa production s'effondrer de 454 000 à 220 000 tonnes. La production [redacted] minerai s'était [redacted] de [redacted]. Les [redacted] d'équipement et l'infrastructure du pays, notamment [redacted] transports, se détériorèrent rapidement. Une grave crise [redacted] accompagnait ce déclin. En 1981, [redacted] recettes fiscales ne représentaient que 9 % des dépenses de l'administration centrale, alors que le [redacted] budgétaire devait représenter 14,5 [redacted] du [redacted]. L'inflation dépassait (en moyenne) [redacted] par [redacted], alors que [redacted] (la monnaie nationale), [redacted] affaibli, conservait [redacted] d'échange surévalué de 1978.

« Une révolution qui mette fin à toutes les révolutions »

L[redacted] conséquences [redacted] de cette gestion furent [redacted]. Les [redacted] réels diminuèrent de 83 %, les [redacted] de l'échange [redacted] se dégradèrent aux dépens de la paysannerie. Les produits [redacted] première [redacted] manquaient, [redacted] services [redacted]ciaux étaient démantelés. Les couches les plus [redacted] de la population avaient de plus [redacted] plus [redacted] peine à [redacted] et [redacted] logements sociaux [redacted] se dégradaient rapidement. Au sommet de la pyramide sociale, une infime co[redacted] spéculateurs parasites, de promoteurs [redacted] de hauts fonctionnaires – une [redacted] de « [redacted] riches » [redacted]gendrée par la crise – recueillaient les fruits de [redacted] désintégration économique [redacted] de la [redacted].

[redacted] de [redacted] circonstances, la [redacted]pulation s'engagea [redacted] zèle, [redacted] le 31 décembre 1981, dans [redacted] lutte pour « [redacted] *révolution qui* [redacted] *fin à* [redacted] *les révolutions* » [redacted] « *transforme la* [redacted] *socio-économique* » de la société.

Aujourd'hui, le déclin économique est enrayé, [redacted] un coup d'arrêt a [redacted] donné aux exactions [redacted] plus criantes des « nouveaux riches ». Mais, d'abord applaudie [redacted] la communauté des [redacted] donateurs et par une grande partie des groupes sociaux ghanéens, la nouvelle politique économique [redacted] recueille plus l'aval que [redacted] créanciers. De la Grande-Bretagne, en particulier, dont le représentant [redacted] la réunion de Paris estima que, « *si l'on soutient* [redacted] *mesures de réformes prônées par* [redacted] *FMI* [redacted] *Banque mondiale, on* [redacted] *peut* [redacted] *sou*[redacted] *Ghana* ». La Banque mondiale elle-même, [redacted] la multitude d'études et [redacted] rapports qu'elle a [redacted]és depuis 1983 au Ghana, voit [redacted] ce pays un « *chef de file potentiel* » de l'Afrique.

A l'intérieur, cependant, [redacted] politique économique du gouvernement [redacted] suscité [redacted] réactions mitigées. En 1983, les mesures [redacted] rigueur budgétaire provoquèrent de [redacted] dissensions. L'aile [redacted] du régime et [redacted] classes nanties cherchèrent alors à tirer parti de la dévaluation de 900 [redacted] du cédi, pour ren[redacted] le gouvernement, et l'on vit encore les classes laborieuses, [redacted] particulier [redacted] ouvriers des villes, [redacted] front pour [redacted] régime.

Aujourd'hui, [redacted] ouvriers sont parmi les détracteurs [redacted] plus [redacted] du pro[redacted] économique gouvernemental. En janvier et en février 1986, leur mé[redacted] s'est massivement exprimé, pour la première fois, [redacted] forme de [redacted] à Accra et [redacted] la ville portuaire de Tema, [redacted] protester [redacted] les mesures [redacted] en janvier, [redacted] une nouvelle dévaluation du cédi. Les manifestants de[redacted] que [redacted] rapportées ces [redacted] accusaient [redacted] de ne plus respecter [redacted] fa[redacted] de la démocratie.

En revanche, [redacted] d'hier font aujourd'hui partie du cercle [redacted] des partisans [redacted]. Les [redacted] de l'Eglise, certains [redacted] principaux magis[redacted], des [redacted] politi[redacted] garde, des industriels, [redacted] traditionnels [redacted]brent [redacted] « *modérées* » [redacted] « *réalistes* » du PNDC [redacted] autant de ferveur que [redacted] bureaucrates du FMI [redacted] de la Banque mondiale.

Depuis le mois d'août 1983, le Ghana a obtenu près de 600 millions [redacted] du FMI pour un [redacted] économique devant permettre [redacted] réajuster [redacted] prix au [redacted] la production, en décourageant [redacted] spéculation. La [redacted] du [redacted] pu[redacted] assainie, et [redacted] investissements privés encouragés.

Favoriser [redacted] exportations, tel [redacted] l'axe de la [redacted] politique. La flexibilité [redacted] taux [redacted] et [redacted] dévaluations successives du [redacted] – de 3 272 [redacted] total depuis 1982, – les [redacted] des prix [redacted] la production – la tonne de cacao est passée, de 1982 à 1985, de 12 000 [redacted] 000 cédis – et [redacted] supplémentaires [redacted] aux exportateurs pour leur permettre de placer leurs gains [redacted] l'étranger [redacted] autant de [redacted] ce sens. Une part importante des prêts obtenus, en particulier de la [redacted]que mondiale, [redacted] exportations – industries minières et bois d'œuvre – et aux in[redacted] qui [redacted].

[redacted] l'Etat [redacted] constitué une autre des priorités. La [redacted] élargie [redacted] rationalisée par l'introduction de nouveaux impôts – [redacted] pour [redacted] indépendants, – par l'augmenta[redacted] des anciens [redacted] remise [redacted] pied des perceptions.

Néanmoins, c'est [redacted] grâce [redacted] en [redacted] – voire [redacted] suppression – de certains [redacted] dépenses que [redacted] gouvernement [redacted] pu, [redacted] cours [redacted] ces quatre années, [redacted] le déficit budgétaire [redacted] un niveau moyen [redacted] 3,5 [redacted] du PIB. [redacted] touchées, [redacted] premier lieu, [redacted] subventions [redacted] la consommation – supprimées [redacted] pour [redacted] produits pétroliers [redacted] que ceux-ci avaient [redacted] leurs prix multipliés par onze depuis [redacted] – [redacted] aux services sociaux [redacted] aux organismes publics, qui [redacted] de [redacted] pour [redacted] administrations locales.

Le contrôle [redacted] prix en vigueur depuis l'indépendance [redacted] été quasiment démantelé, [redacted] échanges [redacted]ciaux [redacted] été libéralisés.

La proposition, avancée [redacted] 1982, d'un monopole d'Etat sur le [redacted] extérieur, relayé [redacted] l'intérieur [redacted] un ré[redacted] de magasins coopératifs disposant [redacted] l'exclusivité de [redacted] commercialisation de certains produits dont [redacted] prix serait imposé, [redacted] été abandonnée. L'Etat n'est plus qu'un protagoniste parmi d'autres [redacted] marché. [redacted] spéciales (Special Unumbered License, SUL) – [redacted] l'origine de 10 [redacted] du total [redacted] importations – permettent aux particuliers possédant [redacted] d'importer [redacted] gamme d'articles. Un nouveau négoce de ces produits de luxe [redacted] proli[redacted] – la principale [redacted] commerçante d'Accra [redacted] le surnom d'« Oxford Street », [redacted] l'une des boutiques, comme par hasard, a été baptisée Le Mirage.

[redacted] « *l'effort* [redacted] *entrepris* [redacted] *accroître* [redacted] *production* » [redacted] le Dr Botchway, secrétaire aux [redacted] la planification, re[redacted] recherche in[redacted] capitaux étrangers. Malgré [redacted] tentatives [redacted] diversification, en particulier [redacted] Golfe, le Ghana [redacted] totalement dépendant [redacted] FMI, [redacted] la Banque mondiale [redacted] organismes [redacted] prêt [redacted] capitalistes développés. Les accords stand-by [redacted] le FMI [redacted] réunions annuelles à [redacted] Groupe [redacted] pour le [redacted] les principaux [redacted] de [redacted] quête [redacted] financiers. Les milieux gouvernementaux [redacted] aussi, pour attirer [redacted] capitaux privés étrangers dans [redacted] productifs [redacted] l'économie, [redacted] du [redacted] investissements.

Pour [redacted] investisseurs nationaux, [redacted] facteurs-clés demeurent la [redacted] l'amélioration [redacted] conditions offertes au capital privé. Ainsi, [redacted] d'intérêt n'ont [redacted] s'élever depuis [redacted], car [redacted] responsables officiels [redacted] grandes banques estiment [redacted] « [redacted] *d'intérêt positifs* » favoriseront l'injection [redacted] l'argent thésaurisé [redacted] circuit bancaire. Les dépôts à [redacted] rapportent [redacted] %, [redacted] maximaux des prêts atteignent [redacted].

Nuancer le bilan

AU cours d'une [redacted] conférence de presse, le Dr Botchway a reconnu [redacted] le programme économique avait [redacted] « *de sévères limitations* (...) *notamment dans* [redacted] *réalisation* [redacted] *objectifs macro-économiques et dans la* [redacted] *en œuvre des programmes sociaux* ». Le secteur [redacted] exportations [redacted] un bon exemple [redacted] ces [redacted] : aucun produit n'y [redacted] en [redacted] atteint le niveau [redacted] production fixé en 1983. Dans le cas du cacao, il [redacted] certes [redacted] compte [redacted] catastrophes naturelles de [redacted] et de leurs conséquences sur des plants qui mettent plusieurs [redacted] parvenir [redacted]. [redacted] grave, en revanche, [redacted] l'échec [redacted] le domaine du [redacted] d'œuvre : [redacted] de [redacted] d'exportations en 1985, alors que le plan prévoyait 270 millions.

Le [redacted] manufacturier n'a [redacted] connu non plus le redressement escompté ; le taux d'utilisation [redacted] capacités [redacted] inférieur au médiocre [redacted] de [redacted]. Cette apathie persistante s'explique [redacted] les dévaluations successives, qui ont [redacted] une hausse substantielle [redacted] prix [redacted] produits locaux [redacted] du [redacted] des importations.

Par ailleurs, se conformant aux injonctions du FMI, le gouvernement a freiné la croissance monétaire [redacted] imposé un rigoureux plafond [redacted] prêts [redacted] destinés aux [redacted] public et privé. Cette restriction [redacted] liquidités pèse lourdement sur [redacted] entreprises dont [redacted] situation financière, après des [redacted] de maigre production et [redacted] dépréciation de leurs actifs, [redacted] fragile : [redacted] possibilités d'emprunt [redacted] d'autant plus [redacted] la hausse [redacted] taux d'intérêt [redacted] forte.

[redacted] son programme [redacted] redressement économique de [redacted] 1982, le [redacted] réduire [redacted] pléthoriques du secteur public ; [redacted] contrepartie, [redacted] gou[redacted] avait promis d'affecter [redacted] licenciés « *à* [redacted] *activités agricoles plus productives,* [redacted] *vaux communautaires et* [redacted] *tion* [redacted] *logements ouvriers* ».

Ces [redacted] n'ont [redacted] comme en a témoigné le licenciement [redacted] de 19 000 employés [redacted] de commercialisation [redacted] (Cocoa Marketing Board) imposé [redacted] conditions [redacted] pouvoir, [redacted] seule préoccupation de [redacted] financiers [redacted]. Le syndicat des [redacted]ministrations [redacted] part [redacted]noncé les mises à pied et les « *licenciements massifs* [redacted] *l'autel d'une meilleure gestion financière* ». Le [redacted] privé [redacted] menacé, [redacted] qui risque de gonfler d'autant [redacted] déjà serrés des sans-emploi.

Si les prix sont peu [redacted] peu libéralisés, [redacted] salaires, en revanche, [redacted] strict contrôle. Les négociations [redacted] se déroulent dans [redacted] des directives [redacted]. Le salaire minimum journalier [redacted] à [redacted] cédis, chiffre bien en-deçà des 300 cédis exigés par le Trade Unions Congress (TUC), [redacted] même des calculs de la Banque mondiale, qui, [redacted] une étude en juin 1984, [redacted] cédis par jour la somme [redacted] nécessaire [redacted] l'alimentation de base d'un adulte. Une [redacted] disparité est évidemment [redacted] d'inciter [redacted] l'augmentation de la productivité, [redacted] les [redacted]rités [redacted] pourtant [redacted] leur [redacted] de bataille.



(Chauvel-Sygma)

FILE D'ATTENTE DEVANT UNE BANQUE POUR ÉCHANGER DES BILLETS RETIRÉS DE LA CIRCULATION
Le cédi, monnaie nationale, a été dévalué de 3 272 [redacted] depuis 1982

Au mécontentement [redacted] la [redacted] rémunérations s'ajoute l'indignation que soulèvent [redacted] ponts d'or [redacted] aux consultants étrangers. Le TUC a d'ailleurs [redacted] la soumission [redacted] la « *politique économique au* [redacted] *Banque mondiale et du* [redacted] » et [redacted] « *trahison* » du programme de redressement de [redacted] qui devait mettre [redacted] place [redacted] « *fondements d'une économie nationale intégrée et autosuffi*[redacted] », grâce à un [redacted] accru [redacted] l'Etat [redacted] l'économie et [redacted] un changement politique qui réduirait l'influence [redacted] tirant parti [redacted] la crise.

Le dénuement [redacted] paysans sert [redacted] justification à la politique salariale officielle. Pourtant, peu de mesures ont été prises pour améliorer ou pour stabiliser les revenus des agriculteurs, [redacted] part ceux qui travaillent [redacted] exportations (cacao, noix de coco, coton, tabac), pour lequel [redacted] prix [redacted] production ont [redacted] au [redacted] de ces trois dernières années.

Une grande partie [redacted] la paysannerie demeure [redacted] la [redacted] marché, qui jouent [redacted] en sa faveur. L'exceptionnelle [redacted] maïs [redacted] 1984, [redacted] la réaction [redacted] paysans à [redacted] pénurie et [redacted] hausse des prix de 1983, entraîna paradoxalement [redacted] nou[redacted] pertes pour les cultivateurs. Car, à défaut d'un système organisé de [redacted]mercialisation et de stockage, les cours s'effondrèrent. Les cultivateurs de [redacted] (manioc) subirent la même épreuve. Aussi, l'année suivante, [redacted] production de maïs fut-elle réduite de 574 000 [redacted] 000 tonnes, tandis que celle de [redacted] tombait de 4 millions [redacted] un peu plus de [redacted] millions.

L'heure des comptes a sonné. Le Ghana doit rembourser [redacted] FMI les crédits [redacted] au cours [redacted] trente derniers mois. De 1985 [redacted] 1988, le service de la dette ne représentera [redacted] moins de 60 [redacted] recettes annuelles d'exportation, pour lesquelles on n'attend aucune [redacted] sensible. Certains indices laissent même prévoir une baisse [redacted] cours [redacted] cacao. Le pays [redacted] donc continuer [redacted] emprunter s'il [redacted] maintenir le niveau [redacted] importations, et [redacted] re[redacted] au FMI, « *prêteur* [redacted] *premier* [redacted] », [redacted] inévitable. Cependant, [redacted] le cadre de deux accords stand-by en 1983 [redacted] en 1985, le Ghana [redacted] bénéfi[redacted] représentant 333 [redacted] de [redacted] quote-part au [redacted] monétaire et se si[redacted] la fourchette supérieure, [redacted] conditions de prêt sont plus contraignantes.

Contrairement [redacted] ce qui s'est produit [redacted] comme l'Egypte, le Maroc ou la Tunisie, aucune « émeute [redacted] faim » n'est [redacted] troubler le calme au [redacted] malgré [redacted] sacrifices imposés [redacted] population. Le lieutenant Rawlings [redacted] disposait en effet, [redacted] début, d'un capital [redacted] confiance exceptionnel. N'avait-il [redacted] promis [redacted] transformation radicale de [redacted] société, au [redacted] plus pauvres ? Quatre [redacted] après l'avènement [redacted] régime, il a perdu le [redacted] ouvriers, [redacted] tion [redacted] d'autant plus grave que [redacted] libéralisme économique s'est accompagné d'une réduction progressive [redacted] l'espace [redacted] à l'initiative politique.

L'enthousiasme [redacted] 1982-[redacted] – [redacted] fut reconnu le droit d'expression des ouvriers sur leur lieu de [redacted] – n'a plus cours. Le mot d'ordre officiel pour le quatrième anniversaire de [redacted] au pouvoir [redacted] PNDC, « *solidarité dans le travail pour un développement pacifique* », montre bien [redacted], désormais, le gouvernement se [redacted] activité indépendante politique ou syndicale. [redacted] de [redacted] la révolution (CDR) [redacted] réorientés vers [redacted] productives [redacted] politiques et [redacted] défense du régime, de telle [redacted] que le cœur n'y est plus. Et la répression [redacted] s'abattre sur [redacted] militants les plus [redacted] en témoigne l'arrestation [redacted] journalistes Kwesi Pratt [redacted] Kweku Baako, de l'ancien secrétaire général [redacted] l'Organisation panafricaine [redacted] étudiants, M. Akoto Ampaw, et d'un responsable [redacted] CDR, M. Ralph Xugbe.

A l'heure actuelle, vingt-deux pays africains appliquent les programmes de stabilisation préconisés par le FMI, alors que celui-ci, [redacted] une étude récente, confirme la médiocrité [redacted] résultats obtenus [redacted] l'aide des médications [redacted] Washington. Au Ghana, [redacted] conditions exceptionnelles étaient [redacted] pour un nouveau test : un régime révolutionnaire, disposant d'une large [redacted] populaire [redacted] prêt [redacted] suivre les prescriptions libérales. Mais [redacted] n'est pas seulement la crédibilité du FMI en Afrique qui y est [redacted] jeu, c'est aussi la légitimité du régime. Car celui-ci est [redacted] convaincu que sa politique « *représente* [redacted] *première tentative, au* [redacted] *deux dernières décennies, de s'attaquer aux problèmes* [redacted] *gestion macro-économique* [redacted] *transforma*[redacted] *structurelles* ».

* Ecrivain ghanéen.

QUAND LA « PEUR DE L'AUTRE » OUVRAIT LA VOIE AU FASCISME

En France, la classe ouvrière [redacted] milieux sociaux [redacted]nellement exclus du pouvoir politique ont trop [redacted] sion d'obtenir une majorité par[redacted]re et [redacted]ouvernement porteurs de leurs aspirations. Cinquante [redacted] séparent l'av[redacted] du Front populaire, en juin 1936, de la défaite é[redacted] en mars 1986. A l'espoir qu'avait suscité la [redacted] expérience succède, un demi-siècle plus tard, le [redacted] par la seconde.

Entre-temps, la France et le monde ont changé et connu les bouleversements que l'on sait. Rien ne serait donc comparable entre ces deux événements. Sinon le contexte écon[redacted]que et social de crise et de chômage dans lequel ils se sont déroulés, l'exacerbation des tensions internationales, la violente contre-offensive idéologique et économique de la droite, enfin l'échec de la première « force tranquille » que rappelle René Bayssière. Sinon, également, la montée de l'intolérance et de l'extrémisme, cette lente perversion du régime libéral qui, en Allemagne et en Italie, ouvrit la voie au fascisme au nom du réalisme, et que fait revivre Philippe Videlier.

CHRISTIAN DE BRIE.

DEUX LIVRES DE PIERRE MILZA

De partout, d'hier et d'aujourd'hui...

A la fin de l'année 1930, *Antieuropa*, revue ultra, proclamait que *« la conquête du pouvoir en Italie n'a été que le début d'une action européenne »*. Dans deux [redacted] à quelques [redacted] d'intervalle (1), Pierre Milza nous entraîne [redacted] quatre coins de cette Europe bottée, et bien au-delà dans l'espace et dans le temps, du Japon à l'Amérique latine, de Drumont [redacted] aujourd'hui.

Les Fascismes se présente sous la forme d'une vaste synthèse de l'histoire de ces mouvements et des questions qu'ils soulèvent encore. [redacted], au singulier, *« une encyclopédie de poche efficace, rapide [redacted] consulter »*, dans une nouvelle collection (malheureusement un peu chère) : « Le [redacted] de... », construite autour de [redacted] complète utilement [redacted] *Fascismes*. Pierre Milza consacre aux « modèles » italien et allemand près [redacted] la moitié des pages [redacted] son principal ouvrage. Mais il réserve également son attention au « cas français » : les nationalismes du dix-neuvième siècle, les Ligues des années 30, Vichy... et le reste.

Pays après pays, apparaissent des espèces peu connues du monde de l'aryanité : l'America First Party du R.P. Coughlin, animateur sur NBC de « L'heure d'or de la petite fleur », une émission consacrée, non pas à Sidney Bechet, mais [redacted] de [redacted] imprécations contre les juifs, les rouges, [redacted] ou encore [redacted] Parti fasciste [redacted] Vladimirovitch Rodzevski, créé au Mandchoukouo à [redacted] des baïonnettes japonaises, et qui comptait en [redacted] vingt mille membres parmi la diaspora russe blanche.

L'effet panoramique produit une curieuse impression : voir ces nationalistes de partout dénoncer les minorités d'ici et d'ailleurs et réclamer leur espace vital, les Finlandais du IKL s'en prendre aux Suédois, les Suisses du Front national lancer leur cri de guerre « *Haarus !* » (Dehors !), les Flamands revendiquer les Pays-Bas, le Parti fasciste tchèque exiger l'expulsion des Allemands des Sudètes et le Parti nazi des Sudètes prôner son rattachement [redacted] l'Allemagne — la tragédie est née sur fond de dérisoire.

Les Fascismes ne constitue pas seulement un ouvrage de référence, c'est aussi un livre [redacted] débat sur la nature du phénomène. A travers [redacted] description minutieuse [redacted] tous les mouvements fascistes et fascisants, Pierre Milza met en lumière l'extrême diversité des extrémistes et pose la question — centrale dans le livre — des rapports du spécifique et de l'universel dans cette histoire tourmentée des partisans [redacted] tout genre de l'ordre nouveau.

Le fascisme tel qu'on l'a connu dans les années 30 est apparu [redacted] une époque où l'impérialisme se déployait encore dans le cadre de l'État-nation, et, dit Pierre Milza, *« il a surtout tiré profit de données qui appartiennent aujourd'hui au passé : la destructuration de sociétés traditionnelles tout juste entrées dans l'ère industrielle, l'incapacité des élites à intégrer les masses ainsi rendues disponibles, l'absence dans certains pays de traditions démocratiques et surtout les effets traumatisants du premier conflit mondial et de la révolution bolchévique »*.

La planète présente, en effet, une configuration nouvelle, et dans le monde écartelé où nous vivons, les puissances imposent sinon leurs valeurs, [redacted] moins leurs normes. C'est sans doute pourquoi, si Somoza père avait fréquenté les Camisas Azule nicaraguayennes en 1935, Somoza fils estimait que les soudards de la Guardia Nacional *« philosophiquement sont des démocrates »* et lui-même un champion du « monde libre [redacted] au même titre — ce sont les comparaisons qu'il donne dans ses Mémoires — que Pinochet, Alfredo Stroessner, le chah d'Iran, les dirigeants de l'Afrique [redacted] les généraux argentins, bref, [redacted] anticommunistes [redacted] Etats-Unis.

Comme en 1983 un journaliste du *Tiempo* de Madrid demandait au général Camps, [redacted] Buenos-Aires, qui revendique [redacted] son [redacted] la responsabilité de cinq mille disparitions, [redacted] n'était [redacted] un [redacted] de Hitler, celui-ci répondit : *« Avec Hitler, j'ai quelques affinités. Par exemple mon intérêt humaniste [redacted] sauver l'homme et [redacted] lutter contre la campagne communiste permanente, pleine de mensonges. En tout cas, si vous insinuez que je suis nazi, je vous dis que non. Je me considère comme un homme de droite, conservateur, mais humaniste [redacted] l'extrême. »* Dès lors, ne faut-il pas imaginer que le fascisme puisse exister, dans le monde contemporain, non plus sous la forme de l'identification au modèle mussolino-nazi, mais, dans sa substance, sur le mode de la proximité [redacted]

Ph. V.

(1) Pierre Milza, *les Fascismes*, Imprimerie nationale, Paris, 1985, 504 pages, 200 F, et *le Fascisme*, MA Editions, coll. « Le monde de... », Paris, 1986, 270 pages, 61 F.

Le temps

Par PHILIPPE VIDELIER *

L'EUROPE était dans l'œil du cyclone. Pierre Mac Orlan constatait dans l'un [redacted] ses romans à suspense qu'en ce temps *« les [redacted] d'ailleurs en [redacted] très bien, [redacted] du [redacted] résignation, les risques [redacted] d'une [redacted]poque de meurtres [redacted] de cataclysmes [redacted] par une folie passagère [redacted] l'humanité* (1) ». *Le Temps*, grand quotidien politique [redacted] financier, jugeait avec sévérité l'accession d'Adolf Hitler [redacted] plus hautes fonctions, le [redacted] janvier 1933, [redacted] évaluait [redacted] chances [redacted] survie du nouveau gouvernement allemand : *« Tout dépendra de [redacted] question [redacted] M. Hitler [redacted] autre chose qu'un agitateur professionnel, s'il [redacted] un caractère, [redacted] force, s'il [redacted] une doctrine [redacted] arrêtée, s'il [redacted] capable, comme le fut [redacted] Italie [redacted] placé dans [redacted] analogue, de prendre hardiment [redacted] responsabilités* (2). » L'Association allemande [redacted] citoyens [redacted] israélite s'employait [redacted] rassurer [redacted] membres : il [redacted] avait [redacted] lieu de penser qu'il ne se produirait pas de manifestations antisémites.

Ces jours-là résidait [redacted] Berlin, Alexander Platz, « [redacted] *bouillonnante, chauffée par l'angoisse* [redacted] *chômeurs* », un Argentin de trente-deux [redacted] qui [redacted] vu, déjà, com[redacted] Buenos-Aires [redacted] police montée traînait, [redacted] chevaux, [redacted] juifs [redacted] barbe blanche du ghetto. Il [redacted] chez Frau D., « [redacted] *grosse personne obsédée par l'idée* [redacted] *manger* » qui [redacted] connu [redacted] meilleurs : *« On nageait dans la graisse d'oie »*, disait-elle. Hitler était entré [redacted] chancellerie [redacted] femme, fouettée par la crise, qui votait [redacted] gauche (social-démocrate, SPD) [redacted] pensait parfois plus [redacted] gauche [redacted] (communiste, KPD), nageait maintenant dans la perplexité : *« Le peuple [redacted] un tel enthousiasme pour lui ! Et après tout, pourquoi ne pas lui donner l'occasion [redacted] réaliser ce qu'il a promis ? Qui [redacted] ?... [redacted] homme qui [redacted] réussi [redacted] debout un pareil mouvement !...*

— [redacted] *programme anti*[redacted] *de Hitler,* [redacted] *D., et vous êtes pourtant juive.*

— *Les nazis ne sont pas contre les juifs* [redacted] *cette youpinerie* [redacted] *de Pologne, d'Autriche.* [redacted] *pouilleux* [redacted] *Grenadierstrasse. Qu'ils les* [redacted] *sont venus ici après 1914, ils se sont* [redacted] *de* [redacted] *misère du peuple* [redacted] *Moi, que voulez-vous, quand je* [redacted] *une* [redacted] *ces juives polonaises* [redacted] *choisir* [redacted] *poule la plus dodue,* [redacted] *ses doigts pleins de bagues, j'ai envie* [redacted] *lui cracher à la figure. Ils nous* [redacted] *pris,* [redacted] *ces sales youpins. Ils* [redacted] *sales, sales, ils ne* [redacted] *jamais !* (3). »

C'était une chose qui, en Angleterre, [redacted] frappé George Orwell que cette capacité de pénétration du [redacted] chez les gens, parfois même parmi ceux qui avaient [redacted]ter. Le 16 mars 1936, à Barnsley, une ville minière du Yorkshire, il avait assisté [redacted] un meeting de Sir Oswald Mosley, le chef de la British Union [redacted] Fascists, et en [redacted] sorti impressionné : « [redacted] *fut* [redacted] *piège* [redacted] *applaudissements —* [redacted] *libre pour l'Empire,* [redacted] *juifs* [redacted] *étrangers, plus* [redacted] *réduction* [redacted] *temps* [redacted] *travail,* [redacted] (4). » Bien qu'il trouvât que [redacted] « *dragons* [redacted] » de Mosley avaient l'air de *« sortir d'une opérette* [redacted] *Gilbert* [redacted] *Sullivan »*, Orwell [redacted] tenir [redacted] l'œil [redacted] chef [redacted] Chemises noires britanniques, car *« c'est parfois un avantage pour un politicien* [redacted] *dents longues que de* [redacted] *être pris trop au* [redacted] *ses débuts* (5) ».

Tout [redacted] commencé [redacted] Italie. En un [redacted] plus de quinze ans, [redacted] leur, noires, bleues, [redacted] ou brunes, avaient pris possession d'une bonne partie de l'Europe et il fallait saluer bizarrement des insignes bizarres : croix gammées, fléchées, « *cafards* » (les mauvais esprits les appelaient comme cela en Italie) (6), et l'on devait, en sus, avoir l'air fasciste. « *L'air fasciste* », racontait Henri Béraud, le Béraud d'avant *Gringoire*, qui parcourait l'Europe pour les [redacted] du *Petit Parisien*, l'air fasciste, rapportait-il, [redacted] à faire les gros yeux [redacted] les maxillaires pour imiter le Chef.

C'est pourquoi, dans ce monde nouveau du paraître vertueux, une ritournelle fut déclarée suspecte par *l'Impero*, l'un [redacted] organes du régime mussolinien. Il paraît qu'on chantait [redacted] tons : « *Non t'arrabbiare / La vita* [redacted] *breve.* » *(Ne t'énerve pas /* [redacted] *vie* [redacted] *courte.)* « *De deux choses l'une,* [redacted] le journal fasciste, [redacted] *bien* [redacted] *refrain* [redacted] *signifie rien du tout,* [redacted] *alors de quoi rit-on ? Ou bien il signifie quelque chose,* [redacted] *alors ce quelque chose ne* [redacted] *plaît pas* (7). » « *Ah ! c'est qu'avec notre Duce il ne faut* [redacted] *plaisanter !* » Car le fascisme est tout sauf une plaisanterie.

Dans les « Petits livres de [redacted] patrie » [redacted] la couverture multicolore, on [redacted]gnait à [redacted] bambins aux joues roses, coiffés du [redacted] noir, qu'en l'an 1922 *« l'Italie meurtrie par tant de bles*[redacted] *invoquait, par* [redacted] *bouche de* [redacted] *citoyens les meilleurs, un sauveur (...).* [redacted] *partout,* [redacted] *murmurait : « Mussolini ! Mussolini !* (8) »

Angelica Balabanova, grande figure romantique de [redacted] début de siècle, avait connu Benito Mussolini à Lausanne en 1904, dans un meeting du Parti socialiste italien qu'elle animait. La description qu'elle donne [redacted] personnage [redacted]

* Historien, université de Lyon-II.



(Elsever Séquoia)

AFFICHE MUSSOLINIENNE DE 1921

Le jeune *squadrista* réveille les consciences assoupies

Juin 1936 : le Front populaire,

Par RENÉ BAYSSIÈRE

LES [redacted] Front populaire semblent [redacted] ceci [redacted] particulier que la nostalgie qu'on éprouve à les célébrer n'est jamais tout [redacted] fait ce qu'elle pourrait être. Soit le culte vacille et le mythe, [redacted] la lumière du présent, s'effrite, soit il s'avive en âge d'or. Est-ce pour cette raison que cette commé[redacted] n'a [redacted] lieu [redacted] sur [redacted] sujet qu'à [redacted] rares publications nouvelles (1), [redacted] quelques [redacted] études plus ou moins anciennes.

[redacted] cinquantenaire renforcerait [redacted] encore la [redacted] : [redacted] gauche, majoritaire en 1981, ne [redacted] plus depuis deux mois, et [redacted] du 16 mars redouble celui du Front populaire, [redacted] souligne l'agonie plus qu'il n'en rappelle l'embellie.

[redacted] 5 juin [redacted], en effet, Léon Blum concluait [redacted] l'annonce [redacted] la radio de la constitution [redacted] son gouvernement [redacted] Front populaire : « *Un grand avenir s'ouvre devant la démocratie française.* [redacted] *l'adjure, comme* [redacted] *du* [redacted] *s'y engager avec cette force tranquille qui est la garantie de victoires nouvelles.* » Ce n'est pas un hasard si cette « *force tranquille* » empruntée [redacted] l'homme qui personnifie [redacted] le Front populaire inspira [redacted] campagne présidentielle [redacted] M. François [redacted] en 1981, [redacted] tard. C'est qu'à gauche, avec des nuances il est vrai, [redacted] mémoire collective reste marquée du grand espoir levé par la victoire au deuxième [redacted] législatives, le 3 [redacted] 1936, [redacted] rassemblement populaire composé des radicaux, des socialistes et des communistes.

[redacted] rassemblement prit [redacted] juin [redacted] pour « *défendre la démocratie et dissoudre les ligues factieuses, pour mettre nos libertés hors de l'atteinte du fascisme... donner du pain aux travailleurs, du travail* [redacted] *jeunesse* [redacted] *au monde la grande paix humaine* ». Il avait été préparé par le pacte politique conclu en juillet 1934 [redacted] SFIO [redacted] Parti communiste en réponse [redacted] l'émeute droitière du 6 février 1934, dans laquelle la gauche avait vu le visage du fascisme (2).

Ainsi, la France politique est-elle coupée en deux blocs. Mais, [redacted] droites, [redacted] campagne électorale, [redacted] posi[redacted] gauche, marquent quelques équivoques, dont [redacted]gnent les programmes et [redacted] : « *Le Rassemblement populaire est loin d'être un mouvement révolu*[redacted] *comme on* [redacted] *vous* [redacted] *présenter ; car aujourd'hui les facteurs de troubles et de guerre civile sont* [redacted] *droite. D'ailleurs,* [redacted] *Rassemblement populaire n'est pas un parti politique ; c'est une large formation de défense républicaine...* », [redacted] un candidat radical du Finistère (3).

Chacun veut rassurer, et la victoire électorale amplifiera cette attitude : « *Le Front populaire est une modalité du front patriotique,* proclame Emmanuel [redacted] *Français ne veulent pas la guerre civile, ils n'ont pas les moyens de la mener. Nous avons* [redacted] *défendre le plus beau royaume sous le ciel (...),* [redacted] *second empire* [redacted] *du monde, un des plus grands héritages culturels et moraux qu'une nation ait jamais reçu de son histoire* (4). »

La gauche, majoritaire électoralement, [redacted] qu'elle n'a pas définitivement [redacted] sa majorité sociologique et que, [redacted] la [redacted] n'est pas [redacted] Ainsi, [redacted] adjure-t-il [redacted] droite, dans *l'Ami du peuple* [redacted] 7 mai 1936 : « *Ayons confiance les uns dans les autres et veillons, calmes mais résolus. Un coup de tornade* [redacted] *amené le Front populaire, un coup de balai le renverra* [redacted] *la loge et au ghetto d'où il n'aurait jamais dû sortir.* [redacted] *faut avoir cette certitude et combattre sans se décourager, sans se lasser, pour ces deux raisons capitales que nous ne sommes pas ici* [redacted] *pays des moujiks et que notre patrie s'appelle la France* (3). »

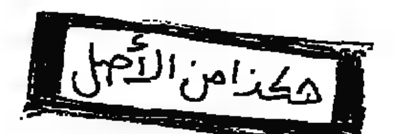
Dans l'histoire de la République, c'est, en effet, [redacted] première fois qu'un socialiste préside le gouvernement avec [redacted] communistes. Malgré [redacted] manœuvres, [redacted] radicaux, grands [redacted] la consultation, n'ont pu en [redacted]. Quant au Parti communiste, il [redacted] « *la conviction discutable que la non-participation est propre à rassurer, donnant ainsi plus de* [redacted] *au gouvernement* [redacted] ». Celui-ci accède [redacted] pouvoir [redacted] des conditions difficiles, où les urgences se multiplient : environnement international [redacted] menaçant (troupes hitlériennes sur [redacted] rive gauche du Rhin), hostilité du [redacted] d'affaires qui se manifeste par la « *fuite des capitaux* », attaques extérieures contre le franc, grèves « *sur le tas* » qui, de mai à juin, font tâche d'huile.

La grève, un cri de délivrance

CETTE vague de grèves touche près de deux millions de [redacted] D'une ampleur inconnue jusqu'alors, accompagnée le plus souvent d'occupation des usines ou des magasins, elle exprime en ce printemps un « *cri de délivrance, un cri qui naît pourtant d'un long travail antérieur et souterrain et de la puissance de l'exemple. Ni spontanéisme ni complot ; simplement des années d'oppression, de fatigue... puis des années de crises, la même peur mais le spectre du chômage aussi et plus de misère. Et brusquement l'unité syndicale qui se réalise, la victoire électorale, le sentiment qu'on constitue une force et, confusément, une prise de conscience* (4) ».

Ce qui domine et ce dont témoignent les photographies, [redacted] l'atmosphère étonnante de kermesse joyeuse et [redacted] calme [redacted] la fois. Les violences sont rares dans les premières semaines. Un peu comme s'il s'agissait d'illustrer ces mots qui sonnent dans tant de textes de ces journées : « *Le Bonheur, la Paix, la Vie, la République, le Peuple, la Justice, la Liberté et naturellement l'Espoir* (3).. »

Ce « *ministère des masses* » qui s'enivre de la joie d'être solidaire dissipe le temps du mépris. « *Cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange* », écrit



des Chemises noires

ses Mémoires (1938) n'est guère flat[illegible] : amer, timide et tourmenté, d'une maigre culture socialiste, grossier dans ses manières [illegible] point que ses camarades [illegible] étaient indisposés, *« qui aurait pu [illegible] en ce garçon de vingt ans, perdu [illegible] névrosé, l'homme qui dirige aujourd'hui l'Italie ?* (9) ».

Angelica, qui [illegible] d'un naturel compatissant, avait [illegible] attirée par cette détresse. Revenu [illegible] Italie, [illegible] fit son chemin dans le Parti – et pour [illegible] ambitieux ce n'était pas [illegible] difficile. [illegible] les années 1912-1915, Angelica Balabanova et lui [illegible] fréquentèrent beaucoup à la direction de l'*Avanti*, le quotidien socialiste. Mussolini parlait [illegible] ce qu'il appelait *« sa folie »* – son thème préféré, [illegible] Balabanova. Il lui confia un jour : *« La première fois que j'ai [illegible] Poe [illegible] Trente et à Lausanne, j'ai [illegible] j'allais devenir cinglé tellement j'avais peur. Je ne lisais jamais [illegible] soir. Atroce ! (...) J'ai commencé [illegible] des histoires du [illegible] livre s'appel[illegible]* Perversion. »

Ce livre, [illegible] on sait, Mussolini ne l'écrivit [illegible] avec [illegible] plume, mais [illegible] *squadristi*, [illegible] membres [illegible] groupes d'assaut, moins [illegible] cinq ans après avoir rompu avec les [illegible] pour entraîner, [illegible] l'argent français, le peuple [illegible] dans [illegible] guerre.

Le [illegible] petit – dix-[illegible] mille adhérents en octobre 1919. Aux [illegible] novembre, [illegible] Milan, Mussolini, Toscanini, le chef d'orchestre, [illegible] Marinetti, le poète futuriste pour qui la guerre était la seule hygiène du monde, n'obtenaient [illegible] cinq mille voix. Avant sa cristallisation en [illegible] totalitaire – l'image qui [illegible] vée [illegible] consciences, – le fascisme [illegible] passé par divers états. Point [illegible] rassemblement [illegible] les [illegible] antidémocrates : [illegible] perdus de la [illegible] mondiale, nationalistes fanati[illegible] rescapés [illegible] l'aventure de Fiume, transfuges [illegible] syndicalisme révolutionnaire ; troupe [illegible] agrariens menacés par la revendication [illegible] hommes armés *« déguisés [illegible] morts »*, *« pauvres ennemis [illegible] pauvres »*, [illegible] par Ignazio Silone [illegible] (10) ; refuge d'une petite bourgeoisie inquiète [illegible] présent [illegible] son avenir : près de un [illegible] du fascisme de 1921 appartient aux [illegible] ; [illegible] ultime [illegible] le [illegible] au moment de la Mar[illegible] Rome, pour [illegible] dirigeants traditionnels : *« Le [illegible] qui puisse [illegible] paix sociale »*, [illegible] Giolitti, [illegible] la politique italienne.



(Hugo Pratt-Casterman)

CORTO MALTESE ET LES FASCISTES DE CHOC

Terreur et fascination

LE fascisme fut tout cela à la fois. Il ne [illegible] distinguait pas par la clarté [illegible] de gouvernement. Le 23 mars 1919, [illegible] jour [illegible] la fondation, à Milan, des Fasci di combattimento, Mussolini ne [illegible] pas [illegible] précautions [illegible] lorsqu'il s'agissait de satisfaire les aspirations de *« ceux qui ont fait la guerre »* : *« Ils veulent les huit heures ? [illegible] heures ? [illegible] pensions [illegible] et [illegible] vieillesse ? le contrôle sur les industries ?... Nous appuierons ces requêtes* (11). » Deux ans plus tard, [illegible] la [illegible] députés, il [illegible] un Etat *« réduit [illegible] plus simple [illegible] sion »* [illegible] une [illegible] l'*« [illegible] privée »*.

Le fascisme est une [illegible] étages, et Wilhelm Reich [illegible] remarquer que [illegible] propagande est contradictoire, *« différente [illegible] la couche [illegible] la population à laquelle elle s'adresse (...). C'est seulement [illegible] la manipulation de [illegible] sensibilité mystique [illegible] masses qu'elle [illegible] univoque* (12) ». Dans un petit livre [illegible] brillantes, [illegible] dans [illegible] mois qui [illegible] du Führer, [illegible] montre [illegible] fas[illegible] pas un mouvement politique semblable aux autres [illegible] ce que, pour se développer, il ne [illegible] appel à la rationalité, mais, contre la rationalité, à [illegible] à [illegible]. Le [illegible] nourrit de [illegible] dans une dialectique de la terreur et [illegible] la [illegible].

Il [illegible] au [illegible] de la [illegible] démocratique une foule [illegible] gens réceptifs [illegible] thèmes fascistes, ceux qu'Adorno, à partir d'une vaste enquête psychosociologique menée aux Etats-Unis [illegible] l'immédiat après-guerre, désigne comme structurés par une *« personnalité autoritaire »* dont on peut repérer [illegible] constitutifs : conformisme rigide, [illegible] l'autorité, hostilité envers [illegible] comportement déviant, identification [illegible] figures de pouvoir, tendance [illegible] stéréotype, exaltation [illegible] du sexuel, etc. Le genre de [illegible] qui, [illegible] que la défaite [illegible] forces [illegible] l'Axe avait relégué la doctrine au placard [illegible] interdits, tenaient sur [illegible] juifs des [illegible] : *« Je n'ai jamais compris pourquoi Hitler [illegible] si brutal [illegible] Il [illegible] y avoir [illegible] raison, quelque chose qui l'a provoqué »*, ou [illegible] : *« [illegible] Américain [illegible] peut approuver [illegible] les [illegible] fait aux juifs. J'espère [illegible] juifs feront quelque chose [illegible] arrivions [illegible] telles extrémités ici* (13). »

Le fascisme, cependant, ne s'est [illegible] gonflé [illegible] seul pouvoir d'attraction, [illegible] capacités d'intimidation, ni même [illegible] la [illegible] de [illegible] adversaires, mais surtout d'une cascade de [illegible] d'un faisceau [illegible] complicités [illegible] les niveaux [illegible] l'appareil d'Etat.

Pour le [illegible] premier [illegible] 1921, [illegible] pouvaient [illegible] prévaloir, d'après [illegible] recensement for[illegible] approximatif, de la [illegible] cent vingt-six *« organisations [illegible] »*. [illegible] que flambaient les [illegible] du peuple et les [illegible] du travail, [illegible] de culture et les coopératives [illegible], l'armée, la police, la justice et jusqu'au [illegible] ment [illegible] une [illegible] et une [illegible] compli[illegible] que le [illegible] de [illegible] guerre du gouvernement Giolitti, [illegible] Bomoni, [illegible] une circu[illegible] les [illegible] *« [illegible] tenir le [illegible] »* avec les *Fasci*, son collègue de la justice enjoignait [illegible] magistrats [illegible] fermer les yeux [illegible] agissements.

A Sienne, deux [illegible] hommes de troupe [illegible] les carabiniers assistent les escouades fascistes dans leur [illegible] contre la Maison du peuple ; on tire au [illegible] de 63. En Toscane, quatre chefs [illegible] convaincus du meurtre d'un paysan sont [illegible] en liberté ; [illegible] d'entre eux [illegible] quelques mois après, élus députés. *« Le fascisme, il faut bien l'avouer*, raconte l'un [illegible] chefs des groupes de combat de Flo[illegible], *pouvait [illegible] développer [illegible] avoir [illegible] peu près libres, parce qu'on [illegible] auprès des fonction[illegible] des officiers [illegible] d'Ita[illegible] qui nous voyaient [illegible] plaisir marcher à [illegible]* (14). » Et les industriels finançaient, [illegible] l'Ilva, [illegible] société métallurgique. Pensez, la paix sociale !

Et Giolitti [illegible] réjouissait : Mussolini serait l'instrument inconscient de [illegible] politique. [illegible] mai 1921, trente-cinq fas[illegible] entraient au Parlement sur [illegible] listes de la coalition de droite : le Bloc national – *« premier et irréparable geste [illegible] suicide »* de l'Etat libéral, comme le [illegible] Angelo Tasca.

Au soir de la Marche sur [illegible] – admirable mise en scène, – le roi Victor-Emmanuel demandait [illegible] lini de former [illegible] gouvernement. *« Ceux qui croyaient [illegible] le fascisme*, proclamait l'un de [illegible] hérauts en 1923, [illegible] *fois accompli son premier [illegible] douloureux mais nécessaire devoir, allait s'apaiser [illegible] même retomber de [illegible] haut [illegible] s'être [illegible] leur erreur (...). Le fascisme déteste la vieille démocratie et l'agonisant libéralisme* (15). » Il fallut encore du temps pour qu'avec [illegible] lois dites *« fascistissimes »* (novembre 1926) tombe [illegible] l'Italie la chape de plomb du totalitarisme. Il n'y avait [illegible] ni [illegible] Brumaire ni Rubicon franchi, comme le rappelle Pierre Milza, mais *« une lente perversion du régime libéral* (16) ». Il fallut une guerre pour s'en [illegible].

Après vingt ans de totalitarisme

LA société italienne – c'est [illegible] doute un signe encourageant pour d'autre régions du globe – ne [illegible] pas grand-chose des vingt ans [illegible] régime totalitaire : [illegible] bâtiments prétentieux [illegible] archives [illegible] police qui font froid [illegible] dos. Le créateur [illegible] *Corto Maltese* (17), Hugo Pratt, [illegible] avec [illegible] qu'il [illegible] aujourd'hui en Italie peu de vrais fascistes, *« sûrement moins que [illegible] d'autres pays »*. Mais, ajoutait-il, *« [illegible] ailleurs (peut-être plus qu'ailleurs), c'est toujours [illegible] peur qui risque [illegible] faire renaître, [illegible] peur [illegible] violence, [illegible] l'agression, qui devient rapidement la peur de l'autre* (18) ».

La [illegible] climat intellectuel à laquelle [illegible] n'avons [illegible] d'assister depuis [illegible] ans, sur fond [illegible] crise, ne peut que susciter de nouvelles inquiétudes. Entre [illegible] meurtre [illegible] Bordeaux-Vintimille, [illegible] hooligans du Paris-Saint-Germain, [illegible] montée [illegible] puissance de l'extrême [illegible] le darwinisme social (pauvre Darwin !) prôné comme un *must*, il [illegible] un lien aussi réel que subtil. Au sortir de la guerre, George Orwell notait que la [illegible] *« réalisme »* – entendez [illegible] doctrine affirmant que la force prime le droit – *« [illegible] grand trait caractéristique de l'histoire intellectuelle [illegible] époque. [illegible] raison [illegible] cela, c'est [illegible] question complexe. L'interconnexion [illegible] sadisme, du masochisme, du culte de [illegible] réussite, du culte [illegible] puissance, du nationalisme et [illegible] totalitarisme forme [illegible] sujet dont [illegible] à peine écorné les angles ; [illegible] l'on considère même [illegible] assez peu délicat d'en mentionner l'existence* (19) ».

PHILIPPE VIDELIER.

(1) Pierre Mac Orlan, [illegible] *Tueur numéro deux*, [illegible] Verviers, [illegible]

(2) *Le Temps*, 1er [illegible]

(3) Hippolyte [illegible], *1933 : la Tragédie du prolétariat allemand*, Spartacus, Paris, 1981.

[illegible] Bernard Crick, *George Orwell, une vie*, « Points » Seuil, Paris, 1984.

(5) George Orwell, *le Quai [illegible]*, Champ libre, [illegible]

[illegible] Leonardo Sciascia, *les Oncles de Sicile*, Folio, Paris, 1985.

(7) Henri Béraud, [illegible] *que j'ai [illegible] Rome*, les Editions de France, Paris, 1929.

(8) Piccoli Libri della Patria, *Il Fascismo*, Casa Editrice Adriano Salani, Florence, [illegible]

(9) Angelica Balabanoff, [illegible] *de re*[illegible] Balland, Paris, 1981.

(10) Ignazio Silone, *Fontamara*, Grasset, Paris, [illegible]

(11) Robert [illegible], *les Origines du fascisme*, Flammarion, Paris, 1968.

(12) Wilhelm [illegible], *Psychologie [illegible] masse du fascisme*, éd. La Pensée molle, s.l. 1970.

(13) Theodor Adorno, [illegible]-Brunswik, Levinson, [illegible] *Personality*, Harper, New-York, 1950.

(14) Angelo Tasca, [illegible] *Naissance [illegible] fascisme*, Gallimard, Paris, [illegible]

(15) Pietro Gorgolini, [illegible] velle Librairie nationale, Paris, [illegible]

(16) [illegible] Milza, [illegible] *Fascismes*, Imprimerie [illegible] Paris, 1985.

(17) Hugo Pratt, [illegible] *Venise*, Casterman, Tournai, [illegible]

(18) *A suivre*, no 12, janvier 1979.

(19) *Autopsies du roman policier*, UGE « 10-18 », Paris, 1983.

de l'espoir à l'échec

[illegible] (5). La généralisation du mouvement [illegible] syndicats [illegible] gouvernement [illegible] paralyse toute [illegible] française. L'apaisement n'interviendra qu'après la [illegible] Matignon du 7 au 10 juin, qui inaugurent la [illegible] partenaires [illegible] (semaine de [illegible] quarante [illegible] de salaire, deux [illegible] congés payés, [illegible] et la prise en charge [illegible] l'Etat du [illegible] du blé.

Le Parti communiste, [illegible] maintenir l'union [illegible] et des [illegible] se prononce par la [illegible] Maurice Thorez pour la reprise du travail dès le 11 juin : *« Si le but maintenant est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et son organisation, alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue...* (4). » [illegible] qui [illegible] perçu, notamment par [illegible], comme une trahison [illegible] *« conséquence ultime de la conception stalinienne de la défense de l'Union soviétique* (2) », pour laquelle [illegible] importait que le poids [illegible] la France, son alliée, ne fût pas trop affaibli.

La droite tire argument de la grande peur sociale pour se déchaîner [illegible] l'utopie [illegible] mène, dans la [illegible] majoritairement de droite (*l'Echo [illegible] Paris, [illegible] du peuple, le Jour, l'Action française, [illegible] Gringoire*), [illegible] – relayées [illegible] la Chambre – [illegible] (poussant [illegible] ministre [illegible] l'intérieur Roger Salengro au [illegible] novembre 1936).

Non-intervention dans la guerre d'Espagne

ET l'*« été 36 »*, s'il est encore ravivé dans nos mémoires par le récent roman [illegible] Bertrand Poirot-Delpech (6) comme celui où des milliers et des milliers de *« salopards à casquette »* ont, pour [illegible] première [illegible] les vacances [illegible] la campagne, à [illegible] mer, [illegible] la montagne, s'il [illegible] la multiplication des auberges de jeunesse et du développement des sports et loisirs populaires, traduit cet esprit de libération politique et sociale d'hommes [illegible] femmes qui vont *« au-devant de la vie »* et qu'exprime bien le *« y'a d'la joie »* [illegible] Charles Trenet (7). *« [illegible] (aussi)*, comme [illegible] rappelle Jacques Kergoat, *l'accélération culturelle qui accompagne les « années chaudes » du Front populaire, sur un arrière-fond [illegible] bouleversements scientifiques et techniques, notamment dans le domaine de [illegible] communication* (1) ». L'engagement dans le combat politique concerne les écrivains : Aragon, Nizan, Malraux, Gide..., contre Brasillach, Céline, Montherlant, et [illegible] cinéma, *« miroir du Front populaire* (1) », que domine [illegible] Jean Renoir du [illegible] *de monsieur Lange*, de *la Marseillaise* et de *La vie est à nous*. Cet été-là est aussi celui au cours duquel [illegible] guerre civile [illegible] dans une Espagne également gouvernée par [illegible] Front populaire et qui va devenir un charnier parce [illegible] les fascistes veulent qu'y *« vive la mort »*.

La politique de non-intervention dans ce conflit préconisée par Léon Blum, pressé par l'Angleterre [illegible] qui [illegible] pour [illegible] paix [illegible] France, crée une [illegible] politique d'importance dans [illegible] Front populaire [illegible] l'opinion. Le gouvernement, [illegible] l'image de [illegible] chef, s'enferme peu [illegible] peu [illegible] ses contradictions. Face [illegible] la contre-offensive de la bourgeoisie et du patronat, étranglé économiquement [illegible] d'avoir [illegible] entreprendre [illegible] structures, il est conduit [illegible] faire de plus en plus de concessions. [illegible] abandonnées. [illegible] *« [illegible] »* [illegible] en [illegible] 1937, [illegible] une [illegible] financière accentuée par la politique [illegible] réarmement [illegible] l'aggravation [illegible] internationale, marque l'abandon [illegible]. Elle ne [illegible] pas à restaurer la [illegible] possédants ; [illegible] politique [illegible] gouvernement, qui [illegible] en juin 1937, *« [illegible] s'exprime [illegible] la protestation du [illegible] travail [illegible] »*.

L'agonie [illegible] Front populaire [illegible] durer [illegible] ans [illegible] Chautemps, puis Daladier, [illegible] peine interrompus par un [illegible] bref gouvernement Blum, en [illegible] liquidation. *« Chacun s'accorde [illegible] reconnaître que* [celui-ci] *ne pouvait, en 1937, songer [illegible] sortir du système économique existant* (4). »

[illegible] peut-on affirmer que *« la politique [illegible] compromis [illegible] prix, la dévaluation, aggravé [illegible] économique* [et]... *n'a pas de surcroît été un moyen de lutte décisif contre le fascisme intérieur* (2) » ? Beaucoup de ceux qui [illegible] vu [illegible] du [illegible] populaire la contre-attaque des [illegible] à l'offensive fasciste [illegible] Europe sont déçus. [illegible] déceptions [illegible] multiplieront : Munich, la guerre, Vichy, *« [illegible] revanche sur le Front populaire acceptée par un grand nombre [illegible] 1936* (3) ».

[illegible] lors, si le mythe perdure, [illegible] de juin [illegible] qu'il a permis d'effectuer. [illegible] les images [illegible] conquises dans [illegible] lutte. Ainsi circonscrit, ce mythe imprègne la [illegible] de la gauche française [illegible] sans aucun doute, marqué profondément l'arrivée au pouvoir de l'union de la gauche en [illegible]

RENÉ BAYSSIÈRE.

(1) Jacques Kergoat, [illegible] *France du Front populaire*, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », Paris, 1986, 414 pages, 140 F.

[illegible] Jacques Danos et Marcel Gibelin : [illegible] *1936*, La Découverte, [illegible] « Textes [illegible] l'appui », Paris, [illegible] 282 [illegible] 95 F (première édition, 1952).

(3) Louis Bodin et Jean Touchard : *Front populaire* [illegible], Armand Colin, « L'Histoire par la presse », Paris, 1985, 233 pages, 120 F (première édition, 1961).

(4) Danielle Tartakowsky et Claude Willard : *Des lendemains qui chantent ?* [illegible] (Editions sociales), Paris, 1986, 270 pages, 105 F (première édition, 1980).

(5) Ecrivain [illegible] philosophe (1939-1943), auteur de, [illegible] *la Condition ouvrière* (1951) et *Oppression et liberté* (1955).

(6) Bertrand Poirot-Delpech, *l'Eté 36*, Gallimard, Paris 1984.

(7) « 1936 », *Europe* (revue littéraire mensuelle), Paris, mars 1986.

(Robert Capa-Magnum)

UN MEETING POPULAIRE EN 1936
Le sentiment confus de constituer une force

L'HISTORIQUE COMBAT DES GRECS POUR LA DÉMOCRATIE

Parcours d'un résistant

Par CHRONIS MISSIOS

Sur la mer peu agitée de la vie littéraire athénienne, vient récemment d'éclater une bombe : *Heureusement toi tu as été tué à temps* (1). Livre d'un inconnu, d'un autodidacte qui a quitté en deuxième année l'école primaire, c'est un témoignage-choc sur le douloureux après-guerre grec [redacted] 1946-1974, singulièrement sur la [redacted] civile (1946-1949) [redacted] interminables séquelles répressives qui l'ont prolongée encore d'une décennie.

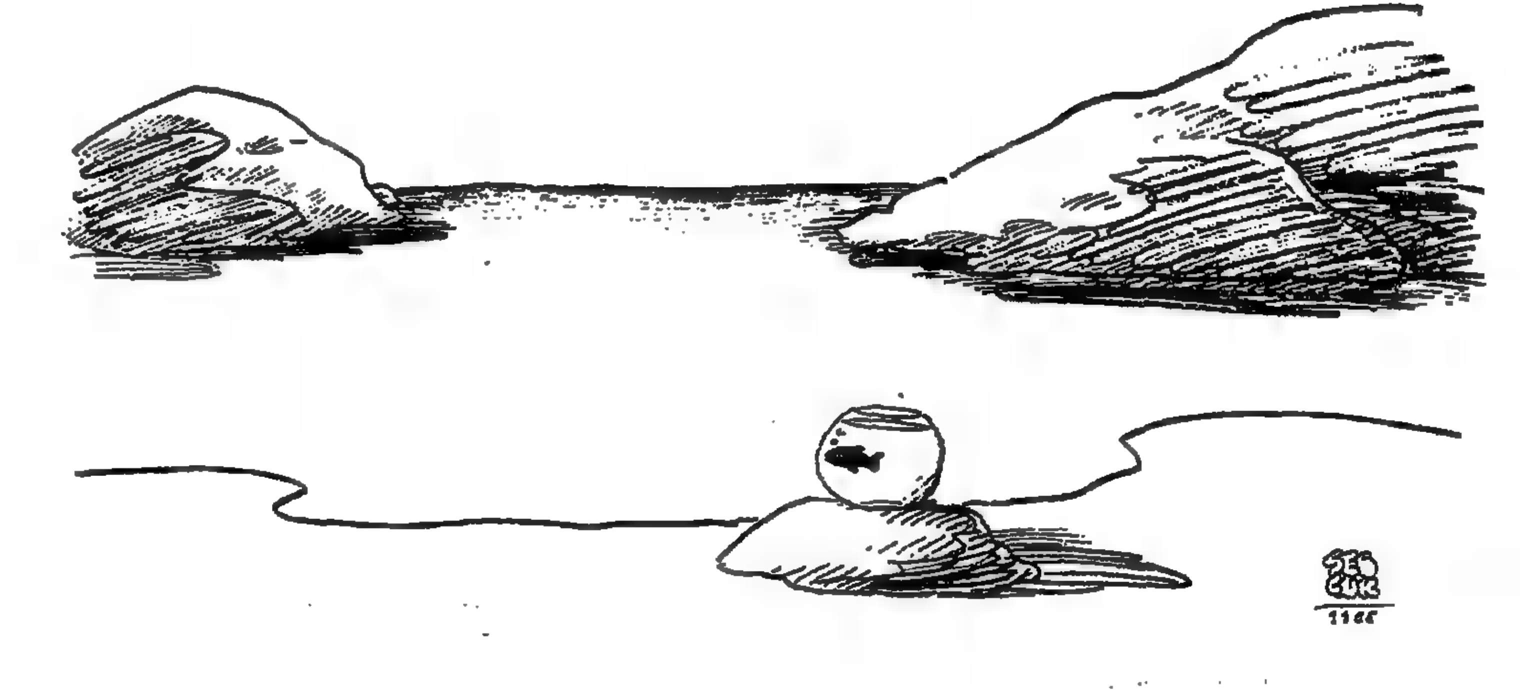
L'auteur, Chronis Missios, aujourd'hui âgé de cinquante-six ans, aura eu le temps de pratiquer les trois [redacted] de la résistance nationale (EAM-ELAS) contre l'occupant, de l'armée démocratique durant la guerre civile et de la lutte contre la dictature militaire (1967-1974), le tout payé par vingt et une années d'incarcération et de déportation. C'est au cours de cette longue vie marginale entamée [redacted] l'âge de dix-sept ans, comme pendant les brèves accalmies, qu'il trouvera le moyen de s'instruire et de s'initier à la littérature de son pays, d'apprendre des langues étrangères, de lire Balzac, Flaubert, les auteurs russes.

Le livre se présente comme une lettre adressée [redacted] un camarade disparu, tué par balle et tombé *« comme un aigle »* au combat, ou au poteau d'exécution. Le propos, ponctué d'incises [redacted] l'adresse du martyr, circule librement [redacted] travers le temps, remontant dans le passé jusqu'aux années d'enfance où déjà, petit berger de Macédoine, l'auteur se mettait au service du maquis de l'ELAS contre l'occupant. Tout un va-et-vient dans le style du récit parlé, qui révèle la maîtrise encore inconsciente d'un art littéraire [redacted] et tout spontané, où la verdeur et la vivacité du langage populaire se mêlent à l'argot des prisons.

Cette narration des [redacted] terribles, [redacted] nous publions quelques extraits, se veut aussi message de fidélité [redacted] tous ceux qui, résistants [redacted] gauche, vécurent héroïquement leur engagement, jusqu'au bout. *« Heureusement toi tu as été tué à temps »* : le titre de la « lettre » prend alors tout son sens. Aux morts tués au [redacted] plus vraisemblablement, au poteau d'exécution, ont été épargnées les épreuves inhumaines qui ont suivi, mais aussi – dit aujourd'hui Chronis Missios – ce *« grand malheur »* qu'a été l'abandon des militants, [redacted] *« sur l'échiquier de la stratégie mondiale »* par la direction du KKE (Parti communiste [redacted] Grèce), [redacted] *perspective, sans mythe, sans idéologie, sans espoir, sous un ciel vide sur nos têtes, [redacted] traîner la charrette de notre vie »*.

ROGER MILLIEX.

(1) Chronis Missios, *Heureusement toi [redacted] as été tué [redacted] temps*. Editions [redacted] 221 [redacted] drachmes. L'ouvrage en est déjà à sa septième édition et à dix-huit mille exemplaires, dans un pays où un tirage de trois mille est consid[redacted] comme un succès.



Métamorphose

Au [redacted] troisième clandestinité (1), on nous avait isolés [redacted] un quartier [redacted] prisons de Corfou, quinze politiques au milieu de cinq [redacted] droit commun. Dans le quartier [redacted] nant [redacted] nôtre, il y avait un droit commun qui, suivant nos propres critères, était tombé au dernier degré de l'avilissement. Crasseux, loqueteux, mendigot, capable de la plus grande saloperie pour avoir une cigarette. Pas de « morale », une chiffe ambulante, drogué à [redacted] stade avancé.

Un soir, je n'arrivais [redacted] dormir, l'extinction [redacted] feux avait sonné depuis longtemps, je lisais. Tout [redacted] coup, dans le silence absolu de la nuit, j'entends quelqu'un qui chante une chanson sur des vers du grand poète espagnol Lorca. Il y avait dans [redacted] voix une pureté, une intensité, une passion, [redacted] profondeur [redacted] tendresse [redacted] nostalgie telles que je n'en croyais [redacted] mes oreilles. Cette chanson, je l'aimais [redacted] l'avais entendue [redacted] souvent. Mais c'était la première fois que je sentais vraiment [redacted] poète et sa tendresse infinie pour la vie, dans l'incontournable nécessité de la [redacted] :

[redacted] je meurs, laisse [redacted] le balcon
l'enfant [redacted] orange
De mon balcon je [redacted] vois
Le moissonneur moissonne [redacted] épis
[redacted] mon balcon je l'entends

Je ne fis qu'un bond, m'accrochai [redacted] barreaux de la lucarne pour regarder [redacted] dehors. [redacted] le ciel mauve était suspendue [redacted] pleine lune du mois d'août et, en [redacted] ma cellule, dans le quartier [redacted] droit commun, c'était Anestis, [redacted] drogué dont je [redacted] parlais tout à l'heure, qui, accroché aux barreaux de [redacted] cellule, métamorphosé en homme, fusillait la lune à coup de vers de Federico Garcia Lorca. *Ecce homo.* Je me laissai glisser dans ma cellule, rempli [redacted] tendresse, d'optimisme et de fierté.

(1) [redacted] la dictature [redacted] (1967-1974).



Solitude

Maître-Etienne était avec moi dans [redacted] cellule, un gaillard splendide et [redacted] cœur [redacted] d'allure. Aujourd'hui, quand il m'arrive de boire un coup dans une [redacted] sol de [redacted] battue, il y a toujours un verre de vin ou d'ouzo que je vide en cachette par terre à [redacted] intention. Parce que, chaque fois que je pense à lui, le cœur [redacted] fond d'amertume. Non [redacted] qu'ils l'ont fusillé, tant d'autres sont tombés [redacted] c'étaient les meilleurs, mais parce qu'il [redacted] allé au poteau d'exécution avec une amertume insupportable [redacted] Tu sais ce que [redacted] veut dire : être entre leurs mains, [redacted] dans [redacted] abattoir qu'on appelle salle de tribunal militaire et n'avoir personne sur qui poser ton regard [redacted] Etre entouré de ces [redacted] indifférentes qui n'ont qu'une hâte : te condamner [redacted] mort pour pouvoir aller déjeuner, quand toi tu es rempli [redacted] pleins bords d'amour [redacted] de désespoir. Tu le sais que tu vas mourir et, quelque part en toi, tu sens le besoin d'appuyer ton regard sur un visage tien, [redacted] laisser derrière toi un souvenir concret, d'emporter avec toi de ce monde que tu laisses un regard qui soit pleinement tien...

J'ai éprouvé une [redacted] blessure au [redacted] combien profonde. Après pas mal de mois à [redacted] Sûreté, on m'avait jeté dans une jeep, menottes [redacted] mains – bien inutiles : j'étais incapable [redacted] me tenir debout, je marchais [redacted] quatre pattes. Donc, dis-je, ils me jettent dans une jeep pour me transporter [redacted] Yendi Koule (1). Je savais que j'y allais pour être mis [redacted] mort, ils me l'avaient dit sur tous les tons à la Sûreté. C'était un samedi après-midi, l'été, le mois de juin déjà bien avancé. On passait par le Vardar, [redacted] boutiques venaient [redacted] fermer, les gens fourmillaient dans [redacted] chargés d'emplettes. J'ai posé mes mains entravées sur le bord de la jeep. Un regard, ah ! un regard... Un des flics m'a deviné : « Tu vas mourir pour eux... Qui te connaît ? Tu les vois ? Ils [redacted] leurs achats, ils rentrent chez [redacted] demain, [redacted] petits bateaux, les plages, les crustacés, les jeux, les filles. Qui se soucie [redacted] toi, pauvre couillon [redacted] Tu marches au poteau d'exécution et n'as que quinze ans. » Un tel désespoir, une telle détresse m'ont pris que, juste après avoir rejoint [redacted] en prison, j'ai [redacted] en sanglots.

Eh oui, il m'a fallu passer par bien des choses et en lire pas mal d'autres pour arriver à comprendre combien est unique, combien [redacted] solitaire [redacted] du révolutionnaire. J'ai lu quelque part que, [redacted] le monde entier, parmi tant de millions d'êtres, il n'y a [redacted] garçons ou deux filles qui soient identiques [redacted] deux gouttes d'eau. C'est la [redacted] chose pour [redacted] révolutionnaires. Dans sa participation au combat, chacun transporte ses rêves, ses amours, son moi, son « je peux ». Et heureusement qu'il [redacted] ainsi. Sinon, nous serions [redacted] pièces d'horlogerie ou des amibes. Mais cette putain d'histoire, tous, et les bourgeois et les communistes, l'écrivent comme ça : horizontale, plate. Ils parlent de peuples, ils parlent de masses et aucun d'entre [redacted] n'a jamais pu sentir l'intensité, la passion, les sommets et les chutes de mondes entiers que renferment quarante-huit heures seulement [redacted] la vie d'un révolutionnaire. Ils sont instruits, ils lisent, ils écrivent [redacted] n'ont jamais compris [redacted] chaque homme est tout un monde, toute une histoire. Je peux me tromper, mais je crois que lorsque l'homme aura reconquis son humanité, lorsqu'il [redacted] à créer une civilisation humaine, [redacted] écrire l'histoire verticalement, non [redacted] peuples [redacted] les [redacted] mais sur Paul, sur Rinette, sur Hélène, sur Maître-Etienne, alors seulement [redacted] hommes sauront le prix de l'histoire, [redacted] prix de la participation, [redacted] que veut dire [redacted] phrase « cent mille [redacted] » [redacted] « quelque part la Sûreté torture un homme ».

Alors les hommes sauront ce que veut dire « prison », ce que signifient les fautes politiques...

(1) Prison de Thessalonique, dans les cachots de laquelle les condamnés à mort attendaient chaque matin, des mois durant parfois, l'exécution de la sen[redacted]



Dialogue de sourds

L'autre jour, il y a un vieux camarade qui est venu [redacted] nouveau [redacted] voir pour me dire qu'il était temps que je rentre dans le Parti et le reste. Alors, je me suis mis à lui exposer mes objections et mes positions. Après m'avoir « écouté » – je mets le mot [redacted] guillemets, parce qu'il ne m'écoutait pas, simplement il dodelinait de la tête, tout en réfléchissant à la réponse qu'il allait me faire...

« [redacted] donc, toi, [redacted] qu'il existe, comment dire, un autre groupe de la population qui, en cas de désaccord, en cas de scission, soit privé à ce point [redacted] toute possibilité de communication, qui pratique avec une pareille aisance un dialogue de sourds, chacun débitant son boniment sans se préoccuper de savoir si ça [redacted] le moindre rapport avec la réalité [redacted] Si nos oreilles étaient des accessoires, nous ne les porterions que le temps de faire notre propre discours, pour les enlever dès que les autres commenceraient le leur... [redacted] crois pas que je dise ça en l'air. Pendant la déportation dans l'île d'Aï Strati, [redacted] l'époque (1) de la précédente scission, nous avions un vieux camarade, un des plus anciens cadres du Parti. Naturellement, il appartenait lui aussi à un des deux camps (2) qui avaient divisé le Parti. Etant déportés, [redacted] souvent que nous le pouvions nous organisions des débats, un « dialogue », comme on dit, pour exposer nos points [redacted] vue et [redacted] de [redacted] convaincre mutuellement. Penses-tu ! Le camarade en question était sourd comme un pot et portait un appareil aux deux oreilles. C'était donc [redacted] seul à être équipé techniquement pour [redacted] totalement sincère dans [redacted] « dialogue ». On se rendait donc au « groupe », et c'était lui ordinairement qui était inscrit pour prendre [redacted] parole [redacted] premier. Il sortait alors ses papelards, les lisait consciencieusement et, [redacted] peine ayant fini, il enlevait son appareil des deux oreilles et déclarait : « A vous [redacted] parler maintenant »...

Donc, j'avais expliqué à l'autre [redacted] positions : il remue la tête et [redacted] dit « Je [redacted] comprends, le Salonicien, tu en [redacted] tant bavé, tu [redacted] fatigué, c'est normal. Mais là [redacted] je ne suis plus d'accord [redacted] vous, c'est [redacted] vous [redacted] le disiez pas tout [redacted] go [redacted] sans crainte, au lieu [redacted] vous retrancher derrière de prétendues divergences idéologiques et politiques, alors qu'il s'agit d'un tout simple problème humain et si naturel. Résultat : vous portez préjudice au Parti... »

Je ne peux pas encore préciser [redacted] sentiment qui dominait en moi : fureur [redacted] pitié [redacted] amertume de voir les gens en arriver là [redacted] Celui-là était un homme intelligent, cultivé, toujours très doux. Je lui fais : « Que te dire, mon vieux Mitsos [redacted] Je vais te répondre point par point [redacted] un peu brutalement ; qui sait [redacted] Peut-être tu vas comprendre. Dis-moi un peu, [redacted] connaissons depuis combien d'années [redacted] Pas loin [redacted] quarante, hein [redacted] – Oui – Pendant tout ce temps-là, [redacted] communiste signifiait poteau d'exécution, prison, tortures, déportation, [redacted] que je n'ai pas été sans arrêt au premier rang, oui ou non [redacted] Est-ce qu'une seule fois j'ai déserté, [redacted] que j'ai pris [redacted] temps de souffler une [redacted] conde ? Est-ce que je me suis caché [redacted] les jupes [redacted] quelque veuve, en attendant que les choses s'arrangent, [redacted] toi pendant la dernière dictature [redacted]

– Allons, le Salonicien, voilà [redacted] tu m'insultes maintenant ?

– C'est moi qui insulte, vieux [redacted] Alors tu ne comprends pas ce que tu me dis ? A l'époque où, pour [redacted] communiste, pour défendre [redacted] idées communistes, il fallait [redacted] la cible [redacted] et avoir la [redacted] le billot, je n'ai pas connu la fatigue et ça n'a pas été une parenthèse, des années et des années que ça a duré [redacted] alors, maintenant que le Parti est légal, maintenant qu'on attache les chiens avec [redacted] saucisses, maintenant [redacted] c'est bien à la mode de recevoir le [redacted] communiste, maintenant qu'il ne me [redacted] pas désagréable d'avoir un peu, [redacted] mon tour, d'activité communiste légale [redacted] partir d'un beau bureau, maintenant que, pour soigner ma petite carcasse qui en a vu de toutes les couleurs, je pourrais [redacted] dans une clinique socialiste, au lieu de faire la queue [redacted] l'IKA (3) pour subir [redacted] pitoyables [redacted] humiliants, c'est maintenant, dis donc, que je sentirais [redacted] fatigue ? Mais, comme dit l'autre, [redacted] frapper [redacted] la porte d'un sourd. Comme [redacted] te l'ai déjà dit, sur deux communistes, il n'y en a jamais qu'un qui parle... »

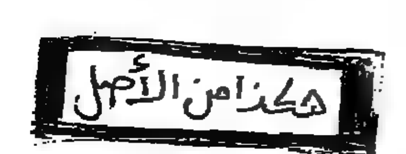
Je lui dis : « Mon vieux Mitsos, je te regarde et je pense à Panoyis, le fou d'Aï Strati ; à qui on demandait : « Dis-donc, Panoyis, c'est pour quoi faire la tête ? – C'est pour retenir la [redacted] quand nous l'accrochons [redacted] cou pour aller chier... »

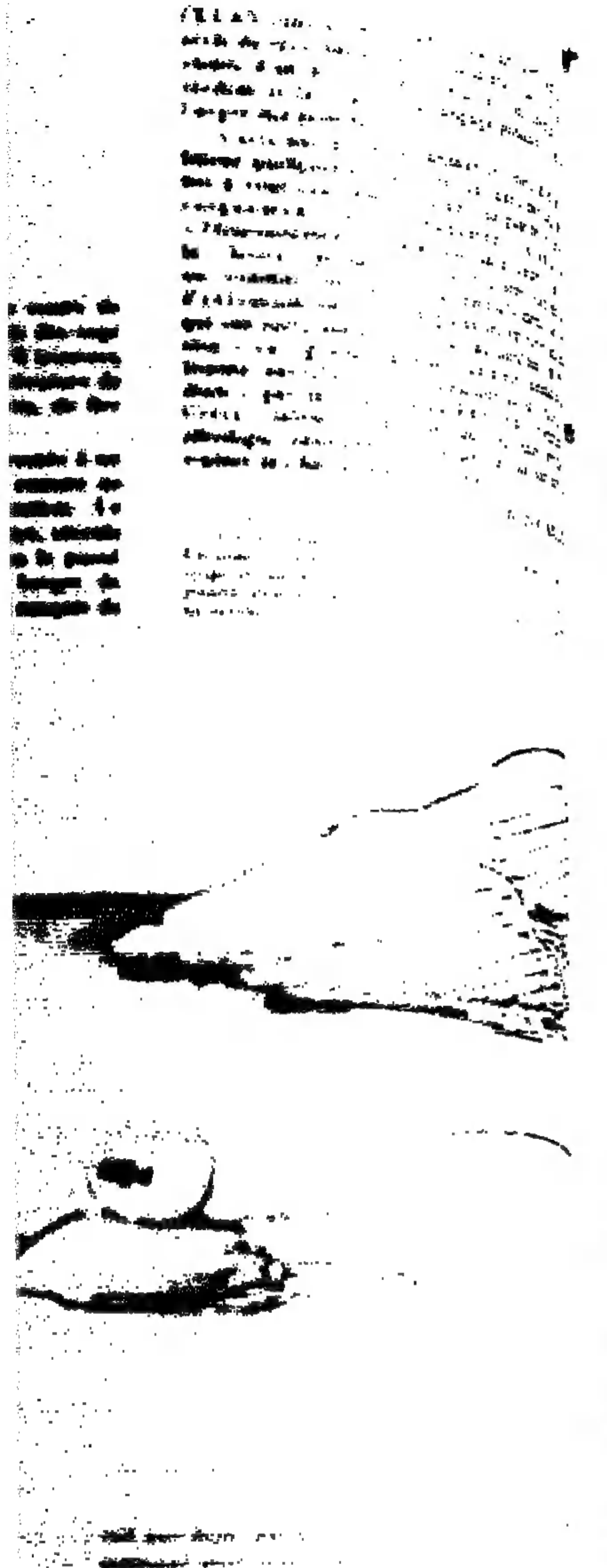
(Traduit [redacted] grec par Roger Milliex.)

(1) En 1968.

(2) Les orthodoxes prosoviétiques et les eurocommunistes du « PCG de l'intérieur ».

[redacted] Institution [redacted]





DE L'ANTITERRORISME AUX CONFLITS COMMERCIAUX

Démocraties : solidaires et rivales

(Suite de la première page.)

Indispensable à chacune d'elles, l'alliance des démocraties ne peut fonctionner de manière satisfaisante que dans une approche réaliste qui, excluant toute émotivité de circonstance, s'appuie sur les intérêts – éventuellement divergents – de chacun des alliés. Ou, bien souvent, sur les changeantes définitions que peuvent en donner les gouvernements.

Définitions tellement changeantes qu'il leur arrive, en quelques semaines, d'être complètement renversées. Aujourd'hui accusée d'« *ingratitude* », la France ne reprocha pas aux Etats-Unis, dès le déclenchement des deux guerres mondiales, de fort peu se soucier de l'indéfectible solidarité qui, dit-on, unirait les démocraties.

Au début de 1917, alors que le conflit faisait rage en Europe depuis déjà deux ans et demi, le président Wilson osait proposer aux belligérants une « *paix sans victoire* ». Puis, l'Allemagne ayant décidé de mener à outrance sa guerre sous-marine, sans épargner les bateaux neutres, Wilson se rendit le 3 février 1917 devant le Congrès pour annoncer qu'il rompait les relations diplomatiques avec Berlin. Mesure assez symbolique, le moins qu'il ait pu faire pour relever le défi lancé aux navires américains. Et pourtant : « *Je me refuse à croire*, dit-il alors, *qu'il soit dans les intentions des autorités allemandes de faire passer dans les faits la menace qu'elles s'estiment en droit d'exécuter.* » Il dit à son confident, le colonel House : « *Ce pays n'a pas l'intention de se laisser entraîner dans une guerre ; ce serait de notre part un crime contre la civilisation que de nous y engager.* »

Au mois de novembre précédent, Wilson n'avait-il pas été réélu sur une promesse de neutralité, à laquelle souscrivait son adversaire ? Aussi longtemps que possible, il s'abstiendra d'envoyer des troupes au secours des démocraties européennes. Ainsi le veut l'intérêt national : la neutralité s'accompagne, pour les Etats-Unis, d'un prodigieux essor économique.

Mais les intérêts nationaux de l'Amérique changent du tout au tout lorsque Berlin propose au Mexique un pacte audacieux : « *Faire la guerre ensemble, faire la paix ensemble, étant entendu que le Mexique doit recouvrer les territoires perdus du Texas, du Nouveau-Mexique et de l'Arizona.* » Ce télégramme de Zimmermann, ministre allemand des affaires étrangères, met le feu aux poudres. Selon le mot du secrétaire d'Etat Lansing, il balaie l'apathie et l'indifférence pour susciter une « *violente hostilité à l'égard de l'Allemagne* ». Cet épisode rocambolesque ne fut certes pas la seule cause de l'entrée en guerre des Etats-Unis, mais reste le fait déterminant qui conditionna l'opinion publique et amena Wilson à changer d'attitude (3).

Pendant trente mois, leur intérêt national avait fait persévérer les Etats-Unis dans leur politique de neutralité. Pendant les dix-huit mois suivants, toujours au nom de leur intérêt national, ils vont apporter leur contribution à l'effort des démocraties européennes en guerre contre des régimes autocratiques. Bien entendu, on invoquera alors les grands et nobles principes : « *La neutralité n'est plus ni possible ni désirable lorsque sont en jeu la paix du monde et la liberté des peuples* », déclare Wilson. Comme si la paix et la liberté n'étaient pas en cause depuis 1914...



(Elsevier Sequoia)

« PATIENCE AVEC L'ALLEMAGNE », CARICATURE AMÉRICAINE DE 1940
De 1914 à 1917, comme de 1939 à 1941, la solidarité des démocraties a ses limites

Vingt-trois ans plus tard, il faudra aussi attendre l'attaque japonaise contre Pearl-Harbor (décembre 1941) pour que l'Amérique, directement atteinte dans son intérêt national, se décide enfin à entrer dans une guerre où, depuis plus de deux ans, se joue le sort des démocraties en Europe occidentale. Ni en 1914-1917 ni en 1939-1941, il n'y eut de campagne pour dénoncer l'égoïsme national américain, rien de semblable à la suspecte indignation qui vient de secouer les Etats-Unis. En refusant l'autorisation de survoler son territoire, la France n'a nullement nui au raid sur la Libye, alors que, par deux fois, l'attentisme américain a été lourdement payé par l'Europe.

« Œil pour œil »

MAIS, surtout, la démonstration des F-111 ne protégera nullement les démocraties, n'éliminera pas le terrorisme. Car, comme l'a fort bien dit le premier ministre (conservateur) du Canada, « *le terrorisme ne peut être supprimé, définitivement, sans que soient résolus les problèmes politiques dans lesquels il trouve son inspiration* (4) ». C'est bien d'ailleurs ce que pensait le président Reagan lui-même avant qu'il ne se laisse intoxiquer par ses propres arguments : « *Le terrorisme est symptomatique de problèmes plus vastes* (...) *Nous devons nous efforcer d'extirper les causes de frustration et de désespoir qui sont les lieux d'épanouissement et les aliments du terrorisme* », déclarait-il en effet voilà deux ans (5).

Lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN, s'inquiétait le 27 mai des dissensions entre alliés. La cohésion entre les deux rives de l'Atlantique ne peut plus être ce qu'elle était à l'époque où l'Europe se sentait en sécurité à l'abri du « parapluie nucléaire » américain, à l'époque aussi où le Marché commun ne pouvait apparaître comme un concurrent pour les Etats-Unis. La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Communauté économique européenne bat son plein depuis longtemps (6), et elle rebondit, avec une nouvelle ampleur, à la suite de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal : pour sauvegarder ses débouchés, Washington prend, contre l'Europe, des sanctions qui peuvent difficilement être interprétées comme un signe de solidarité, et la CEE, selon la formule utilisée aussi bien par M. Jacques Delors que par M. Michel Noir, est disposée à riposter en vertu du précepte « *œil pour œil* ». Exemple flagrant d'une situation où les intérêts nationaux l'emportent sur la solidarité entre pays démocratiques. De même, de part et d'autre de l'Atlantique, une égale méfiance à l'égard de l'Union soviétique n'empêche nullement d'importantes divergences sur la politique qu'il conviendrait de suivre. Et, bien naturellement, les pays riverains de la Méditerranée ont du terrorisme une perception assez différente de celle qui prévaut à Washington.

Sur ce dernier point, la capitale américaine manifeste d'ailleurs d'étonnantes fluctuations. Ainsi, le 23 avril dernier, le président Reagan menaçait d'éventuelles représailles la Syrie et l'Iran, incontestablement « sanctuaires » de terroristes. Deux jours plus tard, M. Shultz, secrétaire d'Etat, démentait que les Etats-Unis aient des plans d'intervention militaire contre ces deux pays (7). Puis la déclaration de Tokyo cloue au pilori la seule Libye. Mais, avant de quitter la capitale japonaise, M. Reagan, faisant allusion à la Syrie et à l'Iran, indique que, « *si des preuves irréfutables* » sont réunies contre certains pays, ceux-ci « *recevront le même traitement* » que la Libye. Enfin, le 5 mai, le département d'Etat met directement en cause la Syrie en invitant celle-ci à « *se débarrasser* » du groupe dissident palestinien d'Abou Nidal, dont le bilan terroriste n'est un secret pour personne.

Y aurait-il deux poids, deux mesures ? Des bombes pour le « maillon le plus faible » qu'est la Libye ? De simples menaces pour un pays, la Syrie, moins facile à manier ? Ou bien le jeu des déclarations, démentis et mises au point serait-il destiné à créer un climat favorable à une opération d'envergure contre Damas ? A moins qu'il ne s'agisse que des changeantes appréciations du danger que représenterait le terrorisme protégé par la Syrie et du rôle que ce pays peut jouer au Proche-Orient ? La solidarité des démocraties doit-elle inciter l'Europe à suivre M. Reagan lorsqu'il menace, ou M. Shultz lorsqu'il fait un pas en arrière ?

Pour justifier une démonstration de force, dont Washington estime souverainement qu'elle sert les intérêts nationaux de *toutes* les démocraties, les gouvernements et les médias ont sacrifié sur l'autel de l'idéologie sécuritaire, et grossièrement exagéré les dangers que fait courir le terrorisme. Le 28 avril, M. Joe M. Rodgers, ambassadeur des Etats-Unis en France, déclare que ses services sont fréquemment consultés par des Américains qui envisagent de se rendre en France. Il précise : « *Nous* [leur] *disons qu'il existe, par les temps qui courent, un facteur de risque beaucoup plus élevé qu'en temps normal... Nous conseillons donc à nos concitoyens (...) d'être attentifs au danger d'une possible agression terroriste* (8). » Mais un Américain court de plus grands risques de mort violente en restant dans son propre pays, où l'on assassine chaque année 14 000 personnes (9). Aucun groupe terroriste n'est, et de fort loin, en mesure de revendiquer un aussi sanglant palmarès. La solidarité entre démocraties doit-elle inciter les Européens à participer à l'hystérie antiterroriste entretenue par la Maison Blanche et à souscrire à ses initiatives les moins efficaces ?

L'étonnante priorité accordée au terrorisme lors du sommet de Tokyo serait moins préoccupante si les autres problèmes avaient été traités avec une claire volonté de les résoudre. M. Reagan a pourtant exprimé sa pleine satisfaction : ce sommet, a-t-il dit, est « *le plus réussi* ». Du point de vue littéraire, sans aucun doute. Mais les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays démocratiques les plus industrialisés, plus le président de la Commission européenne, ne s'étaient pas réunis pour faire de la littérature. Outre le terrorisme, ils abordèrent trois grands thèmes concrets : la crise économique mondiale, la politique générale (relations Est-Ouest, tiers-monde) et la sécurité nucléaire. Chacun de ces sujets a donné lieu à une « déclaration » dont la phraséologie parfaitement rythmée ne peut camoufler la solennelle inconsistance.

Se félicitant de l'« *efficacité* », pourtant douteuse, de leurs politiques, les participants au sommet observent benoîtement que « *l'économie mondiale est encore confrontée à un certain nombre de problèmes difficiles* ». Eblouissante découverte ! Quels problèmes ? Les grands énumèrent doctement ce que nul n'ignore : un « *chômage élevé* », des « *déséquilibres internes et externes* », deux « *incertitudes* » (sur l'évolution des taux de change et du prix de l'énergie), les « *pressions protectionnistes* », les « *difficultés* » du tiers-monde et ses « *graves problèmes d'endettement* ». Il fallait bien réunir en grande pompe les puissants de la terre pour faire à l'humanité entière une telle révélation.

Le diagnostic étant aussi savamment porté, quel traitement préconise le sommet de Tokyo ? Mais c'est très simple : les ministres des finances des Sept se réuniront « *au moins une fois par an* ». A quelle fin ? Mais voyons : pour « *examiner collectivement* » aussi bien leurs « *objectifs* » que leurs « *prévisions* ». Comment s'y prendront-ils ? C'est ici qu'apparaît le trait de génie : ils accorderont une « *attention particulière* » à une série d'indicateurs économiques auxquels chacun des Sept, pris isolément, n'aurait sans doute jamais pensé : « *Les taux de croissance du PNB, les taux d'inflation, les taux d'intérêt, les taux de chômage, les niveaux de déficit budgétaire, les balances courantes et les balances commerciales; les taux de croissance des agrégats monétaires, les réserves et les taux de change.* » Pédante liste qui ne saurait impressionner un étudiant en première année de science économique. Que feront les ministres après avoir accordé une « *attention particulière* » à ces indicateurs ? Nul ne le dit, et pour cause : aucun des Sept n'est disposé à modifier substantiellement sa politique, à sacrifier ses intérêts nationaux sur l'autel de l'intérêt général.

La référence aux déficits budgétaires, qui vise les Etats-Unis, apparaît particulièrement cocasse, car les précédents sommets avaient solennellement attiré l'attention sur leurs effets nocifs. En pure perte. Devant cette énième répétition, les commentateurs auraient dû être secoués par un immense éclat de rire. Ils ont sagement glosé sur des textes qui n'engagent à rien. Peut-être ont-ils même pris au sérieux cette formule magique : « *L'application de ces politiques* (mais lesquelles ?) *par les pays industrialisés aidera les pays en développement.* » Et le tour est joué (10).

La déclaration politique, on s'en serait douté, est de la même eau : « *L'initiative personnelle, la créativité individuelle et la justice sociale sont les sources principales du progrès.* » Après une telle réaffirmation du credo libéral, les gouvernements ne pourraient rien faire d'autre que de prononcer leur autodissolution ? Ce serait une erreur. Car, proclament-ils, « *nous réaffirmons notre attachement commun au renforcement de la paix* ». Parfait. Par quels moyens ? Essentiellement par la combinaison de deux efforts. Premièrement : « *Chacun de nous est décidé à entretenir une défense forte et crédible.* » Deuxièmement : « *Chacun de nous est favorable à des réductions équilibrées, importantes et vérifiables des niveaux d'armements.* » Qui donc n'y trouverait son compte ?

Les problèmes Est-Ouest étant ainsi miraculeusement réglés, restent les relations avec le tiers-monde. Mais la tâche n'est guère plus difficile : « *Nos pays ne peuvent pas jouir d'une stabilité et d'une prospérité s'il n'y a pas de stabilité et de prospérité dans le monde en développement.* » Fort bien dit. Quelle voix discordante oserait s'élever contre tant de sagesse ? Le tiers-monde n'a plus à s'inquiéter de son avenir... (11).

Une coordination souhaitable mais improbable

DEJA, après le sommet de Bonn en 1978, on avait pu émettre quelques sarcasmes sur le caractère fictif du spectacle annuel donné aux populations (12). Mais il serait imprudent d'ironiser davantage. Car la réunion de Tokyo met en pleine lumière deux traits caractéristiques du monde contemporain.

D'une part, les nations démocratiques et industrialisées, inquiètes de leur avenir, éprouvent l'irrésistible besoin de se concerter, de marquer au grand jour ce qui les unit, de donner les signes de cette cohésion à laquelle elles aspirent dans un univers troublé, accablé de crises et de conflits, exposé à des dangers plus grands qu'on ne veut bien le dire.

D'autre part, ces mêmes nations savent bien qu'elles ne maîtrisent ni leurs évolutions économiques, ni les tensions entre l'Est et l'Ouest, ni leurs relations avec le tiers-monde.

Si ardemment désirée soit-elle, une véritable coordination de leurs politiques dans ces trois grands domaines d'action paraît fort improbable. Car chaque gouvernement est bien obligé de se concentrer sur ses problèmes intérieurs, qu'il s'efforce de résoudre en n'accordant qu'une attention distraite aux difficultés de ses plus proches partenaires. La production et les échanges sont « mondialisés », certes, mais chaque pays se préoccupe d'abord de ses propres industries, de ses chômeurs, de ses capacités d'investissement, de ses excédents agricoles. La paix est aussi, par nature, un impératif mondial, mais quel pays s'en remettrait aveuglément à ses alliés du soin de défendre son intégrité territoriale ? Chacun perçoit bien que son destin est indissociable du sort des pays sous-développés, mais rien n'est plus dissemblable que l'attitude des Etats-Unis en Amérique latine, de l'Europe en Afrique, du Japon en Asie du Sud-Est.

Crise économique, paix, développement : dans les dernières décennies, rarement les tentatives d'approches globales s'étaient aussi fortement heurtées aux particularismes nationaux. Une alliance des pays démocratiques ne saurait les négliger. Sans doute ont-ils été abordés lors des multiples apartés dont la rencontre de Tokyo fut l'occasion. Mais, pour le public auquel on livre des « déclarations » fort peu compromettantes, on juge préférable de les gommer. Tant de phrases creuses pour donner l'illusion d'une communauté de vues aussi souhaitable que peu vraisemblable !

CLAUDE JULIEN.

(3) Sur cette étonnante affaire, voir surtout Barbara Tuchman, *le Secret de la Grande Guerre*, Fayard, Paris, 1965, ainsi que S.E. Morison, *History of the American People*, Oxford University Press, 1965.

(4) *Lettre du Canada*, ambassade du Canada à Paris.

(5) Message au Congrès, 26 avril 1984.

(6) Cf. Marie-France Toinet, « Guerre commerciale en Occident, l'Europe au banc des accusés », *le Monde diplomatique*, janvier 1983.

(7) *Financial Times*, 25 avril 1986.

(8) Ambassade des Etats-Unis, Services d'information et de relations culturelles, à Paris.

(9) Voir « La peur et l'ordre », *le Monde diplomatique*, mai 1986.

(10) Voir de larges extraits de cette déclaration dans *le Monde*, 7 mai 1986, page 3.

(11) Voir dans *le Monde* du 7 mai 1986, p. 4, les principaux passages de la déclaration politique.

(12) Cf. « Un sommet d'économie-fiction », *le Monde diplomatique*, août 1978, qui observait déjà : « *Les nations industrialisées se disent solidaires, mais leur discours ne saurait dissimuler la guerre commerciale qu'elles se livrent entre elles. Elles prônent l'interdépendance qui les lie aux pays les plus pauvres, mais dans la pratique elles continuent de les exploiter.* » Huit ans plus tard, les actes contredisent toujours les propos.

les livres

APRÈS L'APOCALYPSE NUCLÉAIRE

Au cimetière des utopies

DIE RATTIN (la Rate), de Günter Grass, Luchterhand Verlag, Darmstadt, 1986, 512 pages, 39 marks (à paraître aux éditions du Seuil).

APRÈS l'anéantissement de l'humanité par l'apocalypse nucléaire, les rats seront sans doute les seuls dignes habitants de la terre. Tel est le leitmotiv de cette épopée, *Die Rättin* (la Rate), aussi fascinante qu'inquiétante, que vient de publier Günter Grass et qu'il affirme être son *« dernier roman. »*

Sans doute l'écrivain allemand – aujourd'hui âgé de cinquante-huit ans – nous a-t-il, à travers *les Années de chien, le Tambour* ou *le Turbot,* habitués à ce style épique et burlesque, qu'il admire tant chez Alfred Döblin, l'auteur de *Berlin Alexanderplatz.* Jamais il ne l'avait élevé jusqu'à cette dimension macabre. Il est difficile de rester indifférent à ce mélange de beauté, d'horreur, de poésie, de cauchemar, qu'il a si intimement serti dans la trame d'un calme désespoir et d'une ironie sans limites.

Ce livre sera-t-il le *« dernier »* ? Il marque assurément un certain achèvement dans la lutte et les espoirs évoqués dans tous ses autres récits. C'est à plaisir qu'il fait se rencontrer, autour de cette rate, ses personnages favoris, qu'il s'agisse du Turbot féministe, d'Oskar, le petit garçon du *Tambour* qui ne voulait pas grandir, ou la grand-mère du pays cachoube, aux amples jupes. La rate demeure pourtant son interlocutrice privilégiée et l'auteur entretient avec elle une relation pleine d'amour, d'humour, d'attention et de tendresse. Animal expressionniste par excellence – que l'on songe aux *« rats sifflant de désir »* des poèmes de Georg Trakl, à ceux de Gotfried Benn, dévorant les petites filles noyées, – la rate de Günter Grass est aussi bien un personnage de conte de fées que de conte philosophique : au commencement était la guerre, à la fin régnaient les rats. Quand nous seront tous morts, ils se raconteront peut-être encore notre histoire. Ils seront les gardiens de nos tombes.

Günter Grass a construit son roman en douze chapitres qui ne cessent de mêler tous les symboles, à travers une étrange polyphonie. Il est question de la présence des rats dans l'arche de Noé, d'une carte postale de Pologne, d'Hänsel et Gretel, du charmeur de rats de Hameln, d'un poète qui écrit un scénario pour un producteur de cinéma passionné par les contes de Grimm et voulant sauver les forêts sans lesquelles il n'y aurait plus de contes de fées.

La rate qui dialogue avec l'auteur a dévoré toute la philosophie et la littérature occidentales. Elle n'ignore rien sur la bombe à neutrons, les dispositifs nucléaires et les ordinateurs. Elle s'intéresse aussi bien à la politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne qu'au syndicalisme en Pologne.

CE roman baroque, pessimiste, ravale nombre de récits de science-fiction au rang de bluettes dignes de la comtesse de Ségur. Il porte non seulement le poids de l'histoire allemande, mais de notre histoire à tous. Günter Grass brise les mythes et les recompose au gré de sa fantaisie. Aujourd'hui, le charmeur de rats de Hameln attirerait les « punks » des grandes villes, Hänsel et Gretel militeraient dans un mouvement pacifiste. Et le rat n'est plus le symbole du cauchemar ou du rêve : c'est lui qui, après Ibsen et Freud, déchiffre les matériaux de l'inconscient nucléaire. L'animal est aussi réel que la sorcière de Blanche-Neige. Il a la beauté des contes pour enfant et la sagesse des philosophes grecs.

Seulement, ce qui aurait pu être un roman de formation, au sens romantique, n'est plus qu'un chant funèbre. Tout est fini. Les jeux sont faits. Nous avons tout perdu. Et ces rats qui courent dans nos villes en ruines au milieu des cathédrales, ne peuvent que grignoter ce qui reste du cimetière de nos utopies. Nous avons la bouche pleine de terre, plus aucun rêve. Lorque nous aurons disparu de la surface de la planète, nos vains espoirs, ce sont peut-être les rats qui les réaliseront. Créer un monde meilleur, ne pas saccager la terre. Comme le dit la rate dans un accord final : *Ein schöner Traum !* (Un beau rêve).

Au-delà d'une fiction littéraire tout à fait surprenante, Günter Grass établit le bilan politique d'une génération qui a vu s'effondrer la plupart de ses utopies. Il exprime toute sa haine pour les années 50, qui n'accouchèrent que d'amertumes et de désillusions.

JEAN-MICHEL PALMIER.

- **BESTIAIRE, d'Agustin Gomez-Arcos** *(Le Pré aux Clercs, Paris, 1986, 216 pages, 89 F).* – L'immigration en France, les fantasmes de tous ordres qu'elle suscite. Un problème de sociologie, traité à la manière d'un Jérôme Bosch et transformé en parabole par un écrivain écorché.
- **PHANTASIA, d'Abdelwahab Meddeb** *(Sindbad, Paris, 214 pages, à paraître).* – L'écrivain tunisien, qui vit à Paris et s'exprime en français, se livre à un va-et-vient de l'esprit entre la culture occidentale et la culture arabo-islamique à travers l'évocation de petits faits quotidiens ou de grand problèmes comme ceux de l'art et de la religion. Une sorte d'essai, en forme d'œuvre très littéraire, où s'esquisse une symbiose des deux cultures.
- **DES CHEVAUX AU FOND DES YEUX, de Gerardo Mario Goloboff,** traduit de l'espagnol par Gabriel Saad *(Le Chemin vert, Paris, 1986, 219 pages, 98 F).* – Ce roman éclaté dit les efforts d'une famille juive d'Europe centrale pour s'implanter en Argentine. Un petit-fils s'acharnera à trouver dans ses amours la terre perdue, tandis qu'un autre s'engagera dans la lutte révolutionnaire. Ecrit avec un humour féroce et parfois douloureux.

UN COMBAT DE L'OPINION PUBLIQUE

Nestlé sous le feu de la critique

UN livre (1) vient de raviver l'attention sur une histoire qui a déjà fait couler beaucoup d'encre. La plus grande société multinationale de produits alimentaires du monde a tronqué des documents pour cacher les ravages de l'allaitement au biberon ; diffamé des savants qui défendaient des opinions contraires aux intérêts commerciaux de la firme ; infiltré, au moyen d'agences privées, des associations de consommateurs. Nestlé – puisqu'il s'agit d'elle – ne respecte pas le code de conduite fixé par l'Organisation mondiale de la santé (dont elle avait tenté par tous les moyens d'empêcher l'adoption). Certains pédiatres estiment que l'allaitement au biberon coûte – notamment dans le tiers-monde – la vie à environ trois millions de nourrissons par an. Mais les affaires de Nestlé et des autres sociétés multinationales alimentaires prospèrent : en 1978, la vente de lait pour nourrissons dans le tiers-monde représentait 600 millions de dollars. Depuis 1983, elle dépasse annuellement 2 milliards de dollars.

On se souvient que, dans les années 70, des pédiatres travaillant dans certains pays du tiers-monde, surtout africains, constatèrent un dramatique recul de l'allaitement maternel dû, notamment, aux stratégies commerciales agressives, manipulations publicitaires et pratiques de corruption (auprès du corps médical local) de Nestlé : l'organisation britannique War on Want *publie une brochure qui systématise les résultats des recherches pédiatriques. En Suisse, le groupe de travail Tiers-Monde traduit le volume et l'intitule :* Nestlé tue des bébés. *Plainte de Nestlé. Le juge bernois condamne le groupe Tiers-Monde pour diffamation : on ne peut accuser Nestlé de tuer des bébés ; elle n'est pas la cause immédiate de leur mort. Mais le tribunal publie des exposés de motifs détaillés : il se dit choqué des méthodes commerciales de Nestlé, condamne ses stratégies publicitaires.*

1977 : une puissante coalition d'associations de consommateurs, d'Eglises, de groupes tiers-mondistes lancent le boycottage des produits Nestlé aux Etats-Unis. Enquête d'une commission sénatoriale présidée par M. Edward Kennedy : débats dans la presse. Le boycottage dure jusqu'en 1984. Manque à gagner pour Nestlé : 2 milliards de dollars. Un protocole est finalement signé : Nestlé promet de respecter un code de conduite, de renoncer aux plus agressives de ses méthodes publicitaires, à ses campagnes « conseil » auprès des infirmières, des médecins.

Le livre de Jean-Claude Buffle est d'abord une analyse des méthodes qu'utilise une société multinationale brusquement confrontée à la critique publique. Analyse passionnante de la psychologie et de l'arrogance du pouvoir.

Il dit ensuite, étape par étape, le dur et patient combat des organisations de consommateurs, des Eglises, des groupes tiers-mondistes. La vitalité, la liberté, le sens de la justice des mouvements sociaux des Etats-Unis, sont impressionnants – une leçon de courage pour les Européens. Il montre aussi que le corps médical n'est pas totalement complice et qu'une société multinationale, aussi puissante soit-elle, doit parfois tenir compte, dans une certaine mesure, des révoltes de l'opinion publique.

L'auteur n'est pas un militant de la lutte anti-impérialiste. Historien formé à la faculté de lettres de l'université de Genève, il s'est tourné vers le journalisme et a collaboré au Journal de Genève, *à la* Tribune de Genève *et à la Radio suisse romande. Il est aujourd'hui rédacteur parlementaire au quotidien vaudois* 24 heures. *Son enquête est dans la grande tradition du journalisme de recherche : chaque information est vérifiée à de nombreuses sources ; les dialogues rendus en langue directe sont appuyés sur des documents puisés dans les archives du Congrès américain, des organisations de consommateurs et de défense du tiers-monde. Un index détaillé et un appareil bibliographique minutieux complètent l'ouvrage.*

JEAN ZIEGLER.

(1) Jean-Claude Buffle, *N... comme Nestlé, le lait, les bébés et la mort,* Alain Moreau, Paris, 1986, 460 pages, 99 F.

DROIT

LE DROIT DES PEUPLES. – Edmond Jouve

★ PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1986, 128 pages, 22,40 F.

Il y a dix ans, le 4 juillet 1976, un groupe de juristes, d'économistes et d'hommes politiques, réunis à Alger autour de Lelio Basso, prirent l'initiative d'adopter une *Déclaration universelle des droits des peuples.*

Si, comme le rappelle Edmond Jouve, le concept de « peuple » n'a point de définition juridique, il a indiscutablement un statut politique. Et l'auteur montre comment les peuples sont devenus – depuis la seconde guerre mondiale et après les luttes de libération et la conquête du pouvoir – des acteurs de première importance sur la scène internationale.

Aussi les peuples cherchent-ils aujourd'hui à évoluer dans un cadre juridique approprié. La conquête d'un tel droit, est-ce une utopie ? Peut-être, dit l'auteur, mais, ajoute-t-il, bien d'autres doctrines *« furent des utopies avant de devenir des leviers qui changèrent la face du monde ».*

I. R.

- **SCIENCE ADMINISTRATIVE. – Jacques Chevallier.** *(PUF, coll. « Thémis », Paris, 1986, 607 pages, 160 F).* Evolution, croissance, emprise, moyens d'action et idéologie de l'administration française : un ouvrage de référence sur une science sociale en plein essor.
- **ESSAIS SUR LES PARTIS. – Pierre Avril.** *(Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1986, 216 pages, 125 F).* Réflexion perspicace sur les origines et les fonctions des partis politiques dans les démocraties contemporaines.
- **LE DROIT PARLEMENTAIRE. – Jean Laporte et Marie-José Tulard** *(PUF, collection « Que sais-je ? », Paris, 1986, 128 pages, 22,40 F)* : Exposé clair et précis des règles et des mécanismes de fonctionnement du Parlement de la Vᵉ République.

TIERS-MONDE

EUROPE, TIERS-MONDE, MÊME COMBAT. – Alain de Benoist

★ Robert Laffont, coll. « Franc Parler », Paris, 1986, 256 pages, 79 F.

Les lecteurs du *Monde diplomatique* retrouveront ici des thèses qui leur sont familières : dénonciation du mondialisme des échanges à la faveur duquel le libéralisme américain entrave le développement des pays pauvres ; critique de l'utopie révolutionnaire tiers-mondiste ; nécessité de réagir contre la vassalisation dont la menace pèse sur le tiers-monde, mais aussi sur l'Europe. A ceux que déconcerte la présence d'Alain de Benoist sur le créneau, peu porteur, du tiers-mondisme militant, rappelons qu'en son temps (1977) l'auteur de *Vu de droite* avait déjà provoqué la surprise. Pas d'ennemi à gauche ? En dépit du souffle passionné qui anime ce vibrant essai de bout en bout, force est de constater que c'est toujours sur le granit idéologique de la nouvelle droite que s'appuie la réflexion sans complaisance de l'auteur.

La conclusion le montre, en effet, négateur obstiné des droits de l'homme sous prétexte que l'homme en soi – être d'abstraction – *« n'existe pas »,* respectueux des droits des peuples, qu'il évoque en termes de *« culture populaire enracinée ».* Il exalte les différences avec tant d'ardeur que, au terme de la décolonisation, le modèle européen apparaît, comme à l'accoutumée, unique et incommunicable, lié par une solidarité objective avec le tiers-monde contre la logique de l'universalisme.

A.-M. DURANTON-CRABOL.

LEÇONS D'HISTOIRE

L'intolérance et le repentir

PETITES CHRONIQUES, de Leonardo Sciascia, Fayard, Paris, 168 pages, 79 F.

AUTEUR de quelques-uns des romans les plus féroces sur la société italienne contemporaine *(A chacun son dû, le Contexte, Todo Modo),* Leonardo Sciascia est aussi un observateur politique de premier ordre (il a été député au Parlement européen), n'hésitant pas à prendre la plume pour s'engager dans les débats qui agitent périodiquement son pays *(l'affaire Moro).*

Ces *Petites Chroniques* qu'il publie aujourd'hui appartiennent à un genre intermédiaire entre le récit et l'essai, entre l'apologue et la méditation. Elles relèvent d'une certaine tradition littéraire, celle de Stendhal – à qui Sciascia a consacré une étude : *Stendhal et la Sicile* – consistant à évoquer de minces événements du passé (lointain ou récent), *« ces petits faits vrais du passé, ceux que les chroniqueurs relatent avec imprécision ou réticence, et que négligent les historiens »* pour en tirer une sorte de leçon de l'histoire. Une leçon morale et politique.

Dans ce livre, il en retient une dizaine qui éclairent différents aspects de l'actualité. Chaque chronique s'organise comme un conte de Jorge-Luis Borges – écrivain argentin dont Leonardo Sciascia admire tant le style et qu'il cite constamment – au ton précis, mesuré, presque confidentiel. Un style musical de sonate littéraire que la traduction de Jean-Noël Schifano et Bertrand Visage, restitue remarquablement.

La plupart des chroniques se rapportent à la Sicile, patrie de l'auteur (1), où se déroule, par exemple, l'histoire du marquis de Villabianca, cet admirateur de l'Inquisition, aux plaisirs étranges et aux craintes confuses : *« Assister à une exécution, que ce soit de justice ordinaire ou inquisitoriale, lui donne un sentiment de sérénité et de sécurité. Inversement, constater le déclin d'une institution, l'abolition d'une coutume, la mise en doute d'un privilège, provoque en lui un effarement qui touche au désespoir et obscurcit à ses yeux le lendemain.. »* Aussi, est-il fasciné par le destin d'un hérétique, Don Mariano Crescimanno, devenu fou dans les cachots du Saint-Office. Destin bien normal, constate Sciascia, car *« pour l'Inquisition, l'hérésie était en soi une folie »,* et d'ailleurs comme le condamné *« hurlait jour et nuit, ses hurlements renforçaient la conviction des inquisiteurs selon laquelle l'esprit infernal s'était désormais emparé sans remède* usque ad mortem *du condamné ».*

FANATISME et hérésie, dogmatisme et dissidence appartiennent-ils seulement au passé ? Hélas ! constate Leonardo Sciascia, on assiste aujourd'hui à un vigoureux regain de toutes les intolérances, et l'écrivain d'évoquer l'histoire de cet *« homme au passe-montagne »* venu à l'archevêché de Santiago-du-Chili, un jour de 1977, raconter pourquoi, le lendemain du coup d'Etat, dissimulé sous une cagoule, sans dire un mot, d'un simple geste de la main, il avait désigné – parmi les prisonniers entassés dans le stade National – lequel de ses anciens camarades du Parti socialiste serait envoyé à la torture et à la mort. Le romancier analyse la confession de ce repenti, retourné contre les siens par les militaires chiliens, dans laquelle il voit *« toute l'expression du drame d'un peuple prisonnier face à la torture et à la trahison ».*

Alors qu'en Italie et ailleurs, les appels à la délation se multiplient, l'écrivain met en garde par ces Chroniques contre *« la terreur de la délation sans visage, de la trahison sans nom ».* Et tout cela évoque pour lui *« le fantôme de l'Inquisition, de toute inquisition, de l'éternelle inquisition, toujours plus raffinée ».*

IGNACIO RAMONET.

(1) Dans un autre livre qui vient de paraître, *Œil de chèvre* (Fayard, Paris, 1986), Leonardo Sciascia évoque, à partir d'une série de mots et d'expressions classés par ordre alphabétique, la culture – *« avant qu'elle ne soit écrasée par le rouleau compresseur de la télévision »* – de sa petite ville natale, Racalmuto, dont il nous apprend l'origine arabe (Rahal Maut, village mort) ainsi que celle de son propre nom, qui s'orthographiait encore récemment Xaxa.

ÉCONOMIE

INTERNATIONAL BANKING MANAGEMENT AND STRATEGIES. – D.B. Zenoff

★ Euromoney publications, Londres, 1985.

Ecrit surtout à l'intention des professionnels de la banque, qui trouveront intérêt aux multiples études de cas qu'il présente, cet ouvrage comporte aussi trois chapitres plus « universitaires » sur les stratégies bancaires internationales. Sont notamment mises en évidence l'expansion des activités financières à l'étranger et la prolifération de nouveaux produits domestiques, dans un climat de *« concurrence polie »* ménageant les intérêts de chacun (chapitre I). Jusqu'en 1980, les banques ont surtout recherché la croissance de leurs avoirs (regardant peu la solvabilité des emprunteurs), assurées qu'elles étaient de se refinancer à bas coût. Mais la hausse des charges d'intérêt comme le gonflement des dépenses de fonctionnement ont remis cette stratégie en cause.

La faillite de la Continental Illinois en mai 1984 a, d'autre part, attiré l'attention sur les risques inhérents à la composition des portefeuilles bancaires (chapitre III). La diversification des créances peut constituer un avantage, à condition de privilégier des pays emprunteurs à faible risque...

PHILIPPE NOREL.

COCA COKE. – Alain Delpirou et Alain Labrousse

★ La Découverte, Paris, 1986, 276 pages, 89 F.

Plante sacrée des Incas, la coca est depuis toujours intégrée à la vie culturelle et à l'alimentation des Indiens des Andes. La foudroyante progression de la consommation de cocaïne à partir des années 60, surtout aux Etats-Unis, où elle est devenue la drogue des élites performantes et compétitives du monde des affaires, du spectacle et des médias, et le contrôle d'un marché de près de 100 milliards de dollars ont détruit les équilibres traditionnels et attiré toutes les convoitises. Celles des trafiquants, bien sûr, sur les lieux de production de la coca, en Bolivie et au Pérou ; en Colombie, où elle est transformée en cocaïne, et tout au long du circuit de commercialisation. Mais aussi celles des affairistes, des banquiers, des militaires et politiciens d'extrême droite, et des services secrets américains sous couvert de la croisade contre la drogue. Tous intéressés, financièrement ou politiquement, et vrais parrains de la « coca connection ».

A partir d'une enquête difficile sur les lieux de production, les auteurs développent une remarquable analyse sociale et politique.

CHISTIAN DE BRIE.

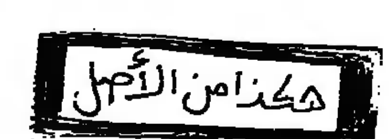
LES MULTINATIONALES DE LA PHARMACIE. – R. Rigoni, A. Griffiths, W. Laing

★ PUF, Genève, 1985, 125 pages, 25 F.

Les industries pharmaceutiques, peut-être parce qu'elles tirent bénéfice de la maladie et de la mort, provoquent des débats passionnés. Les problèmes soulevés par la production privée de médicaments s'en trouvent à la fois multipliés et compliqués, aux dépens d'un débat serein sur notre santé.

Sans chercher à prendre parti – c'est une des principales qualités de ce dossier, – les auteurs exposent ici les principes de la commercialisation et, parfois, de la promotion des produits, les multiples critères choisis pour la fixation des prix ou l'équilibre entre réglementation et autoréglementation. Certains aspects plus délicats, tels que les tests préliminaires, le conflit entre la sécurité et les intérêts économiques des pays, les responsabilités en cas d'importation de produits dangereux (on se souvient encore des drames de la thalidomide ou des talcs Morhange...) sont également exposés. En abordant les risques mais aussi les avantages de la production pharmaceutique avec le même recul, ce petit livre permet d'éclaircir le débat.

MICHEL RAFFOUL.





les livres du mois

EUROPE

NI PAIX NI GUERRE. – Hélène Carrère d'Encausse

★ Flammarion, Paris, 1986, 413 pages, 89 F.

Après avoir étudié la formation de l'URSS puis les rapports du « grand frère » avec les pays du glacis de l'Europe socialiste, l'auteur s'attelle, dans un nouvel ouvrage, à décortiquer une « *conception mondiale de la puissance* » dont Brejnev aurait été le promoteur et dont la « galaxie soviétique » (de l'Angola à l'Ethiopie, du Yémen du Sud à l'Afghanistan, du Cambodge au Laos) serait le signe tangible sur terre. « *Arracher la Russie à son destin continental, à l'enfermement des mers glacées ou closes, lui donner l'accès aux mers chaudes, aux océans ouverts, aux régions lointaines qui, au fil des siècles, ont attiré tous les conquérants. Ce rêve... Brejnev l'a mis en œuvre, et pour partie mené à bien.* »

Après un examen du rôle de Moscou en Angola, dans la mer Rouge, au Vietnam, en Afghanistan et dans le conflit entre l'Irak et l'Iran, le livre se termine sur la présence militaire de l'URSS dans le tiers-monde et sur son réseau d'alliances politiques (par les traités d'amitié) et économiques. Toujours très documenté – encore que les situations locales (Irak, Yémen du Sud, Soudan) ne semblent pas toujours dominées, – l'ouvrage pèche surtout par ses conclusions : l'Union soviétique s'est, certes, hissée au rang d'une puissance mondiale, mais ses avancées ne sauraient masquer ni les reculs (en Egypte par exemple), ni – contrairement aux années 50 – la faiblesse de son attraction idéologique aujourd'hui dans le tiers-monde, ni les limites économiques – et financières – qui y fragilisent sa présence.

ALAIN GRESH.

L'OCCIDENTALISATION DE LA TURQUIE. – Cengiz Aktar

★ L'Harmattan, coll. « Histoire et perspectives méditerranéennes », Paris, 1985, 191 pages, 90 F.

A l'heure où l'islamisation est à l'ordre du jour, et alors que le gouvernement turc opte pour l'économie libérale et décide de s'amarrer à la CEE, l'ouvrage de Cengiz Aktar offre un éclairage intéressant sur les forces qui font l'originalité de la Turquie moderne.

Après avoir présenté les premières idées réformistes des « jeunes Ottomans » et des « jeunes Turcs », l'auteur se penche essentiellement sur les années de transformation radicale (1923-1950) de la Turquie républicaine. Il montre comment l'incapacité de distinguer entre la modernité comme dynamique sociale et la modernité comme contrôle social et étatique a transformé l'Etat républicain en agent exclusif du processus de modernisation. Et comment cette même incapacité a permis à la société de résister à cette modernisation. L'Etat républicain croit se tirer d'affaire en renforçant encore son omniprésence et en cherchant à remodeler, par des moyens totalitaires, les socialités primaires qui lui échappent.

CHRISTOPHE CHICLET.

LES SOCIALISTES AU POUVOIR EN EUROPE. – André Kédros

★ Plon, Paris, 1986, 404 pages, 100 F.

Pendant la totalité ou la plus grande partie de la période comprise entre 1981 et 1985, les partis socialistes ou sociaux-démocrates ont occupé – seuls ou avec d'autres – le pouvoir en France, en Espagne, au Portugal, en Grèce et en Suède. Après ce qu'il appelle « *un petit discours sur l'état de la planète* », où il passe d'abord en revue les contradictions internes aux deux blocs, puis celles qui opposent l'Est à l'Ouest et le Nord au Sud, André Kédros offre une monographie sur chacun des cinq pays étudiés. Pour l'auteur, la distinction entre socialisme et social-démocratie n'est guère pertinente, les uns comme les autres se référant, sans le crier sur les toits – comme d'ailleurs les partis de droite – « *aux analyses marxistes des contradictions du capitalisme et en tirant les conclusions pour leur pratique politique* ». Car, pour lui, Marx est avant tout un homme de science qui n'appartient à aucun camp.

L'auteur ne fait pas mystère de sa préférence pour les réalisations suédoises et de sa sympathie pour l'action d'Olof Palme. Mais il livre aussi un message : face aux risques qui s'accumulent, il considère que le socialisme démocratique « *est aujourd'hui le seul projet politique qui prolonge cette merveilleuse faculté première de la vie de vaincre (fugitivement) l'entropie, en produisant plus d'ordre, en même temps que plus de complexité* ».

BERNARD CASSEN.

FRANCOPHONIE

SEPT CENTS MOTS NOUVEAUX POUR LES AFFAIRES

★ Foucher, Paris, 1986, 34 pages, 35 F.

« Voyagiste » et non pas « tour-operator », « mercatique » au lieu de « marketing », « publiportage » pour « mailing » : la langue française est apte à exprimer l'ensemble des réalités du commerce et de l'entreprise. Ce que montre ce dépliant édité par l'Association pour promouvoir le français des affaires et qui comprend sept cents mots d'usage courant dans les affaires.

B. C.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL ET LES TERRITOIRES OCCUPÉS, LA CONFRONTATION SILENCIEUSE. – Jean-Paul Chagnollaud

★ L'Harmattan, coll. « Racines du présent », Paris, 1986, 176 pages, 90 F.

Que des négociations de paix finissent par s'amorcer entre les principaux protagonistes du conflit israélo-palestinien, le gouvernement de Jérusalem serait-il en mesure d'envisager une restitution des territoires occupés ? Le voudra-t-il ? Le pourra-t-il ?

Jean-Paul Chagnollaud, dans *Israël et les territoires occupés*, ne prétend pas détenir la réponse. Il réunit simplement les pièces d'un dossier permettant d'apprécier la marge de manœuvre dont disposerait un gouvernement israélien soucieux d'envisager cette éventualité. « Deux peuples, une seule terre » : parce que là est le nœud du conflit, il centre l'essentiel de son ouvrage sur le problème de la terre. Il dresse alors le bilan de la politique des implantations juives dans les territoires occupés, ces fameux « faits accomplis » qui, pour certains, ont un caractère irréversible. Il pèse soigneusement les différences existant à cet égard entre la gauche travailliste et la droite du Likoud, qui l'une et l'autre ont eu l'occasion de mettre leurs théories à l'épreuve lorsqu'elles assumèrent le pouvoir, et qui, toutes deux, ont élaboré des plans à plus long terme pour consolider le phénomène de colonisation. Il dresse aussi un état de l'opinion publique sur ce problème et démonte avec précision le mécanisme juridique grâce auquel s'effectue la mainmise sur les terres palestiniennes. Tout en évoquant les contraintes économiques et démographiques de nature à faire réfléchir les partisans d'une annexion totale ou partielle des territoires, l'auteur n'en conclut pas moins que « *le processus de colonisation ne s'arrêtera pas* » et risque même de s'accentuer. Décidément, à défaut de perspectives de paix, le temps travaille bien pour Israël.

MICHELINE PAUNET.

« L'Identité de la France » de Fernand Braudel

Par YVES FLORENNE

ALERTÉ peut-être par l'exemple mélancolique de Lucien Febvre, qui n'avait jamais su en trouver le temps, Fernand Braudel prit enfin à bras le corps son histoire de France (1) à lui, caressée, méditée, nourrie, mûrie, depuis si longtemps. Un peu trop longtemps. Le lecteur sans préjugés théoriques ou dogmatiques sera beaucoup moins déconcerté que charmé de surprendre le vieux maître de la nouvelle histoire à commencer son *livre* par une déclaration d'amour : « *J'aime la France.* » Et il précise : « *...avec la même passion, exigeante et compliquée, que Jules Michelet* ».

Cette déclaration-là, s'il tient à la faire aussitôt et « *une fois pour toutes* », c'est pour que le lecteur ne risque pas de s'y tromper par la suite ; mais non moins pour se prémunir lui-même contre toute tentation ou inclination. Aujourd'hui, dit-il, « *le métier d'historien condamne à la sécheresse, à l'exclusion du cœur* ». On s'apercevra que cet historien-là ne se laisse pas « condamner » sans résister. Chez lui, l'exigence scientifique n'en est pas moins pure, non sans quelque abstraction, et d'abord de soi : « *Parler de la France comme s'il s'agissait d'un autre pays, d'une autre patrie.* » Mais le peut-il ? N'est-ce pas se contredire que confesser aussitôt : « *L'historien n'est de plain-pied qu'avec l'histoire de son propre pays* » ? Visiblement il s'en réjouit. C'est que sa générosité, dont sa rigueur même est nourrie, lui interdit d'« *exclure le cœur* », sans que pour autant souffre jamais la vérité. Exprimée dans une écriture elle-même généreuse, proche du lecteur, c'est cette double passion qui rend son livre si passionnant.

Et de la plus grande importance, il va sans dire. Il rappelle à l'ordre : l'histoire doit être globale ; saisie dans la parcelle, mais pour qui n'a pas la maîtrise de l'ensemble, gare à l'histoire ramasse-miettes. Michelet est encore cité comme grand témoin : « *Tout est solidaire de tout, tout est mêlé à tout.* » Et « *tout* » ne commence pas en 1950, comme ont souvent la présomption ingénue de le croire nombre de nos contemporains, saisis par le vertige de ces temps mirobolants. « *Définir le passé de la France, c'est situer les Français dans leur propre existence* » : cela devait leur être dit. Quant au principe fondamental de globalisation de l'histoire, il ne peut se fonder lui-même que dans le concours de toutes les sciences de l'homme. Or, si l'histoire est évidemment l'une d'elles, les autres avaient tendance à la dépriser quelque peu, sans doute comme suspecte de *littérature*. Braudel a renversé le procès en montrant que, de toutes, l'histoire est « *la plus généralisante* », qu'elle est donc le lien de leur nécessaire convergence. Tels furent sa foi et son combat, dont il allait donner l'illustration définitive avec cette nouvelle histoire de France, d'autant plus totale qu'à travers le destin d'un seul pays pourrait se lire la « *marche de l'Europe et du monde* ».

Ce premier volume est, dans nos perspectives renouvelées, un équivalent du *Tableau de la France*, de Michelet, et du *Tableau* de Vidal de La Blache pour *l'Histoire*, de Lavisse : une géographie physique mais non moins humaine. Programme : voir pour savoir et faire voir. Or, dès qu'on regarde, loin de sauter aux yeux, l'unité française s'efface, cependant qu'apparaissent cent, mille France. Non seulement dans le sol, mais dans les constructions, les institutions, la vie des hommes. *L'« identité »* annoncée, elle se manifeste paradoxalement, non dans l'*identique* totalitaire, mais dans une libre diversité, une différence à l'infini. Telle est la France : une et *divisible* (ce « mot » que nous risquions naguère, Braudel, qui a tout lu, s'amuse à le citer). Entre « *divisible* » et « *divisée* », il y a tout l'écart du possible à l'accompli ; toute une danse française qui ne va jamais jusqu'au pas de rupture. Car enfin, la première, et de loin, en Europe à avoir poursuivi tenacement sa propre réunion, c'est assez fortement que la France *tient*. Braudel, qui ne rechigne pas au mot, dirait « *miraculeusement* » : malgré, contre, voire avec, une si belle exubérance de « *sentiments autonomistes* ».

Des *autonomismes* en cascade qui, de la province orgueilleuse et de la ville ambitieuse, en passant par le bourg et le village, descendent jusqu'à la famille. Cependant que les séparations les plus *historiques*, là dominatrice, ici revendicatrice, l'oïl et l'oc, sont elles-mêmes des trompe-l'œil : à l'intérieur de ces blocs, aux limites d'ailleurs fort incertaines, chaque clocher a sonné son carillon, chaque parcelle a parlé sa langue ; et cela peut s'entendre des idées, des sentiments, des mœurs. L'historien exhume, d'un passé parfois encore frais, de ces villages mitoyens qui n'ayant pas le même patois ne « *se sont parlé* » que lorsqu'ils ont appris le français. « *C'est ainsi que la France aura vécu, vit encore, entre le pluriel et le singulier* » ; ainsi que, sans fin, se distinguent et se conjuguent le « *je* » et le « *nous autres* ». Nous autres Français. (Mais guère moins « *nous autres Bretons* »).

ET c'est ainsi, enfin, que Braudel fait surgir sous nos yeux, par grands pans ou par parcelles infimes mais vives, et au bout du compte tout entière, une France qui nous apparaît non plus dans le dévidement linéaire du fil chronologique mais dans l'épaisseur d'une étonnante simultanéité.

Nous pouvions tout juste marquer des repères, semer ici ou là des cailloux blancs sur le parcours multiple et profond de l'historien. Arrêtons-nous avec lui dans ces chemins de terre où nous retrouvons un livre oublié : *l'Histoire de la campagne française*, de Roupnel, qui, lui, descend jusqu'aux tracés du champ, du sillon. Braudel a dû s'y plaire (2). C'est ce qu'il aime. Un indice, chez cet esprit moderne, novateur : à propos de l'urbanisation, de l'industrialisation déshumanisantes, il prononce plusieurs fois le mot « *monstrueux* ». Réaction du cœur ? Aussi est-ce scientifiquement, statistiquement qu'il entend remettre le monstre à sa place. Et voici l'inattendu : la France rurale n'a pas du tout perdu la sienne. Sa population n'a pas moins augmenté que l'autre. Le « désert français » est un mythe que l'on voit heureux d'anéantir.

Une question emplit à elle seule le dernier tiers du livre : « *La géographie a-t-elle inventé la France ?* » En tout cas, pas l'histoire à elle seule : la France s'est faite dans un lieu, peut-être privilégié, et non ailleurs. Or il se trouve que ce lieu fut d'abord le territoire de la Gaule ; et que la France a toujours tendu à le recouvrir, le recouvrer. Pourtant, la Gaule n'a jamais eu la moindre place dans les desseins politiques français les plus anciens ; ne serait-ce que parce qu'elle avait été totalement oubliée, même de la littérature, à peu près jusqu'à Chateaubriand. Mystère pour lequel Braudel n'a pas de clef. Quel destin ou instinct, quelle poussée à la fois naturelle et psychique, auront porté la France à s'efforcer, au long des siècles, à remplir ce « *territoire qui la contient* » : l'espace gaulois ?

Espace et histoire est le titre de cette première partie du vaste ouvrage qui devait en comprendre quatre. L'historien s'y donne ici la tâche – ce sont les derniers mots – de « *situer l'énorme et lente marche vers l'unité d'une France qui aura été longtemps en devenir* ». La seconde partie sera prochainement publiée. La mort a laissé les deux dernières inachevées. Il faut que tout ce qu'on a retrouvé sur le chantier puisse être recueilli pour nous être offert : outre leur inappréciable valeur, ces ébauches ou ces fragments ne sauraient être sans beauté.

(1) Fernand Braudel, *l'Identité de la France. – I. Espace et histoire*, Arthaud-Flammarion, Paris 1986, 368 pages, 98 F.

(2) Voir aussi la grande *Histoire de la France rurale*, dirigée par Georges Duby. 4 volumes, Seuil, Paris, 2 500 pages, 1975-1977.

AMÉRIQUES

LA CIA : LES SECRETS DE L'HONORABLE COMPAGNIE. – Brian Freemantle

★ Plon, Paris, 1986, 233 pages, 70 F.

L'auteur de ce livre captivant sur un sujet aussi délicat, pour ne pas dire explosif, que celui de la CIA (Central Intelligence Agency) – ses origines, son mode de fonctionnement, son organisation, etc. – adopte un ton délibérément « objectif », en évitant les jugements de valeur ou une attitude moralisatrice. Les faits rapportés n'en sont que plus frappants. Par exemple, les tentatives tragi-comiques d'assassinat de dirigeants aussi populaires que Nasser et M. Fidel Castro, mais aussi le rôle des hommes de main de l'« honorable compagnie » dans les meurtres politiques, bien « réussis » ceux-là, de révolutionnaires « gênants » du tiers-monde comme Lumumba et Ben Barka.

Si l'auteur, journaliste anglais, met l'accent sur les « succès » de l'agence – la manipulation des élections italiennes en 1948, les coups d'Etat au Guatemala et en Iran en 1954, au Chili vingt ans plus tard, – il n'oublie pas pour autant ses échecs cuisants, tel celui de la baie des Cochons en 1961, ou son incapacité à prévoir ou à prévenir des événements aussi spectaculaires que la chute du chah d'Iran ou le coup d'Etat militaire au Portugal. Un chapitre particulièrement instructif décrit les « paravents » (compagnies de transports, banques, maisons de commerce ou d'édition, etc.), sociétés de façade derrière lesquelles l'agence peut fonctionner sans être vue.

SCHOFIELD CORYELL.

AMÉRIQUE CENTRALE, LA CINQUIÈME FRONTIÈRE ? – Michael Stuhrenberg et Éric Venturini

★ La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 1986, 336 pages, 120 F.

« *L'objectif de ce livre est de tenter de décrire et d'expliquer ce qui s'est passé et ce qui se passe sur le terrain dans les cinq pays d'Amérique centrale. Face à cette réalité, que font et que peuvent faire les Etats-Unis, leurs alliés et leurs adversaires sur la scène centraméricaine ?* »

Un tel projet, ambitieux à tous égards, que les deux auteurs se fixent dans la préface, ils vont le mener à bout méthodiquement, dans un souci pédagogique. D'abord, le cœur de la crise : trois guerres locales – El Salvador, Guatemala et Nicaragua – dont ils fournissent les données politiques et les fondements économiques tout en rappelant le poids militaire des forces en présence. Ensuite, l'implication de Washington dans ces conflits, et ses craintes d'ordre stratégique. Enfin, trois paramètres complémentaires : le rôle de l'Union soviétique et de Cuba, l'influence du groupe de Contadora et celle de l'Eglise (l'Europe, soulignent les auteurs, brillant surtout par son absence). Ecrit dans le style alerte des reportages, ce livre constitue une synthèse sereine, claire et bien documentée sur l'un des conflits contemporains les plus complexes.

I. R.

SOCIÉTÉ

LA PAROLE PERDUE. – André Nataf

★ Les-Lettres libres, Paris, 1986, 146 pages, 65 F.

La philosophie qu'on dit morte est « *simplement devenue introuvable* ». Premier constat de l'auteur. Lié à celui-ci : « *La parole s'est démocratisée, mais vidée de son contenu.* »

La République, « *lieu de liberté* », est devenue un « *féodalisme social* ». L'exposé d'une situation et la défense de la « *parole philosophique* » sont ici les clartés qui expliquent le racisme. Le titre de chacun de ces courts chapitres pose une question (qui contient sa réponse), ou bien est une affirmation : « *Peut-on être raciste à gauche ?* » – « *Le communisme est une continuation du capitalisme.* » Ou une maxime : « *On naît rarement raciste, on le devient toujours.* » Et encore : « *L'étranger, miroir de ma détresse.* » Ce qui signifie en retour que nous sommes le miroir de la détresse de l'étranger. Que sort-il de ce double reflet de détresse ? Une détresse à l'infini ? Car l'auteur ne pose pas la question du racisme de l'autre. Ce petit livre entraîne le lecteur dans un long parcours ouvert.

Y. F.

ESPACE

LES FILS D'ARIANE. – Bernard Chabbert

★ Plon, Paris, 1986, 248 pages, 75 F.

Ce qui n'était, il y a vingt ans, qu'une grande aventure scientifique – la conquête de l'espace – a donné naissance à de grands programmes technologiques aux fortes retombées commerciales. Il a fallu l'opiniâtreté des gouvernements français pour que l'Europe se dote d'un lanceur, Ariane, et qu'elle envisage, pour compléter son autonomie, la construction de son propre vaisseau spatial habité, Hermès.

L'ouvrage de Bernard Chabbert raconte, de manière à la fois très vivante et très rigoureuse, ce passage de la préhistoire aéronautique à l'histoire qui se fait aujourd'hui. On y constate sans surprise que les Etats-Unis n'ont fait ni ne feront aucun cadeau aux Européens dans ce qui apparaît désormais, en particulier après la catastrophe de la navette Challenger, comme une guerre commerciale – une de plus – sans merci.

B. C.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

L'électronucléaire coûte que coûte ?

Par JEAN-PAUL DELEAGE, DANIEL HEMERY, JEAN-CLAUDE DEBEIR *

A TCHERNOBYL, ce 25 avril 1986, les contre-finalités virtuelles du nucléaire civil, tant de fois niées par ses promoteurs, sont devenues réalités. D'abord par l'ampleur de la tragédie, hors de proportion avec ce que l'on connaissait jusqu'alors. Le capitalisme industriel avait certes habitué les hommes à l'escalade dans la gravité du risque technologique. Mais l'électronucléaire introduit une radicale nouveauté. A l'accident mécanique classique, à l'accident chimique majeur, il ajoute la dimension inédite du désastre, qui atteint l'intégrité de la vie, non seulement sur les lieux de la catastrophe mais aussi à des milliers de kilomètres, qui frappe de manière invisible les victimes du moment, comme leur descendance.

Désastre à retardement, dilué de surcroît dans l'anonymat des statistiques et des probabilités. Outre le fait que cent mille personnes sont désormais sous surveillance médicale pour le reste de leur vie, il y aura peut-être, estime le laboratoire californien Lawrence Livermore (1), quatre mille cancers de plus provoqués par le césium 137 parmi les cent millions d'habitants des régions occidentales de l'Union soviétique, de l'Europe de l'Est et de la Scandinavie, huit mille autres directement causés par l'émission d'iode 131, et encore quarante mille en raison de la contamination des chaînes alimentaires par le même élément. Qui peut dire qu'il ne fera pas partie des élus ? Tout le monde... et personne.

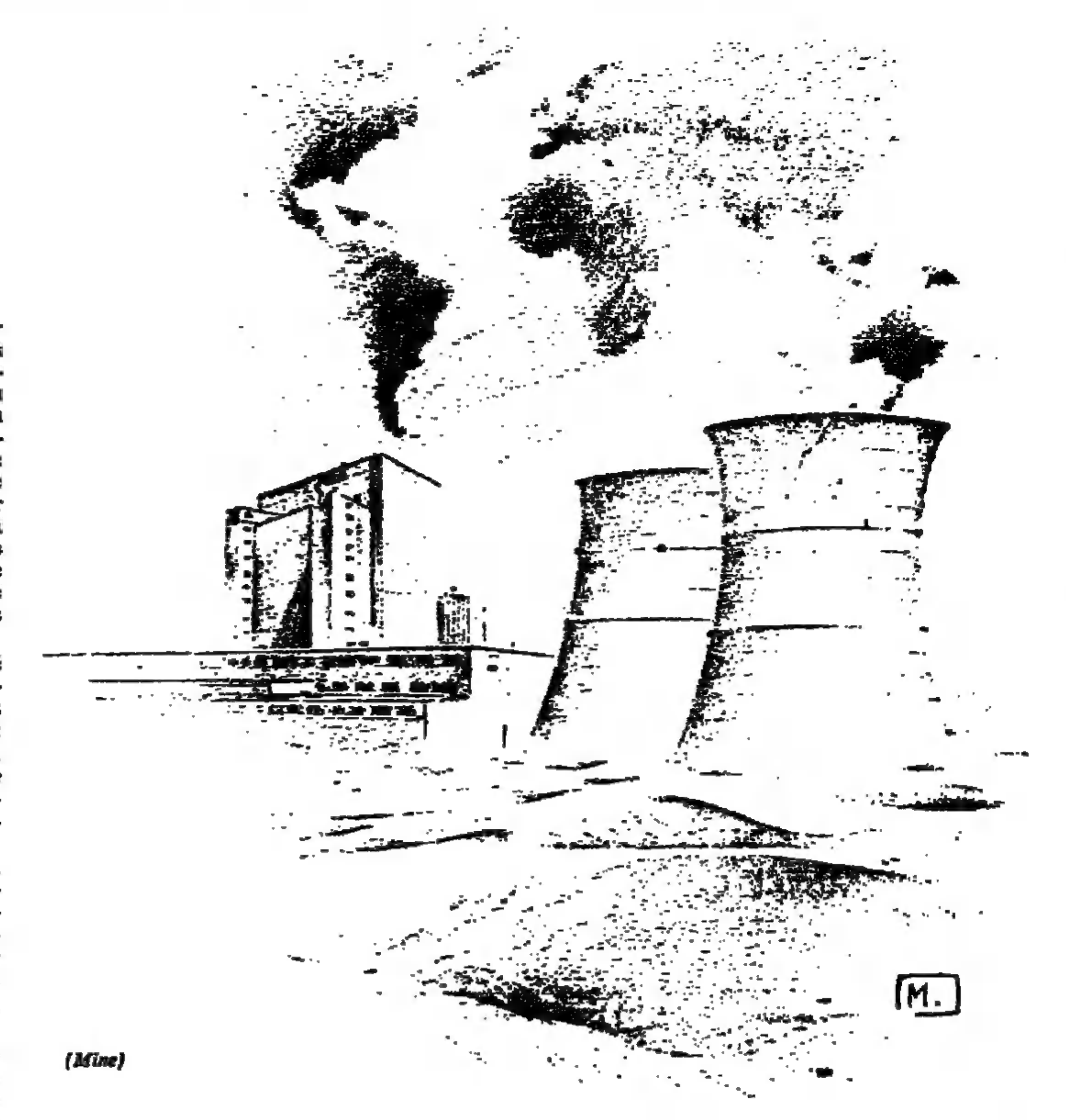
Tchernobyl réactualise, en vraie grandeur, cette fois, l'hypothèque du risque illimité, qui pèse sans cesse devantage sur les sociétés industrialisées. Il ne faut pas s'y tromper, il s'agit d'une tendance lourde de leur évolution. Qu'il s'agisse de la fragilisation massive des filières biologiques de la forêt par les pluies « acides », des ruptures écologiques entraînées par les barrages géants, ou encore des manipulations génétiques, la destruction industrielle du vivant – et de la foi dans la vie – tend aujourd'hui à se conformer au modèle nucléaire du risque.

Un modèle pour le futur

POUR la France, le scénario qui acquiert désormais vraisemblance s'apparente à celui de la catastrophe soviétique, en pire si l'on considère que l'Hexagone compte un réacteur pour 10 000 kilomètres carrés, contre un pour 100 000 kilomètres carrés dans la partie européenne de l'URSS. Dans le monde, avec la mise en service des cent cinquante-neuf réacteurs actuellement en construction, et compte tenu du déclassement des installations anciennes, il y aura à la fin de la décennie environ cinq cents réacteurs en fonctionnement, dont cent cinquante pour la seule Europe occidentale. Des accidents analogues à ceux de Three Mile Island et de Tchernobyl ont toutes chances de se reproduire, particulièrement en France où la production nette d'électricité était à 65 % d'origine nucléaire en 1985. Faudra-il, en cas de danger, arrêter tous les réacteurs ? A-t-on calculé l'immense coût économique et social d'une telle éventualité ? Les risques industriels classiques étaient perçus comme inacceptables, certes, mais comme circonscrits. Comment limiter dans l'espace et dans le temps Kychtym (Oural, 1958), Windscale (Grande-Bretagne, 1958), Three Mile Island (Etats-Unis, 1979), Tchernobyl ?

L'électronucléaire a été mis en œuvre depuis trente ans comme filière avancée d'un système énergétique devant produire de l'énergie à faible coût. Il s'agissait, grâce à lui, de peser à long terme sur les prix de l'énergie. Or l'accident de Tchernobyl aura pour effet de les entraîner à la hausse. Pour démontrer la rentabilité de l'énergie nucléaire, le seul moyen était d'accumuler les records de production d'électricité de cette origine sans que se produise d'accidents graves. Ce test, la nouvelle énergie ne l'a pas passé. La catastrophe de Tchernobyl intervient au pire moment pour son avenir : baisse conjoncturelle des prix du pétrole, nécessité d'investissements écrasants pour remplacer la première génération de réacteurs, effondrement depuis une dizaine d'années du marché mondial des centrales nucléaires.

Pourtant, le sommet de Tokyo n'a pas hésité à réaffirmer, une semaine à peine après l'accident, la détermination des grandes puissances de sauver coûte que coûte l'électronucléaire : *« L'énergie nucléaire est et continuera à être, si elle est convenablement gérée, une source d'énergie de plus en plus largement utilisée... »* Convenablement gérée, pour le meilleur et pour le pire ! Le 14 mai, M. Mikhaïl Gorbatchev faisait écho au sommet occidental en proposant de *« créer un régime international de sécurité du développement de l'électronucléaire, de rôder un mécanisme international afin de prêter mutuellement des secours d'urgence en cas de situations dangereuses... »*. De M. Reagan à M. Gorbatchev, en passant par MM. François Mitterrand et Jacques Chirac – et ce n'est pas M. Georges Marchais qui les contredira sur ce point, – la seule leçon qu'auront tirée de Tchernobyl les Etats et leurs gouvernants est qu'il faut se préparer à un Tchernobyl *bis*.



(Mine)

Quadrillage des esprits

DÈS lors, s'éclaire l'autre dimension de la catastrophe nucléaire : la nécessaire manipulation de la société par de puissants groupes de décideurs et d'experts opérant hors de tout contrôle. Il faut, en effet, légitimer le risque nucléaire, créer son acceptation collective, comme cela a été fait pour les risques industriels plus anciens. Après la terrible explosion de Courrières qui, le 10 mars 1906, avait tué près de mille cent mineurs, Clemenceau avait dû envoyer vingt-cinq mille hommes de troupe dans les corons pour mater la grève générale. En mai 1986, alors que le nuage radio-actif plane, invisible, sur des dizaines de millions d'Européens, ce sont les grands médias de l'audiovisuel qui quadrillent les esprits.

Un des préalables au développement de l'électronucléaire était que cette nouveauté radicale dans l'histoire humaine fût admise par les populations du monde industrialisé. En 1958, l'Organisation mondiale de la santé n'hésitait pas à écrire, dans son rapport nº 151, que, *« du point de vue de la santé mondiale, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude »*. En 1986, la télévision française a (re)couvert l'événement. Mise en scène réussie : la pauvreté du débat aura été proportionnelle à la gravité de la catastrophe. Hormis deux ou trois scientifiques indépendants qui ont eu droit à quelques minutes d'antenne devant un quarteron de journalistes pressés, seuls les sacro-saints experts du Commissariat à l'énergie atomique, d'Electricité de France et de leurs filiales ont eu la parole. Coincée entre la succession de la mairie de Marseille et la préparation du Mundial, entre le dérisoire et le futile, l'image de Tchernobyl a commencé à se banaliser. A aucun moment, les enjeux économiques, sociaux et politiques des programmes nucléaires, les difficultés d'une possible solution de rechange énergétique n'ont été évoqués. Pour que soit socialement accepté le risque nucléaire, le débat doit en effet être réduit à une discussion sur la sécurité, sur le degré de confiance que l'on peut accorder aux experts.

Si l'on en reste à un débat sur la confiance, Tchernobyl n'aura pas été que négatif pour les tenants du tout nucléaire. Avec l'émergence de la technologie à haut risque, le vieil idéal du citoyen responsable s'effondre devant la réalité du téléspectateur, peu à peu persuadé qu'il n'y a pas de progrès sans progrès des dégâts. Si l'on admet qu'il y ait douze mille morts par an sur les routes de France, pourquoi n'accepterait-on pas quelques dizaines de milliers de cancers supplémentaires – chez nos voisins... – s'ils sont la condition des miracles journaliers de la fée électricité ?

Implicitement ramené à ces termes simplistes, le débat d'opinion ne peut que s'enliser. Chacun devra s'accoutumer à l'ignorance et à l'incertitude, les siennes d'abord, mais aussi celles de responsables qui engagent la société tout entière par leurs décisions. Là réside le risque social majeur dont est porteur le nucléaire civil, comme son jumeau le nucléaire militaire, quant à lui plus discret. N'en déplaise aux nouveaux maîtres penseurs, jamais l'option nucléaire n'a fait l'objet d'un débat et d'un choix démocratiques. La poursuite de sa mise en œuvre ne le fera pas davantage. La société du plutonium que dénonçaient naguère les écologistes, nous y sommes.

Maîtriser le développement

ENRAYER la nucléarisation des sociétés européennes suppose que l'on aille bien au-delà de la mise en place de numéros de téléphone gratuits et même de réseaux de mesures indépendants, si nécessaires soient-ils. Répondre à Tchernobyl, c'est s'engager dans la constitution d'un véritable mouvement social, au moins à l'échelle de l'Europe, sans oublier que l'enjeu énergétique européen est indissociable de l'avenir du tiers-monde. C'est rouvrir le débat, non seulement dans les milieux qu'influence l'écologie politique, mais d'abord et avant tout parmi ceux qui participent à la production, et dans la jeunesse que le système expulse de la production ; un débat sur la maîtrise sociale de l'énergie, sur les finalités de ses emplois et, plus généralement, sur la question : que devons-nous produire, consommer, et comment ?

Ce débat, les Etats et les groupes sociaux qui les contrôlent comptent le clore avant même qu'il ne soit relancé. Pourtant, ces questions sont aujourd'hui posées devant l'ensemble des mouvements sociaux du continent : syndicats, associations, courants et partis du socialisme et du communisme. Elles le sont en France, car il n'y aura pas d'issue à l'impasse nucléaire européenne tant que, entre autres conditions, n'aura pas été ébranlé le consensus qui, dans ce pays, unit autour du nucléaire et de l'ensemble de ses implications la technocratie de l'énergie, l'armée, le patronat, le syndicalisme ouvrier et la gauche politique. En Allemagne, a été lancée l'idée d'un congrès nucléaire des peuples de l'Europe : celle-ci, de l'Oural à l'Atlantique constitue l'espace privilégié du risque nucléaire mondial.

Tchernobyl, c'est certes la radioactivité sans frontières mais ce peut être aussi le facteur d'une convergence des luttes, comme le montrent les manifestations antinucléaires en Europe de l'Est. Seul un mouvement surgi de la société européenne, fondé non pas sur les réflexes de panique qu'entretient la politique du secret, mais sur la prise en charge collective et lucide des enjeux du nucléaire, peut inverser le cours des choses, faire avancer la difficile invention d'une solution de rechange énergétique, permettre aux peuples du continent de construire leur commun avenir. Le projet d'un congrès nucléaire européen est un pas dans cette voie. Puisse-t-il faire son chemin en France.

* Enseignants de physique et d'histoire à l'université Paris-VII, auteurs d'un essai sur les systèmes énergétiques dans l'histoire, à paraître aux éditions Flammarion.

(1) *International Herald Tribune*, 17-18 mai 1986.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de mai 1986 a été tiré exceptionnellement à 146 000 exemplaires.

